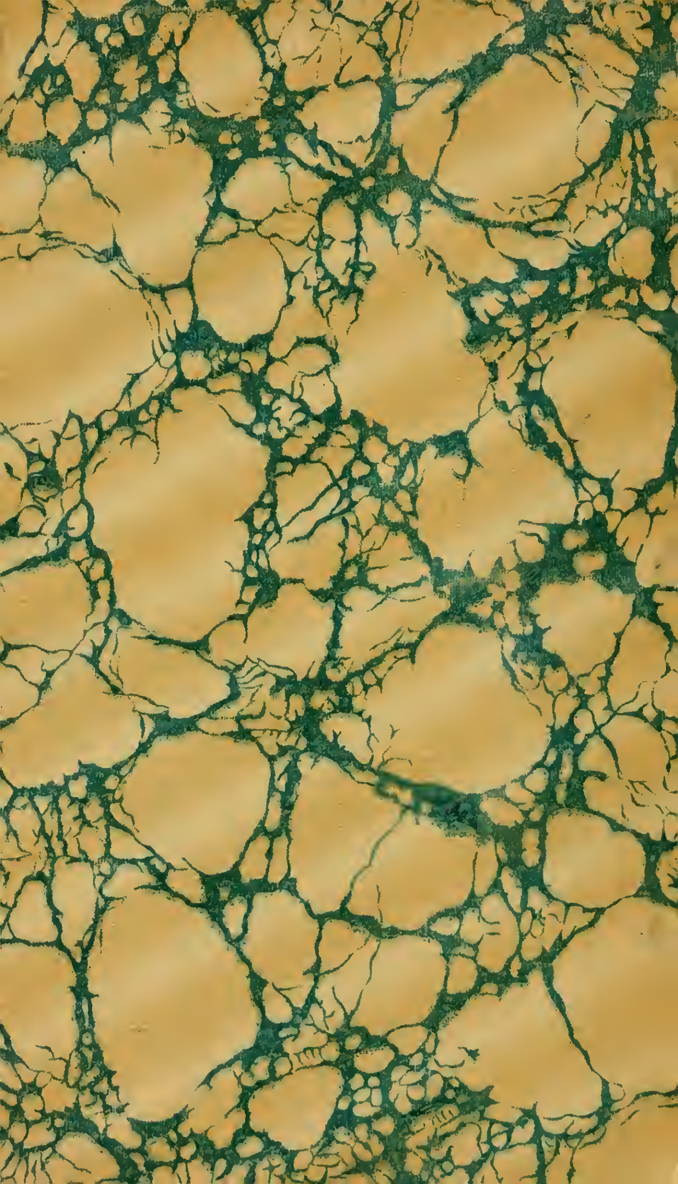
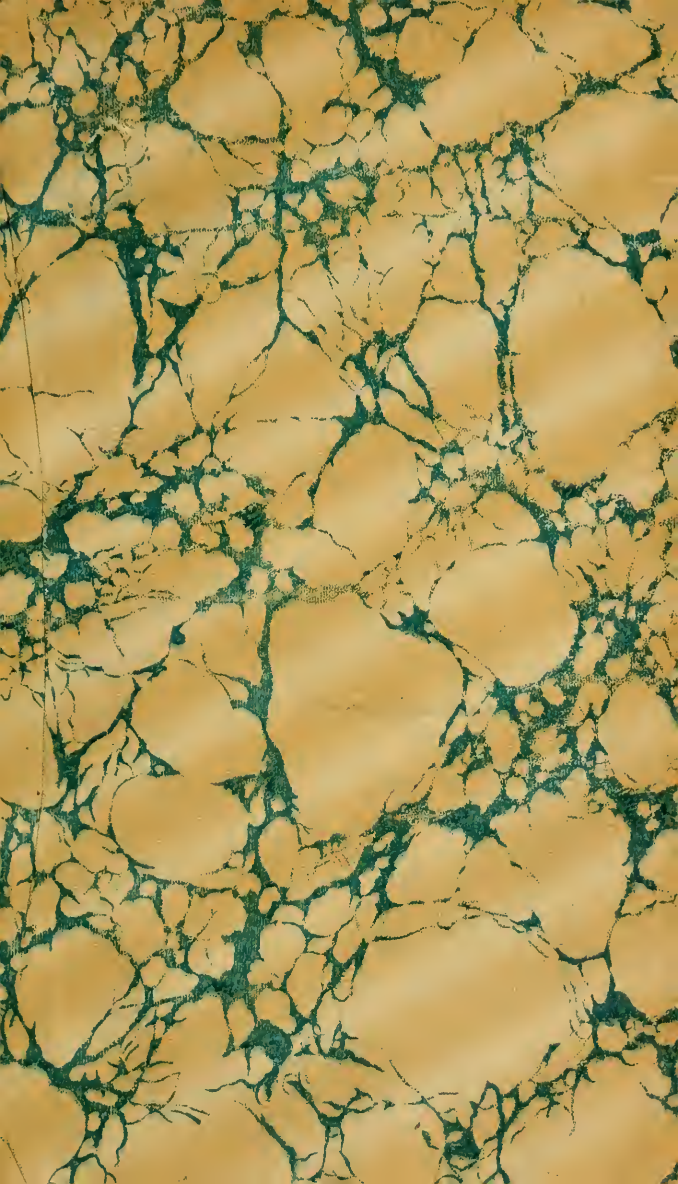

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01728712 9





LA DOCTRINE OFFICIELLE
DE L'UNIVERSITÉ

DU MÊME AUTEUR

Critique

La Morale de Nietzsche . . . . 1 vol.

Les Idées de Nietzsche sur la musique. . . . . . 1 vol.

Le Romantisme français (*Essai sur la révolution dans les sentiments et dans les idées au XIXe siècle*) . 1 vol.

La Science officielle : M. Alfred Croiset, historien de la démocratie athénienne (Nouvelle librairie nationale) . . . . 1 vol.

Roman

Henri de Sauvelade. . . . . 1 vol.

PIERRE LASSERRE

—

La Doctrine officielle de l'Université

CRITIQUE DU HAUT ENSEIGNEMENT DE L'ÉTAT

DÉFENSE ET THÉORIE DES HUMANITÉS CLASSIQUES



PARIS

MERCVRE DE FRANCE

XXVI, RVE DE CONDÉ, XXVI

—

MCMXIII

JUSTIFICATION DU TIRAGE :

604

INTRODUCTION [1]

I. Opportunité du présent travail et intérêt très général des questions qu'il traite. — II. La question de la Sorbonne. — III. La question des études classiques. — IV. Définition de notre méthode et aperçu de la doctrine. — V. Nécessité de mettre en cause l'institution de l'Université. Plan et divisions de cet ouvrage.

I

Un livre sur le haut enseignement de l'Etat semble venir à son heure. Voici deux ans que journaux et revues font une place considérable à cette matière, jugée en temps ordinaire ingrate et froide. Il faudrait remonter aux environs de 1840 pour trouver la presse française aussi occupée des choses de la Faculté et du collège. Il est vrai que la question agitée alors était celle de la liberté d'enseignement. Aujourd'hui le sujet du débat, c'est la nature de l'enseignement lui-même et le régime des études. Mais tout le monde sait et sent que cette querelle n'est d'ordre spécial et technique qu'en apparence.

1. Nous appelons très vivement l'attention du lecteur sur une *Note* placée à la fin du volume et concernant la collaboration de M. René de Marans, qui a bien voulu se charger d'écrire deux chapitres de cet ouvrage, ceux qui composent le troisième livre de la deuxième partie (pp. 327-374).

L'opposition des thèses aux prises ne se réduit pas à un simple dissentiment de pédagogues sur des détails de pédagogie. Ce qu'on discute est beaucoup plus grave que l'utilité comparée de la version ou du thème, de la composition latine ou de la composition française, ou bien que la supériorité des démonstrations directes sur les démonstrations par l'absurde en géométrie. C'est sur la définition même et l'objet de l'éducation publique à ses degrés supérieurs que porte le différend, sur la direction tout entière à lui donner, sur la fin ou l'idéal qui en doivent inspirer les tendances et déterminer l'organisation. Les adversaires en lutte, concevant d'après des principes tout opposés les conditions d'où dépend la mise en valeur professionnelle et sociale de l'individu, se contredisent à fond sur la formation intellectuelle qui convient aux nouvelles générations françaises. Leurs polémiques et les actions qui en peuvent naître intéressent donc de la manière la plus vive et la plus profonde l'avenir de notre pays et de sa civilisation.

II

On accuse (et cela dans des camps politiques divers) les nouveautés introduites depuis une douzaine d'années dans l'enseignement de la Sorbonne. L'accusation est de taille et ne peut au premier abord que mettre en défiance par son étendue, son énormité. Elle ne se limite pas à telle ou telle branche déterminée des études, parmi les matières de la Faculté des lettres, et à ce qui aurait été réformé

fâcheusement dans ce domaine particulier. Pas davantage ne vise-t-elle le zèle des maîtres ni cette décadence pure et simple qui serait la suite d'un relâchement dans les mœurs de la maison. Elle parle d'une dénaturation ou d'une tentative de dénaturation, à la fois générale et systématique, de l'enseignement et des travaux scolaires, dénaturation allant au point de rendre cet enseignement et ces travaux tout à fait stériles, sinon pernicieux, pour la formation de l'esprit et l'éducation de l'homme, et qui paraîtrait inspirée, non pas tant par quelque utopie de méthode que par une haine véritable de la culture humaine et la rage d'en détruire la tradition. La philosophie, l'histoire, les lettres, dit-on, n'existeraient plus, ne seraient plus cultivées que de nom dans la Sorbonne nouvelle. Ce qui aurait pris leur place, ce qui en ferait figure se réduirait à un labeur tout matériel de bibliographie, de recensement, de numérotage, d'étiquetage, de documentation et d'érudition aveugles et sans pensée. L'étude de la philosophie, ramenée tout entière à l'histoire de la philosophie, mais plutôt à la lettre qu'à l'esprit de cette histoire, c'est-à-dire à la poursuite et à la collation des « textes » des philosophes, sans aucun effort personnel de critique, d'interprétation, de synthèse ; l'étude de la littérature, ramenée tout entière à l'histoire littéraire, et celle-ci conçue à son tour comme le « dépouillement » quasi passif de toute la matière imprimée et de son contenu, sans acception de qualité ni d'importance ; l'étude de l'histoire, ramenée à la mise bout à bout des « sources », à l'énumération brute des faits, et excluant tout souci d'explication et de synthèse ; en

d'autres termes, une philosophie qui s'interdit les problèmes philosophiques, une critique littéraire qui s'interdit l'estimation des œuvres, une histoire qui s'interdit l'intelligence des événements, une science enfin qui s'interdit l'objet de la science, telle serait, telle tendrait à devenir de plus en plus la discipline, la pédagogie, la règle et la coutume de la Sorbonne réformée.

Voilà le réquisitoire. Il est invraisemblable. Il est monumental. Comment croire de pareilles choses ? Ce qui finit par les rendre impressionnantes, c'est que, depuis deux ans qu'elles se répandent et circulent partout, la Sorbonne ne répond pas ou ne répond qu'à peine, du bout des lèvres, avec le geste distrait et las d'un savant au travail, lequel, pour chasser une mouche de son front ou écarter des gamins de sa fenêtre, ne peut tout de même s'armer de sa bibliothèque. Malheureusement, la mouche grossit tous les jours et les irrespectueux gamins sont des écrivains dont quelques-uns passent pour parler de ce qu'ils savent. Du haut de sa grandeur officielle, la Sorbonne peut dédaigner ses censeurs. Mais peut-elle dédaigner le public français vis-à-vis de qui sa responsabilité est considérable, qui se montre de plus en plus frappé de leurs attaques, de leur thèse et qui demande des comptes ?

On peut déplorer l'importance et l'étendue des responsabilités dont la constitution universitaire, telle du moins qu'elle est appliquée actuellement, investit la Sorbonne. Il serait difficile de les exagérer.

La Sorbonne instruit et forme les futurs maîtres de la jeunesse française dans les lycées, après les avoir recrutés elle-même par la voie du concours,

C'est chez elle qu'ils viennent, ainsi d'ailleurs que les maîtres de l'enseignement libre, prendre leurs brevets de capacité. La Sorbonne, par la collation du grade de docteur, dont l'usage, sinon le règlement, lui confère le monopole et par la puissance de certains de ses membres dans les comités ministériels, exerce une action prépondérante sur le choix des maîtres de l'enseignement supérieur. La Sorbonne est la haute conseillère et inspiratrice du ministre dans la composition des programmes de l'instruction publique, tant supérieure que secondaire (il serait à peine exagéré d'ajouter : primaire). Ceux de 1902 sont principalement son œuvre. La Sorbonne, enfin, est l'établissement central et dominateur de cette Université de France dont la centralisation administrative et matérielle est sans doute moins resserrée qu'au temps de Napoléon, mais dont la centralisation intellectuelle et morale l'est bien davantage. L'esprit de la Sorbonne, les idées qui y prévalent, les méthodes qui s'y pratiquent et y font loi, le type d'éducation de l'esprit et des sentiments qui s'y distribue (on n'agit pas sur l'esprit sans agir sur le cœur), tout cela ne touche donc pas seulement au sort propre et spécial des lettres dans notre pays, mais au sort de la vie et de la civilisation nationales.

III

Non moins qu'aux nouveautés de la Sorbonne elle-même, on s'attaque de toutes parts à la récente réforme de l'enseignement secondaire et au plan

d'études de 1902. Je viens d'indiquer pourquoi ces deux campagnes, dont il est naturel que la seconde soit la plus vivement suivie par le public, se tiennent de très près et n'en font même qu'une, à y bien voir. Les programmes de 1902, en ce qu'ils ont de plus caractéristique, sont la géniture de la Sorbonne et de son nouvel esprit. Elle les reconnaît pour tels et, sur cette révolution du collège tout au moins, la plainte quasi unanime des professeurs chargés d'appliquer les programmes, des familles obligées de s'y conformer, des observateurs qui constatent l'abaissement de la culture chez les jeunes gens à l'entrée des carrières, l'obligent à s'expliquer plus qu'elle ne consent à le faire sur les innovations intérieures de la Faculté. Mais ces deux œuvres semblent tellement solidaires et montrent une telle parenté d'inspiration que la ruine de l'une entraînera certainement le discrédit de l'autre.

Que reproche-t-on au plan d'études des lycées ? Une grosse erreur de principe.

Il sacrifierait ce qui est l'objet même et la raison d'être du lycée ou du collège, savoir la formation générale de l'esprit, la formation de l'homme, au fallacieux utilitarisme d'une spécialisation prématurée. Il détruirait ou du moins affaiblirait, au point de le paralyser, le nécessaire et traditionnel instrument de cette formation, les humanités classiques, accusées de ne donner qu'une culture de luxe exclusivement convenable à l'homme de lettres. Sous prétexte d'augmenter la valeur professionnelle des individus, il s'ingénierait à les adapter dès les bancs de la classe à leur genre de profession future, de telle sorte que la classe, détournée du seul office

auquel elle soit bonne : l'éducation commune, obligée de faire ce qu'elle ne peut aucunement faire : l'éducation spéciale, y perdrait la moitié de sa vertu et de sa fécondité.

Sous prétexte de rapprocher le plus possible *l'école* de *la vie,* il demanderait à l'école de fournir des données, des leçons, une influence, une maturation, dont seule la vie elle-même, l'expérience, la pratique, les affaires, les entreprises peuvent imprégner, et imprégner seulement des esprits et des cœurs préparés. Or, c'est cette préparation qui serait compromise. La réforme se serait d'ailleurs arrêtée à mi-chemin dans la réalisation de l'idée essentiellement déraisonnable qui l'inspira. Mais ces parties d'utilitarisme fallacieux et de réalisme caricatural, se mêlant à ce qui demeurera toujours le fond nécessaire des études et la substance de la discipline, auraient suffi pour le désorganiser.

Tel est, pour n'en reproduire que les articulations les plus générales, l'acte d'accusation qui s'élève de tous côtés contre la Sorbonne, contre les nouveaux programmes. Qu'a-t-il de vrai ? C'est notamment ce que le présent ouvrage essayera de dire.

IV

Me sera-t-il permis de rappeler que toute cette campagne a commencé par une trentaine de leçons professées en 1908 et 1909 à l'Institut d'Action française, sur la *Doctrine officielle de l'Université ?* Ce titre était commenté par ce sous-titre : *Critique du haut*

enseignement de l'Etat. Quelle qu'ait pu être la part de mon initiative dans le grand et rapide mouvement qui s'est prononcé depuis contre la Sorbonne contemporaine et contre la réforme scolaire, je fus absolument seul pendant ces deux années à saisir le public de la question. Depuis, elle a fait fortune. C'est tout ce que je désirais. Ma voix se perd aujourd'hui parmi celles qui de tous côtés incriminent les aberrations et malfaçons de l'enseignement supérieur et secondaire. Si cependant je crois devoir ajouter un livre — et un gros livre — à tout ce que d'autres écrivains (parmi lesquels je distingue très hautement une autorité, M. Bouasse) ont déjà publié sur ce sujet, c'est tout d'abord qu'il est étendu, complexe et que tout n'est pas dit, c'est ensuite que j'ai quelque confiance dans les services de la méthode par laquelle je le traiterai et que je vais définir.

Il me semble en premier lieu que, lorsqu'on parle d'une corruption généralisée dans l'enseignement de la Sorbonne, ou, ce qui revient au même, lorsqu'on accuse les plus importants enseignements de la Faculté de tomber dans une sorte de barbarie horrifique et pédante, dont il n'est pas difficile de fournir en masse (on le verra) les plus brutaux et les plus hilarants échantillons, il me semble, dis-je, qu'on est dans l'obligation de ramener ces défigurations respectives de la philosophie, des lettres et de l'histoire au commun principe d'où elles procèdent. Il ne se peut que ce commun principe n'existe point. Pour engager la Sorbonne dans cette voie, qui apparaît tout à la fois plate et fabuleuse, ses inspirateurs doivent avoir eu une raison, un idéal, qu'il faut connaître et qu'il faut définir de la manière dont eux-

mêmes le définissent. C'est une obligation de loyauté vis-à-vis de la Sorbonne, dont la pensée doit être exposée dans toute son intégrité et sa majesté ; c'est une obligation de prudence vis-à-vis de soi-même. Qui sait si les extraordinaires facilités que la sociologie *totémique* de M. Durkheim, la critique littéraire *chiffrée* de M. Lanson, l'*heuristique* de M. Seignobos, l'atelier de philologie grecque et le *laboratoire d'études supérieures en littérature française* de M. Chamard, etc., etc., donnent à la satire, ne seraient pas précisément trop extraordinaires pour n'être point trompeuses ? Qui sait si des formules, des pratiques, en elles-mêmes véritablement molièresques, ne se présenteront pas sous un tout autre aspect à la lumière de l'ensemble doctrinal et méthodique, du but supérieur auquel elles sont subordonnées ? La routine, dira la Sorbonne (elle dira plutôt : le misonéisme), a le rire prompt contre des innovations et des progrès dont la clé lui échappe. Il faut qu'elle ne puisse pas le dire.

Quand on aura fait cette synthèse des errements sorbonniques (si errements il y a), on devra bien faire la synthèse des réfutations et rectifications qu'on aura opposées à cette fausse doctrine de la Sorbonne sur la nature, la composition et la destination des enseignements supérieur et secondaire, il faudra se référer à la vraie doctrine sur le même objet. La critique et la satire de la Sorbonne pourraient être amusantes et justement vengeresses, elles demeureraient pourtant assez stériles, si, s'étant moqué ou indigné de l'emploi perturbateur ou inutile qu'elle assigne à son activité, on n'était en mesure de définir la tâche normale et naturelle à laquelle elle

manque. Même remarque à l'égard du collège et de ses programmes d'études.

Sans ce souci de doctrine, sans cette préoccupation d'aboutir à un corps de propositions positives et pratiques égal à l'étendue de ce qu'on aura voulu discréditer, la critique des nouveautés universitaires demeurerait exposée à une interprétation mesquine, fort dangereuse pour son autorité. Les intéressés auraient beau jeu à la défigurer en lui prêtant des intentions insoutenables, en répandant sur la faiblesse des principes ou la vieillerie des modèles dont elle s'inspire, sur la chimère ou le ridicule des restaurations qu'elle médite, des légendes tout à l'avantage de leur propre cause. Quand on se déclare contre quelque chose, le public, s'il n'a pas l'impression qu'on le fasse par fantaisie pure, auquel cas il ne vous écoute guère, se forme de lui-même une idée quelconque de la chose qu'on entend mettre à la place. Démasquer et siffler les barbaries de la Sorbonne contemporaine, le faux et court utilitarisme du plan d'études de 1902, c'est donner à croire, si l'on s'en tient là, que c'est dans la Sorbonne d'avant les réformes, dans le plan d'études d'avant 1902 que l'on place son idéal. Dieu merci, les sorbonniques du jour sont encore assez malins pour profiter ou abuser de cette apparence (laquelle, au demeurant, peut bien être chez certains de leurs censeurs une réalité) et pour raconter qu'on rêve de faire revivre la Sorbonne éloquente et vaine des Cousin, des Villemain, des Caro, ou de reverdir certain humanisme précieux et confit auquel l'Université put parfois se montrer complaisante. Ne leur laissons pas le refuge de cet alibi. La Sorbonne

de Cousin valait ce qu'elle valait et l'humanisme universitaire de 1840 ou de 1860, pareillement. C'est une question rétrospective. S'il fallait incarner dans la pratique de telle ou telle époque du passé l'idéal de la bonne pédagogie et de la bonne discipline, ce n'est pas celle-là que nous choisirions. Mais il ne convient de l'incarner précisément dans aucune époque particulière, attendu que les institutions du passé le plus admirable ne sauraient jamais être transportées intégralement et par une sorte de transfert matériel, dans un présent qui dispose peut-être, pour améliorer et enrichir ces institutions, du résultat de considérables progrès.

Il existe une tradition de pédagogie et de culture associée à la plus haute civilisation de l'humanité et dont les lettres antiques, la scolastique helléno-chrétienne, les lettres classiques modernes, sont successivement venues composer la substance et fournir les instruments. Nous n'hésitons pas à dire que cette tradition est immuable, pour qui du moins ne consent pas à un abaissement de la civilisation occidentale et à une défiguration nationale de la France, laquelle n'est certes pas à elle seule la haute civilisation, mais est située, si l'on peut parler de la sorte, sur l'axe historique de celle-ci. Seulement l'immutabilité du fond ne fait pas l'immutabilité des détails. Et il appartient à chaque époque, héritière du fond de la discipline classique, d'y corriger ce que le goût, la mode, les convenances propres d'un autre siècle y purent ajouter de complications, d'ornements, de subtilités, pour réduire sans cesse ce legs précieux de l'histoire à ce que la constante nature des choses en montre être le plus efficace et le plus

excellent. C'est avec cette liberté qu'en usait Rollin envers les finesses excessives et les minuties de la rhétorique ancienne. Et nous en userons de même à l'égard de l'organisation des humanités définies par Rollin. Non d'ailleurs que nous trouvions ombre de superfétation ou d'artifice dans la conception de l'admirable *Traité des études*. Mais nous sommes plus riches que du temps de Rollin. Grâce à leur immense progrès moderne, les sciences mathématiques et physiques ont apporté des instruments de formation intellectuelle (de formation intellectuelle, non pas spéciale, mais commune) que la pédagogie, tant supérieure qu'élémentaire, en doit retenir, pour les placer, *à un rang nettement subordonné d'ailleurs*, à côté des plus puissants qui nous soient fournis par les lettres. Les uns et les autres s'harmonisent à merveille ensemble, et, pour qui entend bien cette grande idée des *humanités*, les seconds n'en font pas aujourd'hui partie moins intégrante que les premiers. Ce perfectionnement des études universelles par les méthodes, par les arts d'invention et de combinaison les plus éprouvés des temps modernes, était mûr au commencement du XIX[e] siècle, et ce n'est pas encore le moment de dire pour quelles raisons le XIX[e] siècle nous paraît en général l'avoir manqué. Ce n'est pas le moment non plus de préciser la doctrine à la fois très « réactionnaire » et très « avancée » dont nous venons d'indiquer sommairement le principe et la tendance. Il nous suffira d'avoir fait comprendre qu'à l'encontre de ce que prétend la Sorbonne (qui n'a encore trouvé que cette pauvreté pour se défendre) notre critique ne demeure pas étroitement accrochée à l'imitation littérale d'un

certain moment du passé, mais s'oriente sur la raison, la nature et l'expérience. On aura également compris que nous ne donnerions pas l'assaut à la Sorbonne pour le plaisir (rien en effet de moins excitant et de moins glorieux) si le chemin qui mène à la véritable réforme de l'enseignement public et des études ne passait précisément sur le corps de la Sorbonne.

V

A la question de la doctrine se joint forcément celle de l'institution.

Quand on se plaint du mauvais rendement d'un service public, on est bien obligé de demander : à qui la faute ? Est-ce la faute d'un accident (hasard, erreur) qui aurait placé à certains postes importants de ce service des hommes au-dessous de leur tâche ? Dans ce cas, le mal est réparable sans que l'organisation générale du service doive être changée. Ou bien, ne serait-ce pas la faute de cette organisation elle-même, soit que ses vices constitutifs paralysent la bonne volonté ou rendent inutiles les qualités individuelles de ses fonctionnaires, soit qu'elle ne se trouve pas protégée contre les intrigues de quelque parti puissant, qui, jaloux de la faire servir à son bien propre plutôt qu'au bien public, y livre toute l'autorité à ses créatures et aux dociles exécuteurs de sa consigne ? Tout le monde avouera que ces questions sont à poser, ces distinctions à faire. Impossible de critiquer les errements universitaires

sans se demander si la constitution de l'Université en est pour quelque part responsable. Est-ce donc que la question préjugerait fatalement une réponse défavorable à celle-ci, qu'aucun des adversaires déclarés de la Sorbonne ne se décide à l'effleurer? Etonnante réserve. Si, comme vous le dites, les chaires de la Sorbonne et de l'Université se sont remplies depuis une douzaine d'années de non-valeurs outrecuidées et d'esprits faux, dévoués à un plan de bouleversement, il a fallu qu'un tel résultat fût concerté de quelque façon et que la constitution universitaire fût désarmée contre ce concert, qu'elle en souffrît ou même en favorisât le succès.

L'idée de mettre en cause l'Université paraîtra scandaleuse et impie à beaucoup de gens. Qu'ils veuillent bien, cependant, par une hypothèse hardie, se représenter que la direction de l'enseignement public en France fût confiée aux Jésuites. En présence des programmes d'études que ceux-ci auraient élaborés, et pour juger de ces programmes, qui ne se souviendrait qu'ils sont Jésuites? Qui ne rechercherait l'influence du propre esprit et du propre but, des propres aspirations de leur corps, sur leur manière de concevoir et d'organiser la formation scolaire et la discipline de la jeunesse, sauf d'ailleurs à apprécier favorablement ou défavorablement le sens et les effets de cette influence? On me dira que les Jésuites sont tout d'abord prêtres, religieux, soldats de l'Eglise, et secondairement éducateurs profanes, et qu'il y a donc lieu, soit pour un incrédule, soit pour un simple laïque, de se demander si le premier de ces rôles n'a pas chez eux fait tort au second, s'ils n'ont pas faussé les matières

d'enseignement en faisant un instrument d'apostolat des plus étrangères d'entre elles à cette destination. Au lieu que l'Université, ajoutera-t-on, n'existant qu'en vue de l'enseignement profane, étant le *corps enseignant* et pas autre chose, peut bien errer, parce qu'elle est humaine, mais se trouve dans des conditions idéalement favorables pour tomber sur la bonne institution pédagogique, laquelle est son objet, indépendamment de toute autre préoccupation. A quoi je répondrai d'un mot que cet affranchissement quasi céleste de tout souci étranger à l'objet peut bien exister par rapport à l'observation des phénomènes du ciel ou à l'établissement des mesures géodésiques, mais n'offre aucun sens par rapport aux choses de l'enseignement public, qui sont par elles-mêmes un objet complexe, mêlé et touchant de trop près à tous les intérêts spirituels et sociaux et aux passions qu'ils émeuvent. Il n'est donc pas en ce qui les concerne de position naturellement neutre. Si les Jésuites dépendent de l'Eglise, l'Université dépend de l'Etat. Si les Jésuites, institution religieuse, sont dans un certain rapport au pouvoir religieux, l'Université napoléonienne, institution de l'Etat, est dans un certain rapport au pouvoir politique et à sa politique du moment. Est-il vrai encore une fois que les nouveautés de la Sorbonne constituent une véritable trahison, consciente ou non, instinctive ou réfléchie, mais en tout cas systématique, à l'égard de sa mission naturelle et normale, c'est-à-dire à l'égard de la science, de la culture, de la pensée, de la raison ? Quelles puissances, quelles forces l'ont poussée dans la voie de cette trahison ? Et quelles brèches leur ont donné accès sur la tête et le cœur de l'Université ?

Il faut le savoir pour savoir quelles réformes soustrairont les organes de direction et de réglementation de l'enseignement public à toute ingérence, à toute influence contraire, et surtout inférieure, à la nature de leur fonction, pour savoir dans quelles conditions de vie et d'indépendance, dans quels rapports entre eux, les établissements d'instruction publique de tous degrés doivent être placés afin que toutes leurs forces tendent à l'élaboration de la culture la plus pure et la plus forte possible et que leur plus grand intérêt coïncide avec leur plus grand succès et leur plus grand prestige dans cet ordre-là.

Synthèse ou économie de l'erreur combattue, — affirmation explicite de la doctrine, — critique de l'institution, tels sont les trois articles de la méthode que nous appliquerons à notre sujet. Nous ne les appliquerons pas, les deux premiers du moins, successivement et dans des chapitres séparés. Ils ne déterminent pas l'ordre et la division de la matière. Ils régleront et inspireront la manière dont nous en traiterons chaque partie, essayant de pénétrer à fond la pensée de l'adversaire et de l'exposer comme il exposerait, ou même mieux (ce qui ne nous sera pas toujours difficile), puis la rectifiant dans le détail et dans les nuances. La critique de l'institution ne sera abordée que dans les conclusions. Et, en outre, toutes les vérités de doctrine que nous aurons recueillies au cours d'une discussion et d'une critique variées, nous les grouperons et les ordonnerons dans une exposition à part.

Quant au plan même de cet ouvrage, plan fondé sur ce qui a été dit du lien étroit et de l'interpénétra-

tion des deux questions des humanités et de la Sorbonne, en voici les grandes divisions.

Dans une première partie (*La guerre aux humanités*) seront étudiées et discutées les doctrines hostiles à la tradition des humanités ou études classiques et les nouveautés scolaires déjà établies conformément à ces doctrines.

La seconde partie (*La Sorbonne contemporaine*) décrira, analysera et jugera la formation que reçoivent à la Sorbonne, qui est pour eux l'école professionnelle, les futurs maîtres de la jeunesse française.

La troisième partie (*Définition des humanités*), abondamment préparée par toute la critique répandue dans les deux parties antérieures, essaiera de fixer les principes véritables de la pédagogie classique.

La quatrième (*L'Université et la Révolution*) traitera de l'institution universitaire et posera le principe des réformes essentielles qu'elle demande.

PREMIÈRE PARTIE

LA GUERRE AUX HUMANITÉS

PRÉAMBULE

I. La question des humanités et l'opinion publique. — II. Les ennemis des humanités. Il importe de connaître leurs principes et leurs raisons.

Il était naturel que le grand public, qui n'est pas le client direct de la Sorbonne, ne s'émût que lentement des critiques dirigées contre cette maison. Au contraire, ce qui s'est dit et écrit de la décadence ou plutôt de la destruction systématique des humanités, de l'abandon du latin, de la « crise du français » a naturellement trouvé dans l'opinion un écho vif et rapide. Les familles se sont alarmées. Des spécialistes de grande valeur, très persuadés que l'intelligence ne saurait exceller dans ses applications particulières, qu'au prix d'une forte formation générale, ont

réclamé en faveur de la tradition des études[1]. Médecins, ingénieurs, littérateurs, artistes, académiciens, se sont mis de la partie. Il s'est constitué pour la défense des humanités et de la culture intellectuelle deux Ligues très peuplées, très brillamment et même un peu confusément. Mouvements louables, auxquels nous applaudissons, mais qui sont condamnés à demeurer stériles, si ceux qui y participent ou qui les conduisent ne prennent pas soin de s'entendre de la manière la plus précise sur ce qu'ils réclament, et sur les raisons pour lesquelles ils le réclament. Or, c'est à quoi ils ne parviendront pas, s'ils ne commencent par étudier les raisons au nom desquelles ce dont ils gémissent a été fait. On ne guérit pas un mal dont on ignore, et surtout dont on ne veut pas voir la cause. On ne triomphe pas d'un ennemi dont on n'a pas reconnu et mesuré les ressources et les points d'appui. Si les humanités ont été comme expulsées des études, cela n'est pas arrivé tout seul et sans que personne sût pourquoi. Cela a été voulu, exécuté très délibérément. Il faut savoir pour quels motifs.

Donnons donc la parole aux ennemis des humanités classiques et apprenons d'eux, non seulement les considérations qui justifient cette guerre, mais aussi la nature, la composition et l'objet de ce qu'ils ont prétendu ou prétendent substituer aux études traditionnelles.

MM. Ernest Lavisse, Charles Seignobos, Gustave Lanson seront nos autorités. Non moins utilement

1. Voir notamment les brochures de MM. Henri Poincaré et Le Chatelier publiées par la Ligue pour la culture française (lib. Fayard).

qu'à eux, nous pouvions nous adresser à MM. Emile Durkheim, Ch.-V. Langlois, Ferdinand Brunot ou Charles Andler. Tous ces messieurs ont eu la part la plus agissante et la plus efficace dans les coups portés aux humanités classiques par la réforme de 1902, où ils ne veulent voir d'ailleurs qu'une étape vers la subversion complète de la tradition scolaire; et ils ont, dans leurs livres, discours ou articles, donné les raisons, fourni l'apologie de leur entreprise. Mais pour M. Durkheim, l'ensemble de ses travaux, qu'il appelle de la « sociologie » et qu'il devrait nommer autrement, sera l'objet d'un examen à part dans la deuxième partie de cet ouvrage. On y verra ce qu'il reproche aux études traditionnelles. Quant à MM. Langlois, Brunot et Andler, leur plaidoyer ou réquisitoire se confond en substance avec celui de MM. Seignobos et Lanson. La position de M. Lavisse est particulière. De son propre mouvement, il ne se fût pas mis en guerre contre les humanités. Mais l'initiative ayant été prise par d'autres, à la faveur et en conséquence des événements politiques, et n'ayant rencontré devant elle rien de résistant, rien de fort, il l'a sanctionnée de son parafe, qui est, il est vrai, le plus gros parafe (sinon le plus ferme) de l'Université. Une fois la destruction des humanités décidée et commencée, M. Lavisse en a trouvé en abondance des justifications en quelque sorte mystiques, et il les a exposées dans une confession personnelle qui respire l'amertume de Manfred et la logique d'une femme nerveuse.

CHAPITRE I

LES RAISONS DE M. LAVISSE

I. Caractère suranné des humanités. Elles convenaient aux sujets de Louis XIV. Le xvii[e] siècle jugé par M. Lavisse. — II. Critique de ces études. Elles élevaient la jeunesse dans le mépris de l'histoire. — III... et dans l'ignorance de la nature. — IV. En quel sens M. Lavisse les voudrait voir réformées. — V. Les humanités, du point de vue de l'éducation morale.

I

Un beau jour, ou plutôt un triste jour de l'année 1903, M. Ernest Lavisse, de l'Académie française, descendit de la rue d'Ulm à la rue Saint-Jacques, de l'Ecole Normale supérieure qu'il dirige à l'Ecole des Hautes Etudes sociales que dirige M[me] Dick May, pour y exécuter quelque chose comme le *meâ culpâ* de l'Université de France. Il y fit sans ménagement le procès de la pédagogie universitaire depuis quatre siècles, en s'appuyant principalement sur ce qu'il disait avoir reconnu de profondément raté en

lui-même, nourrisson de cette pédagogie. Il y racontait les *Souvenirs d'une éducation manquée*[1].

Cette éducation, c'était la sienne. Il s'en confessait avec une ironie humble et amère. On pouvait cependant s'étonner qu'ayant passé sa vie à former et à diriger des éducateurs, il eût attendu la soixantaine pour s'en apercevoir.

Sa thèse était que les humanités convenaient ou plutôt « suffisaient » aux hommes de l'époque de Louis XIV, mais ne forment plus une éducation appropriée aux hommes de notre temps. Pour le prouver, il commençait par tracer du siècle de Louis XIV un bref tableau sur lequel il importe de s'arrêter, pour s'instruire, non pas sur l'histoire, mais sur la nature véritable et le digne nom du métier qu'exerce M. Lavisse.

L'idéal des éducateurs du XVIIe siècle était simple et *pouvait l'être*. L'existence d'un sujet de Louis XIV était, à l'avance, réglée ; *il n'avait pas la charge de lui-même*; l'Eglise *pensait pour lui* et le Roi *voulait pour lui*.

La famille, la corporation, l' « Ordre » étaient des cadres qui le recevaient et le classaient. *Aucune inquiétude de l'avenir, ni chez les individus, ni dans la société*. L'humanité française se croyait parvenue à *l'état définitif*. Il y eut un moment sous le règne de Louis XIV où il semble que la terre se soit arrêtée de tourner. *In conspectu solis stetit terra*. *L'esprit avait perdu la notion du temps qui passe*. Au reste, il n'était troublé par *aucune curiosité*.

1. Cette conférence figure dans l'*Education de la Démocratie* recueil de conférences faites à l'Ecole des Hautes Etudes sociales. Les citations contenues dans ce chapitre y sont prises, sauf indication contraire.

Les sciences naturelles naissaient à peine, la nature était négligée comme indifférente, ou traitée en suspecte, *comme l'ennemie du chrétien*. Les mathématiques *seules* étaient cultivées, et seulement par une aristocratie internationale de rares esprits. A l'homme de ce temps-là suffisaient les « humanités », comme on les entendait, c'est-à-dire l'étude esthétique et morale des grands écrivains, ayant pour fin de former l' « honnête homme », ce qui signifiait ou à peu près, *l'homme comme il faut*.

On a honte de relever dans la bouche du directeur de l'Ecole Normale supérieure de tels abus du langage. L'un est d'appliquer à un esprit qui accepte les dogmes de l'Eglise, cette expression injurieuse et absurde, que l'Eglise « pense pour lui ». M. Lavisse n'ignore nullement que l'Eglise n'a jamais demandé de croire sans qu'on sût pourquoi, qu'elle note d'hérésie ceux qui enseignent que c'est la bonne manière de croire, qu'elle propose des raisons de croire, simples pour les simples, profondes et développées pour les habiles et les philosophes, qu'elle ne fait pas de la foi un acte de l'intelligence, mais entend qu'il entre dans la foi un parti, un choix de l'intelligence. Ces notions ne manquent pas à M. Lavisse qui a appris son catéchisme. Mais, puisqu'il est là où il est (à l'Ecole des Hautes Etudes sociales) pour rabaisser, devant des gens à qui cela fera plaisir, une grande époque française, il n'y va pas à demi, il cherche les formules les plus humiliantes, il y met une sorte de bile et d'aigreur. Ce qui est plaisant, c'est de surprendre dans le libre penseur, le dévot manqué. Si l'Eglise pense pour le croyant (admettons cette façon de s'exprimer), ce n'est, à coup sûr, que dans les matières de religion. Or, ces

matières, qui pourtant n'existent pas pour M. Lavisse, il en parle comme s'il n'y en avait pas d'autres au monde, puisque, l'Eglise étant supposée penser pour quelqu'un là-dessus, il énonce qu'elle pense pour lui absolument, il n'y daigne mettre aucune restriction. Et comme ce qu'il va opposer à ce sujet de Louis XIV, c'est l'homme moderne ou le citoyen de la démocratie « qui a toute la charge de lui-même », il est clair que cette charge sera pour chacun de se créer de son fond individuel une religion ; religion sans dogme évidemment, un dogme religieux appelant une autorité spirituelle. C'est du pur Ferdinand Buisson.

Le dédain qu'il laisse voir pour tous les objets de la pensée étrangers à la religion, M. Lavisse le montre pour tous les objets de la volonté autres que la souveraineté politique. Le roi, dit-il en termes également absolus, « voulait pour » ses sujets. C'est sur le gouvernement de l'Etat, et non sur autre chose, que s'exerçait la volonté royale. Le gouvernement de l'Etat eût donc été, selon un ordre normal, l'affaire de chacun et les hommes du XVIIe siècle, à la volonté de qui cette affaire n'était pas soumise, étaient par le fait même dessaisis de leur volonté, de leur personnalité. M. Lavisse ne reconnaît pas à une volonté qui vise moins haut que la souveraineté générale la dignité de volonté humaine. Mais quoi! va-t-il me répondre, est-ce que vos faciles moqueries ne sont pas réfutées et elles-mêmes ridiculisées par un fait ? Est-ce que les institutions modernes, élevant l'individu à la dignité d'électeur, ne lui imposent pas la souveraineté comme un devoir ? Très bien ! mais alors, mon cher monsieur, usez d'un langage plus

familier et condamnez les vieilles humanités comme impropres à former l'électeur anticlérical. On vous comprendra très bien.

Cette époque de Louis XIV où, tout le monde n'étant point pape et roi, le développement de la personnalité humaine demeurait si inférieur à l'idéal de la Réforme et de la Démocratie, M. Lavisse la voit très faible et très bornée intellectuellement. En fait de sciences, elle ne cultivait que les mathématiques. Au siècle de Pascal, de Torricelli, de Huyghens, de Mariotte, de Cassini et de Descartes, en ce siècle qui a posé les fondements de la physique et de la mécanique modernes et dont une certaine période est toute pleine de bruyantes controverses de physique, où les profanes s'intéressent, « les mathématiques étaient seules cultivées » !

Un mérite, en revanche (le seul), que M. Lavisse admire chez les sujets de Louis XIV, c'est les élégances de la sociabilité et du bien dire représentées par « l'honnête homme ». Mais l'honnête homme du XVIIe siècle, il en fait « l'homme comme il faut », un type tout superficiel et purement mondain dans son agrément. Et il lance cette définition, comme si elle répondait à une des évidences ou des banalités de l'histoire. Ce serait mal s'adresser que de lui en faire observer la ridicule invraisemblance, puisqu'il n'y aurait rien d'étonnant à ce que le XVIIe siècle, frivole de pensée comme M. Lavisse le peint, eût en effet honoré du plus grave et du plus beau nom un personnage en qui s'incarnait sa frivolité. Mais un professeur de Sorbonne ne s'inclinera-t-il pas devant des textes, même notoires et à la portée de chacun ? Le type de l'honnête homme a été fréquemment défini

par les écrivains du temps, et tous, Pascal, Molière, La Bruyère notamment, lui ont prêté des traits où le sérieux, la vigueur et la dignité se mêlent à la grâce, à la liberté et à l'aisance, mais de telle manière que ces deux ordres de qualités contiennent comme la garantie l'un de l'autre : la véritable étendue de l'esprit et la véritable possession du savoir se distinguant nécessairement du pédantisme par une certaine grâce, tout comme la grâce naturelle se distingue de l'affectation par un certain sérieux. Ecoutons Pascal :

L'homme est plein de besoins ; il n'aime que ceux qui peuvent les remplir tous. C'est un bon mathématicien, dira-t-on. Mais je n'ai que faire des mathématiques ; il me prendrait pour une proposition. C'est un bon guerrier. Il me prendrait pour une place assiégée. Il faut donc un honnête homme qui puisse s'accommoder à tous mes besoins généralement (*Pensées*, I, 36).

C'est bref. Mais cela suffit. Je ne pense pas que « tous les besoins de Pascal généralement » s'accommodassent d'un homme « comme il faut », d'un mondain parfait.

Ayant constaté la médiocrité scientifique et philosophique du XVII[e] siècle, M. Lavisse, en véritable historien, l'explique. Il en donne deux explications, dont la première rend la seconde inutile ; mais celle-ci est si curieuse qu'il serait dommage qu'elle fût restée en route. Tout d'abord, au XVII[e] siècle, *la curiosité de l'intelligence était nulle*. Ensuite, *la nature était considérée comme l'ennemie du chrétien*. C'est pourquoi la zoologie, la botanique et la miné-

ralogie étaient négligées. M. Lavisse ne parle pas de la nature de l'homme, de ses instincts, de ses passions, ce qui aurait au moins un sens. Il parle des animaux, des plantes et des minéraux. Au XVIIe siècle, les animaux, les plantes et les minéraux étaient considérés comme les ennemis du chrétien et la science était le diable en personne.

N'est-ce pas une grande pitié que d'entendre ce fonctionnaire chargé d'ans, d'honneurs et de responsabilités, répéter comme un petit garçon les plus tristes extravagances suggérées à Michelet par son hallucination haineuse ?

Par conviction ? M. Lavisse, qui va tout à l'heure nous expliquer son âme, nous fera comprendre lui-même ce qu'il en faut penser.

A ce tableau du XVIIe siècle, il va maintenant opposer l'explication ou plutôt l'énumération des nouveautés de toutes sortes, parues depuis, et qui exigeraient une révolution dans la pédagogie classique.

La vieille définition des humanités ne convient plus évidemment, *après* que l'humanité s'est transformée, *après* la philosophie des XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles, *après* les lettres modernes, *après* la science moderne, *après* la découverte et la conquête de la nature, *après* la mise en valeur du globe, *après* la Révolution, *après* la démocratie, *quand* les anciens *moules d'existence* ont été brisés, *quand* les autorités d'autrefois sont mortes ou réduites à se défendre, *quand* enfin l'éducation a charge de former un homme *qui a toute la charge de lui-même.*

Ce n'est pas un argument. C'est un boniment. M. Lavisse prend un confus entassement de faits

pour la production d'une raison. « Immense... immense... immense... changement immense... »Ces simples mots eussent été plus précis et plus intelligibles. Hé oui! on a appris pas mal de physique, de géographie et d'histoire naturelle depuis Louis XIV ; on a inventé beaucoup de machines, défriché beaucoup de terrains et mis en valeur beaucoup de richesses ; il s'est même passé trois siècles. Aussi ai-je entendu dire que les programmes de physique, de géographie, de sciences naturelles et d'histoire n'avaient pas attendu jusqu'à la réforme de 1902 pour s'étendre considérablement. Mais le latin, le français, et le carré de l'hypoténuse ont-ils changé ? Ou bien « la transformation de l'humanité » consisterait-elle en ce que ces humbles et fondamentales choses, dont l'étude coûtait autrefois des années, on les sait maintenant sans les avoir apprises ? A moins peut-être qu'il n'en faille plus surcharger inutilement un homme qui a déjà « toute la charge de lui-même ».... Les réformes proposées par M. Lavisse nous montreront-elles comment il l'entend ?

II

Se souvenant avec amertume d'avoir été nourri comme un sujet de Louis XIV, M. Lavisse entre dans le détail de la question et compare ce qu'on lui faisait faire en classe avec ce qu'on aurait dû lui faire faire et qui sera fait désormais.

On lui faisait faire des versions, des thèmes, des

explications d'auteurs et des dissertations françaises. Mais on laissait de côté ce qui eût constitué le véritable profit de ces exercices.

Nous avons écrit, Dieu sait combien de versions et de thèmes, mais *nous n'avons pas fait vraiment* une version ni un thème. Un thème, une version, c'est une comparaison, une lutte entre deux langues. L'effort pour transposer une phrase de l'une dans l'autre, s'il est bien dirigé et si les difficultés en sont bien expliquées et bien classées, doit procurer une certaine connaissance des différences entre les deux langues et, par conséquent, *du caractère de chacune d'elles. Pourquoi donc ne m'a-t-on jamais dit* que *le génie d'un peuple* s'exprime clairement et certainement par la langue qu'il a composée à son usage ; que sa phrase *donne le moule* de son cerveau, et que sa manière de penser détermine sa façon d'agir, son aptitude historique et *sa vocation particulière dans l'humanité?* .. Pourquoi dans les hautes classes ne m'a-t-on jamais donné à entendre que la phrase latine est celle d'un peuple qui agit, commande et légifère, et la phrase grecque celle *d'un peuple à raisonnement perpétuel* ?

Tous mes compliments aux maîtres du jeune Lavisse. Ces bons esprits avaient une opinion très arrêtée, très « étroite » sur les positions respectives des bœufs et de la charrue. Ils pensaient que la raison d'être de la version latine et du thème latin est d'enseigner le latin et le français, le français par le latin, et que la linguistique et la philologie comparées présupposent (à moins qu'on n'en apprenne les théories comme un perroquet) la connaissance des langues, bien assez difficile à acquérir au col-

lège. Ils n'enseignaient pas les à peu près de psychologie historique à la Herder et à la Quinet, qui avaient cours voici soixante ans, sur le génie des nations, le moule de leur cerveau, leur vocation particulière dans l'humanité, les peuples *raisonneurs*, les peuples *intuitifs*, les peuples *esthétiques* et les peuples *législateurs*. En cela encore, ils se montraient, dis-je, très bons esprits.

Cependant, formules creuses à part, il faut reconnaître qu'ils auraient réellement abusé de la distinction de la rhétorique et de l'histoire, s'il était vrai qu'ils eussent tenu leurs élèves dans une ignorance du passé aussi prodigieuse que M. Lavisse le prétend.

De ces explications de classe, ma mémoire n'a gardé qu'une impression d'ennui. Morceaux de tous temps et de toutes langues se confondirent dans la monotonie d'un même plan. L'antiquité grecque et l'antiquité latine s'y juxtaposaient. Jamais ne nous fut présenté le synchronisme des lettres anciennes. Du Grec ou du Romain, qui avait parlé le premier ? Nous le savions à peine, si nous le savions[1]. Nous étions en droit de croire que Périclès et Cicéron étaient des contemporains[2]. Nous n'étions aidés ni excités d'aucune façon à nous figurer les personnes et les choses du temps passé... Jamais au collège je n'ai appris en quel lieu, sous quelle couleur du ciel, devant quelle assistance se jouait une tragédie de Sophocle ou une comédie de Plaute. Pas davantage ne furent reconstitués pour nous le décor du forum et la tribune d'où les Gracques haranguaient les citoyens

1. Le saviez-vous ou ne le saviez-vous pas ?
2. Usiez-vous de ce droit ?

romains. Pas davantage, au reste, l'auditoire de Bossuet, le public de Racine et celui de Molière. Encore moins, bien entendu, nous furent expliquées les civilisations dont les œuvres d'art sont les monuments représentatifs. Si bien que nous apercevions les beautés des chefs-d'œuvre anciens et modernes, mais vaguement, sans en pénétrer le sens intime, caractéristique, exquis. Une tragédie grecque a son humaine beauté accessible à tout regard, mais aussi sa beauté hellénique, très particulière. La connaissance de ces particularités est essentielle à l'éducation. Elle substitue la vie vraie avec ses accidents et ses reliefs à la plate banalité. Nous vécûmes hors de l'histoire.

M. Lavisse gasconne. Vraiment aurait-il lu ou traduit, entre douze et dix-huit ans, autant d'auteurs grecs, latins et français « sans se douter » de la différence des temps et des milieux où ils vivaient! Tout ça n'a pas l'air sérieux. On y sent plus d'humeur que de conviction. Toute cette accumulation de traits colorés, exagérés et chétifs veut prouver plutôt qu'elle ne prouve. Elle n'en contient pas moins contre l'ancienne discipline la substance d'un grief général à considérer. Celle-ci est accusée d'un certain irréalisme résultant du mépris (paresseux ou systématique) de l'histoire. Elle laissait aux jeunes esprits une notion fausse, chimérique, en l'air, de l'humanité, parce que, dit M. Lavisse, dans une phrase qui contient en définitive toute son idée, « elle faisait abus de la superficielle et incomplète vérité que l'homme est le même dans tous les temps et dans tous les lieux ».

Voilà un abus bien vague. Admettons-en la possibilité. Il n'y a point de vérité dont on ne puisse

abuser en l'appliquant au delà de son légitime domaine. La perpétuelle ressemblance de l'humanité à elle-même est dans ce cas. Mais cette maxime banale, que « l'histoire ne se recommence jamais », s'y trouve aussi. En un sens l'histoire ne se recommence jamais. En un sens, elle se recommence sans cesse. Puisque M. Lavisse reproche à ses maîtres de lui avoir montré l'espèce humaine beaucoup moins changeante qu'elle ne l'est, sans doute va-t-il lui-même, sous peine que sa critique ne s'appuie sur rien, fixer le domaine et la mesure du changement dans l'histoire, définir sous quels rapports l'humanité va se transformant, « évoluant » toujours, sous quels rapports elle demeure toujours pareille à soi à travers les siècles, à moins peut-être qu'il n'y ait en tout et pour tout qu'évolution, nulle stabilité. Certes, posée en ces termes, c'est peu de dire que la question est mal déterminée. Elle est flottante, elle est errante et vagabonde, et je ne me chargerais pas de la résoudre. Mais c'est en ces termes que M. Lavisse la pose, et je vous prie de croire qu'il y répond. Pour lui, la notion qui exprime toute la somme du passé historique et qu'il regrette de ne pas avoir remportée du collège, c'est celle « *de l'humanité essayant les diverses formes de la vie, avançant, reculant pour avancer encore, créant, en politique, des légitimités successives, éprise, en art, d'un idéal, puis d'un autre, en mouvement toujours* », ou, pour le dire autrement, celle « des étapes de l'humanité en *marche* vers nous ». Cette notion essentiellement ferme et solide était refusée aux jeunes gens de son temps comme à de simples sujets de Louis XIV. Et il en résultait « une inintelligence du passé qui les

condamnait à ne pas comprendre le présent, à ne *pas même* pressentir l'avenir ».

Pas même! L'avenir est donc plus facile à connaître que le présent ?

En définitive, à une tendance très vaguement représentée (tendance à diminuer l'importance, la profondeur des transformations historiques), M. Lavisse oppose une autre tendance également vague, confusément, quoique immodérément évolutionniste, hégélienne. Voilà qui ne nous éclaire pas beaucoup et qui sent la mauvaise querelle. C'est pourtant là son grand thème, le sujet fondamental de ses doléances contre les vieilles humanités. Nous avons l'esprit libre et ouvert à toute critique. Du moins n'est-ce pas sur de simples impressions et mouvements de bile que nous condamnerons le principe d'un régime d'étude plusieurs fois séculaire. D'autant que ces impressions, M. Lavisse les avait gardées pour lui pendant ses trente années de vie professorale antérieures à la « révolution dreyfusienne » et à l'apostolat cosmopolite de Mme Dick May.

III

Nous ne sommes pas au bout du réquisitoire. L'histoire n'est pas la seule absente que les souvenirs de M. Lavisse cherchent vainement sur l'horizon aride des humanités classiques ; elles n'accueillaient pas davantage « la nature ».

Je me rappelle de lamentables explications de pages

de Virgile dont je n'ai senti que bien longtemps après la beauté. Les semailles, la moisson, la culture de la vigne, les mœurs des abeilles, toute la vie de la nature, incrustées par Virgile dans la concision de ses vers, c'étaient des mots que nous expliquions, des mots difficiles et sans la récompense qui aurait pu nous être donnée de vivre un moment dans la nature. Un jour, nous eûmes la visite d'un inspecteur, M. Auguste Nisard, accompagné de notre vieux proviseur. Un élève expliquait le passage où se trouve le vers ;

Infelix lolium et steriles dominantur avenæ.

Le nom *Infelix* est employé ici dans une acception qui n'est pas habituelle ; en l'entendant, l'inspecteur se récria : « *Infelix*, monsieur le proviseur ! » Le proviseur répéta : « *Infelix* » ; ni l'un ni l'autre, je crois bien, ne s'inquiéta de l'identité du *lolium*, ni sans doute ne regarda la désolation du paysage où la folle avoine ondulait.

La page est agréable. Mais elle n'a pas beaucoup de raison. Comment le professeur s'y fût-il pris pour « faire vivre » ses élèves « dans la nature » plus que ne le faisaient par eux-mêmes les vers descriptifs de Virgile ? En les menant voir des ruches d'abeilles et des champs en friche ? et les semailles ? En leur en montrant les vignettes ? L'explication des classiques relevée par la « leçon de choses », et sans doute justifiée par elle, c'est une idée ! Mais alors, pourquoi s'embarrasser des classiques ? Les abeilles de Virgile sont les abeilles ! Certes, il faut que l'enfance coure la campagne, qu'elle voie partout (et sans pédagogue) les merveilles de la terre et de la vie. Cela

est sacré autant que cela est sain. Mais cela est un, et apprendre ce qui s'apprend en classe, dans les livres et par les livres, est un autre. « L'identité du *lolium* » de l'ivraie ! Hé bien ? l'ivraie est l'ivraie et elle s'appelle l'ivraie. Mais l'invisible univers de l'âme, cet univers auquel « l'éducation par l'image » et la vision pittoresque n'initient pas, où se trouve-t-il décrit, manifesté, expliqué, sinon dans le texte de grands poètes et prosateurs ? Sous chaque mot, où plutôt sous chaque nuance dans le sens des mots, et des expressions qu'ils lui appliquent (et par exemple *infelix*) il y a un fait humain, saisissable par la pensée et le sentiment, non par les yeux et les mains, mais aussi réel, j'imagine, beaucoup plus réel, dirait peut-être un philosophe, que ce qui se voit et se touche. Seulement ce sens, ces nuances, et ces faits, qui sont l'homme, ou ne se livrent pas ou ne se livrent que bien grossièrement à un esprit demeuré prisonnier de sa rudesse native, et il faut, pour se les rendre familiers et intimes, pour posséder toutes les richesses du langage civilisé, une pénétration, une imprégnation lente qui demande des années. Voilà notamment pourquoi on fait ses classes. Ceci est vieux comme le monde. Trop moderne, M. le directeur de l'École Normale Supérieure l'avait perdu de vue.

Presque dans le même temps où il accuse l'enseignement classique d'irréalisme, M. Lavisse se plaint que ses maîtres ne fissent pas parler les écrivains anciens à son imagination. Je m'adresserai à un autre écolier de son temps, élève de l'Université et d'un lycée de Paris comme lui-même, qui est bien loin de leur adresser ce reproche. Voici de ses souvenirs :

M. Chotard (le professeur) aidé de Tite-Live m'inspirait des rêves sublimes.

Chaque fois que de sa voix grasse de vieux sermonnaire il prononçait lentement cette phrase : « Les débris de l'armée romaine gagnèrent Canusium à la faveur de la nuit », je voyais passer en silence, à la clarté de la lune, dans la campagne nue, sur une voie bordée de tombeaux, des visages livides, souillés de sang et de poussière, des casques bossués, des cuirasses ternies et faussées, des glaives rompus. Et cette vision, à demi voilée, qui s'effaçait lentement, était si grave, si morne et si fière, que mon cœur en bondissait de douleur et d'admiration dans ma poitrine.

Et ce n'est pas que M. Chotard fît exprès d'éveiller cette triste vision sublime et musicale. Mais l'écolier qui, au profit solide et commun, ajoutait de lui-même ce surcroît divin devait un jour s'appeler Anatole France [1].

Il est au surplus bien possible que les professeurs de M. Lavisse aient manqué de bonnes occasions d'égayer la classe avec des peintures du Forum, du théâtre d'Athènes ou des costumes de Versailles. La belle affaire ! Le vieux *Ratio studiorum* du XVIIe siècle, qui avait tout prévu, disait en substance : « On fera un peu d'érudition pour stimuler et récréer de temps en temps l'esprit des élèves, mais non de manière à négliger la langue latine », non de manière à négliger la classe elle-même.

« Récréer », dit cet excellent texte. Relisez les doléances de M. Lavisse. C'est exactement le récréatif qu'il réclame. Mais par une étrange interversion

1. Ces lignes sont prises dans *Pierre Nozière*.

de pédantisme, où Hégel et la « philosophie du devenir » sont pour beaucoup, le récréatif historique devient pour lui le substantiel pédagogique, l'accessoire devient le principal. Dût-il me juger la cervelle la plus étroite du monde, je lui demanderai si l'objet de la classe, tant de la grande que de la petite, n'est plus de faire faire des progrès aux élèves dans la pratique des opérations de l'esprit et s'il y a un autre moyen de procurer ces progrès que les actes, les exercices répétés et longtemps répétés de l'élève. Comparativement à une traduction, à une rédaction, à une composition, à une analyse, quelle activité lui demandent, s'il vous plaît, des explications archéologiques, même colorées, données par le professeur ? En classe, tout ce qui ne fournit pas matière à un exercice, à une imitation active de l'élève, peut servir comme « stimulant », comme délassement, mais n'a pas de fécondité directe. En classe de dessin, c'est de copier un dessin du Forum qui est fécond, et non de rêver aux discours que les Gracques y prononcèrent. Et à l'école de chant, c'est de chanter, non d'étudier la physiologie de la voix. Au collège, c'est, pour le dire encore une fois, la version, le thème et le reste, et non pas la couleur du ciel sous lequel le texte de la version et du thème fut composé. Comme vous le voyez, M. de la Palice m'inspire. — Il vous inspire de travers, me dira M. Lavisse. Vous parlez là d'apprentissages techniques. Est-ce vous, et vos amis, qui avez la bouche pleine à l'excès de « la culture générale », qui allez la confondre avec les apprentissages techniques ? — C'est nous-mêmes, cher Monsieur. Comme vous venez de le dire excellemment, la culture générale,

la formation générale de l'intelligence est un apprentissage technique, et le plus rude de tous. Délier l'intelligence de l'homme, de manière à la rendre égale à ses plus difficiles et subtils emplois, c'est plus dur et plus long que de délier les doigts du pianiste et les jambes du danseur. M. Bouasse, un des rarissimes écrivains qui n'écrivent pas des choses de l'enseignement en amateur, a prodigué là-dessus des propos admirables. Il est comme moi désolé que la nature, en mettant à un très rude prix la formation et la maturité de l'esprit (alors que tout le monde a un esprit) n'ait pas consulté les démocrates et les optimistes à la Jean-Jacques. Nous n'y pouvons rien. Oh ! la classe-apprentissage, la classe-exercice, peut bien mériter le renom « d'ennui » que lui fait avec dégoût M. Lavisse, devenu sybarite sur le tard. Mais M. Lavisse n'a-t-il pas entendu dire que « rien ne s'apprend sans peine »? Je lui fais bien volontiers part de cette nouveauté. Au surplus les bons maîtres (à condition de n'avoir pas trop d'élèves) savent-ils faire des exercices de la classe une action collective si entraînante, que les hors-d'œuvre, même administrés dans une vue de mysticisme évolutionniste et d'adaptation démocratique, semblent à côté sans sel aux enfants.

IV

Au terme de toute cette amère critique, M. Lavisse va-t il jusqu'à demander la suppression des « humanités »? Il veut tout au moins conserver « ce beau vocable ». Mais il en cherche « une définition nou-

velle », « la vieille », — on a vu comment il entendait celle-ci, — ne convenant plus à un monde « transformé ». Cette définition, nous venons d'en voir les éléments. Ce que M. Lavisse se plaint qu'on ne lui ait pas enseigné au collège, c'est évidemment ce qu'il demande qu'on y enseigne de plus en plus. Et c'est à savoir :

1° La linguistique et la philologie comparées, entendues, d'ailleurs, non au sens propre et scientifique de ces mots, mais dans un sens mystique, nébuleux et politicien, comme le prouve la plainte de M. Lavisse prétendant qu'on lui a fait faire pendant dix ans des versions latines et dés thèmes latins « sans lui faire comprendre la structure d'une phrase latine et celle d'une phrase française, ni l'habituer à comparer l'une à l'autre, sans lui donner à connaître en eux-mêmes et par comparaison, les caractères particuliers et distinctifs des langues étudiées ». Cela paraîtrait aussi stupéfiant que d'enseigner le solfège sans expliquer la gamme, si le texte même de M. Lavisse ne nous disait expressément comment il le faut entendre. Il s'agit de considérations à l'allemande sur le « génie des langues », la « vocation des peuples » et « les étapes de l'humanité en marche » vers la Révolution française. La version, le thème, l'explication des auteurs vaudront surtout comme occasion de cette phraséologie, injurieuse à la philosophie naturelle et horriblement démodée.

2° Un historicisme, jaloux de « rapporter » à une époque, à une civilisation, à un milieu particuliers, tous les auteurs et monuments littéraires étudiés, mais imbu d'ailleurs de ce principe qu'entre « l'humanité » qui apparaît chez ces auteurs ou dans ces ouvrages et

« l'humanité » d'autres siècles ou d'autres lieux, ce sont les ressemblances qui sont superficielles et extérieures, les différences profondes et internes. Ainsi, quand M. Lavisse déplore qu'on lui ait fait lire Bossuet et Molière sans lui faire connaître « l'auditoire de Bossuet » et « le public de Molière », on se rend bien compte que, dans sa pensée, cet auditoire et ce public historiques sont à un auditoire et à un public contemporains, comme la forme fossile des espèces animales est à leur forme actuelle.

3° Des « leçons de choses ».

M. Lavisse eût pu trouver un sujet de ressentiment plus sérieux dans ce dédain des « lettres » pour les « sciences » qui fut, à une certaine époque, le péché mignon de l'humanisme normalien. Nous aurons à revenir sur cette question et à dire qu'une culture mathématique et physique élémentaire fait partie intégrante des humanités elles-mêmes. Nous n'oublierons pas cependant que les « lettres », telles que les ont pratiquées et honorées les vrais grands artistes littéraires, offrent une discipline aussi solide que les sciences, sans parler de sa portée beaucoup plus étendue. Nous maintiendrons qu'entre un homme uniquement formé aux lettres sans sciences et un « scientifique » sans lettres, il y aura infiniment plus de chances que des deux la tête chimérique soit le second. Mais il faut que cette hypothèse ne se réalise pas. La part des sciences dans la formation générale de l'esprit — de l'esprit et du cœur, comme disait Rollin — est essentielle. Sera-ce cependant à M. Lavisse que nous demanderons de nous en bien représenter l'utilité et les services ? Voici l'énoncé de son grief sur ce point : « En ce temps, les sciences étaient

méprisées par les gens d'esprit. Il est vrai qu'elles étaient enseignées sans précaution, sans avis préalable, sans charité envers notre ignorance. Aucun maître ne nous a défini ce procédé de l'esprit humain qu'on appelle une méthode, *ni n'a projeté la science dans l'histoire et dans la vie.* » Comme cela s'accorde mal ! Des maîtres de sciences qui les enseignent « sans précaution, sans charité envers l'ignorance », c'est-à-dire sans une clarté bien ménagée, et sans recourir à la démonstration la plus simple et la plus naturelle, cela abonde, hélas ! et M. Lavisse signale ici un mal réel et réellement pédagogique. Mais que va-t-il aussitôt après leur demander ? De commencer par ce qu'il y a de plus difficile, de plus abstrait d'ailleurs et sujet à controverse : la théorie des « procédés de l'esprit humain ». Les méthodes, interprétation et synthèse de la pratique qui a réussi, ne sont réellement comprises et appréciées dans leur généralité que par des esprits déjà familiarisés avec les finesses de la pratique ; et si vous exposez le principe général de la physique mathématique à qui ne connaît aucunement l'art supérieur des mises en équation, vous lui donnez des idées, sinon fausses, du moins peu sûres, peu exactes, vaines, qu'il ne possédera vraiment pas, étant incapable de les manier. C'est toujours la même rengaine : apprendre la philosophie des sciences avant de savoir les sciences, la philosophie du langage avant de savoir les langues, la philosophie de la littérature avant de savoir lire les auteurs, la philosophie de l'histoire universelle avant de rien connaître des hommes. Notez que ces belles connaissances en l'air s'enseignent beaucoup plus commodément et plus vite que les connaissances élé-

mentaires, dont la laborieuse et loyale acquisition ne se fait que par l'acte, par la difficulté vaincue. Elles prêtent essentiellement à la formule arbitraire, à la généralité verbale, à l'idée toute faite, à la phrase. « Projeter la science dans l'histoire et dans la vie », c'est, pour le dire en français, faire des phrases sur la science.

Des « primaires », des « modernes » sans formation s'assimileront tout de suite cette nourriture-là, cette substance de dictionnaires encyclopédiques sans sobriété. Elle leur procurera un grand contentement d'eux-mêmes. M. Lavisse, du jour où les « humanités » sont destinées à la démocratie, conçoit d'immenses ambitions pour elles. Mais ces ambitions ont la prudence d'être creuses. Il enfle les humanités bien au delà de leurs justes et modestes bornes. Mais il les facilite abominablement. Telles qu'il tend à les faire, je les définirai une culture supérieure pour gens qui ne savent rien.

V

Pour intéresser enfin notre cœur à la mauvaise cause qu'il plaide, M. Lavisse, en manière de conclusion, nous entretient en gémissant de sa propre personne et il évoque le souvenir du jeune homme, exquis certes, mais lamentable, qu'il fut jadis, par la faute des humanités classiques. (Quelques lignes de ce morceau ont déjà été citées.)

Un jeune homme qui ne connaît pas son propre corps

ni la vie des animaux et des plantes, ni le cours des astres — ce qu'on appelait à l'avant-dernier siècle « les lois admirables de l'Univers »; un jeune homme dont la mémoire a gardé des noms de Méroyingiens imbéciles, mais *qui n'a pas vu* l'humanité essayer les diverses formes de la vie, avançant, reculant, pour avancer encore, créant, en politique, des *légitimités successives*, éprise, en art, d'*un idéal puis d'un autre*, en mouvement toujours; un jeune homme qui ne sait, de son pays, rien de solide, et, de l'étranger, rien du tout ; condamné par l'inintelligence du passé à ne pas comprendre le présent, à ne *pas même* pressentir l'avenir ; un jeune homme incohérent, inconsistant, qui ne tient pas ensemble, n'a pas de raisons sérieuses pour croire ceci plutôt que cela, de foi vacillante, quelle que soit sa foi ; exposé à demeurer toute sa vie dans l'ignorance des choses essentielles, car son éducation n'a laissé dans son esprit aucune des grandes curiosités qui sont l'appel au travail; un jeune homme à peu près vide, et qui se croit complet, un jeune homme charmant, mais infirme.

Curieuse page, incohérente, sonnant faux, mais qui ne manque pas de signification, et d'autant que dans ce portrait de la jeunesse de M. Lavisse, nous reconnaissons, trait pour trait, sa vieillesse également. Il veut expliquer un certain manque de consistance morale qui lui fut commun avec beaucoup de jeunes lettrés de sa génération. Prises à la lettre, ses raisons (ignorance de l'anatomie, de la géographie, etc.), font hausser les épaules. Elles n'en laissent pas moins une impression réelle: celle d'une anarchie générale des idées incompatible avec la fermeté du caractère. La cause de cette anarchie n'est pas difficile à définir pour qui n'ignore pas l'his-

toire des influences intellectuelles au XIXe siècle. La génération de M. Lavisse fut de celles que l'air de ce siècle révolutionnaire et romantique imprégnait de principes, chantés sans doute par les voix les plus éloquentes, mais dont l'opposition profonde avec les réalités avait pour résultat fatal l'impuissance à l'action. L'histoire du jeune Lavisse, c'est celle de Frédéric Moreau, le héros de l'*Education sentimentale* de Flaubert, transportée de l'ordre sentimental dans l'ordre intellectuel. L'attachement à un idéal faux de l'amour rend Frédéric Moreau incapable d'aimer. L'intime et incurable faiblesse d'Ernest Lavisse pour les visions du mysticisme et du sentimentalisme humanitaires lui a interdit, tant comme historien de la France et de l'Europe que comme éducateur public, les positions de la raison, du bon sens, du patriotisme et de la civilisation. Non qu'il ne les ait point discernées, non qu'il n'y ait eu chez lui une inclination à les prendre et qu'il ne les ait même souvent prises. Mais quand il l'a fait, ç'a été sans franchise, sans continuité et sous réserve d'une désertion toujours possible. Cette faiblesse d'un esprit qui a de la passion pour des idées en lesquelles il n'a point confiance, ou qui aurait confiance en des idées dont il n'a point l'énergie, a toujours fait d'Ernest Lavisse le serviteur des vents et des courants. Les maîtres du jour, représentés auprès de ce haut fonctionnaire par de bas « délégués », de brutales éminences grises, dont sa mollesse avait la terreur, ont toujours pu compter sur lui pour rédiger l'article et prononcer l'homélie capables d'intéresser à leurs entreprises, fût-ce aux plus destructives et aux plus absurdes, la conscience morale et l'idéalisme d'une jeunesse abusée. Lavisse

avait en lui les cordes du patriotisme rude et militaire que le gouvernement favorisait ou affectait de favoriser vers 1885 et les cordes du pacifisme délétère, qui était la consigne de 1900. On l'a vu bon musicien sur des airs aussi opposés. Un certain accent d'amertume et d'aigreur, présent (pour qui sait lire) en tout ce qu'il écrit, marque la secrète protestation de sa personnalité contre sa servitude, mais inversement aussi les réserves de sa servilité contre ses velléités raisonnables et généreuses. Il faut dire à son honneur que jamais cette amertume n'a été aussi sensible que dans ses manifestations de l'époque dreyfusienne, quand on traînait chez Dick May le pauvre homme pour lui faire sacrifier publiquement quelque chose de français. Il n'importe d'ailleurs pas moins d'ajouter que ce personnage est beaucoup plus vacillant dans le domaine des idées que dans celui des intérêts personnels et qu'il a assez bien géré ses docilités successives pour en tirer sans relâche une suite d'honneurs et de prébendes qui lui permettent de considérer de très haut (en un certain sens tout au moins) les sévérités de la critique. Mais, sur cette question des humanités et aux yeux du public, comme le piteux de sa théorie le châtie et venge la raison ! Les humanités classiques auraient fait de lui un individu essentiellement flottant ! Et pour donner des certitudes, de la fermeté à la jeunesse, que propose-t-il donc de mettre à la place ? Une doctrine de relativisme universel et d'évolutionnisme indéfini dont le dernier mot est que « l'humanité s'éprend de ceci, puis de cela ». Le discrédit jeté sur toute certitude, un « tout passe, tout lasse », un « est-ce qu'on sait » érigés en principe suprême et en

remède universel aux maladies des consciences, voilà ce qui fera une jeunesse vigoureuse et équilibrée, fortement adaptée à son époque, égale à « la charge de soi-même ». Il oublie que le sentiment des « légitimités successives » ne sera pas aussi fructueux pour tout le monde que pour lui-même.

Il n'est pas vrai, conclurons-nous, que la doctrine classique « abuse de cette incomplète vérité que l'homme est le même partout ». Mais il est vrai qu'elle fixe l'individu en consolidant la raison. Elle n'est pas serve de l'histoire. Elle la domine en s'en inspirant. Elle ne pose pas la question du fait, mais du droit ; mais elle pose celle-ci d'après les faits. Elle entend modeler ce qui doit être, non pas sur la moyenne, mais sur le meilleur de ce qui a été. Elle observe dans le passé de l'élite humaine les plus heureuses réussites de l'intelligence, de l'art, des mœurs, de la vie sociale, et elle en compose, pour la transmettre, la forme de l'humanité.

Un dernier trait. M. Lavisse donne comme un état périmé de l'humanité civilisée celui où « la famille, la corporation, l'ordre encadraient et classaient l'individu ». C'est là penser en bon démocrate. Mais en un temps où partout, dans tous les milieux, dans toutes les professions, l'élite des individus aspire avec énergie à la reconstitution de ces « encadrements » sociaux, on peut dire que c'est là aussi penser en bon rétrograde, en tête sénile. Si, comme l'ajoute M. Lavisse, les humanités convenaient à cet état, jamais il n'a donc été plus à propos de les défendre.

CHAPITRE II

LES RAISONS DE MM. SEIGNOBOS, LANSON, DURKHEIM, PROFESSEURS DE SORBONNE

I. Origine et raisons d'être historiques des humanités d'après le professeur Seignobos. — II. Comme quoi elles ne furent, tant au moyen âge qu'aux XVI[e] et XVII[e] siècles, qu'un enseignement professionnel. A ce titre, elles n'ont plus d'objet et constituent depuis longtemps une « survivance » pernicieuse. — III. Pour le professeur Lanson, les humanités sont une institution bourgeoise destinée à la défense du capital. Comment il dit entendre l'adaptation des études classiques à la « démocratie ». — IV. Défauts réels de la rhétorique universitaire au XIX[e] siècle. Aux inconvénients d'une doctrine faible, la Sorbonne remédie par l'absence et la mise en interdit de toute doctrine. — V. Unanimité de ces critiques à demander la disparition des études « secondaires » et de ce qu'on appelle « culture générale » ou tout au moins leur fusion avec les enseignements professionnels et spéciaux. Ils n'indiquent pas comment cette fusion pourra s'accomplir. — VI. Conclusion commune de ce chapitre et du précédent. Nature et rang de tous les arguments de la Sorbonne contre le maintien des humanités classiques.

I

M. Seignobos, qui est historien, possède sur la question des humanités des certitudes historiques, grâce auxquelles il n'est point dupe d'une supersti-

tion fort répandue au sujet de ces études. Ne dit-on pas couramment qu'elles se recommandent comme la meilleure des « gymnastiques intellectuelles », en d'autres termes qu'elles ont une valeur permanente et générale pour la formation des esprits ? Cette conception fait sourire celui qui sait comment elles se sont établies et quels besoins, aujourd'hui disparus, leur donnèrent naissance. Comme M. Lavisse, M. Seignobos tient les humanités classiques pour le legs d'un état social périmé. Mais il situe cet état social à une autre époque.

« Au moyen âge » il n'y avait que « des *écoles professionnelles* où l'on préparait les élèves à un métier », où l'on « n'apprenait la science qu'en vue d'un métier et dans la mesure où on la croyait utile à ce métier... La Faculté de droit fabriquait des hommes de loi, la Faculté de médecine des médecins, la Faculté de théologie des prédicateurs. » Seulement, comme toute la science était rédigée et enseignée en latin, il fallait commencer par apprendre le latin. « C'est à quoi servait la Faculté des Arts » que les collèges modernes n'ont fait que perpétuer sous un autre nom. « Elle était une *école préparatoire* pour les écoles professionnelles. On y enseignait le latin, *comme aujourd'hui on enseigne l'anglais dans une école de commerce* [1]. »

Rien de plus net, dirai-je, quoique rien de plus déconcertant. La Faculté des arts enseignait la grammaire, la rhétorique et la dialectique. Elle les ensei-

1. Les citations de ce chapitre sont empruntées, sauf avis contraire, aux conférences de MM. Seignobos et Lanson, recueillies, comme celle de M. Lavisse, dans l'*Education de la Démocratie*, après avoir été données à l'École des Hautes Études sociales.

gnait, il est vrai, en latin. Pour tirer de là qu'elle n'enseignait *que le latin*, il faut penser que la grammaire, la rhétorique et la dialectique ne sauraient rien être par elles-mêmes, que des prétextes à parler latin. C'est bien là l'idée de l'éminent professeur. Et il en résulte que dans un temps comme le nôtre, où la médecine, le droit et les autres connaissances professionnelles s'exposent et s'enseignent en français, l'enseignement du latin n'a plus aucune raison d'être.

L'histoire cependant élève contre cette théorie une objection frappante, que M. Seignobos signale avec franchise, mais qu'il n'a pas de peine à résoudre. Au moyen âge, les gentilshommes n'avaient cure du latin. Mais à partir de la Renaissance et de l'installation des Jésuites, on les voit envahir les collèges où on l'enseigne. Pourtant ils ne se destinent pas à devenir médecins, juristes ni prédicateurs. Voici l'explication :

> Depuis l'humanisme, il ne suffit plus à un homme bien né de savoir se battre ; il faut pouvoir prononcer une harangue dans une réunion officielle ou tourner une pièce de vers pour une fête... Le collège apprendra donc au futur homme du monde à composer des discours et des vers — en latin, car le latin est encore la langue noble... *C'est encore un apprentissage professionnel* (!), on l'a introduit dans les collèges pour répondre à un besoin pratique, *comme on enseignerait la correspondance commerciale à des élèves commerçants.*

Nous donc, qui avons hérité pour la plus grande part du régime d'études florissant « entre le XVI[e] et le XVIII[e] siècle », nous qui avons mis huit années

de collège à nous initier au latin et plus généralement aux lettres, nous avons passé notre jeunesse dans la condition des singes savants qui font des gestes dont ils ne comprennent pas le but. Nos professeurs qui nous les faisaient faire ne le comprenaient pas davantage. Nos travaux et nos peines nous préparaient à « prononcer des harangues dans une réception ou à tourner des pièces de vers pour une fête », devoir qui vraiment ne s'impose qu'à un nombre infime de nos contemporains, et apparaît pour ceux-là mêmes très faiblement impératif.

Mais cette destination réelle des humanités avait été perdue de vue précisément depuis qu'elle ne répondait plus à rien. Et c'est une tendance bien connue de l'esprit humain que d'expliquer par des mythes les faits dont la raison positive lui échappe. Pour justifier l'existence des humanités classiques, qui ne se justifiait plus, on inventa le mythe de la « gymnastique intellectuelle » qui a trompé plusieurs siècles.

Quand un ancien procédé d'enseignement, conclut M. Seignobos, a cessé de servir à un besoin pratique, on l'explique — et on le justifie — comme exercice de gymnastique.

Encore si les collèges modernes n'avaient hérité des anciens collèges que le latin et la rhétorique ! Notre pédagogie gémit sous le poids de bien d'autres survivances onéreuses. Hélas ! quoi de plus normal ?

Les institutions pédagogiques, énonce M. Seignobos,

sont, après les institutions funéraires, celles qu'on change le plus lentement ; les unes, parce que les vivants ont peur des morts, les autres, parce que les grandes personnes s'inquiètent très peu de ce qu'on fait faire aux enfants.

On pressent ici que cet esprit éclairé a dans ses tiroirs quelque projet de réforme des institutions funéraires elles-mêmes. Et si j'ose avancer que cette réforme consistera dans une grande simplification, c'est que je me souviens d'une anecdote qui m'a été contée par un élève et admirateur de M. Seignobos.

Ce jeune homme déambulait un jour avec son maître sur un trottoir de Paris. Ils croisèrent un enterrement. Le disciple ôta son chapeau devant le corbillard, tandis que le maître gardait les mains aux poches. « Maître, vous ne saluez pas ! » Le respect n'eut pas le temps d'arrêter cette question sur les lèvres de l'adolescent surpris. « Saluer ! Pourquoi ? repartit le penseur. Voilà un individu que je ne saluais pas quand il était vivant. Mort, il a bien moins de valeur. » — « Il est réellement très fort », songea son compagnon.

Ceux qui douteraient de l'authenticité d'une historiette, non consignée dans les documents d'archives, en retrouveront au moins l'esprit dans l'opinion de M. Seignobos sur l'émulation. L'émulation, ce prétendu moyen si vanté d'animer le zèle des enfants, et même des hommes, savez-vous ce que c'est ? Une invention des Jésuites, invention aussi détestable que celle des exercices de rhétorique, dont elle est d'ailleurs rigoureusement solidaire.

Comme ces exercices n'avaient par eux-mêmes aucun

attrait, on a été amené à y intéresser artificiellement les élèves en faisant appel à *leur vanité, qu'on appelait « émulation »*; on a institué les compositions, les places, les prix, les distributions de prix en grande cérémonie et même les représentations devant le public de la ville.

Le mâle esprit de M. Seignobos répugne à ces parades, et cet homme de la nature nous dévoile le caractère artificiel d'un sentiment que les anciens n'avaient ni soupçonné ni utilisé, non plus qu'ils n'avaient connu les exercices de rhétorique : le sentiment, disais-je, de l'émulation.

Mais revenons au moyen âge, puisque aussi bien c'est de lui que l'époque moderne hérita la forme et l'esprit de ses institutions scolaires. Qu'est l'enseignement du moyen âge? *C'est un enseignement verbal, donné à des enfants cloîtrés par un personnel clérical.* Sentence synthétique que vous devez, s'il vous plaît, entendre comme une définition.

L'enseignement du moyen âge est *clérical*, en ce qu'il est donné par des clercs. Il est *claustral*, en ce que ce personnel d'Eglise, devant assurer aux écoliers les conditions d'une vie disciplinée et régulière, n'en a conçu qu'un moyen : le régime du couvent, du cloître, régime qui s'est prolongé sous la forme de l'internat moderne, pure survivance monastique reçue passivement par une époque où les moines ne règnent plus. Troisièmement, cet enseignement est *verbal*. Qu'est-ce à dire? Sur cette question du verbalisme, il convient essentiellement d'écouter le propre verbe de notre auteur :

Le professeur rencontre ses élèves, dans une salle nue,

à peine meublée de bancs ou de tables, *sans aucun matériel d'enseignement.* Il n'a qu'un moyen d'action, la *parole* ; c'est le temps où les ordres prêcheurs *viennent de mettre à la mode le sermon*[1] et où *l'on croit à l'efficacité magique de la parole.* Il parle ou plutôt il lit, il dicte, les écoliers écrivent... Ainsi l'enseignement prend le caractère qu'il n'a jamais complètement dépouillé; il se fait exclusivement par la parole et par les livres, sans aucun appel à la vue directe des réalités.

Qu'il n'y eût pas un matériel de physique ou de chimie dans les écoles du moyen âge, cela s'explique assez naturellement. Mais on en a mis depuis. De quoi se plaint notre homme ? Qu'on dictât et rédigeât dans ces écoles force cahiers, l'absence de livres imprimés le fait encore comprendre assez bien. Mais d'où tire-t-il que ces écoliers ne fissent pas d'exercices,de devoirs? Il est vrai que ces devoirs consistaient à aligner des paroles les unes au bout des autres, ce qui est, hélas ! demeuré le fâcheux caractère des devoirs d'élèves jusqu'en notre xxe siècle. Et M. Seignobos ne nous dissimule point le médiocre cas qu'il fait de la « parole », comme s'il était fatal que tout le monde parlât pour ne rien dire! Il devrait cependant nous apprendre par quel autre moyen que la parole se peuvent enseigner et montrer les « réalités » que la pensée conçoit, mais qu'aucun sens ne perçoit, et comment s'y applique « l'enseignement par l'image » ? Sans doute dans les manuels d'histoire dont M. Seignobos est l'auteur,

1. M. Seignobos est l'auteur de nombreux manuels d'histoire pour les collégiens où abondent les bourdes de cette tendance et de cette force.

des vignettes sont élevées à la hauteur de définitions, une séance de la Chambre définissant l'institution parlementaire, un paysan pendu, l'ancien régime, et Etienne Dolet sur son bûcher, la politique de l'Église. Mais ces définitions sont-elles satisfaisantes ?

Le verbalisme caractéristique de l'enseignement au moyen âge entraînait des effets qu'il n'est pas excessif d'appeler monstrueux :

Il y a *désormais* deux systèmes d'éducation radicalement opposés. Le laïque, cultivateur, artisan, marchand, guerrier, apprend son métier en le pratiquant *de ses mains, cela s'appelle apprentissage.* Le clerc apprend par la parole et par les livres, parce que son métier *ne consiste qu'à parler et à lire.* Et, depuis que les enfants sont soumis à deux méthodes opposées, la nation se trouve *coupée en deux :* les uns *apprennent à travailler et ne savent pas se servir de leur langue*, ce sont les gens incultes ; les autres apprennent à parler *et ne savent pas se servir de leurs mains ni de leurs yeux*, ce sont les gens cultivés. Jusque vers la fin du moyen âge, la culture par le livre est restreinte aux clercs et aux professionnels du droit et de la médecine ; elle n'atteint ni les travailleurs manuels, ni les marchands, ni même les nobles. Elle n'est encore que la culture d'une classe spéciale, *en marge de la nation.*

Pauvres clercs, juristes et médecins, qu'un décret de Charles Seignobos rélègue en marge de la nation. Mais Charles Seignobos n'a aucune raison de bien traiter des catégories de gens en lesquels il a découvert des façons de manchots et d'aveugles. Gardons-nous de déranger par des commentaires les

lignes de cette belle synthèse historique. Ce qui semblera extraordinaire, c'est qu'un régime scolaire, né aux XIIe et XIIIe siècles et qui aboutissait à de telles monstruosités, ait duré « sans aucune transformation profonde » jusqu'*à la fin du second Empire.*

A la fin du second Empire apparaissent des institutions vraiment nouvelles, inspirées de l'esprit de la Révolution. Ce sont les deux créations de Duruy : l'enseignement secondaire spécial, l'Ecole pratique des hautes études, tentatives pour fonder *l'enseignement secondaire sur l'étude de la réalité contemporaine et l'enseignement supérieur sur la pratique de la science.*

J'espère, pour Duruy, qu'il n'eut jamais en tête de « fonder l'enseignement secondaire [ou un enseignement quelconque] sur l'étude de la réalité contemporaine », ce qui offre une formule confuse jusqu'à l'inintelligibilité.

Quoi qu'il en soit, la République vint, qui osa enfin entreprendre la nécessaire subversion d'un édifice dix fois vermoulu. Elle a poussé son œuvre fort avant dans l'enseignement supérieur et dans le primaire. Mais le secondaire, malgré le remplacement du clerc par le laïque, n'a guère changé. Il demeure la citadelle obstinée de très vieux et très funestes errements, « péril mortel pour notre nation ».

L'Université a été d'abord une forteresse ecclésiastique *bâtie pour* maintenir la domination du clergé sur la société laïque. Plus tard, à l'exemple des Jésuites, on y a laissé entrer les fils des laïques notables, mais *à l'état d'otages*... Dans cette vieille forteresse des col-

lèges la société moderne a mis une garnison laïque... mais le collège est toujours une forteresse où les enfants sont enfermés entre des murs, avec des livres, sous des surveillants, loin de la société des femmes, sans contact avec la vie. Le principe même est en désaccord avec les besoins d'une société démocratique, à qui il faudrait des citoyens habitués à la vie réelle et capables de se diriger eux-mêmes.

M. Lavisse nous avait déjà dit, ou peu s'en faut, sur l'exemple de la monarchie de Louis XIV, que le bon état d'une monarchie s'accommode supérieurement d'un peuple de sujets étrangers à la vie réelle et incapables de se diriger eux-mêmes. De cette misérable condition intellectuelle et morale de la bourgeoisie française (depuis des siècles !) M. Seignobos accuse un régime scolaire qui fut, selon lui, l'œuvre exclusive du catholicisme. Tout le mal vient donc de ce que la France est demeurée catholique. Que M. Seignobos soit fils de Calvin, je ne vous l'ai pas dit, mais ce n'est pas que j'aie oublié de vous le dire, confiant que vous vous en apercevriez de vous-mêmes. Le fanatisme semble d'ailleurs inconscient dans M. Seignobos, qui se tient pour un pur philosophe, vengeur de la raison et de la nature contre les préjugés bourgeois. De quelle manière en définitive entend-il réformer l'éducation publique ? Ses propositions positives commencent par un bredouillement fort confus ; mais cette confusion ne tarde pas à se résoudre en une conception facile à saisir.

En arrachant les enfants de la bourgeoisie *à la vie de la nature* pour les faire vivre dans ces murs et *avec ces livres*, on les rend incapables d'activité physique et

d'initiative spontanée ; on en fait des êtres sédentaires, passifs, rongeurs de livres ou fonctionnaires, impropres aux occupations pratiques qui demandent du mouvement, qui exposent aux aventures et à l'imprévu. C'est là le seul motif de la supériorité des peuples anglais dans la vie économique. Les jeunes Anglais et les jeunes Américains ne sont ni plus intelligents ni plus énergiques que les jeunes Français; mais leur éducation ne leur a pas désappris à se servir de leurs mains et de leurs jambes; ils restent capables de se remuer et de travailler. Chez nous, la séparation entre les élèves du livre et les élèves du métier pratique, qui a commencé au moyen âge, est perpétuée par notre enseignement secondaire.

Est-il vrai que, comparativement aux Anglais et aux Américains, les fils de la bourgeoisie française, en général, manquent d'énergie, d'initiative, d'invention pratique, et que de cette infériorité résulte la faiblesse de notre pays dans la concurrence économique des nations? Il n'y a pas aujourd'hui de lieu commun plus éculé qu'une telle allégation, ce qui prouve, non pas qu'elle n'ait rien de vrai, mais tout au moins qu'il la faut serrer de près, afin d'y discerner le réel de l'apparent. La mesure et la nature de cette décadence exactement reconnues, il sera nécessaire de *fixer l'époque où elle a commencé afin d'en chercher la cause parmi les nouveautés survenues dans la condition nationale depuis cette époque*. En plaçant la dite cause dans un régime d'éducation intellectuelle qui nous vient du moyen âge, M. Seignobos érige l'incapacité économique, le manque de ressort et même l'abrutissement livresque qu'il reproche aux classes cultivées de la France en trait permanent de l'histoire et de la civilisation françaises ! Enor-

mité que je ne relève que pour montrer à quel point un professeur de la Sorbonne contemporaine peut parler sans penser. « La séparation (dont M. Seignobos se plaint) entre les *élèves du livre* et les *élèves du métier pratique* », voilà de quelque façon qu'on retourne l'acception des mots, une formule aussi parfaitement dépourvue de sens que d'ailleurs péremptoire.

Avec beaucoup de bonne volonté, on pourrait lui attribuer cette idée précise, que les jeunes Français de la bourgeoisie sont mis trop tard aux affaires et à la pratique du métier. Mais c'est là ne rien dire, tant qu'on ne distingue pas entre les divers métiers et spécialités, au point de vue de la durée et de l'importance des études théoriques et générales qui y préparent. Il ne saurait à cet égard en être tout à fait de même de la charronnerie et de la médecine, de la compétence du contremaître et de celle de l'ingénieur. Le bon démocrate Seignobos se refuserait-il à faire cette différence ? Voici une conclusion bien inquiétante. Après avoir dit que le problème de l'éducation *dans une démocratie*, c'est de savoir comment on pourra « faire acquérir à l'enfant la science sans lui ôter l'aptitude à la vie pratique », il ajoute :

Peut-être ce problème sera-t-il résolu par l'évolution de l'industrie qui, en détruisant l'apprentissage auprès d'un patron, va forcer à trouver enfin un régime qui combine l'enseignement théorique de la science avec l'apprentissage de la vie réelle.

Ce qui ne veut rien dire, s'il ne veut dire que l'ap-

prentissage des métiers manuels est le type et le modèle de toutes les formations spéciales, quelles qu'elles soient, qu'il n'y a absolument lieu qu'à deux sortes d'enseignement : le primaire et le professionnel, bref, que les études classiques sont une superfluité pernicieuse vers la suppression de laquelle il faut s'acheminer.

On me dira que c'est peu de chose au service de telles barbaries que l'autorité d'un esprit aussi stupide. Mais le fait est là. Il n'y a pas d'homme qui soit plus écouté aujourd'hui dans les hauts conseils de l'Université que Charles Seignobos, ni qui ait eu plus de pouvoir, depuis douze ans, pour marquer à son empreinte les réformes scolaires de tous degrés. M. Lavisse tremble devant son blâme.

II

Il est fâcheux que MM. Lavisse, Seignobos et Lanson, soutenant la même thèse, la thèse de l'État contre les humanités classiques, ne se soient pas entendus entre eux sur la manière de la soutenir. Tous trois dénient aux humanités leur titre de discipline universellement valable, fondée en nature et en raison. Ils n'y veulent voir que le legs d'un état social disparu. La formation qu'elles donnent à l'esprit et aux sentiments a eu jadis sa valeur, elle ne l'a plus. Elle convenait à une autre époque de la civilisation, elle n'est plus adaptée à notre civilisation « scientifique et démocratique ». Bref, c'est du passé à liquider. Seulement ce passé, pour M. Seignobos, c'est le

XIIe siècle, pour M. Lavisse, le XVIIe, et pour M. Lanson, comme nous l'allons voir, le XIXe jusqu'à la troisième République ou même jusqu'aux premières années du XXe, jusqu'au ministère Combes. Et le « type » intellectuel et social que formaient et préparaient les humanités, c'est, pour le premier, le clerc, le cuistre et le rat de bibliothèque ; pour le second, le mondain, l'amateur et l'homme de cour ; pour le troisième, le grand bourgeois censitaire et le parlementaire libéral. Allez donc vous y reconnaître ! Tant d'incohérence et de contradiction dans les arguments et les faits mis au service d'une même thèse, prouve bien qu'ici c'est la conclusion qui légitime les preuves. Autant dire que la vraie raison de cette conclusion et de cette thèse est d'origine politicienne. Il y a une consigne. Qu'elle soit bravement exécutée, peu importe la façon.

Comme M. Ernest Lavisse, qui, ayant passé sa vie à éduquer la jeunesse, avait attendu jusqu'à la soixantaine pour découvrir que sa propre éducation était complètement manquée, M. Gustave Lanson s'était montré pendant vingt ans le professeur de rhétorique le plus docile à la tradition, quand, à la lumière des mêmes événements politiques qui avaient éclairé M. Lavisse, il s'avisa, lui aussi, que cette tradition était funeste et le proclama très haut. Il condamnait le régime des vieilles humanités et de l'enseignement secondaire traditionnels, empruntant d'une manière bien imprévue les motifs de cette condamnation au matérialisme historique selon Karl Marx. L'évolution par laquelle il était arrivé à cette philosophie était demeurée mystérieuse, insoupçonnée de tous. Le brusque résultat en éclatait à l'heure

même où le socialisme, venant d'être admis dans le gouvernement du « bloc », rien ne pouvait être mieux vu chez un penseur d'Etat, d'ailleurs très sûr, qu'un peu de déclamation socialiste. Le professeur Lanson revenait de loin et en revenait à la course. La veille encore, il n'était connu que comme l'apologiste ardent de Bossuet, dont il avait approuvé particulièrement les idées politiques. Il faut dire qu'en ce temps-là, Brunetière, qui avait fait de Bossuet son Dieu, était tout-puissant dans l'Université. M. Lanson ramait maintenant sur une autre galère. Le gouvernement, inspiré et mené par le parti des « Intellectuels » de la haute Université, annonçait et déjà réalisait un plan de démocratie scolaire qui abattait ou minait l'édifice des études classiques et ne laissait plus subsister, en fait de culture intellectuelle, que celle de l'instituteur primaire et du contremaître. Il s'agissait de crier : haro ! sur les études classiques et de faire l'apothéose de cette culture-là. Avec une grande précipitation de zèle, le vieux néophyte mettait au service de cette cause l'argument le mieux fait pour procurer aux mauvais desseins d'en haut le soutien de l'envie et de la haine d'en bas.

Il définissait l'enseignement secondaire, lequel se confond avec les humanités, comme une institution essentiellement « bourgeoise », bourgeoise par son esprit et par sa destination. Le but de cet enseignement, c'était, disait-il, avant tout « la formation de la *conscience de classe* ». De quelle classe? De celle qui *exploite* les autres et qui administre la société en vue de cette exploitation.

L'éducation commune préparait l'unité d'esprit des

administrateurs et des administrés, de ceux des administrés *au profit de qui l'exploitation sociale devait se faire.* Quelques enfants du peuple recevaient des bourses, lorsque leur capacité avait été distinguée : le lycée les élevait à la bourgeoisie, les arrachait à leur classe et mettait leur valeur *au service de la classe dirigeante.* Les tendances de l'Université s'accordaient avec l'esprit et les intérêts de la classe dirigeante, sinon toujours avec ceux des gouvernements passagers. L'éducation universitaire était libérale et spiritualiste, elle était dans ces deux sens forte, active, efficace, et marquait profondément les esprits de cette double empreinte ; elle était surtout *bourgeoise, toute dirigée vers la glorification et la conservation de la classe* ; créatrice d'enthousiasme et d'énergie jusqu'à rendre ses élèves capables de faire des révolutions, mais des révolutions libérales d'où le capital sortait plus puissant. Elle formait une conscience de classe, *assez ferme à l'ordinaire pour limiter et diriger l'expansion d'énergie individualiste qu'elle préparait, en imprégnant les esprits de la conviction qu'il appartenait à chacun de se tailler sa part, par son mérite, dans les biens de ce monde et qu'on faisait son devoir en faisant son chemin.*

Comment des principes d'éducation qui ne tendaient qu'à faire des ambitieux et des arrivistes sans scrupules, pouvaient-ils bien dans le même temps « limiter » et « diriger » cette absence de scrupules ? Comment le spiritualisme universitaire, cette philosophie, la plus faible et la plus incapable de prise, qui ait jamais été enseignée, pouvait-il bien avoir pour propre effet cette excitation immodérée à la lutte pour la vie, au « chacun pour soi » ? Mystères. Quel rapport, quelle dépendance entre la condition du capital, entre cette excessive augmenta-

tion de sa puissance et de son privilège, qui est bien un fait caractéristique du XIXe siècle, et la pratique du collège ? La classe qui, depuis cent ans, passe par le collège et qu'on peut appeler classe bourgeoise ou classe moyenne, inclut la classe capitaliste, mais ne se confond nullement avec elle. Tout capitaliste est bourgeois. Mais peu de bourgeois sont capitalistes. Et si le capital est, comme le prétend le socialisme, purement exploiteur et oppresseur, le fonctionnaire, l'officier, le savant, le professeur, l'ingénieur, le médecin sont, en tant que tels, parmi les exploités, les opprimés et les prolétaires. La manœuvre de M. Lanson est trop claire. Il s'autorise contre la nature des choses à cette violence de faire admettre que ces deux primautés sociales : celle de la culture intellectuelle supérieure, telle que la produisent les études classiques, et celle de l'or, ne sont qu'une seule et même primauté, considérée sous deux aspects, dont le premier est subordonné au second. Les humanités classiques, l'enseignement secondaire, instrument forgé au service du privilège et de l'exploitation capitaliste ! non ! il y a dans cette thèse plus qu'une application du matérialisme historique. Il y a une véritable pitrerie.

M. Lanson dira-t-il que je force sa pensée ? Contre la fidélité de ma glose, le professeur de Sorbonne ne saurait plaider que la différence entre une insinuation venimeuse et la formule nette de cette insinuation.

Désireux de bien faire sa besogne, M. Lanson caractérise par les traits les plus ridicules la tradition de l'enseignement secondaire, identifiant avec le fond et l'essence de cette tradition elle-même

telles déformations qu'elle a pu subir et sur lesquelles nous aurons à nous expliquer.

Quelle culture recevait-on ? Une culture *classique*, par tradition à la fois pédagogique et mondaine...

Une culture générale. Ce n'était ni le commerce, ni l'industrie, ni l'agriculture, ni l'administration qui était l'objet de l'enseignement secondaire : c'était *l'honnête homme sans spécialité* dont la bourgeoisie aspirait à réaliser le type hérité de l'ancien régime [1].

Une éducation formelle, brillante et superficielle, qui dresse à parler de tout sans rien savoir exactement.

L'enseignement était surtout oratoire et formel ; il s'agissait de dresser les esprits à la *rhétorique de salon et de tribune*... de donner à l'esprit une *jolie forme*.

La culture classique, le dilettantisme de l'amateur, la rhétorique de salon et de tribune sont donc au fond une seule et même chose, et ils constituent d'ailleurs l'école par excellence de l'énergie, de l'âpreté et, comme on dit aujourd'hui, de l'impérialisme bourgeois. Innommable salade d'idées.

Mais le plus beau, c'est que M. Lanson, s'il ne veut plus aujourd'hui d'un tel régime d'enseignement, ne manque pas envers lui d'équité rétrospective. Il le trouve excellent pour l'époque. Tout oratoire et creux qu'il fût, il répondait supérieurement à l'utilité.

Il y a un utilitarisme excellent qui comprend que l'uti-

1. M. Lanson répète ici la leçon de M. Lavisse. On se rendra compte plus loin (IIe partie, livre 1er) que tous deux répètent la leçon de M. Durkheim. Et on verra ce que c'est que M. Durkheim.

lité souveraine, pour la société comme pour les individus, est la bonne formation des esprits, non pas selon un type absolu et immuable, mais par rapport à un milieu et à un temps donnés...L'éducation de 1840 était utilitaire par rapport à la monarchie de juillet... L'éducation doit travailler, pour une société donnée, à créer les esprits qui peuvent le mieux y réussir et la servir. La meilleure doctrine pédagogique, pour nous, n'est pas celle qui nous a donné de brillants ou de glorieux arrière-grands-pères, mais celle qui, dans notre civilisation, sous la pression des circonstances qui nous entourent, sera capable de produire *le type humain, le meilleur possible* et le plus grand nombre possible d'exemplaires de ce type... C'est bien *un type général d'esprit et de conscience* que notre enseignement secondaire doit s'efforcer de dégager ; mais ce n'est pas le même type qu'en 1840.

La conviction « qu'en faisant son chemin on faisait son devoir » appartenait donc au « type humain le meilleur possible » pour l'année 1840 ? Il n'existerait donc pas entre ces diverses formes historiques du meilleur « type d'esprit et de conscience » un fond intellectuel et moral commun, dont l'école aurait précisément pour but de munir la jeunesse, avant qu'elle soit livrée à l'école de la vie ? Si ce fond commun n'existe pas et n'est pas éternellement requis, il faut que le bon sens d'un siècle soit exposé à devenir la déraison d'un autre et que ce qui se fût appelé faiblesse de caractère dans un âge passé mérite un nom comme « souplesse d'intelligence » dans l'âge contemporain. On aimerait que M. Lanson nommât en français de France cette « conscience démocratique » qu'il va falloir maintenant

« éveiller » dans la jeune génération à la place de « la conscience bourgeoise » !

Soyons juste. Si notre sophiste, au lieu d'avoir à faire face aux désespérantes difficultés d'une rédaction pédagogico-électorale, avait joui de la permission de penser, il n'est nullement impossible qu'il eût donné sur les questions de l'école un petit traité assez judicieux. Dans l'idée qu'il nous propose du nouvel enseignement secondaire, adapté à la démocratie, il entre plus d'un trait raisonnable. Seulement il se met dans l'embarras par sa préoccupation de montrer que ce qui est raisonnable est spécifiquement démocratique. Un éloge de l'analyse grammaticale débute par cette question dont Molière eût fait sa proie : « Que peut faire l'analyse grammaticale pour le service de la démocratie ? »

Ce perpétuel souci apologétique trouble chez M. Lanson les idées les plus justes et les plus saines, au point qu'on se demande si son but, en les produisant, n'est pas uniquement de les gâter. Par exemple, je serais bien tenté de l'applaudir (en dépit de l'injurieuse disgrâce de ses locutions) quand, à ce qu'il appelle « l'enseignement littéraire *oratoire et formel* », il oppose « une méthode critique, « scientifique, c'est-à-dire, de quelque nom qu'on « l'appelle, ne donnant pas seulement à l'esprit une « forme, mais y développant une capacité de trier « le vrai ».

On s'est inquiété, ajoute-t-il, de ce que le vrai, la recherche et le goût du vrai, ne fussent pas la base et la fin de l'enseignement, et l'on s'est demandé si toute la jeunesse bourgeoise pouvait être élevée comme si elle

ne devait fournir à la société que des romanciers, des avocats et des journalistes.

Oui, dans cette « capacité de trier le vrai » (pour parler comme ça), je reconnaîtrais bien volontiers le résultat idéal d'études classiques bien faites.

Mais, n'en déplaise à M. Lanson, une telle capacité, indépendante de la diversité des matières auxquelles elle s'applique et les dominant, s'oppose si peu à une *forme* qu'elle n'est elle-même qu'une forme, la forme d'une intelligence rompue aux opérations de l'analyse et de la synthèse. Et la rectification est d'importance. Car il ne faudrait pas donner à croire que la rectitude de l'esprit s'obtienne par la quantité des notions acquises, ni non plus que le vrai talent, que ce soit chez le romancier ou chez l'avocat ou chez le journaliste, ait rien de commun avec certaine virtuosité byzantine indifférente à la solidité du fond. Mais la confusion s'explique, si l'on songe que le professeur de Sorbonne a politiquement le devoir de professer qu'en dehors du primaire, il n'y a que le byzantin.

Tout pareillement, quand il dit que « l'apprentissage des méthodes doit succéder à l'exercice de la rhétorique », c'est qu'il tient à accréditer et qu'il a fini peut-être par se persuader à lui-même que la rhétorique est l'absence de méthode. Comment donc Aristote, Pascal et Buffon, qui n'étaient pas des « rhétoriciens » ont-ils bien pu consacrer des traités à cette science ?

Ou encore, lorsque M. Lanson prononce :

Il faut dès le lycée, dès l'école, habituer les esprits à

estimer la précision de la connaissance exacte, à préférer le *fait* observé, la statistique constatée à l'idée générale hypothétique, à la construction brillante de l'esprit,

ne devrait-il pas songer à l'aphorisme de Claude Bernard qu'un fait n'a de sens et de portée que par l'idée générale (hypothétique ou acquise) qui en contient l'explication ? Et est-il même besoin de Claude Bernard pour reconnaître que l'enseignement ne consiste pas à semer dans les esprits une sorte de menue poussière, mais à leur montrer comment les grands et les bons esprits « construisent », d'après les faits, des idées générales, non branlantes, mais fermes ?

On voit assez, sans que j'y insiste avantage, la ridicule équivoque et, pour dire le mot, l'improbité de la conception.

III

J'ai dit tout à l'heure que M. Lanson caricaturait à son aise les humanités classiques, en ce qu'il en identifiait l'authentique et saine tradition avec les déformations qui ont pu quelquefois lui être infligées. J'avais dit, d'autre part, que je ne chercherais pas le modèle des humanités dans la pratique scolaire de telle ou telle époque, mais que j'essayerais de le composer avec ce qu'il y a d'excellent, de plus naturel, d'universellement valable dans la pratique des meilleures époques, sans négliger ce que la nôtre y peut ajouter de son propre fond. J'ajou-

tais même qu'obligé de m'en tenir à la lettre d'un modèle historique, ce n'est pas la rhétorique universitaire du XIX[e] siècle que je choisirais. Elle a eu ses défauts, ses ridicules, que M. Lanson grossit sans doute, mais sur lesquels il n'est pas aveugle. L'inacceptable, c'est que dans les vices ou les dégénérations propres à une certaine rhétorique, il voie ou affecte de voir les caractères de la rhétorique en soi, que cette science qui, bien comprise, est l'école éminente de la virilité intellectuelle, il la travestisse en je ne sais quel jeu verbal efféminé, qu'il immole enfin Aristote et Rollin, maîtres essentiellement solides, dans la personne de ces professeurs de littérature insuffisamment mâles d'esprit, un peu confits, un peu précieux, un peu caillettes, pleins d'ailleurs de noble et naïf amour pour ce qu'ils enseignaient, dont Gustave Merlet est demeuré le type. Dans l'abus malhonnête d'une vérité, sachons cependant reconnaître l'élément de vérité.

Les défauts dont je parle tiennent précisément à ce « spiritualisme » et à ce « libéralisme » universitaires, mis en avant par M. Lanson, et auxquels il attribue de manière assez bouffonne une efficacité très puissante par rapport à la conservation et à l'exaltation du privilège capitaliste. Nous dirons, nous, que ces doctrines, de quelque point de vue qu'on les considère, qu'on se préoccupe de leur valeur et de leur composition intrinsèques ou bien de leur action, de leur prise sur les esprits et sur les cœurs, furent la faiblesse même. Il ne s'ensuit pas qu'elles ne furent pas nocives. Étant donné leur autorité, leur prestige et leur part considérable dans la substance de l'enseignement de l'État, cette faiblesse se tournait en

une grande malfaisance négative. C'est ce qu'en a pensé le profond et sage Cournot quand il a dit notamment du spiritualisme cousinien, que, peu capable par soi de faire grand bien ou grand mal, du moins laissait-il la jeunesse indifférente et ne la « prémunissait-il pas contre de terribles sophistes »[1].

Oui, c'est cette débilité de la pensée philosophique et politique qui s'est communiquée aux lettres universitaires pendant le XIXe siècle et qui a souvent retréci (jusque chez un Nisard) un goût pur. La philosophie et la politique ne sont pas la rhétorique. Mais elles en fournissent en bonne partie l'aliment. La rhétorique enseigne l'ordre du discours. Mais cet ordre n'est pas indépendant de la matière du discours. Il n'a de beauté et de lumière que si le fond a de la force. Sinon, il n'offre qu'une perfection stérile et puérile. Mais comment la matière du discours pourrait-elle se généraliser, s'élever, sans toucher aux données les plus générales de la politique, aux problèmes les plus hauts de la philosophie, bref aux grands intérêts de la civilisation et de l'organisation humaines? Les grands maîtres de toutes les époques en sont pleins. Et il se trouve que non seulement le spiritualisme cousinien, ce pâle, instable et tendancieux mélange de Platon avec Hegel, de l'un et de l'autre avec Locke, de tous trois avec la *Profession de foi du Vicaire savoyard* et *la Déclaration des droits de l'homme*, que non seulement le libéralisme doctrinaire et mystique, qui prend la liberté individuelle, ce fragile et précieux résultat

1. *Des institutions d'instruction publique en France*, p. 546.

du bon état politique et de la société réglée, pour le principe et la base, comme divine, de la politique et de la société et dès lors ne lui connaît plus de mesure, il se trouve, dis-je, que non seulement le spiritualisme et le libéralisme ne s'accordent avec la pensée ni la méthode d'aucun des grands maîtres classiques, tant anciens que modernes, mais encore que la solidité, l'énergie, la forte assise rationnelle et naturelle du fond chez les grands maîtres, humilie cruellement la molle boursouflure de ces conceptions ou religions individualistes et quatre-vingt-neuviennes, tempérées de convenances administratives et académiques.

Il semble impossible de ne point apercevoir chez le plus grand nombre des universitaires qui ont marqué et dominé au XIX[e] siècle, ce contraste entre la maturité et la bonne direction du goût littéraire et la faiblesse de la pensée, le trouble de la philosophie naturelle. Remplie de ces nuées modernes, leur intelligence est incapable de retenir une puissante nourriture. Les principes de 1789-1793, âme commune du spiritualisme et du libéralisme, portent une notion si fausse de la nature humaine et de la société qu'ils ne peuvent voisiner durablement dans un esprit avec la substance des poètes supérieurs. Que devait-il résulter de là ? Il en devait résulter, dans l'enseignement de la rhétorique universitaire, une certaine propension à fuir, pour ainsi dire, et à éluder le fond des maîtres, à le séparer de la forme, à le traiter comme l'occasion de cette forme, plutôt que comme sa source jaillissante et vivante, à se faire donc de l'ordre, des beautés et des grâces de cette forme une idée un peu chétive,

recherchée, sans énergie, et à en cultiver l'imitation pour elle-même. C'est en ce sens qu'on peut reprocher à cette rhétorique de n'avoir pas été généralement assez mâle. Là est le défaut de la cuirasse. M. Lanson l'a bien vu et il y a glissé un sophisme envenimé.

Nous n'en serions nullement gêné pour l'applaudir quand il dit et répète (après Quintilien et bien d'autres) que les monuments littéraires du passé sont éducateurs par le fond des idées tout d'abord et avant tout, que c'est ces idées que le maître doit faire ressortir et faire goûter, autant du moins qu'elles contiennent une fleur de vérité, de raison et d'humanité dont se nourriront le jugement et le cœur des élèves. Malheureusement, il faut voir de quelle manière M. Lanson, ayant fixé cette sage et noble règle, en entend et en conseille l'application. Avant de vous placer au point de vue de la beauté, dit-il aux maîtres, placez-vous au point de vue de la vérité. Mais n'oubliez pas que cette vérité, quelle qu'elle soit, n'offre d'ailleurs qu'un intérêt purement historique et que c'est par là, par son caractère d'universelle et éternelle relativité et versatilité qu'elle se trouve bienfaisante et bonne à inculquer aux enfants. Je cite :

Vérité de l'idée [à rechercher chez les auteurs] : *par rapport* à l'auteur. Circonstances de biographie, d'éducation qui la lui *imposent*. [M. Lanson n'admet donc point parmi les sources possibles des idées, la nature des choses elle-même, observée clairement et méthodiquement analysée, et il ne pense point qu'il n'y ait de vraies que les idées qui viennent de cette source-là.] *Par rap-*

port au temps : état des connaissances, des croyances, de la civilisation qui la détermine. Mais aussi *par rapport à nous:* c'est un *homme d'aujourd'hui* que nous formons. Il ne suffit pas de lui faire comprendre *ce qui fut vrai à une heure donnée:* il faut qu'il entende ce qui n'est plus vrai aujourd'hui, ce qui est *actuellement vrai*. Donc répugnance ou accord de l'idée avec l'*état présent de la science et de la société*. Transformation incessante et profonde des vérités qu'on appelle éternelles, leur renaissance et renouvellement perpétuel, leur adaptation à chaque forme de civilisation. *Equivalence morale et sociale d'idées différentes* (?). Les lieux communs sont inutilisables. Il n'y a *de vivant et d'efficace que les formes relatives et passagères où le lieu commun logique, abstrait et irréel s'incarne.*

Je n'aurai garde de commenter ce petit-nègre hypo-hégélien. Mais sans doute sera-t-on curieux de savoir à quel signe reconnaître la dernière « incarnation du lieu commun », c'est-à-dire les opinions qu'il convient d'adopter pour être un «homme d'aujourd'hui » ? Est-ce à l'horloge de la mode et du snobisme qu'on règlera sa montre ? Ou bien à celle des préférences gouvernementales et ministérielles ? A l'une et à l'autre, nous répond M. Lanson, mais d'ailleurs à nulle autre.

— Je n'ai jamais dit cela, va s'écrier notre homme.

— Non, cher monsieur, mais vous avez écrit ceci :

Nous ne pouvons plus aujourd'hui nous faire de l'intelligence et de la science l'idée qu'on s'en faisait au XVIII[e] siècle, leur assigner la portée qu'on leur assignait. *Les affirmations qui constituaient la distinction et même la supériorité d'esprit en 1760* ne révéleraient aujour-

d'hui qu'un esprit retardataire, en effet bien étroit et bien superficiel pour 1908 [1].

Il y a eu à toute époque des « affirmations » qu'il passait pour « distingué » d'adopter. C'était le be air. On y voyait un signe de « supériorité d'esprit ». Qui, on ? Les sots. Il fallait un professeur de Sorbonne pour nous apprendre que ces affirmations à la mode « constituaient » réellement cette supériorité, à un moment donné, quitte à devenir quelques décades plus tard de simples sottises. Voilà donc la supériorité intellectuelle mise à fort bon compte et jamais on n'avait vu hanneton confesser avec une ingénuité pareille son genre et son espèce. Malheureusement, ce critérium admirable se trouve dans la pratique d'une application très difficile. Une fois que je soutenais une thèse en Sorbonne, plusieurs de mes juges éminents m'opposèrent des arguments qui me paraissaient — pour parler lansonien — « constituer » le propre contraire de la supériorité intellectuelle et ce, pour des raisons nullement tirées du millésime. Mais, en outre, elles me semblaient fort en retard sur le millésime. Or, le curieux, c'est que la Sorbonne me trouvait moi-même excessivement dépourvu de modernité. Quand, à propos de certaine théorie célèbre dont je disais qu'elle était fausse sans mélanger avec mon point de vue tous les points de vue d'où d'autres l'avaient trouvée vraie, le doyen Alfred Croiset me reprocha de manquer totalement de « ce *sens du relatif* qui caractérise le XIXe siècle », il me parlait comme à un homme qui arrive de la campagne.

1. *Revue Bleue*, 18 avril 1908. p. 515.

Mais il me faisait de son côté l'effet d'un grand-père. J'avais fort goûté vers ma seizième année l'élégance de ce *sens du relatif*, de ce balancement renanien entre les contradictoires. Elle me semblait en 1907 terriblement défraîchie. Qui croire ? M. Lanson en personne nous fournit un autre exemple de cette difficulté quand, dans la préface toute récente d'une nouvelle édition de son *Histoire de la littérature française*, il découvre avec enchantement la théorie « symboliste » et « décadente » qui florissait en 1890. Dans tous les bureaux de rédaction de Paris un tel émerveillement ferait rire en 1912. Pourtant M. Lanson enseigne en Sorbonne. Peut-être en définitive conviendrait-il de choisir ses idées d'après une règle assez différente de celle qu'il préconise.

Il est vrai que lui-même s'en est fait une seconde qui est de consulter la « démocratie ». Nous en avons eu la preuve dans les opinions qu'il a commencé de concevoir vers 1900 sur le compte des études secondaires classiques. Nous la trouverons plus loin, aussi abondante et scandaleuse que possible, dans la manière dont il a voulu démocratiser l'objet et les méthodes de l'enseignement supérieur des lettres à la Sorbonne.

Armé de ces deux pierres de touche : la mode et la politique, de ces deux servilités résolues, est-il possible que M. Lanson s'égare ?

IV

Le « sociologue » Durkheim ne figurera dans ce chapitre que pour mémoire, sa « sociologie » dont les principes mènent tout droit à la destruction des études classiques (et c'est ce qui lui a valu, en outre de sa chaire de sociologie, une chaire de pédagogie) devant faire l'objet d'un ample exposé à part dans une autre partie de cet ouvrage.

Il suffira de dire que, comme ses collègues, M. Durkheim n'admet de légitimes, parmi les types d'enseignement existants, que le primaire et le professionnel. J'appelle toute l'attention du lecteur sur le point de ralliement pratique de ces messieurs : le primaire et le professionnel, rien de plus.

Oh ! je les entends bien. Ils parlent de compléter ou de transformer les enseignements professionnels de manière à les relever en leur infusant l'essence et les vertus attribuées jusqu'à présent à l'enseignement secondaire classique. Mais comment le pourraient-ils, si l'essence de l'enseignement professionnel est dans sa spécialité et celle de l'enseignement secondaire classique dans sa généralité ? Leurs propos sur cet article, où doit aboutir pourtant toute leur critique, à moins qu'elle n'aboutisse à rien, sont aussi vagues et amorphes qu'ils sont tendancieux Il faut trouver les moyens, dit M. Seignobos. Oui, mais il ne les indique pas. Peut-être, plus heureux que moi-même, comprendrez-vous ce que M. Lanson a en tête quand il conclut de cette manière :

5.

Il se pourrait faire que dans l'avenir, les établissements purement et strictement secondaires devinssent moins nombreux ou disparussent : cela ne pourra se produire, du moins sans dommage national, que lorsque l'enseignement primaire, *selon sa capacité*, mais les écoles primaires supérieures surtout et les écoles professionnelles *de tout ordre* auront reçu en elles l'*esprit* du secondaire et travailleront à en réaliser les *fins*.

Il se pourra faire aussi que ce soit l'enseignement secondaire qui s'oriente de plus en plus vers l'utilité, et qui, sans abandonner sa fin propre, laquelle demeure essentielle, *s'incorpore de plus en plus des études pratiques et professionnelles*.

Des mots ! d'impudentes associations de termes contradictoires, tranquillement données pour des solutions de l'insoluble ! Peu après qu'eut commencé cette campagne d'inspiration officielle contre les études classiques, l'administration universitaire imagina d'établir dans chaque lycée des ateliers de menuiserie, de serrurerie, de charronnerie ,etc., que les élèves eussent fréquentés entre deux classes [1]. Une circulaire rectorale communiquait aux proviseurs ce grand dessein, qui n'a pas eu plus de suite qu'il n'en pouvait avoir, c'est-à-dire pas du tout ! Songeait-on à mettre l'*Emile* en pratique ? En tout cas, cette circulaire de M. Liard est tout ce qui a été fait de plus sérieux pour « incorporer à l'enseignement secondaire les études professionnelles ». A part cela, on s'est contenté de miner et de dégrader l'enseignement secondaire, déjà bien branlant, sans y « incorporer » rien qui en valût la peine.

1. Ce fut, si j'ai bonne mémoire, en 1905.

En définitive, l'idéal de ces Sorbonniques serait qu'à part les notions proprement, matériellement médicales, juridiques ou militaires, il n'eût été mis dans l'esprit d'un médecin, d'un magistrat ou d'un officier rien de plus que dans l'esprit d'un tourneur, ou, ce qui revient exactement au même, qu'il eût été mis autant dans l'esprit d'un tourneur.

Mais si l'on fait de ce tourneur un penseur et un philosophe nourri de Payot et de Durkheim?

Il faut, dit M. Lanson, que dans tous les établissements où l'on enseigne à des enfants, l'homme et le citoyen achèvent de se mûrir par une certaine réflexion sur *la valeur humaine des spécialités techniques*, sur la portée des méthodes, et sur les principaux problèmes moraux et sociaux de la société où ils sont destinés à vivre.

C'est le manuel civique, un cran au-dessus. Il remplacera la substance intellectuelle de l'enseignement classique et en fournira un équivalent salutaire à tous les électeurs. Que « toutes les spécialités », c'est-à-dire tous les métiers, aient une valeur humaine, c'est-à-dire leur utilité propre, voilà, me direz-vous, qui apparaît sans beaucoup de « réflexion ». Mais serrez la réflexion, que voyez-vous? Que si la société ne peut absolument se passer de médecins, de savants ni de juges, elle ne peut absolument se passer non plus de balayeurs de rues ni de gâcheurs de mortier. Voilà donc un préjugé, le préjugé d'une inégalité de fonctions, d'une hiérarchie sociale, renversé par un argument topique. C'est à ces choses que servira l'enseignement secondaire transformé.

VI

Nous avons longuement exposé les raisons des ennemis des humanités. Il le fallait, puisque leur parole est, peu s'en faut, parole d'État. Outre ce qui a été fait contre la culture intellectuelle de la France, le public saura de quoi elle est menacée encore et au nom de quoi elle l'est.

L'ensemble de ces raisons est quelque chose de misérable et aussi de peu honnête. Pas une n'est prise dans la nature, dans les données réelles du sujet. Pas un instant, ces critiques ne consultent les intérêts de l'éducation et ne s'avisent que ce qu'ils ont à prouver, c'est qu'un régime d'études différent des humanités classiques y pourvoirait mieux. La politique, ou plutôt une basse politiciennerie, leur suggère, leur fournit, leur commande leurs griefs. Une sophistique incohérente essaie vainement d'en masquer la brutalité.

Les humanités classiques sont anti-égalitaires. Elles créent une aristocratie. Les humanités classiques forment des esprits réfractaires à la mystique de la Révolution et aux principes de la démocratie. Les humanités classiques, fruit de la civilisation latine, catholique et française, favorisent le patriotisme des « intellectuels » et opposent un dangereux obstacle à la propagande humanitaire. Voilà toute la substance réelle de ces réquisitoires.

Pour condamner les humanités au nom de la démocratie, tout au moins pour les faire comparaître au tribunal de la démocratie, où leur condamnation est

certaine, nos Sorbonniques ont, il est vrai, un argument. Ils disent : la démocratie est un fait, un fait en croissance et incompressible. Que ce fait plaise ou ne plaise pas, il est fatal, et rien au monde n'est capable désormais d'en arrêter le développement. Toutes les institutions qui lui sont contraires périront, il les dévorera, à moins qu'elles ne se transforment pour s'y adapter. Et c'est le cas des études classiques.

Mais si peu ont-ils le droit de dire que la démocratie soit un fait fatal, qu'ils n'ont même pas celui d'affirmer qu'elle soit un fait. J'entends qu'ils ne l'ont pas avant d'avoir expliqué ce qu'ils conçoivent sous le nom de démocratie. On peut dire, sans plus de commentaire, que l'aviation est un fait et que le progrès des applications de l'électricité en est un autre, parce que tout le monde voit sans incertitude possible de quoi il est question. Mais on ne saurait ériger en fait un concept dont l'objet est tout ce qu'il y a de plus douteux et controversé, sans avoir défini ce concept. Qu'est-ce que la démocratie ? Le gouvernement de tous par tous, le gouvernement de la « volonté générale » ? Mais des philosophes et des observateurs, dont les noms sont parmi les plus grands et qui ne parlent d'ailleurs ici qu'en interprètes du simple bon sens, s'accordent à penser et démontrent avec une extrême force que la prétendue volonté générale n'existe pas, que le gouvernement de tous est, sous quelque forme qu'on l'imagine, une irréalisable entité, bref que ce sont là des mots vides et non des choses. Ces philosophes ont-ils tort ? Il faudrait leur répondre. Si on ignore leur argument, on est un illettré qui n'a qualité pour parler de rien.

Si on ne l'ignore pas, et qu'on n'y réplique point, c'est qu'on le sent irrésistible. Mais alors, il s'agit de savoir tout d'abord quelles réalités politiques existent, quelles puissances effectives gouvernent sous le nom et sous l'institution de la démocratie. Puis, au cas où l'on se rendrait compte que le développement de ces réalités, l'installation de ces puissances ne se peuvent faire sans entraîner la ruine des études classiques, il y aurait lieu d'examiner tout d'abord si elles sont en progrès ou en recul, ensuite, le fait de leur progrès actuel étant supposé admis, s'il s'y attache un caractère de fatalité devant lequel doivent s'incliner la raison, le sentiment et la volonté.

Mais Lanson, ni Seignobos, ni Lavisse, ni les autres ne vont chercher si loin. Ils sont d'une espèce dont le mot de démocratie a le privilège de combler absolument la cavité cérébrale, à peine il y entre. Toute leur pensée s'y accroche et ils assènent, sans plus, le son et la lettre de ces quatre syllabes sur ce que la passion religieuse ou la consigne politique veulent qu'ils condamnent. Je ne dis pas (bien au contraire) que les condamnations qu'ils portent au nom de la démocratie ne s'inspirent pas de la véritable notion, de la notion réelle de la démocratie. Mais cette notion, leur instinct, leur mystique ou leur lâcheté leur interdisent de la tirer au clair, parce qu'en laissant la nature du principe dans une auguste obscurité, ils croient donner le change sur la bassesse de nature des conséquences.

Cependant, à la place des disciplines intellectuelles qu'ils jugent dignes de périr au nom de la démocratie, que proposent-ils de la part de cette même

divinité, quelle doctrine de l'enseignement? Une doctrine, nous l'avons vu, très exactement d'accord avec les motifs personnels que leur versatilité leur a fournis (à MM. Lavisse et Lanson du moins), de mettre au service de la démocratie tout ce zèle apostolique : un relativisme indéfini, un évolutionnisme vague, servile et d'ailleurs autoritaire, invitant par principe la raison et le sentiment à adhérer en tout à la plus récente des « légitimités successives » aux « vérités *d'aujourd'hui* ». Cela s'appellerait plus simplement encore le refus de penser. Bien mauvaise école pour les caractères aussi.

CHAPITRE III

UTILITARISME ET PÉDAGOGIE

I. Fausse application du principe d'utilité à la pédagogie. La pédagogie est naturellement immuable et d'autre part elle ne peut demeurer étrangère au mouvement des connaissances humaines. — II. Principe et exemples de la conciliation à réaliser dans la pratique entre ces deux thèses. — III. Il ne suffit pas d'inscrire des matières d'études dans les programmes. Il faut en discerner et mettre en vigueur les propriétés pédagogiques.

Les ennemis des études classiques subordonnent leurs attaques à l'autorité d'un principe général qui mérite d'être examiné à part. Car si ce principe, tel qu'ils l'entendent, est déraisonnable, ce n'est pas non plus dans la proposition contraire qu'il faut chercher la raison. Il constitue la déformation et l'abus d'une vérité. Il contient donc une part de cette vérité.

I

C'est s'abuser, prétendent ces révolutionnaires, de croire que les études classiques, léguées par la tradition, aient été instituées à l'origine à titre de pur instrument de formation, de pure « gymnastique intel-

lectuelle », sans souci d'application pratique. On n'eut en vue que l'utilité des connaissances. Nous nous y trompons, parce que les connaissances utiles pour un homme du XIIIe siècle ou pour un sujet de Louis XIV ne le sont plus, en grande partie au moins, pour les hommes de notre temps. Un respect superstitieux du passé nous fait justifier par on se sait quelles considérations de pédagogie abstraite un régime scolaire qui a perdu sa raison d'être.

Il faut, répondrons-nous, qu'on précise. Il n'y a rien de plus ambigu que ces idées d'utile et d'utilité, si l'on n'explique de quel genre d'utilité il s'agit. Une chose est utile relativement à un résultat tenu pour désirable. S'il est bon, pour se trouver à la hauteur de certaines professions ou études supérieures, d'avoir été longuement soumis à une gymnastique générale de l'intelligence, cette gymnastique, à condition qu'on la compose convenablement, est l'utile même. Que cette préparation, en quelque sorte formelle, ne soit pas requise, on ne reconnaîtra le caractère de l'utilité qu'aux notions d'une application immédiate et directe, soit dans la vie de chacun, soit dans l'exercice des professions et spécialités diverses. La thèse de la Sorbonne n'a aucun sens, si elle n'a pas ce sens-là. Et ses défenseurs ne s'entendent point, s'ils ne réduisent la matière de l'éducation intellectuelle commune à la lecture, à l'écriture et à l'arithmétique élémentaire, à quoi l'on peut ajouter, si l'on veut, quelques principes d'hygiène. J'y joindrai même, pour leur faire plaisir, la substance d'un Manuel de morale et de sociologie à la Payot ou à la Durkheim, pour apprendre à bien voter et à ne pas discuter la Sorbonne. En dehors de ce rudiment, je ne vois pas une

seule connaissance qui se trouve utile tout ensemble au médecin, à l'ingénieur et à l'homme de loi. Les choses qu'ils ont respectivement besoin de savoir, au strict point de vue de leurs métiers, ne se confondent sur aucun point. La théorie de l'utilitarisme pédagogique ne fait donc qu'un avec celle déjà discutée, qui, entre le primaire et professionnel, se refuse à laisser subsister le classique.

N'y aurait-il cependant rien à retenir dans les propos des ennemis des humanités, quand ils invoquent la différence des époques ? Dire que les plans d'études de Quintilien, d'Acquaviva ou de Rollin ne sauraient faire loi dans les collèges du xx[e] siècle, c'est forcer l'adhésion du bon sens. L'esprit répugnerait invinciblement à approuver un type d'éducation intellectuelle fermé au mouvement des connaissances humaines. Une pédagogie fixée de telle manière que le progrès des sciences, que l'enrichissement de l'expérience des hommes, à dater de sa fixation, ne fussent aucunement admis à en rénover la substance et les moyens, serait la faiblesse et la caducité mêmes.

Ce pourrait être en soi une pédagogie très forte. Ce serait très vraisemblablement une pédagogie peu efficace où la jeunesse ne mordrait guère, n'en sentant point le rapport avec la réalité. Sans doute, la pédagogie est la pédagogie ; son objet, qui est la formation d'un bon esprit, ne change point, et ce sont en tous temps les mêmes qualités qui font l'esprit bon ; les enfants de tous les siècles partent de la même ignorance ; et l'analyse géométrique, le calcul différentiel, en se superposant aux connaissances mathématiques des Grecs, n'ont point rendu

plus facile pour les débutants les théorèmes et les problèmes de la géométrie d'Euclide, non plus que la durée ou l'accroissement numérique du genre humain n'abaissent le degré de maturité nécessaire pour comprendre la nature humaine et les choses d'ordre moral. Toutes observations d'où l'on conclurait justement que l'éducation des jeunes intelligences comporte une institution qui, une fois trouvée, est immuable par définition. Mais il n'y a pas de raisonnement qui tienne. Ou plutôt, si ce raisonnement est juste, ses conséquences doivent pouvoir s'accorder avec les conséquences de cette autre considération : à savoir qu'un plan d'éducation inapte à s'incorporer la matière des grandes expériences et des grandes découvertes de l'humanité, causerait à la jeunesse, avec l'impression d'une scolastique sans base concrète, un sentiment rebutant de malaise et de vide. On a pu très justement reprocher à l'enseignement classique de l'ancien régime — dont les immenses vertus sont suffisamment prouvées par la royauté philosophique, littéraire et scientifique de l'ancienne France — de n'avoir guère admis, en fait d'histoire, que l'histoire ancienne et d'avoir été bien paresseux à s'enrichir des progrès de la connaissance du monde depuis le XVe siècle et des parties d'application incontestable de la méthode cartésienne. Ces lacunes fournissent un grossier semblant de raison à ceux que, comme MM. Lavisse et Liard, la passion religieuse pousse à l'inculper de routine encroûtée et de formalisme vain.

La manière dont sera résolu le problème que nous venons de poser se laisse aisément concevoir. C'est une transaction. Il y a des parties de l'instrument

pédagogique classique qui sont immuables pour qui ne consent pas à un abaissement de la civilisation intellectuelle de la France. Le latin en est une, comme je le prouverai en répondant directement aux ennemis du latin. Il est d'autres parties qui peuvent être remplacées ou complétées à l'aide des matières modernes. Mais ce sera sans doute à la condition qu'on ne prenne de ces matières que ce qu'il y a de plus sûr, de plus éprouvé, de définitivement acquis, et que de ceci même on extraie ce qui est propre à servir d'instrument pédagogique, c'est-à-dire ce qu'on ne saurait bien apprendre sans apprendre, par là même, une certaine méthode, une certaine manière générale de combiner et d'ordonner. Dira-t-on qu'à ce train-là, la matière de l'enseignement s'enflera outre mesure, sans que pourtant la nature nous suive en augmentant la capacité de l'esprit juvénile? Cette capacité fournit en effet une mesure fixe. Et nous entendons bien que telles ou telles matières anciennes cèdent ce qu'il faudra de leur part aux nouvelles qu'un jugement autorisé décidera être plus fécondes et plus opportunes, de telle sorte qu'on ait comme une somme constante toujours composée des meilleurs éléments dont on dispose. Mais il y a aussi des matières parasitaires et stériles. Et elles ont depuis longtemps envahi en telle masse les études qu'en s'en débarrassant on gagnerait tout à la fois la place pour une modernisation véritablement philosophique (c'est-à-dire non « primaire », non politicienne, non badaude) du régime classique et pour une restauration amplifiée des plus fortes et des plus belles d'entre ses parties séculaires.

Par cette combinaison de stabilité et de progrès, par ce parti de tenir le cercle de la pédagogie prudemment ouvert aux nouveautés sans en altérer jamais ni la dimension ni la pureté de ligne, nous ne nous mettons pas en opposition avec les exemples du passé. Nous nous conformons aux meilleurs. Si, depuis les temps reculés de la Grèce jusqu'à notre XVIIIe siècle, nous suivons le cours de la civilisation humaine, nous voyons chaque époque caractéristique introduire dans la formation de la jeunesse les élaborations capitales de la connaissance et les plus précieux apports de l'art. A l'origine, les jeunes gens sont nourris des poètes les plus vénérés, Homère, Théognis, les gnomiques, source d'éducation inépuisable pour l'intelligence, les sentiments et les mœurs. Au temps des philosophes, quand les sciences de l'ordre humain se sont constituées, que les institutions publiques ont créé un lien étroit entre la politique ou le droit et l'éloquence, que les sciences de la matière ont déjà pris corps, qu'arrive-t-il? La grammaire, la rhétorique et la dialectique acquièrent dans l'enseignement une place définitive; la géométrie et l'astronomie commencent d'y pénétrer et, à l'époque alexandrine, dont le moyen âge a hérité en bonne partie les rubriques pédagogiques, elles y sont installées régulièrement. Le fait prépondérant du moyen âge, c'est l'empire scolaire qu'il livre à la logique aristotélicienne et, par là même, à toute la philosophie classique des Grecs, qu'Alexandrie avait corrompue en la mélangeant à un fatras panthéistique et syncrétique, mais que l'Occident par bonheur en sépare et en dégage. Au XVIe siècle, la renaissance des lettres antiques ne se produit pas sans

que l'école aussitôt s'en empare, et un humanisme, que les Jésuites et Port-Royal perfectionneront diversement, met à la portée de la jeunesse la moelle grecque et latine. Le grand événement intellectuel qui suit celui-là (et s'y rattache), c'est ce développement rapide et incomparable des sciences mathématiques et physiques qui remplit trois siècles. Il est clair qu'en l'incorporant à la pédagogie on ne se mettra pas en révolte contre la tradition, mais on la suivra. S'il faut en juger par le temps donné dans les collèges de Jésuites du XVIIe siècle aux éléments d'Euclide, les mathématiques élémentaires y étaient au moins aussi bien enseignées que dans les sections littéraires des collèges contemporains. Il faudrait aussi savoir ce que l'initiative individuelle des maîtres, soit chez les Jésuites, soit chez leurs successeurs au XVIIIe siècle, mêlait de données modernes et de cartésianisme opportun à la physique scolastique et retardataire du programme. Nous avons bien des indices qu'on serait fort loin de compte en le tenant pour nul. Ce n'eussent, de toute façon, été là que des pierres d'attente de l'incorporation d'ensemble, méthodique et digérée, dont nous parlons, de l'incorporation de la mathématique et de la physique modernes, non pas à la pédagogie scientifique spéciale, mais à la pédagogie classique commune. La part matérielle donnée aux sciences dans les programmes d'études du XIXe siècle la réalise-t-elle? Nous ne le croyons pas. On n'y aperçoit pas l'effet d'un principe clair de sélection et d'utilisation. Le progrès à accomplir est là. Et il n'en est pas pires ennemis que ces zélateurs des « sciences » contre les « humanités », byzantins révoltés généralement, qui ont de personnelles rai-

sons de tenir la culture littéraire pour une infirmité. Le véritable usage pédagogique des sciences est si peu contraire aux humanités qu'il s'inspire d'un esprit dont elles seraient elles-mêmes fortifiées et qu'il se doit déterminer d'un point de vue assez haut et assez simple d'où la prétendue opposition de nature entre la poésie et la science n'existe point.

II

Mais comment, encore une fois, sera-t-il possible d'adapter la pédagogie intellectuelle à l'état des connaissances, sans tomber dans le pire des errements, qui serait de la surcharger?

Cette possibilité tient au fait que le résultat essentiel d'une bonne pédagogie ne se trouve pas dans la quantité des notions acquises, mais dans la qualité, la variété, la discipline et la direction des exercices accomplis. La nature elle-même indique les divers genres d'exercices qui forment l'esprit. Mais la matière de ces exercices peut être fort diverse et, entre des matières « utiles » ou neuves et des matières sans applications pratiques, ou vieillies, c'est, à égalité de propriétés pédagogiques, aux secondes qu'il faut donner la préférence. On peut en venir à demander moins qu'on ne faisait à certaines matières, ou bien, si les services qu'elles rendent sont de ceux dont on ne se passe pas, en rechercher l'équivalent dans d'autres matières voisines, lesquelles, en raison des transformations de la civilisation et du savoir, donneront davantage aux élèves le sentiment, si utile,

d'être nourris de réalités. Il peut même, à certains moments, y avoir lieu à un retranchement dans les parties moins centrales de la tradition.

Par exemple, la grammaire, telle que Quintilien la compose, plus encore la logique, telle qu'Aristote et les scolastiques la codifient, sont quelque chose d'extrêmement et, nous semble-t-il, d'inutilement compliqué. A coup sûr, ces deux sciences offrent les bases de toute formation intellectuelle : elles ne correspondent pas à une phase des études, mais elles en doivent demeurer jusqu'au bout des facteurs constants et fondamentaux ; on ne saurait trop faire de grammaire et de logique ; il n'y a jamais lieu d'en rien rabattre. Mais il est évidemment bon de ramener à une grande simplification leur appareil formel, le corps de leurs définitions et catégories, du jour où l'on dispose des moyens de faire saisir aux élèves les règles du langage, le rapport des idées et les formes du raisonnement, avec toutes leurs nuances et délicatesses, non plus *in abstracto*, ni dans des exemples artificiels, mais dans les productions concrètes et vivantes de l'esprit humain : textes de grands auteurs et inventions de la science. Notez que ces moyens étaient beaucoup moins abondants aux mains des anciens et des maîtres du moyen âge, qu'aux nôtres, non pas tant faute de richesses littéraires que faute de livres à distribuer à la jeunesse, faute aussi d'un véritable corps de physique. Songez également à ce facteur essentiel des études classiques : *le temps*. Ce n'est pas l'étendue d'un cycle de matières à parcourir qui fixe à ces études leur traditionnelle durée, si superficiellement jugée excessive. C'est bien plutôt la plasticité moyenne qu'un

jeune esprit en formation apporte à l'acquisition des aptitudes et des habitudes. Cette durée, voulue par la nature, il faut la remplir. Et aux époques où la matière des connaissances positives ne fournissait pas à cet effet la substance nécessaire, que faire sinon demander cette indispensable substance de l'enseignement et des exercices à quelque création proprement scolaire, à quelque science de collège, obtenue par la mise en œuvre et en forme de toutes les subtilités de la grammaire, de la logique, de la rhétorique et de la dialectique ? Science artificielle, mais nullement fausse. Il faut d'ailleurs ajouter que la science positive elle-même, pour passer dans l'enseignement du collège, doit prendre la forme simplifiée, plus ou moins schématique, plus ou moins artificiellement immobilisée et fixée, d'une science de collège — de cette science qu'il sera indispensable d' « oublier » plus tard dans la pratique du travail personnel, mais que ceux-là seuls sont capables d'oublier fructueusement, qui l'ont possédée et digérée à fond.

Les études latines nous fourniraient encore un exemple très clair à l'appui de cette distinction de l'intangible et du modifiable. La version latine est sacro-sainte, nous le montrerons aisément en traitant la question du latin. Le thème latin est indispensable dans les classes élémentaires. Mais il semble bien que le vers latin d'autrefois et le discours latin pouvaient être supprimés, à la condition qu'on les remplaçât par des exercices, qui, tout en s'appliquant à des matières plus réelles, fussent aussi rigoureusement adaptés au propre but de la discipline latine, qui est la possession intelligente du français.

S'il nous fallait maintenant montrer le cas d'une

matière d'enseignement dont la suppression a été imposée par les faits, encore qu'elle soit en elle-même très précieuse, nous rappellerions la part prépondérante faite par les Grecs à la musique dans l'éducation, ainsi que la grandeur et la beauté des services qu'ils en attendaient pour la formation intellectuelle, morale et physique de la jeunesse. Il semble qu'ils eussent plus volontiers sacrifié toutes les autres parties de la pédagogie. A lire tout ce qu'en disent Platon et Aristote, on s'indignerait presque que cet art divin ne soit plus communément enseigné. Ceux qui ont étudié la technique de la composition musicale moderne, harmonie, contre-point et fugue, savent qu'il y a là non seulement des règles pour agencer les sons, mais un merveilleux instrument de culture générale de l'esprit ; il y a là une logique, une géométrie, une mécanique à l'œuvre, une architecture implicite et un champ inépuisable à l'exercice de la finesse. Sans doute ! mais la géométrie et la mécanique proprement dites, sans être peut-être, dans la rigueur des choses, plus éducatrices par elles-mêmes, sont infiniment plus riches en applications et leurs applications tiennent une place infiniment plus considérable dans la vie des sociétés modernes. Comme d'ailleurs cette technique musicale des modernes est aussi compliquée que celle des Grecs était simple, mathématique et musique réunies, ce serait évidemment trop, et d'autant plus que les genres (à ce point de vue de la vertu pédagogique) sont assez voisins. C'était à la musique de disparaître du régime classique. Voilà l'exemple d'une suppression définitive qui n'est pas à discuter.

Le grec lui-même n'est-il pas dans l'éducation

commune d'aujourd'hui un luxe ? Il serait douloureux d'avoir à le reconnaître. De très bons esprits et des plus fortement attachés au régime classique, comme Cournot, ont été de cet avis.

III

Ces observations, un peu dénouées, suffiront à faire sentir les relations délicates de la tradition et du progrès dans la pédagogie et la règle générale dont elles relèvent. En traitant plus loin de la *Définition des humanités*, nous essayerons de fixer les titres précis des divers ordres de connaissances à entrer dans l'institution pédagogique actuelle et la part d'importance qu'y peut revendiquer chacun d'eux. Mais nous devons dès ici formuler une question qui domine implicitement toutes ces études.

On disserte, on débat de toutes parts sur l'économie de l'enseignement et sur la valeur de ses diverses matières constitutives. Mais a-t-on bien pris soin, de part et d'autre, de commencer par définir ces matières sur lesquelles on dispute, de définir, dis-je, les propres services que la pédagogie, que la formation des jeunes intelligences en peuvent attendre et qui sont ce dont il s'agit ?

Qu'elles figurent nominativement dans les programmes, qu'importe, si, dans la pratique, elles ne sont point vigoureusement et efficacement enseignées, si elles ont perdu leur nerf et leur vertu ? Il faut donc commencer par dire à quoi tient en elles cette active vertu et par s'assurer si les professeurs n'en

auraient pas perdu la compréhension et le sentiment, de telle façon qu'ils négligeraient ou affaibliraient dans les enseignements divers exactement tout ce qui fait d'eux des disciplines. Une enquête bien conduite sur ce point ferait sans doute évanouir sous la lumière de ses résultats l'objet des polémiques contemporaines. Les services de chaque enseignement résulteraient avec éclat de sa définition.

J'ai parlé de la grammaire et de la logique. Elles sont l'armature, le corps solide des humanités, des lettres, ce qu'il y a de puissant et de souverain dans les lettres par rapport à la formation commune. Or, l'Université n'enseigne guère plus la grammaire que sous la forme du rudiment et la néglige à peu près complètement, passé les classes les plus élémentaires. La considération de la grammaire n'intervient nullement dans l'explication des auteurs, dont une partie du rendement le plus substantiel est ainsi négligée. Quant à la logique, elle est vouée à un abandon plus complet encore. Et je ne parle pas de l'enseignement formel de la logique, mais de la préoccupation de la logique en général, de la mise en relief de l'économie logique dans l'explication des maîtres littéraires et philosophiques. Ce fait, plus ancien que la réforme de 1902, mais qu'elle a aggravé tant qu'elle a pu, ne contribue pas peu à expliquer le relâchement de l'intellect qui s'observe depuis longtemps dans l'élite sociale de la France. Il explique la déraison active, le bouillonnement de déraison qui se manifeste aujourd'hui chez la plupart des hauts universitaires. Rien ne caractérise mieux leur « misère logique » que l'impuissance, aussi satisfaite que radicale, d'un Lavisse, d'un Lanson, d'un Seignobos, d'un Croiset,

d'un Durkheim, d'un Andler, d'un Langlois, à demeurer jamais dans les termes de la question qu'ils discutent[1]. Ces gens-là prétendent pourtant juger les humanités. Mais peut-être n'est-il pas en eux de se représenter des humanités non désossées.

Pareillement, n'est-il pas prématuré de discuter les modifications requises par la partie scientifique de programmes, tant qu'on n'a pas recherché si les sciences dont personne ne conteste la nécessité pédagogique sont enseignées valablement? Pour moi, je n'imagine pas à quoi a servi le professeur d'algèbre et de géométrie élémentaires à des élèves qui sortent de ses mains, incapables d'établir une mise en équation, de faire une construction, de résoudre un problème simple. Il y a très peu de jeunes esprits qu'on ne puisse conduire jusque-là. Je suis convaincu (et non sans des motifs) qu'au XVII[e] siècle le peu de géométrie que les Jésuites enseignaient, n'était enseigné qu'à cet effet. Dès lors ce peu suffisait. Combien de bacheliers ès lettres (et depuis bien longtemps) peuvent plus, en fait de mathématiques, que de réciter des théorèmes? Et pourtant l'enseignement, quel qu'il soit, qui n'a pas communiqué un art, une pratique (j'entends: un art et une pratique intellectuelle), est nul et de pur remplissage. Nous aurons l'occasion de montrer plus amplement comment l'oubli de cette vérité aussi fondamentale qu'élémentaire a eu pour résultat d'inonder les programmes d'études de matières stériles et oiseuses, mais en a chassé en revanche ou y a réduit à rien certaines d'entre les plus éducati-

1. Voir, comme confirmation de cette assertion, l'argumentation des adversaires du latin (1[re] partie, ch. V).

ves, comme l'astronomie, la plus éducative de toutes les sciences physiques, par le lien étroit de l'objet le plus sublime et le plus ravissant avec la méthode la plus exacte et la plus simple...

Mais toutes les questions de cet ordre reviennent à se demander jusqu'à quel point l'enseignement est demeuré l'enseignement, la classe, la classe et le professeur, le professeur.

CHAPITRE IV

BERLITZ AU COLLÈGE

I. Deux méthodes dans l'étude des langues vivantes : la méthode grammaticale et littéraire, la méthode « directe ». Services propres de l'une et de l'autre. — II. La méthode directe est anti-pédagogique. — III. Elle fait tort au développement intellectuel de l'enfant et à la connaissance du français. Désarroi et obscurité de principes des réformateurs universitaires au sujet de l'enseignement du français. — IV. Objections tirées de la nécessité pratique des langues vivantes et réponse à ces objections. Place et usage légitimes de la méthode directe.

L'invention la plus caractérisée du faux utilitarisme scolaire, c'est la réforme introduite par le programme de 1902 dans l'enseignement des langues vivantes, réforme aussi glorifiée par ses auteurs que durement discutée et moquée par le grand nombre des esprits compétents.

Ceux-là font ressortir le ridicule d'un enseignement d'allemand ou d'anglais dont l'insuffisance, en quelque sorte systématique et délibérée, laissait le plus habile bachelier hors d'état de lire un journal en langue étrangère et de se débrouiller dans une conversation. Ceux-ci expriment des doutes sur la portée des résultats pratiques réalisés par le nouveau ré-

gime ; en tout cas, ils l'accusent d'avoir fait perdre à la connaissance du français ce qu'il aurait ajouté à celle des langues vivantes et causé par là un grave dommage à la culture générale de l'esprit, laquelle est évidemment liée à une possession profonde et sûre de la langue maternelle, surtout quand cette langue est la française.

Nous voudrions porter sur la question de l'enseignement des langues vivantes la lumière de quelques observations incontestables, de quelques principes certains.

I

Dans l'ancien régime scolaire, les langues vivantes s'apprenaient par le moyen du thème, de la version, de la traduction des auteurs. C'est-à-dire qu'elles ne s'apprenaient point. On leur accordait peu de temps, deux heures de classe par semaine, si j'ai bonne mémoire. Il en eût fallu six fois plus, si l'on se fût proposé de donner aux élèves par cette méthode quelque connaissance pratique et quelque usage de l'allemand ou de l'anglais. Rien de plus long que d'acquérir à coups de lexique le vocabulaire usuel d'une langue. Les mots ou les sens cherchés dans le dictionnaire s'oublient au bout de cinq minutes. Ce n'est qu'après un nombre très considérable de rencontres fréquentes qu'ils finissent par se graver dans le souvenir. Les meilleurs élèves arrivaient à posséder le latin de cette manière, parce qu'on le commençait dans le plus jeune âge et qu'il faisait le fond des études. Mais quant à l'anglais ou à l'alle-

nand, les plus savants bacheliers sortaient du col-
.ège avec un vocabulaire effectivement très court.
l faut cependant remarquer, comme il avait été
'ormé sur des textes de grands classiques, qu'il était
noins pauvre en expressions abstraites et générales
qu'en noms de choses matérielles.

A peu près stériles donc au point de vue de l'usage
pratique, les exercices de traduction étaient d'ailleurs
rès profitables à un autre point de vue. Ils aidaient
ı la connaissance du français et à la formation intel-
ectuelle, ce qui était fort pratique aussi dans un
ıutre genre, dans un genre supérieur. Ainsi conçue,
'étude des langues vivantes complétait les services
rendus par le latin. Elle forçait à l'analyse de la
pensée, à la recherche de l'expression. Faire passer
en français du Gœthe, du Milton, du Pope et du
Macaulay, est à coup sûr excellent pour la culture de
'esprit. Mais, encore une fois, les langues vivantes
vivent. Elles sont faites pour être parlées. Et l'on a
beau jeu à railler un système qui permettait à un
écolier, incapable de lire le *Times* ou de commander
un beefteack à Londres, de se tirer de son bacca-
auréat avec de convenables notes pour l'anglais.

Pour se rendre réellement maître d'une langue,
maître de manière à la parler, il n'y a et il n'y a
jamais eu qu'une méthode, qui est si peu la méthode
de la traduction qu'elle en est exactement le contraire.
C'est la méthode, vieille comme le monde, que cer-
ains se donnent les gants d'avoir inventée, parce
qu'ils ont trouvé pour elle le nom, fort juste. au sur-
plus, de « directe ». Il s'agit d'atteindre le sens des
vocables étrangers directement, sans passer par le
français, en d'autres termes, d'imiter du plus près

possible dans la manière d'apprendre une langue étrangère la manière dont on a appris sa langue maternelle. Un étranger un peu ingénieux, obligé de nous communiquer son idiome sans connaître le nôtre, atteindra, pourvu que notre bonne volonté l'aide, la perfection de l'enseignement direct. Par les gestes, par la mimique, par l'action, il nous désignera, nous fera imaginer ou deviner la chose exprimée par le mot qu'il prononce. C'est de cette façon qu'un séjour dans une pension étrangère nous instruit. Nous saisissons le sens des mots par les circonstances où ils sont prononcés. Très lent et laborieux au début, et demandant en tous cas beaucoup d'application et de persévérance, ce procédé pour acquérir le vocabulaire devient bientôt très rapide et l'acquisition est durable. Pourquoi? Parce que la ténacité du souvenir est proportionnée à la vivacité ou à la vigueur de la perception première et qu'il n'y a pas de comparaison, sous ce rapport, entre la pâle impression d'un mot lu dans le dictionnaire et l'appréhension directe de la réalité qu'il désigne, surtout si cette perception a demandé un effort de conjecture et d'imagination.

Ces procédés se peuvent varier en mille sortes. Le célèbre Berlitz qui, après avoir découvert l'Amérique, a eu l'heureuse idée de la baptiser de son nom, Berlitz, dont les écoles ne sont pas tant des écoles avec des professeurs que des mécaniques avec leurs mécaniciens, n'a pas fait autre chose que de fournir aux jeunes gens qui ne peuvent voyager des succédanés de la table d'hôte étrangère. De leur côté, les réformateurs scolaires de 1902 ont introduit au collège et systématisé l'emploi de la méthode directe

en même temps qu'ils triplaient presque, aux dépens du français et du latin, le temps consacré aux langues vivantes. Les professeurs n'ont plus, à la rigueur, le droit de se servir du français. C'est à eux de trouver, de diversifier, d'adapter les moyens de se faire comprendre en anglais ou en allemand, sans recourir à la traduction française. Bref, on s'est inspiré de ce principe, que l'enseignement des langues vivantes au collège n'a pas de raison, s'il n'est organisé pour en livrer à un bachelier la connaissance pratique et effective, pour le mettre en état de les lire, écrire et parler assez couramment à la fin de leurs études. Ce principe admis, l'installation de Berlitz au lycée allait de soi. Mais c'est sur ce principe qu'il y a d'infinies réserves à faire.

II

Savoir une ou plusieurs langues vivantes, cela n'offre en soi, même quand on n'en a pas professionnellement besoin, que des avantages et des agréments. Une pédagogie soucieuse de les procurer à nos enfants mérite notre gratitude. A une condition, toutefois : c'est qu'elle ne les leur fasse pas payer trop cher, c'est que, pour obtenir un tel résultat, elle ne sacrifie pas d'autres parties plus importantes et précieuses de la formation scolaire.

L'étude directe et intensive des langues vivantes, l'étude des langues vivantes organisée en vue de l'acquisition la plus rapide possible du plus abondant vocabulaire possible, cette étude-là, s'installant

au collège, au milieu du latin, du français, des lettres classiques, des mathématiques, de l'histoire, s'y épanouissant aussi ou plus largement et y occupant au moins le même rang que ces disciplines si profondément différentes d'elle et si hautement supérieures, ne menace-t-elle pas d'en étouffer et d'en faire avorter les fruits dans l'esprit de la jeunesse? Sa prétention à l'égalité dans cette noble compagnie n'est-elle pas une brutalité et une insolence? Je ne parle pas de la littérature anglaise ni de l'allemande, lesquelles ont d'ailleurs été complètement éliminées des programmes d'études au profit de l'acquisition brute de la langue, mais de cette acquisition elle-même. Je ne parle pas de Gœthe et de Nietszche, mais de Berlitz.

Remarquons que l'enseignement direct ne s'adresse pas ou ne s'adresse que très secondairement à l'intelligence de l'élève. Il ne la provoque qu'à une activité tout inférieure et, pour ainsi dire, mécanique. S'agit-il d'apprendre le nom d'objets sensibles ou d'actions physiques, l'élève, à qui ils sont montrés, n'a besoin que de ses oreilles et de ses yeux. Une abondante imagerie placée au mur de la classe, où l'on trouve à son gré, une cuisine, un vaisseau, un champ de navets, une caserne, une gare, un bar, une séance parlementaire, etc., met au bout de la baguette du professeur tout ce qui dans cet univers se voit et se touche. C'est tout au plus si l'effort d'esprit demandé à l'élève s'égalera à celui qu'exige l'interprétation d'une devinette ou d'un rébus : ainsi dans les cas où le mot ne s'applique pas à une chose matérielle, mais à une chose morale manifestée par des signes matériels. Le maître se

livrera, par exemple, à la mimique de la colère, ou bien il la montrera sur une image, en répétant infatigablement *Wuth* ou *Zorn*, jusqu'à ce que toute la classe ait saisi que *Wuth* ou *Zorn* sont la colère. Au sortir de ces exercices quasi-corporels, accomplis sous la direction de quelque savant agrégé ou docteur, et dont la violence fait, je le répète, toute la vertu, l'enfant passe dans la classe de français où on le prie de méditer sur quelques vers de La Fontaine ou quelques phrases de Bossuet afin d'en pénétrer et expliquer la pensée. Qu'est-ce, diable ! qu'on lui demande là ? Dans quel trou d'aiguille le professeur veut-il le faire passer ? Ne pourrait-il, comme le professeur d'allemand, mimer ce qu'il s'agit de découvrir ou le montrer avec la pointe de sa férule ? Le bon pédagogue se désespère, il s'ingénie à réveiller les fonctions supérieures du cerveau momentanément engourdies par ce magnifique entraînement des plus basses. A peine les a-t-il remises en mouvement que la cloche sonne, et d'autant que la classe n'est que d'une heure, la « démocratie » ayant supprimé la classe de deux heures pour ces deux raisons contradictoires : qu'elle « surmenait » et qu'on y perdait le temps. Comme s'il était possible de faire une bonne classe sans le loisir d'une certaine flânerie féconde !

Vous me direz (vous me le direz si vous ne connaissez pas le programme et les instructions ministérielles concernant l'enseignement des langues vivantes) que les inconvénients de cette méthode brutale seront réparés vers la fin des classes par la facilité avec laquelle nos jeunes rhétoriciens et philosophes, munis d'un abondant vocabulaire, liront

les grands auteurs étrangers, sinon Shakespeare, du moins Milton et Pope, ou, sinon les poètes, du moins les prosateurs. Ce sera là un gain intellectuel qui compensera, et au delà, le matérialisme excessif de leurs travaux antérieurs en langues vivantes. Détrompez-vous! Le programme n'interdit pas à l'étude des langues vivantes de contribuer à la « culture littéraire » et il inscrit parmi les textes à expliquer dans le deuxième cycle des « morceaux choisis de prose et de vers tirés des principaux chefs-d'œuvre de la littérature ». Mais il maintient que ce qu'il appelle « la culture littéraire proprement dite » sera toujours subordonné à l'*usage de la langue*, soit parlée, soit écrite, *qui reste la fin principale de tout l'enseignement*. C'est trop clair. Un enfant qui, quoi qu'on fasse, n'apportera pas à l'étude directe de l'allemand ou de l'anglais le quart de l'énergie efficace qui caractérise un jeune homme actif, professionnellement obligé de les connaître à brève échéance, cet enfant, dis-je, n'aura pas trop de toutes les heures de classe de toutes ses années d'étude pour apprendre à se débrouiller un peu dans la conversation étrangère. Jusqu'au bout, le professeur soucieux d'atteindre ce but, devra lui faire acquérir des mots, les lui graver infatigablement dans la tête, le faire parler. Parler anglais, parler allemand, c'est le « principal », c'est le « tout ». « Tous les exercices, dit l'autorité universitaire, [y compris les explications des chefs-d'œuvre] doivent *aboutir à des conversations.* » Et le suprême résultat de ces travaux, consistera, au mieux, dans un baragouinage moins pénible, talent que quelques-uns cultiveront, parce qu'ils en auront pratiquement

besoin, que le plus grand nombre, n'ayant pas lieu d'en tirer parti, laissera s'atrophier; et, pour ces derniers, le profit de leur anglais et de leur allemand de collège équivaudra à zéro, puisque la manière dont ils l'auront appris aura été tout au moins stérile pour le développement de leur intelligence. Il est bien vrai que parmi les hommes qui avaient appris le latin (du temps où on l'apprenait) beaucoup ne le savaient plus guère à trente ans. Mais s'ils avaient oublié la matière de la langue, il leur restait le bénéfice organique et vivant d'avoir été pliés par les irremplaçables exercices de la traduction classique à toutes les opérations de la pensée.

Notez, d'ailleurs, que ces « chefs-d'œuvre » de la littérature, où il faudra prendre des morceaux choisis, le programme est absolument discret sur leur compte. Il n'en nomme aucun, aucun auteur. En revanche, il recommande formellement aux professeurs d'abonner leurs élèves à « un journal », de leur faire lire des textes propres à les informer sur « *les principaux faits d'ordre économique, politique, littéraire et social, dont la connaissance permettra à l'élève d'acquérir une idée générale des différentes manifestations de la vie nationale contemporaine à l'étranger* ». La littérature même, dans la vague et faible mesure où il l'admet, ce n'est pas pour les trésors de vérité et de beauté qu'elle contient, mais comme « manifestation essentielle de la vie des peuples ». O Bouvard ! O Pécuchet ! J'ai vu des recueils de morceaux choisis composés en conformité avec le programme. De petites coupures des grands écrivains y sont distribuées sous les rubriques d'un « dictionnaire de la conversation » ou d'un livre de

« leçons de choses ». Gœthe et Schiller n'y figurent au fond que pour fournir du vocabulaire et les éléments d'un Bædeker un peu rétrospectif. A vrai dire, l'orgie de la « méthode directe » a radicalement expulsé des classes les monuments des littératures étrangères. Nos bacheliers sont capables d'écrire « sans dictionnaire » en anglais ou en allemand la narration grossièrement intelligible d'une traversée ou d'une partie de chasse. Mais ils n'ont pas pris contact avec les grands esprits et les grandes imaginations de l'Allemagne et de l'Angleterre. De mon temps, nous n'aurions pas su, au lendemain du bachot, commander aisément notre dîner dans un faubourg de Berlin. Mais nous avions expliqué *Macbeth*, *Jules César*, le *Paradis perdu*, *Guillaume Tell*, un livre de *Vérité et Poésie*, etc. La réforme de 1902, en saccageant, au nom d'un prétendu utilitarisme tout à fait fallacieux et badaud, la tradition des humanités classiques, n'a pas épargné davantage ce que j'appellerai les annexes étrangères des humanités. Je réserve toutes les atténuations que la raison et le cœur des bons maîtres de langues vivantes peuvent apporter à la pratique d'une méthode contre la barbarie de laquelle ils sont souvent les premiers à protester. Mais lisez le programme et les instructions officielles touchant l'enseignement des langues vivantes au collège, de la septième à la philosophie inclusivement. Il est à peine caricatural de dire que tout y tend à la formation d'un portier d'hôtel international ou d'un pisteur interprète.

III

Si l'on excepte les auteurs responsables de la réforme scolaire de 1902 et une minorité de professeurs de langues vivantes, cette intronisation de la méthode « directe », de la méthode Berlitz dans les études classiques, ne rencontre guère dans l'Université que des désapprobateurs. Dans la presse et dans le public un mouvement s'est prononcé contre elle. On l'accuse, comme nous l'avons fait, d'être préjudiciable à la culture de l'intelligence. Elle l'est tout d'abord par le temps enlevé en faveur des langues vivantes, ainsi enseignées, à l'étude de la langue française et à celle de la latine. Elle l'est ensuite par un effet d'ordre plus délicat et tout intérieur, puissant néanmoins, je veux dire : cette espèce de bilinguisme mental qu'on risque d'implanter dans le cerveau d'un enfant, quand on s'évertue à le faire penser dans une langue étrangère, avant qu'il soit capable de penser clairement dans la sienne, et qui le gênera pour le devenir. Car c'est le but de la méthode directe d'amener à penser spontanément dans la langue étrangère. Et c'est pourquoi l'application de cette méthode doit être très diversement appréciée suivant le développement et la solidité de l'organe de la pensée chez celui qui y est soumis.

Il serait rebutant d'entrer en détail dans l'horaire des classes d'un lycée. Il prête cependant à quelques remarques trop significatives. Dans la division enfantine, là où il s'agit d'apprendre le

rudiment et l'orthographe, le temps n'est pas ménagé au français. Il a sa bonne part. Dans le « premier cycle » (de la sixième à la troisième), les langues vivantes obtiennent presque le quart du temps de la semaine parmi des matières d'études dont le nombre varie de six à dix. Dans la section A (avec latin), le latin et le français réunis ont soit dix, soit neuf heures contre cinq aux langues. Mais dans la section D (sans latin), le français n'a que cinq heures contre cinq toujours aux langues vivantes. Il est vrai qu'en troisième, le français n'en a plus que quatre. De sorte que, de dix à onze ans, les enfants de la section D n'ont pas plus de temps pour expliquer des textes français, pour s'instruire à penser, à s'exprimer et à rédiger en français que pour se farcir la mémoire d'un guide de la conversation. Les exercices les plus puissants pour la formation de l'intelligence et des sentiments sont mis au même rang que des exercices tout au moins stériles à ce point de vue, lequel, à l'école, passait jusqu'ici pour le plus important. C'est encore plus caractéristique dans le deuxième cycle. Il est vrai que dans la section A (grec-latin) — section réservée aux jeunes spécialistes de l'antiquité qui ont reconnu leur vocation à quinze ans — l'astre des langues vivantes pâlit. Mais dans la section B (latin-langues vivantes), le latin et le français ensemble n'ont que six heures contre sept aux langues ; et dans la section D, où il n'y a pas de latin, les langues gardent leurs sept heures et le français n'en a plus que trois. Sept heures de Berlitz contre trois de lecture, explication et composition françaises. Et revenons sur une observation déjà proposée : si des exercices de piano n'engour-

dissent pas la main pour battre l'enclume, il ne serait pas commode de jouer du Chopin en venant de ferrer un bœuf ; le français ne fait pas de tort au sport de Berlitz ; mais la réciproque ne peut être vraie. Ce qui nous oblige à réduire en fait ces trois pauvres heures réglementaires.

Vraiment, c'est à croire que les réformateurs de 1902 se sont fait le raisonnement que voici : à la grammaire et à l'orthographe près, un Français sait le français, naturellement, tandis qu'en anglais ou en allemand il a tout à apprendre. Ils ne sont peut-être pas si sots que cela, bien qu'ils le soient beaucoup. Mais un coup d'œil sur l'ensemble du plan d'études nous montre bien qu'aussitôt après les petites classes, où l'étude du français concerne essentiellement la grammaire et l'orthographe, cette étude prend une place de plus en plus étroite et comme embarrassée. On dirait que les auteurs du programme ne savent plus au juste, à partir de ce moment, quel en est l'objet, pourquoi elle est là. Cette impression a été si générale et les résultats du système ont provoqué un tel tolle, que M. Lanson tenta une diversion aussi obscure et perfide qu'officielle en parlant d'une « crise des méthodes (!) dans l'enseignement du français ». Seulement cette crise, il en rendait coupable la sottise et le trop long règne des tenants des humanités classiques et affirmait qu'une docilité absolue à la lettre et à l'esprit des programmes que le ministère trouvait excellents en apporterait la solution, en tout cas lointaine. Depuis cette manifestation, qui rencontra du mépris dans le corps universitaire, l'apologétique officielle s'est avisée d'un autre dada. Elle a découvert « que l'enseignement du français

reste à organiser sur ses véritables bases ». Entendez que ces bases et cette organisation n'ont pas encore été soupçonnées. Heureusement MM. Lanson, Brunot, Andler et autres « amis du français » ennemis du latin, vont s'en mêler. J'en tremble. Notez que, quand ils tiennent ce langage, ils n'ont rien de précis dans l'esprit. Mais en prononçant que tout est à faire, qu'il n'y a pas de chemin frayé dans les endroits où ils n'ont pas encore passé, ils sont convaincus d'invoquer une vérité première. Déjà M. Lanson, dans la préface de son *Art de la Prose*, se vantait d'aborder une terre inconnue, ledit art ayant été l'objet de beaucoup de bavardages agréables, mais sans être jamais étudié scientifiquement et par une « équipe de travailleurs ». Le grammairien Brunot nous a donné l'espérance que, grâce au phonographe qu'il a installé à la Sorbonne, on saurait bientôt « ce que c'est qu'un vers français » — on le saurait scientifiquement. Il a fallu répondre quelque chose aux mille voix qui dénoncent l'enténébrement croissant de la langue française dans l'esprit des jeunes générations bourrées de Berlitz. Ils n'ont pas douté que la réponse la plus superbe fût de leur part nécessairement la plus juste. Ne sont-ils pas seuls à pouvoir parler de ces choses avec l'autorité de l'Etat ? Ils ont trouvé que jusqu'ici le français avait toujours été enseigné de travers, d'où il suit qu'il n'a jamais été su.

Puisqu'ils vont nous révéler la vraie manière d'enseigner aux Français leur langue, je leur signale, chez un certain Rollin, de très curieux chapitres sur cette question.

Ils leur remettront en mémoire quelques éviden-

ces, et notamment celle-ci : que l'étude du français n'est pas seulement une fin, mais un moyen. Elle est une fin, en ce sens qu'il faut écrire et parler correctement sa langue. Elle est un moyen, et prépondérant, par rapport à la formation de l'esprit. Elle en est le principal instrument. Il serait à peine excessif de dire qu'elle y suffit. (Je n'en sépare pas l'étude du latin. Elles ne font qu'un.) Toute la nourriture d'une intelligence cultivée est contenue dans ce trésor de la langue française. Et il est clair que, plus un Français avance et s'assure dans la possession de sa langue, plus il augmente, étend, éclaircit et perfectionne ses notions. Ce qui caractérise l'illettré, comparativement à l'homme plus instruit, n'est-ce point qu'au premier certaines provinces de sa propre langue demeurent vraiment étrangères, du moins ne s'y aventure-t-il que d'un pas incertain et tremblant, sans aucune sécurité. Il ne possède pas ou il ne possède que très faiblement le domaine des expressions les plus abstraites et les plus générales, les termes psychologiques, métaphysiques, scientifiques. Il n'a pas l'usage des mots parce que la familiarité des choses lui manque. A partir d'un certain degré d'abstraction de la pensée, il tâtonne sur les noms et les formes, parce que les objets invisibles désignés par les noms sont obscurs pour lui, parce qu'il n'a pas la pratique des opérations de l'esprit incluses dans les formes. Acquérir la maîtrise de sa propre langue, c'est donc acquérir, non pas seulement la facilité de l'expression, mais le fond même, le fond le plus général et le plus nécessaire, un fond qui n'est pas autre chose que l'héritage intellectuel de l'humanité déposé dans les

monuments littéraires des langues qui ont servi à l'expression de la philosophie, de la poésie et des sciences. Ce que je dis du français par rapport aux Français, on le peut évidemment dire de l'anglais par rapport aux Anglais, de l'allemand par rapport aux Allemands, sans trancher par là la question de savoir si l'allemand et l'anglais portent en soi une culture égale à celle qu'implique la pleine possession du français et si cet héritage de l'intelligence humaine s'y trouve aussi lumineusement distribué que dans notre langue. Question que je n'hésiterais pas, pour ma part, à résoudre hautement à l'avantage de celle-ci, mais qui excède le cadre de cette petite étude pédagogique où il me suffit de montrer que l'étude de la langue française dans les auteurs qui ont le mieux, le plus fortement et le plus grandement pensé et écrit dans cette langue, constitue beaucoup plus qu'une des matières de l'enseignement classique en France. Elle est le centre légitime, l'âme, je dirais presque (on m'entendra bien), la cause finale de tout cet enseignement. Idéalement parlant, le temps ne devrait pas lui être mesuré. Mais aussi ne voulais-je pas tant considérer la restriction du temps qui lui est laissé que le détestable esprit dans lequel a été opérée cette restriction.

Hélas ! De telles considérations seront impuissantes à toucher la nouvelle Sorbonne, laquelle professe : 1° que la lecture des classiques, tant anciens que modernes, si elle offre un grand intérêt *historique*, n'est pas pour les hommes d'aujourd'hui une source de profit direct, vu l'évolution des idées ; 2° que, pour la même raison, le mot de *classique* n'a plus de sens.

Les instructions officielles concernant l'enseignement des langues vivantes reconnaissent, il est vrai, la primauté des droits du français chez nous, quand elles décident que le professeur « se gardera de nommer dans la langue étrangère des objets ou parties d'objets dont l'enfant ne connaît pas le nom français ». Cette formule vise évidemment les objets matériels. Car, pour ceux-ci, il est possible d'en apprendre le nom en langue étrangère sans le savoir en français, par exemple s'ils nous sont montrés du doigt. Quant aux objets qu'il n'appartient à aucun sens physique de percevoir, mais seulement à la pensée de concevoir (tels *raison*, *sentiment*, *autorité*, *liberté*, *droit*, *âme, puissance*, *principe, doctrine, doute, certitude*, *humanité*, *Dieu* et cent autres également infinis en contenu et nuances d'application), il paraît à mon faible jugement tout à fait impossible de les nommer avec utilité à un élève non possesseur des idées correspondantes. Voici donc le professeur d'allemand obligé de s'assurer qu'il possède ces idées ou de les lui expliquer et obligé, j'imagine, de le faire en français. O Berlitz ! A moins que le dit professeur ne préfère sagement s'en tenir, comme je le disais, aux modestes limites du vocabulaire d'un interprète d'hôtel ou d'un voyageur de commerce.

On va me faire observer que la classe de français est précisément là pour mettre les élèves en possession des idées abstraites et générales et de leurs rapports. Soit ! Mais ce résultat ne s'obtient pas aussi vite que d'apprendre que table est *Tısh*. On dit même qu'il ne peut s'obtenir que très lentement et progressivement, qu'il y faut des années, beaucoup

de lecture, de versions, de thèmes et de compositions, et qu'à cette difficulté tient uniquement la longueur, tant déplorée, des études. A moins d'avoir une idée terriblement humble de leur métier, les agrégés qui enseignent les langues vivantes au collège seront les premiers à y réclamer le relèvement des lettres françaises et leur restauration pour tous à la place d'honneur.

IV

A la doctrine que je viens de proposer, à la tendance qui l'inspire, je prévois bien l'objection. C'est vrai, me dira-t-on, que le recul de la culture littéraire française dans les études classiques est déplorable. Mais les nécessités pratiques sont là. Pour combien de gens l'usage d'une ou de plusieurs langues vivantes est-il professionnellement indispensable, et de bonne heure ! Jeunes officiers aspirant à l'Ecole de guerre, aux emplois de l'état-major, futurs diplomates ou administrateurs coloniaux, ingénieurs dans le cas de voyager, de s'initier sur place à des procédés de technique et de fabrication étrangère, industriels, commerçants, forcés, sous peine d'infériorité dans la concurrence, de se mettre en relation directe avec leurs fournisseurs et leur clientèle du dehors, étudiants ou savants en quelque science spéciale, qui doivent, au risque de ruineuses lacunes d'information ou de beaucoup de peines inutiles, pouvoir puiser par eux-mêmes dans les livres étrangers qui traitent avec autorité de leurs études, dans

les périodiques qui en enrichissent la matière au jour le jour. On allongerait sans peine l'énumération des cas de ce genre. Et il faut ajouter que la société, la nation sont aussi intéressées à ce qu'un individu sache ce qu'il a professionnellement besoin de savoir que peut l'être cet individu lui-même.

Peut-on donc admettre que des hommes, à qui la pratique courante de l'allemand, de l'anglais, est ou nécessaire ou extrêmement utile, ne soient pas initiés à cette pratique dès le collège, que le collège ne les y laisse pas le plus avancés possible ?

Nous avons considéré ce que cette initiation coûte. Il faut voir ce qu'elle rapporte et, l'ayant vu, se demander si un gain aussi grand ne pourrait être, après le collège, obtenu en infiniment moins de temps, à infiniment moins de frais. Or, j'avance ceci : quelque mirifiques qu'on veuille faire les résultats réalisés par l'enseignement direct et intensif des langues dans les classes, résultats qui se jugent sur une narration écrite « sans dictionnaire » et une épreuve de conversation au baccalauréat, des résultats supérieurs seront atteints *en moins de six mois* par un adulte de dix-sept à vingt-cinq ans, qui aura formé *l'énergique* résolution de se rendre maître d'une langue et qui en suivra *avec constance* le dessein. Nous supposons qu'il pratique la méthode intelligente, qui est, dans son cas, précisément la méthode directe, laquelle consiste, dans toutes les manières de se jeter à l'eau, avec le plus mince vocabulaire pour tout bagage : baragouinage fréquent et acharné avec des étrangers, lectures sans dictionnaire de journaux et de livres, d'abord très faciles, où l'on s'efforce de deviner la signification des mots incon-

nus par un effort logique qui s'appuie sur le contexte, etc., etc.

Je dis : six mois pour en savoir déjà plus qu'un bon bachelier actuel. Je fonde cette affirmation sur plusieurs expériences, dont la mienne. Je la livre sans crainte au contrôle de chacun. Et j'ajoute: dans quelque position, dans quelques études que vous le supposiez, un adolescent de forte volonté et pressé par le besoin trouvera le temps nécessaire à donner à cette activité aussi inférieure en soi, que supposée indispensable pour lui.

Si j'ai raison (et je ne crains pas la discussion là-dessus) tout ce que les nouveaux programmes scolaires ont dérobé de temps et de forces vives aux disciplines capables de former l'intelligence, en faveur de la gymnastique Berlitz, doit être considéré, même par les esprits les moins fermés aux services des langues vivantes, comme un affreux gâchage. Est-ce à dire qu'il faille expulser d'une manière absolue Berlitz du collège ? Je n'y verrais pas de mal. Du moins faut-il l'y réduire à la portion très congrue et donner pour objet principal aux classes (moins fréquentes) de langues vivantes, la grammaire, le thème, la version et la traduction des beaux textes.

J'en ai assez dit pour qu'on ne se méprenne pas sur la portée de la proposition suivante. Des sections d'études intitulées *latin-langues vivantes*, ou *sciences-langues vivantes*, à côté d'autres sections qui s'appellent *latin-grec* ou *latin-sciences*, c'est un peu comme si, dans une école des Beaux-Arts, on instituait à côté d'une division : *architecture-sculpture* ou *peinture-gravure* une division : *architecture-*

cordonnerie ou bien *peinture-cuisine*. Un écrivain, qui a l'autorité d'un polyglotte éminent, M. T. de Wyzewa, a justement dit que les langues vivantes (non pas les littératures étrangères, mais la matière des langues vivantes) doivent être reçues « dans les bas-côtés du cerveau ». Cela est possible à l'adulte qui a un cerveau formé, mais non pas à l'enfant.

CHAPITRE V

LA DÉFENSE DU LATIN

I. Comment se pose la question du latin. Arguments des ennemis du latin. Ils n'ont pas de rapports à la question. — II. Nécessité d'une langue auxiliaire pour l'enseignement du français. — III. Raisons historiques qui ont fait prendre ce rôle au latin. La véritable pensée des ennemis du latin. — IV. Raisons théoriques qui légitiment le rôle scolaire traditionnel du latin. — V. La question du grec. Comparaison pédagogique du grec e du latin. Fantaisies des ennemis du latin.

I

La « question du latin » est la question de savoir si l'étude du latin est nécessaire à la formation intellectuelle des Français ou, ce qui offre exactement le même sens, s'il est nécessaire d'avoir pratiqué le latin pour bien savoir le français. J'appelle ennemis du latin ceux qui nient cette nécessité. Le bien qu'ils pourront dire de la langue de Cicéron ne compte guère. Qu'ils y voient la matière d'une spécialité très distinguée, le fait est qu'ils la bannissent du collège, de l'éducation commune. Ou le latin sera tenu pour un facteur indispensable à la

culture intellectuelle des Français, ou il n'y comptera plus pour rien. Il n'y a pas de milieu. La ligue des « Amis du français » a déclaré la guerre au latin dans un manifeste dont les signatures forment un assemblage de beaucoup moins d'autorité pédagogique que de signification politique. La revue *la Phalange* a ouvert une enquête sur la question. Parmi ceux qui prennent position contre le latin, MM. Gustave Lanson et Ferdinand Brunot ont fourni des réponses particulièrement importantes et par leur développement et par la situation de leurs auteurs, petits potentats dans les bureaux de l'Université.

Je suis frappé de l'extraordinaire légèreté de leur argumentation. S'étant proposé de rejeter au rang des vieilles lunes la doctrine séculaire d'après laquelle on ne sait pas bien le français si l'on n'a pas appris le latin, d'après laquelle le latin est un instrument nécessaire pour l'enseignement du français, que disent-ils ?

I. — Que l'on se trompe sur les rapports des deux langues ; que, si le français est une dérivation et une continuation du latin, ce n'est pas du latin classique, étudié au collège, mais d'un latin déformé, décomposé par l'usage vulgaire et le mélange avec des éléments étrangers. (C'est à peu près comme si l'on disait que l'épi de blé ne provient pas de la semence de blé, parce que cette semence a dû pourrir et emprunter des sucs à la terre pour produire cet épi.)

II. — Que, quelques relations que l'étymologie établisse entre le français et le latin, ce n'est point l'autorité de l'étymologie, des dictionnaires et des

maîtres d'école qui a fait notre langue ce qu'elle a été et ce qu'elle est ; que la sève populaire et la mystérieuse spontanéité de l'usage entrent pour beaucoup plus dans tout ce qui lui donne sa physionomie, son génie, sa verdeur, sa force et sa vie propres. (Ce qui n'est nullement douteux et signifie, si je ne m'abuse, que le latin est une langue et le français une autre.)

III. — Que, dans tous les siècles de notre littérature, l'insurrection de nos grands et de nos bons écrivains a été unanime et triomphante contre les pédants qui prétendaient qu'on parlât latin en français, et que notre langue fût tenue en lisière. (Fait certain, fait éclatant, fait heureux et superbe, mais dont je vous assure, M. Brunot, que les défenseurs du latin se doutaient un peu. Les maîtres écrivains de la France ont, pour leur magnifique part, constitué à la langue française son être propre et fondé son indépendance. Ils ont façonné le parler de France en un instrument d'expression poétique et philosophique égal, en son genre, aux deux langues, diversement belles, de la belle antiquité. Mais il s'agirait de savoir si la maîtrise de pensée et la grandeur de goût qu'exigeait le succès d'une telle œuvre, ces génies, de Ronsard à Malherbe et de Montaigne à Pascal, ne les ont pas formés à l'école de la Grèce et de Rome.)

IV. — Que le fond d'idées des classiques latins a passé chez les auteurs français des XVI[e] et XVII[e] siècles où il n'y a qu'à l'aller prendre. (Observation acceptable, mais qui confirme ma réponse à l'argument III. Au surplus, il ne s'agit pas des idées des latins, mais de l'étude de la langue latine.)

V. — Qu'il ne manque pas d'écrivains ou généra-

lement de personnes ayant possédé et manié remarquablement le français sans avoir appris le latin. — Je demande des noms. M. Lanson, ayant dans une réunion quasi-officielle de professeurs (au Musée pédagogique) allégué le fait, ne produisit à l'appui aucun nom propre et se borna à citer « des femmes » et « des Russes » (il a été précepteur du czar Nicolas). M. Langlois, autre professeur de Sorbonne, parle de La Rochefoucauld (dont l'éducation fut en effet négligée : mais d'où M. Langlois tire-t-il qu'il n'ait jamais fait de latin ?) Dans l'enquête de la *Phalange*, quelques ennemis du latin en appellent triomphalement au talent incontesté de Mmes Marguerite Audoux (la couturière qui écrit joliment) et Colette Willy. Ces dames n'ont, dit-on, jamais décliné : *rosa*, *la rose*.

Je réserverai ce dernier argument qui se distingue des quatre autres en ce qu'il n'est pas absolument dépourvu de rapport avec la question. Ceux-ci, se bornant à affirmer sous diverses formes, que, comme j'ai eu l'honneur d'en convenir, le latin est une langue et le français une autre langue, n'auraient de portée que si les études latines du collège avaient pour but, ou devaient avoir pour résultat de réintroduire dans la langue française la barbarie pédante des latinismes. Tel est le postulat rigoureux de l'argumentation sorbonnique. Ne suffira-t-il pas d'observer que, Mme Colette Willy et La Rochefoucauld, si l'on veut, mis à part, tous ces écrivains que M. Brunot glorifie à bon droit d'avoir émancipé le parler de France, de l'avoir pleinement libéré de la gangue latine, étaient en somme gorgés de latinité, quoiqu'ils n'eussent rien de commun avec ces « routiniers de collège » et ces

savants en *us* auxquels nos Sorbonagres décochent mille plaisanteries qui leur paraissent toutes neuves et qui sont, de leur part, fort déshonnêtes ?

J'appelle bavardage des raisons sans relation avec le problème qu'elles prétendent résoudre. Un bavardage de linguistique, de philologie et d'histoire littéraire ne nous apprend rien d'essentiel sur une question qui est essentiellement question de pédagogie. De pédagogie ? Voilà qui est bien trop infime pour ces pédagogues émancipés.

II

Il est parfaitement justifié de dire qu'on ne connaît pas bien le français quand on n'a pas appris le latin. Nous parlerons des exceptions. Posons la règle. Elle est hors de doute pour quiconque voudra bien analyser cette expression : « connaître le français » et y mettre un sens précis.

C'est ce que nous avons essayé ci-dessus, à propos des langues vivantes, quand nous avons fait remarquer que les Français connaissent le français à des degrés bien divers et que ces degrés ne se différencient pas précisément par l'étendue plus ou moins grande du vocabulaire dont chacun dispose, ni même par le plus ou moins de sûreté dans la correction grammaticale. Cela fait sans doute des différences grossières et palpables, mais il s'agit du plus ou moins d'aisance et de maîtrise dans la possession et l'application de ce que l'ignorance appellerait volontiers les mots difficiles, qui sont, en général, tous

les mots désignant des objets non matériels : termes abstraits et généraux ; termes concernant la vie intérieure, c'est-à-dire les propriétés et les opérations de la pensée, les facultés et les mouvements de l'âme ; termes propres aux diverses sciences, tant à celles de la matière qu'à celles de l'humain, du moral et du métaphysique. Et à tous ces termes il faut joindre les termes auxiliaires (prépositions, conjonctions, adverbes) qui servent à exprimer les relations et les nuances des idées. Le contenu et la portée de tous ces éléments du langage prêtent à une exploration, je ne dirai pas indéfinie, mais assez profonde et complexe pour que des hommes, non seulement inégaux en instruction, mais de même instruction, y soient très inégalement avancés. Et la possession ne s'en saurait s'acquérir, comme pour les noms de choses matérielles, passivement, plastiquement, à l'aide de la seule mémoire ; mais elle s'acquiert activement, intelligemment, par le travail progressif de la pensée pour s'emparer de tout ce fond immatériel. C'est l'objet même de l'éducation classique de diriger et de soutenir ce travail qu'on peut appeler indifféremment de formation, de culture de l'intelligence, ou bien de conquête de la langue, par une organisation de disciplines et d'exercices appropriés.

Parmi ces exercices classiques, il en est un qui l'emporte sur tous les autres en efficacité et en force : c'est la traduction. La rédaction et la composition en français sont nécessaires, mais il s'en faut qu'elles suffisent pour apprendre le français. Dans la langue maternelle il est trop aisé à une jeune tête de trouver une suite de paroles pour un semblant de pen-

sée. Et c'est pourquoi il faut que les devoirs français se fassent en règle générale sur un thème ou « canevas » développé suffisamment, qui dispense l'élève d'inventer personnellement des idées, pour mieux l'obliger à approfondir celles qu'on lui propose, qui le dispense, dirai-je, de la facilité et de la paresse pour le contraindre à la difficulté et à l'action. Rien de plus ridicule que ces professeurs qui ne parlent que d'exciter chez l'élève l' « invention personnelle » dont eux-mêmes sont dépourvus et qui se figurent former l'esprit en lui arrachant les fruits amorphes de sa faiblesse, de son inexpérience et de son immaturité. Toute la vertu de l'enseignement est dans l'activité personnelle qu'il suscite, mais celle-ci a bien que faire de repenser et d'appliquer les choses enseignées, lesquelles naturellement en devront valoir la peine, c'est-à-dire ne consister que dans ce qu'il y a de plus raisonnable, de plus substantiel et de plus exquis. Cependant, si excellemment dirigés et nourris que soient les devoirs français, ils ne valent pour la sûreté ni la densité du résultat, la version, parce qu'ici l'élève s'attaque à une pensée fixée dans toutes ses parties, que la résistance du texte étranger ne se laisse pas vaincre à moitié et que briser cette résistance ne se peut sans entrer à fond dans la pensée elle-même, dont il faudra ensuite chercher l'expression la plus exacte dans la langue maternelle. Nul exercice où apprendre à penser et apprendre à parler soient plus étroitement assujettis l'un à l'autre. Je dis, moi aussi, des banalités, mais qui ont sur celles de la Sorbonne le modeste avantage de se rapporter à la question.

Cette nécessité de la traduction a été universelle-

ment reconnue et, si les Grecs avaient les meilleures raisons de ne la point inscrire dans leur pédagogie, ils la remplaçaient par des exercices de logique pure et de dialectique dont la complication nous paraît justement artificielle et abusive, mais s'explique par l'absence d'une langue et d'une littérature auxiliaires pour faire travailler la pensée. Niera-t-on cette nécessité? Du moins faudrait-il donner des raisons, puisqu'elle est unanimement admise. Ce consentement traditionnel domine tout le débat. Les Sorbonagres n'y ont pas égard. Ils résolvent la question du latin sans s'expliquer le moins du monde sur ce qui est dit partout de l'utilité de traduire. Ils parlent donc absolument à côté. Quand la Sorbonne traite d'enseignement, si vous cherchez le point de vue auquel elle se place et le point de vue auquel elle ne se place pas, le premier sera, au choix, celui de la loge maçonnique, des vanités et prébendes sorbonniques, de la mystique humanitaire, de la flagornerie « radicale », des utopies socialistes ou de l'intérêt huguenot; mais, invariablement, le second sera celui de l'enseignement. Je le répète : ni M. Lanson, ni M. Brunot, avant de se demander s'il est requis ou s'il est bon d'avoir fait du latin pour savoir le français, ne se sont demandé s'il est requis ou bon d'avoir traduit une langue étrangère pour savoir sa langue. On ne peut pourtant raisonner qu'à partir de là [1].

(1) Un disciple de M. Lanson, M. Gustave Rudler, dont on fera la connaissance dans la deuxième partie de cet ouvrage et qui est lui-même un très important personnage universitaire, a touché à la question de la traduction. Voici en quels termes :

« La version ne peut être utile que si l'élève sait 1° le latin, 2° le français. Or il n'est pas d'âge à les savoir ni l'un ni l'autre. On demande comment son effort pour traduire les mots d'une lan-

III

Etant admis que le secours d'une ou de plusieurs langues auxiliaires, soit mortes, soit vivantes, nous est indispensable dans l'étude de notre langue propre, pourquoi le latin possédera-t-il, à ce titre, un rôle prépondérant et privilégié ?

Le privilège traditionnel du latin s'explique historiquement par deux faits qui, quoique familiers à un petit élève de quatrième, et trop connus, trop énormes, dirai-je, pour qu'il ne répugne pas à la Sorbonne d'en tenir compte, n'en demeurent pas moins capitaux dans l'histoire de l'humanité. Rome a été toute nourrie des lettres grecques, mères de la philosophie et de la science. Rome a conquis, gouverné et administré l'univers. Comme l'univers roma-

gue dont il ignore la nuance exacte [*Qu'est-ce que la nuance d'une langue?*] peut lui enseigner les mots d'une langue qu'il ne possède quelquefois pas beaucoup mieux *encore* (!); comment ces deux à peu près qui tâtonnent pour se rejoindre peuvent faire une précision; ces deux ombres mêlées une clarté !... La version est le plus dangereux *instrument de verbalisme* qui existe. Il n'est pas rare de voir des versions *extérieurement* excellentes, valant de 15 à 18, et que l'élève a très peu comprises (!) *Triste lupus stabulis* : ces trois mots *cessent bien vite* de désigner un fait, une bête, un bâtiment ; ils représentent des cas, des genres, des nombres, des règles ; l'analyse verbale et logique *finit par masquer et tuer* (!!!) les choses. Il ne reste que les mots. Et cela commence à dix ans; et cela dure six ans, et c'est un vice inhérent au système contre lequel il faut lutter au premier jour jusqu'au dernier, et bien souvent, lutter vainement. »

L'auteur de cette suite de mots sans signification ose bien parler de verbalisme ! Ce qui caractérise, sans aucune exception connue de moi, les productions de M. Rudler, c'est la véhémence impétueuse dans le non-sens.

nisé ne comptait aucun peuple qui possédât (comparativement à la Grèce et à Rome) de civilisation intellectuelle, la langue de Rome devint la langue universelle du savoir et de la spéculation, le catholicisme l'adopta. Conservé fidèlement par l'Eglise qui, ayant besoin d'une langue universelle, n'y pourrait substituer que l'*espéranto* (ce à quoi on m'assure que le Vatican n'a pas songé), le latin était encore au XVII[e] siècle la langue savante de l'Europe. S'il s'est vu peu à peu dépouillé de cet empire, ce n'est qu'à une date assez récente qu'il semble en avoir perdu les derniers vestiges. Il n'y a pas bien longtemps que les savants allemands annotaient et commentaient en latin les auteurs de l'antiquité. Quoi qu'il en soit, je ne puis m'empêcher de relever ici de curieuses rencontres d'opinions. Nos ennemis du latin sont quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent des humanitaires internationalistes. Et il est amusant de voir ces internationalistes conjurés contre la gloire et le destin de la seule langue qui ait été jusqu'ici le véhicule du nécessaire internationalisme de la science. Il l'est plus encore de les trouver insensibles au scandale de l'espèce de particularisme, ethnicisme et nationalisme philosophique, dont l'avènement en Europe a coïncidé avec la décadence de l'hégémonie du latin. Ne parle-t-on pas et n'a-t-on pas lieu de parler, depuis environ un siècle, de philosophie allemande, anglaise, écossaise, et ce, non dans le sens d'une désignation accidentelle et extrinsèque, mais dans le sens d'une définition de nature et d'une dénomination intrinsèque ? Usage ou plutôt situation aussi injurieuse à la véritable nature et au véritable objet de la philosophie qu'il est au contraire

dans la nature de la poésie et des arts de participer aux mystérieuses particularités de tempérament et d'imagination des peuples et des races. Nos internationalistes intellectuels n'en sont nullement offusqués et même la philosophie spécifiquement germanique de Hégel leur inspire autant de considération que la doctrine universellement humaine du thomisme, de dédain. Ce qui ne les empêche pas au surplus de s'éprendre de toutes ces ridicules langues artificielles (*volapuk, espéranto, ido, adjuvido*) comme on en voit éclore plusieurs chaque année du cabinet de quelques philologues, riches en dictionnaires. Toute cette incohérence cependant s'explique et apparaît beaucoup trop claire si l'on songe : 1° que le latin, par la parenté éminente de la France avec Rome et du français avec lui, soutient et fortifie, tout en même temps qu'il est international, la tradition de la nationalité française ; 2° que le latin est la langue du catholicisme. Voilà essentiellement ce que ses ennemis ne lui pardonnent pas. Leur inspiration, le vrai fond de leur pensée est presque toujours mystique et sectaire. Ils le couvrent d'un masque. Ils inventent des arguments « philologiques », « scientifiques » au service de leurs fanatismes. Mais ces arguments controuvés et tirés par les cheveux ne résistent pas au moindre examen. Ils frappent par leur mesquinerie et leur imbécillité. D'où l'injuste propension du public à attribuer ces qualités à leurs auteurs qui en possèdent, je viens de le dire, de plus imposantes.

IV

Gardons-nous pourtant du « procès de tendances ». Et si certains soyons-nous de la qualité des passions qui dictent aux ennemis du latin leur théorie, ne les jugeons pas là-dessus. Ne nous contentons pas non plus de l'argument, si puissant soit-il, de la tradition. Ce que la tradition nous propose, la raison l'approuve-t-elle ? Pourquoi le latin, cette langue morte, de préférence, soit aux langues vivantes en général, soit à telle ou telle langue vivante en particulier ?

Tout d'abord, préférence n'est pas exclusion. Et, la primauté du latin admise, il n'y aura en principe que des avantages à ce que l'allemand ou l'anglais complètent ses services de langue auxiliaire pour l'enseignement du français. Le tout est de se régler sur une doctrine qui fixe à chacun de ces instruments pédagogiques sa juste part d'importance et son meilleur mode d'utilisation. Une doctrine de ce genre (perfectible ou non, au demeurant) régnait dans les études avant la réforme de 1902, dont ç'a été proprement le point désastreux que d'introduire au collège la « méthode directe » ou méthode Berlitz. L'étude des langues vivantes a radicalement changé de destination et de forme. La version, le thème, la discipline grammaticale, l'explication des chefs-d'œuvre littéraires ont été supprimés et remplacés par un enseignement purement pratique. Et c'est nous, partisans du latin, qui réclamons

aujourd'hui la restauration du véritable enseignement des langues modernes, la remise de l'allemand et de l'anglais au service de l'éducation intellectuelle, laquelle, ne cessons de le redire, ne fait qu'un pour de jeunes Français avec les progrès en français.

Assurément, les seules langues modernes, ou même une seule langue moderne (la langue d'un peuple possédant une civilisation et une grande littérature) fourniraient à un maître habile d'immenses ressources pour former l'esprit. A la rigueur, a dit Cournot, on pourrait faire ses humanités avec l'allemand. Mais en pédagogie, le meilleur est le nécessaire même, et il s'agit de savoir si on ne fait pas beaucoup mieux, beaucoup plus sûrement et à beaucoup moins de frais, ses humanités avec le latin, si le latin ne l'emporte pas assez en vertu pédagogique pour justifier la place fondamentale que la tradition lui assigne et que nous désirons lui conserver dans les études.

Contre le latin, M. Brunot allègue triomphalement le fait de ses profondes différences de composition linguistique avec le français. Il l'allègue comme une découverte parce qu'il suffit qu'un professeur de Sorbonne prononce quelque chose pour que le monde l'ait ignoré jusque-là. M. Brunot ne voit-il point que ce fait fournit précisément l'une des raisons sur lesquelles la valeur pédagogique du latin se fonde ? Si le latin ressemblait trop au français, les exercices faits sur le latin seraient sans force. Le latin ne résisterait pas suffisamment. L'élève se trouverait trop incité à se tirer des difficultés de la version par des interprétations molles, des sens approximatifs, des à peu près d'expression. Le flamand ne

ferait pas assez travailler un jeune Allemand, ni le portugais un Espagnol.

Oui, comme le veut M. Brunot, ce sont deux sèves bien distinctes qui circulent dans la pousse latine et dans la pousse française et en gonflent les frondaisons (ce qui n'exclut nullement la communauté des racines et l'éminente parenté linguistique). Oui, M. Brunot a lieu d'insister sur la puissance de vie et d'évolution propres dont le français a fait preuve au cours des siècles de notre littérature. Mais qui croira jamais qu'il veuille, par ces remarques, nous inspirer la crainte des défigurations auxquelles la culture latine exposerait le français! Il faudrait, pour que cette conclusion ne fût pas absurde, que les études latines fussent une invention d'hier et qu'on ne les eût point pratiquées au temps où notre langue se parlait et s'écrivait avec le plus de vigueur, d'originalité et d'accent.

A côté de ce degré suffisant d'indépendance et de spontanéité quant à la formation et à la physionomie proprement linguistiques, le français ne devra-t-il point cependant posséder avec la langue auxiliaire de l'enseignement du français une profonde et intime affinité d'un autre ordre? Ne conviendra-t-il pas que ces deux langues soient très proches l'une de l'autre pour ce que j'appellerai leur qualité ou perfection intellectuelle ? Une langue contient dans son vocabulaire et ses expressions un certain trésor de pensée et de connaissance, trésor dont la valeur ne tient pas tant à la quantité des matériaux qui y entrent qu'à leur distribution plus ou moins précise et lumineuse. Sa syntaxe, ses constructions, ses tours portent une astreinte plus ou moins efficace, subtile et

serrée au bon ordre, à l'ordre clair de l'enchaînement et du raisonnement. Sous ce rapport intérieur et proprement philosophique, ne faudra-t-il pas que le français et la langue destinée à le fortifier et à le nourrir chez un jeune Français soient de même genre, de même rang, de même famille ? Ne faudra-t-il pas que dans la langue étrangère, à l'étude et à la pratique intensives de laquelle on le met et dont la forme le doit dépayser, il ne se trouve point dépaysé quant au fond, quant à l'âme, qu'il se sente chez lui, non chez l'étranger ? Ce n'est point dans le français d'une Babel internationale, c'est dans le français de France qu'il s'agit de le confirmer, ou, ce qui revient au même, c'est ce français qu'il s'agit de confirmer en lui. Le service attendu ainsi précisé, l'efficacité du latin apparaît manifestement hors de pair, sa supériorité écrasante. Vraiment on n'a pas le choix. Proposer n'importe quelle langue étrangère moderne comme plus ou aussi capable que le latin de perfectionner, filtrer, enrichir, illustrer dans l'esprit de la jeunesse française ce que le français contient de pensée et reflète de civilisation intellectuelle, cela sonnerait comme une dérision. Dans laquelle rencontrera-t-il à un degré comparable la clarté et la détermination du concept, la limpidité de l'abstraction, la lucidité et la densité de la définition, la vigueur et la souplesse de la déduction, la fermeté et la netteté jusque dans la subtilité de la finesse, la pureté de la logique, l'ordre serré, la marche souveraine du discours ? Sera-ce peut-être dans l'allemand ? Une simple observation en décide. La meilleure traduction d'un texte littéraire allemand est toujours dans un français invertébré, mou, exsan-

gue, dans un français non français. L'exactitude, ou ce qu'on y peut au mieux atteindre d'exactitude, y est au prix de toute la force et de tout le feu de notre langue. Pour devoir s'atténuer sensiblement en ce qui concerne l'anglais, cette observation n'en demeure pas moins applicable. Au contraire, les traductions du latin abondent dans notre langue, qui sont des chefs-d'œuvre. Quand on traduit un classique latin, on éprouve et on comprend qu'on peut toujours faire *plus français,* en faisant plus serré et plus fidèle. Qu'une telle expérience existe éminemment en faveur du latin, si même on ne peut dire qu'elle n'existe qu'en sa faveur, n'y a-t-il point là de quoi trancher avec éclat toute cette controverse?

Mais quoi ! la Sorbonne ne nous donne-t-elle pas raison sans l'avoir voulu? Pourquoi escamote-t-elle, comme j'y ai déjà insisté, la question qui est le nœud du sujet, la question pédagogique de la traduction, de la langue auxiliaire ? Parce que cette question mène droit au latin, parce que le ridicule serait trop sensible de proposer, comme auxiliaire et nourricière de l'enseignement français, une autre langue que le latin.

V

Il y a le grec. Il semble bien qu'en défendant le latin nous n'ayons pas eu besoin de le nommer pour le défendre lui-même. La tradition les assemble. Moins étendue, mais non moins illustre est la place qu'elle fait au grec dans les études classiques. Le latin ayant toujours été attaqué sur le terrain sco-

laire comme langue morte, les mêmes arguments valaient contre le grec. Mais voici que les nouveaux ennemis du latin dissocient ces deux causes. Certains d'entre eux du moins insinuent qu'ils verraient avec joie une culture grecque remplacer la culture latine traditionnelle. L'archaïsme qu'ils reprochent à celle-ci, ils ne le trouveraient pas dans celle-là. Cette subite ferveur hellénique prête à rire. Elle leur est venue d'hier. Ces bons apôtres savent bien que, le latin une fois supprimé, il serait plus facile de faire tenir la tour Eiffel sur son sommet que de faire accepter le régime du grec. Ce serait le bannissement total de l'antiquité, objet réel de leurs vœux fanatiques. Leur proposition, insinuée plutôt que nettement énoncée, n'est qu'un alibi, une mise en scène par où ces religionnaires se donnent figure d'attiques. Tout ce que vous voudrez, mais pas le latin, le clérical latin ! voilà ce qu'elle signifie.

Un de ces ennemis du latin, un certain Grammont, professeur de grammaire à l'Université de Montpellier, a poussé le zèle jusqu'à se procurer vingt-quatre heures de gloire en publiant que la langue et la littérature de Virgile et de Cicéron sont d'une pauvreté au-dessous de tout. Comment n'aurait-il pas toute autorité pour en juger, lui qui sait par métier la manière dont le latin se classe, au point de vue de la formation et de la dérivation ? Quand la loupe du philologue arme l'œil d'un sot, elle achève de lui désarmer l'entendement. Ce n'est point à la « science » spécialisée, c'est au goût et à la raison qu'il appartient d'apprécier la beauté des langues sur la lecture de leurs chefs-d'œuvre. Un parallèle entre le grec et le latin porte au compte de ces deux langues des forces

et magnificences originales de nature très diverse. Et l'on retombe sur la question de savoir si celles qui caractérisent le latin n'en font pas un instrument pédagogique supérieur pour la jeunesse française.

Les Grecs sont nos maîtres, les maîtres universels dans la philosophie, le raisonnement et tous les genres de l'art. Dans tous ces domaines « il faut, a dit de Maistre qui ne les aimait pas, faire comme eux sous peine de mal faire ». Mais leur malheur a voulu qu'ils fussent politiquement de petites gens. Leur existence politique, du moins aux siècles mêmes de leur plus grande gloire intellectuelle et artistique, ce rapide acheminement vers la disparition nationale et la servitude à travers la perpétuité des dissensions et des criailleries civiles, offre un des plus tristes spectacles de l'histoire. Je n'établis d'ailleurs aucun lien de corrélation entre cette splendeur et cette misère, entre cette grâce et cette faiblesse.

Elèves des Grecs dans l'ordre de la spéculation et aussi des arts (ce qui ne les a pas empêchés de créer en architecture un style grand), les Romains sont, eux, les grands maîtres de la politique, de l'organisation, de l'action. Ce qu'il y a de lumière dans leur langue classique est, si l'on veut, hérité et n'a pas, tant s'en faut, toutes les finesses, les ressources, les jeux et la fraîcheur de la lumière hellénique. Mais ce que le discours romain a de souverain dans l'allure et la progresssion, de dense et d'irrésistible dans le mouvement, de fixé et lapidaire dans la sentence, lui vient de la propre expérience romaine. C'est la langue et le style de l'empire et de la cité. Au point de vue de l'intelligence et de l'esthétique pures, la culture par le grec est sans aucun doute

fort supérieure. Au point de vue de l'éducation virile qui doit assurer le parfait concert de l'intelligence et du caractère, le latin se recommande bien davantage. Le grec fournira naturellement la substance d'une formation particulière de philosophe et d'artiste (il est vrai que nos béats phraseurs démocrates veulent faire un peuple de philosophes et d'artistes). Le latin convient mieux au jeune âge des Français. Il ne s'agit pas d'éliminer le grec des études, mais de confirmer la primauté scolaire du latin. Là où il faudrait absolument éliminer l'un des deux, que ce soit le grec. En définitive, si entre deux langues très inégales en perfection intellectuelle, comme le latin et l'allemand, la raison suffit à décider, entre deux langues différemment, mais également éducatrices, c'est à la tradition, à la puissance du fait de prononcer. Le fait romain, la filiation romaine de la France est là. Il déplaît à nos idéalistes révolutionnaires à qui la misère politique des Grecs rend aussi chère la part grecque des origines de notre civilisation que l'autorité romaine et catholique leur fait détester Rome. Mais il ne dépend pas d'eux de changer l'histoire.

Nos ennemis du latin se sont avisés d'une autre idée. Vaguement, en grand mystère, sans donner jusqu'ici corps et précision à ce projet, ils parlent d'établir des « humanités françaises » ou « humanités modernes » où l'étude du latin céderait la place à celle du vieux français. M. Lanson, M. Brunot remarquent qu'il y a bien plus de français à apprendre dans la *Chanson de Roland* et dans *Aucassin et Nicolette* que dans Cicéron. Voyez-vous la ferveur moyen âgeuse qui s'est soudainement emparée, sur

le déclin de l'âge, de ces anticléricaux et comme on avait tort d'accuser ces humanitaires de dédain pour les sources nationales ! Il les leur faut toutes jaillissantes et primitives. M. Brunot, qui tremble que la pratique du latin ne gâte le français de latinisme, ne craint pas, en plongeant les générations enfantines dans la langue des XIe et XIIe siècles, de l'inonder d'archaïsmes. Lui-même n'écrit-il pas « qu'il ne se faut point *paître de bayes* [1] » et que « Bossuet ne *se plaignait* point un mot barbare [2] ». Voudrait-il voir se répandre l'usage de ces grâces aimables qu'il a acquises dans ses austères travaux philologiques? N'insistons pas ! Un tel dessein, une telle attitude sont absolument factices. Nous avons la plus pieuse vénération pour ces monuments mâles ou charmants, en leur rudesse abrupte, de notre première littérature et de l'âme de notre peuple. Mais pour que la langue des XIe et XIIe siècles devînt la langue de Ronsard, de Racine et de la Fontaine, la langue de Descartes, de Bossuet et de Pascal, pour qu'elle s'égalât aux emplois les plus étendus et les plus hauts de la pensée humaine, il a fallu que s'interposât quelque chose. Quoi donc ? la « renaissance des lettres », l'école de l'antiquité.

Faut-il enfin revenir sur le cas de Mme Colette Willy? Les ennemis du latin pourraient alléguer en général toutes celles des femmes distinguées de l'ancienne société française qu'une grande ignorance n'empêchait pas de s'exprimer avec une pureté impeccable et charmante. Il circulait dans cette société

1. Dans une ineffable lettre au ministre sur la réforme de l'orthographe.
2. Dans sa réponse à l'enquête de *La Phalange*.

un fond de langue très riche et très sain où elles puisaient. Mais qu'est-ce qui conservait l'intégrité et la qualité de ce capital ? La culture générale. Et quelle part avait le latin dans cette culture ? Enfin, Mme Colette Willy, à qui je donnerais volontiers le numéro un parmi nos muses contemporaines, a vraiment une diction drue et exquise, bien que parfois gâtée d'un peu de « littérature ». Mais ce que Mme Colette Willy excelle à exprimer est vraiment limité et la langue française a des usages qui demandent plus de nourriture et de souffle. Je ne m'arrêterai pas davantage à ces petites histoires de « personnes qui savent très bien le français sans avoir appris le latin ». Que la Sorbonne donne, si elle veut, à la controverse ce tour de niaiserie et de commérage ! Il s'agit d'une civilisation à défendre.

CHAPITRE VI

RHÉTORIQUE ET RHÉTORIQUE

(La « Crise du français »)

I. Une fausse notion des humanités. — II. Prétendue opposition de nature entre l' « esprit littéraire » et l' « esprit scientifique ». — III. Digression sur la « crise du français ». Recherche et analyse des faits réels auxquels peut être appliquée cette bizarre formule. — IV. Qu'est-ce que la bonne langue? Aucune matière ne s'en passe. — V. La « culture esthétique » de l'esprit, d'après M. Lanson. — VI. De l'*idéolâtrie*.

I

Les ennemis des humanités se plaisent, nous l'avons vu, à les représenter comme une sorte d'objet de luxe, comme une culture de pur agrément, propre à parer l'esprit de grâces et de finesses, non pas à l'armer pour les activités utiles. Elles ne seraient bonnes qu'à former des artistes littéraires, des stylistes, des esthètes de profession, produit charmant qui eut sa place dans la société aristocratique d'autrefois, mais dont une époque industrielle et démocratique n'a plus que faire.

Tous les traits de cette caricature ne sont pas, nous l'avons reconnu, de pure invention. Comme les lettres classiques, les humanités classiques sont susceptibles de dégénérer, de tomber dans le byzantin, l'asiatique, le précieux et de devenir une fabrique de rhéteurs. Les anciens ont connu comme les modernes cette perversion de la bonne discipline. Ce qui est grave de la part de nos réformateurs modernistes, c'est qu'ils paraissent confondre la caricature avec le modèle authentique et, ce qui est pis, qu'elle ne laisse pas de les séduire. On dirait qu'ils ne connaissent pas les humanités sous d'autres espèces que celles qu'ils dépeignent, et que, sous ces espèces frelatées, ils les aiment, tout en les condamnant. Ils ne les condamnent pas en soi et absolument, mais par rapport à notre temps et aux nécessités d'une « évolution » à laquelle elles ne sont plus adaptées. Ils les congédient, avec des témoignages de mélancolie. Ils ne veulent pas, tentant une destruction brutale, passer pour des brutes, ni que leur dévouement à l'utilité moderne les fasse croire étrangers aux élégances intellectuelles d'autrefois. Ils désirent même que dans quelque coin retiré et charmant des études on conserve ce qu'on pourra de cette discipline ornementale qui en fut longtemps le centre et le soleil. Leur idée de derrière la tête (tel d'entre eux l'exprime avec une ingénuité crue), c'est qu'il y a deux cultures intellectuelles, opposées de nature et, en tout cas, indépendantes : l'une pour le nécessaire, l'autre pour le superflu, l'une pour la saine raison, l'autre pour le sens du beau et les délicatesses du goût. Illusion pédantesque et vraiment un peu nègre, la plus injurieuse qui se puisse au beau et au goût précisément,

dont elle préconise implicitement la corruption, et contre laquelle toute la présente étude est dirigée.

Le malheur est que certains défenseurs des humanités classiques les défendent par des arguments aussi frivoles et aussi pédants que ceux de l'attaque ou plutôt par les mêmes arguments. Eux aussi considèrent les humanités comme un superflu exquis, comme le pur enseignement des grâces. C'est à ce titre qu'elles leur sourient et leur inspirent des apologies. De cette discipline agréablement vaine, ils ont d'ailleurs l'étourderie de prétendre qu'elle doit continuer de constituer la discipline générale et commune. Certes il s'en faut que tous ceux qui soutiennent la tradition de l'enseignement classique se placent à un point de vue aussi faux. Cependant on voit parfois, dans de bons plaidoyers, les soupirs d'un atticisme factice et vide, d'un atticisme sans substance et sans nourriture, complaisant à lui-même et parfois un peu pompier, se mêler aux seules considérations par lesquelles les humanités puissent être à la fois valablement et dignement défendues : je veux dire celles qui se tirent de leur utilité positive pour la formation de bons esprits, de têtes solides, capables de distinguer le vrai du faux, d'âmes égales à la civilisation de notre pays.

Les humanités seront mal parées contre l'entreprise officielle qui les assaille et il arrivera à leurs amis de fournir involontairement des armes à leurs ennemis, si l'on ne revient pas à une notion forte, mâle et naturelle de leur raison d'être, de leurs services, de leur objet, de leur composition efficace et légitime.

C'est à quoi je voudrais contribuer pour ma modeste

part. Mais auparavant il faut entrer dans les nuances et les arguments de la haïssable erreur, de jugement et de goût à la fois, dont je viens de donner le signalement sommaire.

II

Dans un article de la *Revue des Deux-Mondes* sur la « crise du français et l'enseignement littéraire à la Sorbonne », M. Emile Faguet nous présente deux entités qui seraient, à l'entendre, familières à un grand nombre de professeurs et qu'il ne dit pas formellement tenir lui-même pour des personnes réelles. L'une s'appelle « l'esprit littéraire », l'autre, « l'esprit scientifique ». Ce seraient deux parfaits contraires ou mieux, d'irréductibles ennemis. Si l'on songe que monsieur l'esprit scientifique doit, d'après son nom, être caractérisé par la précision, l'exactitude, la clarté, le scrupule à ne prendre ni donner des vessies pour des lanternes, et que monsieur l'esprit littéraire possède, par définition, les qualités opposées, celui-ci doit être un effroyable personnage. M. Faguet ne nous en fait pas un portrait flatteur et il nous le montre tout particulièrement suspecté par les professeurs d'histoire :

Les historiens, disons-le pour ne rien cacher, et, du reste, ils ont peut-être raison, se défient de l'esprit littéraire. Ils ont peur que, par complaisance pour cet esprit-là, l'historien ne fausse l'histoire, qu'il amplifie un fait pour qu'il fasse symétrie avec un autre, qu'il ne change les proportions vraies des choses pour que l'or-

donnance de la leçon en soit plus belle, qu'il ne sollicite les textes pour obtenir un effet oratoire ou un effet pittoresque, etc... Le spectre de Michelet les hante. C'est une *phobie.* « Ce jeune homme a l'esprit littéraire; il ne sera jamais historien. Pour être historien, il faut avoir l'esprit scientifique, et, l'esprit scientifique étant exclusif de l'esprit littéraire, exemples Bichat, Laplace et Claude Bernard, du moment que ce jeune homme a l'esprit littéraire, que les portes de l'histoire lui soient fermées, ou tout au moins, n'exigeons pas à la porte de l'histoire précisément les qualités qui en histoire sont des défauts. » Tel est l'état d'esprit de beaucoup de professeurs d'histoire... Et c'est pour cela que la dissertation française, *donnée par un professeur de littérature*, toujours suspect d'être un rhéteur, a été supprimée aux épreuves communes de la licence [1].

Les professeurs d'histoire ont raison de bannir de leur domaine « l'esprit littéraire » ainsi défini. Il ne sera pas moins repoussé par les professeurs de physique. Mais il sera également anathématisé, par les bons poètes. Ce qui m'inquiète dans l'état d'esprit décrit par M. Faguet, c'est qu'on se demande si, pour les savants dont il nous parle, cet « esprit littéraire » exclu par la science, ne serait pas l'esprit même de la belle littérature. Cependant, on ne voit pas qu'il ait moins fait défaut à Pascal, Bossuet ou Molière qu'à Bichat et à Claude Bernard, ni que l'art de ces classiques ait consisté à *déformer* la réalité, à rechercher des arrangements et symétries *factices* pour faire effet. On ne le voit pas davantage d'Homère, de Racine ou de La Fontaine, dont les fictions, miraculeuses sans artifice, ne nous enchantent pas d'une

1. *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1910.

autre manière que la pure lumière du jour, laquelle illumine les choses et y répand sa gloire sans changer rien à leurs proportions relatives. Les falsifications fastueuses de la nature, le truquage théâtral de la vérité peuvent être reprochés à des écrivains qui ne manquent pas toujours d'une certaine grandeur, mais qu'un goût éclairé sait appeler écrivains de décadence, et dont les brillantes réussites ne méritent que la louange donnée par Moréas à Chateaubriand de faire « du plaqué avec génie ». Les professeurs visés par M. Faguet ne sentiraient ils plus la différence du goût antique et classique avec le goût romantique et africain, les différences de l'orateur avec le rhéteur, du bon et du beau prosateur avec le phraseur scintillant? Dire comme M. Faguet que pour eux la rigueur scientifique, la vérité en histoire exclut la beauté de l'exposition c'est les accuser de cette barbarie. Car l'historien qui ne nous représente pas l'*ordre* intelligible des faits et le *mouvement* des idées et des forces qui les produisent, n'a nullement atteint la vérité historique. Mais celui qui nous les fait comprendre et sentir a pleinement réalisé par là même les conditions qui, selon la maxime inébranlable de Buffon, constituent le style. Placer le style ailleurs que dans l'ordre et le mouvement, c'est le tenir pour une sorte d'enduit surajouté. Et certes, si c'est là ce que les inspirateurs de la Sorbonne contemporaine entendent par « le talent », on ne peut qu'approuver leur maxime favorite : « Nous ne voulons plus d'hommes de talent. » Mais qu'ils n'espèrent pas, quelque profitable que dût leur être cette confusion, envelopper dans le discrédit du faux talent, du talent sonore et creux, le vrai talent,

celui qui n'est que le rayonnement de l'intelligence et de la pensée et dont « la science » ne se passe pas. Du moins faisons-nous ici notre possible pour conjurer cette équivoque.

III

Mais quoi ! Emile Faguet, le déconcertant Emile Faguet lui-même, ne s'en montre-t-il pas dupe dans la manière dont, au cours de ce même article, il rend raison de la « crise du français » ?

Cette crise, il ne la nie pas, et même, avec son impétuosité habituelle, il l'exagère en même temps qu'il en donne une idée bien vague. « Il est très vrai, s'écrie-t-il, qu'*on* n'a jamais plus mal écrit le français qu'aujourd'hui ; il est très vrai qu'*on* ne sait plus du tout le français. » Qui, « on » ? Il ne peut être question de « crise du français » par rapport à tout le monde, mais seulement par rapport à des catégories de personnes qui *devraient* savoir le français, ayant été à même de l'apprendre. La « crise du français » a toujours sévi, et continuera, dans les lettres de la cuisinière au tourlourou ou du sergent à sa payse ; et un vrai goût ne souhaiterait pas qu'elle y cédât la place à une correction laborieuse et désobligeante, à cause des fleurs de spontanéité que sèment, parmi beaucoup d'horreurs, ces plumes ingénues. Il peut même, en un temps où le commerce du papier imprimé est libre, n'y avoir que des inconvénients limités pour la tradition de la

langue à ce que les feuilletonistes populaires ne se refusent pas de jargonner. Ce n'est pas chez eux qu'on ira chercher cette tradition. Ils n'en ont pas la responsabilité. Mais que des académiciens, des professeurs, des directeurs de revues littéraires, des critiques, ou bien pataugent doctement dans l'expression, ou bien se laissent facilement tromper par quelque mauvais style qui vous aura un certain air (un air certainement faux) d'originalité et de pensée, qu'ils accréditent dans le vaste public cultivé, soumis à l'influence de leurs titres ou de leurs fonctions, soit leur bafouillage propre, soit le bafouillage d'un tel ou d'un tel, voilà qui est inquiétant pour l'autorité et le salut de la bonne langue dont ils sont les gardiens. « La façon, dit Emile Faguet, dont écrivent actuellement la plupart des Français, et *notamment les futurs professeurs*, est effrayante.» Laissons «la plupart des Français» qui ne répond à aucune observation nette ni même possible. Mais retenons « les futurs professeurs ». On pourra s'assurer en feuilletant, dans les récentes années de la *Revue universitaire* ou de la *Revue d'histoire littéraire,* les articles des jeunes maîtres formés par M. Lanson, que M. Faguet n'exagère pas. Et voilà du moins un symptôme précis. Il nous permet de serrer la question.

Des hommes d'une instruction supérieure, possédant parfaitement ce que j'appellerai la matière de la langue, c'est-à-dire le vocabulaire et la syntaxe, lui infligent, dès qu'ils s'expriment sur des sujets élevés, qu'ils manient des idées abstraites et générales, une sorte de déformation interne, diffuse et totale, plus alarmante, si l'on y songe, que la somme

de mille solécismes définis. Il est clair que cette déformation tient à un fonctionnement vicieux de l'intelligence, au trouble, à la débilité, à l'insuffisance d'élaboration, à quelque contradiction, improbité ou indécision immanente, à quelque sophisme radical et foncier d'une pensée qui prétend se produire au jour dans cet état non viable et se conférer de force par le langage l'*être* dont elle ne possède que le fantôme. L'allemand, nébuleuse à demi solidifiée, dont les meilleurs esprits germaniques savent extraire une langue précise, offre par sa nature, par son imperfection philosophique même, une immense complaisance à cet abus. Il ne cesse pas d'être l'allemand. Le français en sort défiguré. Il n'est plus lui-même. Il a perdu la lumière, le sang et la vie. Mais que cette dénaturation de la langue, au lieu de constituer le méfait individuel de quelques brouillons fertiles, en vienne à se répandre, passe en usage, obtienne crédit dans un milieu donné, qu'elle se retrouve dans toutes les productions d'un certain groupe, d'une certaine école, que la clientèle intellectuelle de ce groupe ou de cette école s'y accoutume au point de la trouver normale et ne la plus sentir, qu'en faudra-t-il conclure ? Que ce milieu, ce groupe, cette école, ce public respirent dans une atmosphère intellectuelle profondément gâtée, ou, pour parler sans figure, que ce n'est plus la pensée qui leur sert à penser, mais quelque mélange frauduleux, fumeux et stérile de pensée et de matière. Il y a des idées (si l'on peut dire idées) très générales, dont les conséquences s'étendent sur le domaine entier des « sciences morales », depuis la théologie jusqu'à l'histoire, depuis la politique jusqu'à la cri-

tique littéraire, qui ont cette origine trouble et cette qualité frelatée, qui ne sont pas des idées fausses, mais des monstres ou avortons d'idées, de ténébreuses combinaisons d'*être* et de *non être* mental, de création intellectuelle et d'émanation viscérale : tels, l'individualisme religieux et moral, la philosophie du libre examen poussée à ses dernières conséquences, le panthéisme à la Fichte. Toute synthèse étant strictement impossible de ces points de vue, les têtes et les cœurs qui s'y trouvent placés, jargonnent dans la synthèse. Et comme un écrit, un exposé quelconque ne comptent, n'existent que par les synthèses où ils conduisent les faits, disons tout court qu'ils jargonnent, que le jargon est leur habitude instinctive et leur langue naturelle. La formule « crise du français » non seulement est ridicule, mais elle n'offre aucune espèce de sens, si elle ne signifie la crise de l'exactitude, de la clarté, de l'ordre, du raisonnement et de la méthode dans les intelligences françaises cultivées. Ainsi compris, le fait est un peu plus ancien, on en conviendra, que le temps tout récent où les journaux se sont mis à en parler sous ce nom bizarre. On moissonnerait dans l'*Allemagne* de Mme de Staël, dans le cours panthéistique de Cousin en 1828, dans le *Génie des religions* de Quinet, dans toute la littérature du démocratisme mystique, mille monuments de ce français non-français. Ce qui est nouveau, ce qui est l'objet du scandale, c'est que la Sorbonne, qui se rangeait, sans beaucoup de force, sans beaucoup d'autorité (en général), mais honnêtement, à la discipline intellectuelle d'où naît la bonne langue, se soit doctrinalement et en tous sens, tournée contre cette disci-

pline, soit devenue une école du mal dire, l'étant du mal penser[1].

IV

Telle est (ou elle n'est qu'un mythe) la « crise du français », mal beaucoup moins étendu heureusement, mais beaucoup moins superficiel, là où il règne, que ne le peint la plume trop alerte d'Emile Faguet. Revenons à lui et acceptons, telle quelle, l'idée qu'il nous en donne. Si méfiants que sa description bien insuffisamment consistante du mal doive nous rendre quant à son diagnostic de la cause, écoutons-le sur cette cause. De ce qu'il en dit jaillissent des clartés sur le sujet qui nous occupe, et qui est la distinction de la bonne et de la mauvaise rhétorique :

La crise du français, c'est la crise du livre, qu'on ne

(1) Un journal qui a entrepris d'illustrer d'exemples la « crise du français » cite notamment les inscriptions suivantes trouvées dans des guinguettes aux environs de Paris : *Ici on reçoit le monde avec leurs provisions. — Ici on reçoit le monde avec leur manger.* — La crise du français n'a rien à voir avec ces naïvetés qui injurient la grammaire et l'usage, mais disent ce qu'elles veulent dire et ont même une certaine saveur. La véritable, la profonde injure à la langue est autre chose. J'en emprunte volontiers cet échantillon au premier professeur de littérature de la Sorbonne : « N'y aura-t-il jamais dans nos lycées quelque boursier, qui, venu du peuple, saura rester peuple en s'affinant, pour *couler en œuvre d'art l'idéal qui bout dans les faubourgs et les banlieues* aux jours de grève !... » (G. Lanson, cité par André Beaunier dans *Les plus détestables bonshommes*, p. 175.) La grammaire est respectée et la métaphore se tient. Mais cet *idéal qui bout* est deux fois hideux et en lui-même et par la disgrâce de l'insincérité qu'il respire. On trouvera dans la seconde partie de ce livre une foule de textes de Sorbonne qui, sans être cités à ce titre, illustrent la crise du français.

lit presque plus depuis qu'on ne lit guère que des journaux et des magazines... Non, on ne lit plus les auteurs qui ont écrit en français, on ne les lit plus parce que la *curiosité esthétique qui porterait à les lire est combattue par un trop grand nombre d'autres curiosités :* curiosité des faits divers, curiosité des faits piquants ou mystérieux de l'histoire, curiosité des voyages et explorations, curiosité des merveilleux progrès scientifiques et des merveilleuses inventions et découvertes de la science. *Ces curiosités autrefois existaient à peine ;* elles sont excitées de nos jours d'une manière incroyable par la façon dont nous vivons, par *la façon dont le monde va.* Qu'y a-t-il à faire à cela ? Très évidemment rien. Vous n'allez pas *interrompre le cours de la civilisation pour ramener les hommes à l'étude de la langue française.* Vous ne pourriez pas et du reste vous auriez tort. Donc la crise du français n'est pas une crise, c'est une décadence définitive et sans retour, *compensée par des progrès qui ont lieu dans un autre ordre de choses.* On n'écrira plus le français, voilà tout. Il ne sera plus écrit que par un certain nombre d'hommes très restreint, qui en auront le goût par un phénomène d'atavisme et qui seront tympanisés par les petits journaux, comme grotesques. Il y aura deux langues : l'une, le français, écrit par quelques personnes et compris par ces personnes-ci et quelques autres, peu nombreuses ; l'autre, une langue pour laquelle on trouvera un nom, très imprécise, très vague, amorphe, confuse, que personne, à cause de cela, ne comprendra très bien, mais qui servira pourtant de moyen de communication un peu rudimentaire, un peu barbare, entre les hommes et qui aura avec le français quelques rapports éloignés, à peu près reconnaissables encore.

Quand on presse un peu le sens de cette page, il s'en dégage des assertions bien surprenantes.

Emile Faguet croit-il vraiment que, du temps où le français s'écrivait et se parlait le mieux, c'est-à-dire aux XVIIe et XVIIIe siècles, les découvertes de la physique et les inventions industrielles, la connaissance du globe, celle de l'histoire, tant ancienne que contemporaine, sans oublier les faits divers et commérages de la société, en un mot les mille nouvelles grandes et petites de cet univers n'intéressassent qu' « à peine » la curiosité de nos pères? Ils aimaient la bonne langue, le bon style. Et je consens à qualifier ce goût d'*esthétique*, encore que ce soit là une expression, venue plus tard d'Allemagne, à laquelle ils n'eussent rien compris. Mais tous ceux qui n'étaient pas de l'école des précieuses ne séparaient pas un bon style d'un bon fond et admettaient avec Boileau qu'un bon fond s'exprime naturellement et nécessairement bien. M. Faguet serait-il d'un avis contraire et estimerait-il que la perfection de la prose française tienne à autre chose qu'à une perfection de la pensée, qu'elle consiste en une sorte de vernis ajouté ou d'agitation surérogatoire, aussi gracieuse qu'inutile ? Du moins nous dit-il très nettement que les curiosités de l'intelligence les plus vives aujourd'hui, peuvent être contentées en galimatias et petit-nègre. Très funeste erreur. Qu'il s'agisse de raconter la genèse d'un crime, de faire saisir une intrigue, de présenter une découverte de physique ou un nouvel engin de locomotion, si l'information est lucide et parfaitement débrouillée, si le contour des faits et leurs rapports en ressortent clairement, si elle intéresse et retient l'intelligence, et dans la mesure où elle sait l'intéresser et la retenir, le français en est honnête et bon.

Est-elle mise en charabia ? C'est alors qu'elle est confuse, superficielle, enfantine, que le secondaire n'y est nullement distingué de l'essentiel, l'accessoire du principal et que le superflu y cahote pêle-mêle avec le nécessaire. S'il est vrai que les journaux et magazines d'aujourd'hui sabotent impunément le français, s'il est vrai surtout (et c'est ce dont je doute infiniment) que le public ne goûterait point de journaux et magazines qui, d'ailleurs aussi pleins de renseignements, ne le sabotassent pas, il n'en faudrait point conclure que le public soit plus curieux qu'au temps où il n'eût supporté qu'une bonne rédaction, mais au contraire qu'il l'est beaucoup moins, qu'il ne l'est plus du tout, qu'il n'a que des curiosités de badaud, de snob et d'ahuri, où l'intelligence n'est pour rien.

IV

Certaine profession de foi de M. Lanson va nous permettre de saisir sur le fait cette barbarie précieuse qui, séparant la beauté des lettres des convenances de la raison, ne saurait voir dans les humanités classiques qu'une discipline, agréable sans doute, mais sans sérieux et sans poids. La thèse de l'éminent professeur est d'autant plus caractéristique que lui-même ne tire point de cette frivolité essentielle, mais excitante, de l'enseignement littéraire, un sujet de le mépriser.

M. Lanson commence par nous faire entendre que, quoique « vieux professeur de rhétorique », il ne

laisse pas d'être un esprit mâle et audacieux. La preuve, c'est qu'il céderait très volontiers aux sciences la place principale traditionnellement tenue par les lettres dans les études classiques:

Je suis un vieux professeur de rhétorique, et j'avoue pourtant que je conçois fort bien une éducation nationale à base scientifique. Je ne serais pas autrement surpris que la force des choses y menât notre démocratie et j'en vois bien des raisons. Si cette hypothèse se réalisait, il est bien évident que l'enseignement littéraire pourrait prendre un caractère particulier [1].

M. Lanson accepte vaillamment l'hypothèse. Mais les hommes de science ne l'acceptent pas du tout. Ils protestent contre elle. On ferait une très belle anthologie de ce que les géomètres, physiciens, naturalistes et médecins les plus autorisés ont écrit et démontré solidement en faveur de la culture littéraire. On l'a toujours vue accompagner d'une manière si constante la supériorité dans les sciences — et non seulement la supériorité des génies inventeurs, mais celle des grands professeurs et vulgarisateurs lumineux — qu'il n'y a aucune témérité à dire qu'elle en est la condition essentielle. Pour la formation première à l'analyse des idées, à l'exactitude de l'observation et de la définition et aux délicatesses du raisonnement, les lettres offrent une discipline, aussi ferme et beaucoup plus efficace, riche et variée que les sciences. Je n'insisterai pas sur une vérité que nul esprit compétent ne conteste, surtout, je le répète,

1. *Enseignement et démocratie.* (Recueil de conférences données à l'Ecole des Hautes-Etudes sociales.)

parmi les savants de profession, et que M. Lanson n'a pu méconnaître lui-même que grâce à l'épaisseur de ses notions sur les sciences physiques et mathématiques, leur histoire et leurs méthodes. Là où il fait le malin et se croit d'intelligence avec les savants, c'est tout au plus s'il sera approuvé par quelques contremaîtres vaniteux.

La « démocratie » ayant donc détrôné les lettres au profit des sciences, que deviendrait l'enseignement des lettres?

Dans ce système, les études qu'on appelle littéraires viendraient appuyer l'enseignement scientifique *dans leur ordre justement de précision scientifique.* L'histoire et la philosophie seraient d'abord appelées à *flanquer des deux côtés* les sciences pures; et nous, *pauvres humanistes et rhéteurs*, déchus de notre séculaire honneur de professeurs principaux, nous ne serions plus que les premiers des professeurs d'agrément.

Dans un langage à lui, M. Lanson nous apprend qu'il y a « dans les études littéraires » un « ordre » où règne « la précision scientifique ». Cet ordre, c'est celui de « la philosophie » et de « l'histoire ». Cependant la « précision scientifique », c'est la précision du nombre, de la mesure et de la configuration géométrique, ou ce n'est rien. Je voudrais bien que M. Lanson nous montrât chez les historiens et les philosophes les plus précis quelques exemples de ce genre de précision-là... Mais c'est lui en demander trop. Reprenons la ballade du « pauvre rhéteur » :

... Nous marcherions devant, si vous voulez mais avec le professeur de dessin et le professeur de musique.

Notre *fonction unique* pourrait être la *culture esthétique* de l'esprit. Tout le poids de la formation du jugement et de la conscience retomberait sur le naturaliste, le physicien, le géomètre, l'historien et le philosophe. Et nous littérateurs, déchargés de responsabilités peut-être trop lourdes, nous reviendrions à ce qui, selon quelques-uns, est notre vrai rôle, à l'enseignement purement littéraire. L'étude de la poésie, de l'éloquence, *de toutes les élégances de l'esprit* et de toutes les beautés du style serait notre unique objet, et nous aurions le droit de *tout subordonner, de tout sacrifier* à la formation du goût, à l'*affinement* (!) de la sensibilité, à l'excitation de l'imagination. Eveiller le sens de l'art et la curiosité esthétique chez les enfants qui nous sont confiés serait tout notre devoir et toute notre application.

D'où il ressort que « l'étude de l'éloquence et de la poésie » n'intéresse pas du tout « le jugement et la conscience », que la raison et la bienséance, le sens du juste et du vrai, n'entrent pour rien dans un goût cultivé, dans une sensibilité « fine », dans une imagination éprise du beau ; que les éléganees, « *toutes* les élégances de l'esprit », sont dans l'esprit une sorte de savoir-faire, de prouesse, de gentillesse à part, tout à fait indépendante de sa formation même, de sa droiture, de sa probité. Notez qu'en situant ainsi « la curiosité esthétique pure », ses appétits et ses plaisirs dans une sorte de sphère isolée, en les élevant à l'absolu, M. Lanson se croit aussi raffiné et aristocrate qu'il se jugeait solide, « rationnel » et démocrate, quand il acceptait la physique à la première place. Cette manière de concevoir le raffinement a dû être très vivement goûtée à l'Ecole des Hautes Etudes sociales. Cette notion des grâces intel-

lectuelles a dû y faire grand plaisir. Mais des nègres, nouvellement éveillés au « sens de l'art », n'en eussent pas été mécontents non plus.

Pour moi, ce que je voudrais savoir, c'est ceci. Il est entendu que « tout le poids de la formation du jugement et de la conscience de la jeunesse [un terrible poids en effet] retombe sur le naturaliste et le géomètre ». Voici le professeur de rhétorique, le maître « des élégances », merveilleusement libre et allégé pour initier ses élèves aux finesses voluptueuses, aux agréments débridés et lascifs des lettres « pures ». Il y peut « tout subordonner, tout sacrifier ». Je voudrais, dis-je, savoir si, parmi les procédés qu'il a en vue pour cette initiation et cette « excitation » esthétique des jeunes sorbonnards et des charmantes sévriennes qu'il enseigne, M. Lanson compte user de la danse du ventre.

V

Pour compléter cette définition de la mauvaise rhétorique, il faut inscrire à son compte certaine erreur de portée très générale, de nature diffuse, qui tient à une des grandes faiblesses intellectuelles de notre temps et que j'appellerai l'*idéolâtrie*. Elle se manifeste dans la manière d'apprécier les livres, les auteurs, les esprits, et proprement d'estimer ce qu'ils apportent, ce qu'ils valent comme fond d'idées.

Toute la perfection d'une idée tient dans sa justesse. Que cette justesse s'applique à un objet subtil et délicat, elle s'appelle finesse. Qu'elle découvre

des rapports vastes, étendus, riches de suites, longtemps fermés à l'esprit humain, on la nommera du génie. C'est toujours la justesse. Apprécier une idée, abstraction faite de sa justesse, y admirer d'autres qualités sans demander compte de celle-là, c'est comme si en louant Dieu de sa puissance, on faisait bon marché de son intelligence. Voilà l'erreur que j'ai en vue. Je prie qu'on la mette bien où elle est. Il est légitime de louer un écrivain ou un orateur pour l'abondance, la variété, la richesse de ses idées, quand celles-ci sont la prolifération naturelle d'une idée principale forte et solide. Encore faut-il, pour que le plaisir que nous y prenons soit pur, que la solidité de cette idée conductrice descende dans tout le détail des arguments, des vues, des comparaisons et autres figures qui l'appuient et l'illustrent, et qu'il n'y ait pas l'ombre d'artifice ni d'apprêt dans le corps animé et varié que l'art lui organise. Mais il s'agit d'autre chose. Il s'agit des idées de l'espèce la plus générale et théorique, de ces idées qui ont portée de doctrine, qui dominent toute une matière, tout un domaine de questions, qui, par cette ampleur de leur objet, contiennent forcément un monde de conséquences. Et je m'émerveille ou plutôt je m'épouvante de l'applaudissement que certains auteurs obtiennent pour la facilité, la verve, la profusion, l'éclat avec lesquels ils inventent et prodiguent, au cours de leur carrière de philosophes, de sociologues, de critiques ou d'essayistes, des idées de cet ordre, de ce degré. Ceux-là, quelque vaste sujet qu'ils abordent, questions sociales, morales, politiques, religieuses ou rapports les plus généraux de ces questions, problèmes centraux et domi-

nants de critique littéraire, de philosophie historique et scientifique, problèmes touchant à l'état de l'Europe, aux changements et à l'avenir de la civilisation, ceux-là, dis-je, n'ont garde de se fixer à quelques-uns des éléments bien définis du sujet choisi ou plutôt rencontré, ils n'ont garde « d'en diviser, comme disait Descartes, les difficultés pour les mieux résoudre » ; ils le saisissent dans sa totalité confuse et l'enveloppent d'emblée dans quelque généralisation, quelque synthèse d'autant d'envergure que de fragilité. Ils ne sont jamais à court. Il n'est pas de matière si complexe dont trente pages de revue ne leur suffisent pour renouveler la face. Ces nouveautés font du bruit une saison ; personne ne songe à en tirer rien, à les mettre en œuvre, parce qu'on n'y voit au fond que des sortes de prouesses ; mais les gens sont légion, qui admirent infiniment la faculté de les produire. De grandes réputations d'hier, de brillantes réputations d'aujourd'hui se sont édifiées ou s'édifient sur une accumulation de ces retentissants laissés pour compte de doctrine. Nous avons des génies, consacrés aux yeux d'un nombreux public, qui sont génies de cette manière. On ne se demande pas quelle part ont la faiblesse ou la fausseté du jugement dans cette ubérosité d'une espèce d'imagination intellectuelle. Déjà Mme de Staël parlait naïvement des « idées éloquentes », ne mettant rien au-dessus de ce qu'elle nommait ainsi.

Je n'en ai pas tant aux bénéficiaires de cette illusion molle et échauffée qu'au grand nombre des esprits cultivés qu'elle tient sous son pouvoir. Je voudrais donner quelque exemple des fâcheuses habi-

tudes d'esprit, des étranges manières de juger qu'elle inspire. Elle trouble tout particulièrement la controverse relative à la Sorbonne et à la réforme de l'enseignement secondaire. Elle possède plus ou moins certains écrivains qui font campagne comme nous contre la Sorbonne et ses « fiches » et contre les programmes de 1902, et stérilise à notre sens leur critique.

Ainsi l'un d'eux, rédacteur au *Temps*, se plaint que les réformateurs universitaires aient fait verser l'enseignement *dans un réalisme et un utilitarisme excessifs*. Je m'étonne. Rien de bon comme l'utilitarisme. Il ne saurait y avoir excès dans ce qui est bon. Mon confrère voudrait-il introduire dans la pédagogie une part d'élégantes chimères et d'harmonieuses superfluités? Ou bien, par réalisme et utilitarisme entend-il vulgarité et platitude? La confusion serait grave. Ce qui est vulgaire et plat est superficiel et de très peu d'usage pour l'esprit. Je dis que, dans la mesure où il est réaliste et utilitaire, l'enseignement institué par les nouveaux programmes est excellent. S'il est mauvais, c'est qu'il ne nourrit pas les jeunes intelligences de réalités, c'est qu'il leur fait perdre le temps à des études sans utilité ou, du moins, qu'il s'inspire d'une vue courte, fallacieuse et misérablement matérielle de l'utile et du pratique.

Mais voici que, quelques lignes plus loin, l'écrivain auquel j'emprunte cette appréciation si caractéristique exprime son grief en termes différents. Il déplore et ridiculise la guerre dogmatiquement déclarée aux idées générales par les réformateurs de la Sorbonne. Ils les proscrivent de leur enseignement, de leurs livres, des travaux et compositions de leurs

élèves. Ils veulent que la substance s'en réduise à des entassements de faits, à des recensements de textes, à des extraits documentaires, sans que la pensée tente de faire jaillir de ce fatras la lumière de quelque conclusion, de quelque vérité. Sur aucun point l'heure n'en est encore venue. Il n'y a pas assez de faits entassés. C'est à peine si l'on s'y met. Tout l'édifice des sciences dites « morales » est à reprendre à pied d'œuvre. Cette théorie indigne l'intelligence du rédacteur du *Temps*, comme elle indigne mon intelligence. Mais, bien que nous disions de même, nous entendons-nous ?

Il reproche l'absence d'idées. Et tout à l'heure il déplorait l'excès de réalités. Ces deux plaintes dans sa pensée sont corrélatives ou plutôt n'en font qu'une, présentée sous deux aspects. Trop de réalités, pas assez d'idées, telle est en définitive sa formule. Trop de réalités, *donc* pas assez d'idées. Voilà qui est trop clair. Au sens de notre confrère, des détails sans généralisation représentent à l'esprit la « réalité » « utile » à enseigner et à connaître, et les idées générales ont un autre objet, une autre raison d'être que d'exprimer, de contenir, de représenter à l'esprit le réel, l'ordre, les rapports, les lois qui règnent dans le réel et par là de diriger l'action. Quel objet ? Quelle raison d'être ? D'amuser l'esprit sans doute, de l'exciter, de l'échauffer, de le soulever. Ce sont d'agréables, de belles, de sublimes inutiles, de divines perturbatrices (car enfin c'est sur le réel qu'il faut se guider en ce monde). Prenons garde ! Tout en s'attaquant à la barbarie des « fiches » (la fiche pour la fiche, la fiche fin en soi) ne songerait-on pas à ramener la Sorbonne à ce culte de la phrase qui

fut le vice profond de l'ancienne Sorbonne, de la Sorbonne de Villemain, de Prévost-Paradol, de Cousin, à ces développements de rhétorique asiatique et libérale contre quoi Fustel de Coulanges fut seul dans la Haute Université à réagir puissamment et dont les bonnes lettres, les Muses, n'ont pas moins d'horreur que l'esprit pratique et positif?

Chose à remarquer! Attaqués sur cette érudition sans pensée où la Sorbonne réformée paraît avoir mis son idéal, les Lavisse, les Croiset, porte-parole de la maison, ont fait valoir ce que son enseignement, ses travaux avaient acquis par cette nouvelle méthode de précision, de justesse, de solidité scientifique, eux-mêmes diraient de « réalisme ». Mais ils ont reconnu que quelque chose avait été négligé ou perdu du côté de l' « élégance », de la « rédaction », de la « forme » et des « idées générales ». Ils ont convenu (cette expression très familière résume exactement leur réponse) qu'il était temps *d'en remettre* et qu'ils ne demandaient pas mieux. Eux aussi donc, ces rhéteurs révoltés, il serait plus fort qu'eux de ne point admettre le principe d'une radicale opposition ou dissociation de nature entre ce qui est « science » et ce qui est « lettres », entre les qualités de fond et celles de forme, entre le solide et l'agréable, entre le substantiel et le beau. Le style, l'idée font bien pour eux tout l'éclat des travaux savants ; mais cet éclat est du postiche. Ils ont volontiers de l'enthousiasme pour « les idées », mais ils l'adressent en l'air ; il faut qu'elles soient « belles » et, pour ce, qu'elles flottent assez haut au-dessus de terre. M. Jaurès étant intervenu dans ces querelles de la Sorbonne, a voulu, en bon panthéiste, tout concilier.

Certes, dit-il, il faut que la Sorbonne reste fidèle à la sévérité minutieuse de l'érudition germanique. Mais la France y ajoutera naturellement « la puissante beauté des idées générales ». Ce gros homme, ce gros esprit, les voit comme de grosses femmes venant charmer l'austérité du laboratoire. « Nous ne sommes pas des ascètes », avait-il dit dans une autre occasion.

Ai-je bien fait reconnaître l'aberration diffuse, aussi envahissante que difficile à définir, que j'avais en vue et où apparaît un si profond relâchement de la discipline, une si grave étourderie de la raison ? Ancien élève de la philosophie universitaire, que de fois ai-je entendu mes maîtres admirer un peu naïvement un esprit, un ouvrage pour la multiplicité prolifique des idées ! « Il y a des idées là-dedans, beaucoup d'idées ! » Cruel éloge, si l'on y réfléchit. L'abondance des idées (au sens que j'ai précisé tout à l'heure) est un symptôme accusateur contre une intelligence. Il serait à peine exagéré de dire que les grands hommes, dont l'œuvre marque une époque de la pensée humaine et de la connaissance du monde, un Aristote, un Descartes, un Leibniz, un Newton, un Lavoisier, un Claude Bernard, n'en ont eu qu'une, mais inépuisable en applications. Idée si proche de l'intelligence elle-même et si pleine de son rayonnement qu'elle n'a, pour ainsi dire, pas de corps et entre aisément dans le fond de tous les problèmes d'un certain ordre. La puissance intellectuelle ne se mesure nullement à la facilité de faire des synthèses ; tout au contraire. Ce qu'elle a de propre, c'est de voir les questions complètement. Or, plus on avance et s'étend et s'élève

dans la vue des éléments d'une question complexe, plus le nombre des synthèses possibles se raréfie. A la limite, il n'y en a qu'une.

Ce que j'ai appelé l'idéolâtrie tire sa première origine de ce panthéisme évolutionniste de l'Allemagne qui a inondé notre XIXe siècle et qui considère les idées, non sous l'aspect de la *vérité*, mais sous l'aspect de la *vie*. Comment leur demanderait-il d'être vraies, puisqu'il n'y a pas de vérité, puisque l'univers dans tous ses éléments, tant profonds que superficiels, il le voit engagé dans un *devenir* éternel dont elles-mêmes font partie et qu'elles suscitent et reflètent à la fois. Il leur demande d'être vivantes. Mystique grossièreté. Hé ! tout vit ! et le corps d'Apollon et les germes de mort qui prospèrent de la ruine de ce beau corps. Les idées fausses vivent aussi, mais d'une vie désorganisatrice. Et cet amour intempérant « des idées », c'est forcément l'amour des idées fausses.

Telle est, poursuivie dans ses formes diverses et dans ses sources, la mauvaise rhétorique. Telles sont les humanités dégénérées. Toute notre critique serait de peu de prix, si d'ailleurs elle ne frayait le chemin à une définition de la bonne rhétorique, et des humanités saines, à une énumération précise des études dont elles se composent naturellement et qui font l'éducation d'un esprit.

DEUXIEME PARTIE

LA BARBARIE EN SORBONNE

PRÉAMBULE

En entrant maintenant à la Sorbonne pour y étudier en détail les nouveautés que notre Introduction a caractérisées brièvement, tout au moins d'après ceux qui les attaquent (il s'agit de voir s'ils ont raison) nous demeurons dans la question des humanités classiques. On agit sur les études classiques de deux manières : par la composition des programmes, par l'éducation des professeurs. De celle-ci la Sorbonne est chargée. Comment l'entend-elle ?

Que l'enseignement de la Sorbonne, qui comprend un grand nombre de maîtres et de sous-maîtres, soit suffisamment représenté par l'enseignement de la demi-douzaine d'entre eux dont nous allons rechercher les conceptions scientifiques et pédagogiques, c'est ce dont le lecteur, étranger aux choses de l'Université, doutera peut-être. Je le prie d'imaginer que

le conseil supérieur de l'infanterie ait adopté une certaine doctrine tactique. Il sera inutile de s'informer auprès de tous les colonels pour connaître la doctrine tactique de l'infanterie française. La situation est analogue. Les quelques professeurs dont nous allons nous occuper font la loi dans la Sorbonne. Ils la font, eux, illégalement et l'on jugera si leur mérite personnel leur y donne des titres. Mais aucun de leur collègues n'a élevé de protestation contre les principes parfaitement concordants entre eux sur lesquels ils ont entrepris de régler l'enseignement public, supérieur et secondaire. Que cette adhésion, tout au moins négative, soit due à la lâcheté du caractère ou à l'incertitude de l'esprit, il n'importe. La portée en a été d'autant plus grande qu'à la Sorbonne, comme en toute école, au-dessus des enseignements particuliers, il y a l'organisation générale des études destinée à assurer la collaboration et la convergence de ces enseignements particuliers. Les maîtres qui vont comparaître sont ceux qui se sont emparés sans contestation de ce magistère général. Ils ont décidé ce qu'il faut enseigner, par quelles méthodes, à l'aide de quels exercices, de quels travaux. Ils ont défini la nature et le but de l'éducation intellectuelle que la Sorbonne doit donner. Et leur conception a tout au plus rencontré quelques résistances passives.

L'étude qui suit est incomplète. A la sociologie de M. Durkheim, aux théories de M. Lanson sur l'enseignement des lettres, de MM. Langlois et Seignobos sur celui de l'histoire, j'aurais dû joindre notamment les idées de M. Brunot sur l'enseignement de la grammaire et de la langue françaises et

la réforme de l'orthographe. Je ne pouvais grossir démesurément cet ouvrage, je comblerai ailleurs ces lacunes et réglerai ces comptes. Ce que je montrerai fixera suffisamment sur la doctrine et les tendances.

LIVRE I

LA SOCIOLOGIE

CHAPITRE I

HISTORIQUE DE LA SOCIOLOGIE DE SORBONNE

I. — Le mot « sociologie ». La sociologie universitaire. — Elle a été fondée en 1892 par la thèse de M. Durkheim sur la *Division du travail social.* — Mauvais accueil qu'elle reçut de la critique universitaire. — Revirement de la critique universitaire à son égard. — Explication significative qu'en donne M Bouglé. — Position extraordinaire faite par l'Etat à la doctrine et à l'enseignement de M. Durkheim. — II. Paradoxe apparent de cette faveur de l'Etat. — La sociologie de M. Durkhein s'oppose-t-elle à l'individualisme? — Rapide aperçu de la doctrine en vue de dissiper ce paradoxe et de légitimer en même temps le changement d'attitude de la critique universitaire.

I

C'est Auguste Comte, si je ne m'abuse, qui a le premier parlé de « sociologie ». Herbert Spencer lui a emprunté le mot. Il y a une quinzaine d'années, on

ne l'appliquait guère qu'aux conceptions systématiques de ces philosophes sur les lois des faits sociaux et la manière de les étudier. Depuis, l'usage a paru s'en généraliser. On range sous l'étiquette sociologique les observations et théories sur les mœurs, sur les mouvements de l'opinion, sur les phénomènes de l'esprit public. Gabriel Tarde, qui a excellé dans ce genre, est compté comme sociologue. A coup sûr, des esprits aussi opposés, tout au moins aussi divers de philosophie et de tendances que ceux que nous venons de nommer, ont dû entreprendre l'analyse de la société à des points de vue et dans des intentions extrêmement différentes. Il est à peine exagéré de dire que, s'il n'y a qu'une physique pour tous les physiciens, il y a ou il y a eu jusqu'ici autant de sociologies que de sociologues. La sociologie universitaire ne ressemble guère à ses aînées en nom. Au surplus, elle se flatte d'avoir précisément mis un terme au chaos sociologique, en soustrayant la connaissance des faits sociaux à la variabilité des doctrines et des tendances personnelles, en lui imprimant le propre caractère de la science objective. Elle consent néanmoins à faire honneur à Auguste Comte de la « fondation de la sociologie » [1]. Mais, comme elle repousse (et non sans scandale) toute la doctrine sociale de Comte et toute la méthode qui y correspond, de quoi le glorifie-t-elle en définitive ? D'avoir fondé un mot. Il est vrai que ce mot a servi à son tour à la fondation des chaires magistrales occupées par les sociologues de l'Université.

1. G. Richard, professeur à l'Université de Bordeaux : *Notions élémentaires de sociologie*, p. 7.

La « sociologie » n'avait jamais eu de place dans l'enseignement universitaire, quand, en 1892, M. Durkheim, chargé de cours à la Faculté des lettres de Bordeaux, soutint et publia sa thèse sur la *Division du travail social*. Il donnait, très peu de temps après, les *Règles de la méthode sociologique*. Il ne cachait pas sa prétention d'avoir inauguré une science nouvelle. Après en avoir dressé le premier monument, il en codifiait la méthode. Il fondait enfin en 1896 l'*Année sociologique*.

Ni le public ni même la masse des professeurs ne furent émus par la création de M. Durkheim. Mais elle fit un assez grand bruit dans le monde des philosophes universitaires. Et ce bruit fut défavorable. J'étais alors étudiant en philosophie à la Sorbonne et j'en puis témoigner. Personne ne soutenait M. Durkheim. Quelques-uns, et non des moindres, ne se faisaient pas faute de l'accabler.

M. Lucien Herr, bibliothécaire à l'Ecole Normale supérieure, qui doit à sa place, à son érudition qui passe pour étendue, et à la forme péremptoire de ses jugements, une réputation d'homme très fort, tenait alors la fonction de critique à la *Revue Universitaire*. Son sceptre, écrit M. Bouglé, aujourd'hui professeur en Sorbonne, adepte de M. Durkheim, qui concilie la fidélité au maître avec une certaine émancipation, son sceptre était un « bâton » dont « il faisait de terribles moulinets » sur la tête de la sociologie. Après avoir exposé la définition que M. Durkheim propose des « faits sociaux » et les procédés par lesquels il veut qu'on recherche les lois de ces faits, il écrivait notamment : « Je me refuse à reconnaître comme scientifique rien de ce qu'on

pourra construire sur cette base et avec ces matériaux [1]. »

Un autre jour, à propos de l'ouvrage d'un certain Westermarck sur l'origine du mariage, il se livrait à cette allusion qui, quand on a lu seulement trente pages de M. Durkheim, est la transparence même :

On ramasse pêle-mêle dans les ouvrages statistiques, dans les récits de voyages, dans les descriptions de mœurs et dans les histoires, sans omettre les manuels de deuxième ou de troisième main, toutes les affirmations portant sur un certain usage, commun à tous les peuples, depuis les Spartiates jusqu'aux Fuégiens ; on les accepte toutes, sans aucun essai de critique : on juxtapose toutes ces soi-disant observations, on rapproche tous ces usages, sans tenir aucun compte des différences entre les peuples qui les ont peut-être pratiquées ou qui les pratiquent peut-être. Et on conclut. Les autorités importent peu : c'est M. [X...] qui nous apprend « que la tortue femelle vient sur les plages sablonneuses... accompagnée du mâle » ; et M. [Y...] qui nous enseigne qu'à Bosra, sur l'Euphrate, il était du devoir d'une femme surprise au bain de cacher son visage : inutile de cacher le reste de sa personne [2].

Plus terrible encore et plus hautain se montrait M. Charles Andler, déjà en possession d'une haute importance universitaire. Dans un gros article de la *Revue de Métaphysique et de Morale*, il reprochait aux nouveaux sociologues de se faire « une illusion singulière sur leur science acquise et sur l'efficacité

1. *Revue Universitaire*, décembre 1894.
2. *Revue Universitaire*, mai 1895.

future de leurs procédés de travail ». Il entreprenait de démontrer que « la sociologie, telle qu'elle est constituée, ne peut ni résoudre, ni même poser » les problèmes dont elle s'occupe, « que cette prétendue science n'a jamais abordé que des problèmes pour l'étude desquels elle n'est pas prête ». Il démasquait « la précaution qu'elle prend de modifier ou plutôt d'altérer l'énoncé de ces problèmes jusqu'à les rendre abordables par sa méthode ». « Ce n'était pas sans regret qu'il était amené à souhaiter le discrédit pour elle. » Mais enfin « le seul conseil de bonne méthode que l'on pût donner à des travailleurs engagés prématurément dans une voie où tout est ténèbres était de les décourager ». M. Andler trouvait monstrueux que l'on fît « de la sociologie sans psychologie et sans histoire ». Effectivement, la sociologie Durkheim a pour but de nous expliquer nos mœurs, nos idées, nos sentiments, nos croyances, nos principes de civilisés occidentaux. Et elle tire exclusivement cette explication des plus superstitieuses coutumes observées chez les sauvages.

Feu Henri Michel, M. Paul Lapie (aujourd'hui recteur à Toulouse), M. Belot, professeur à Louis-le-Grand, M. Marcel Bernès, de Louis-le-Grand également (et celui-ci dans un article qui serait excellent, si la vigueur de l'exécution répondait à la justesse de la pensée), démolissaient aussi, quoique d'une main moins brutale que MM. Herr et Andler, de qui les arrêts faisaient loi, la nouvelle sociologie. Personne n'en prenait la défense. Et il faut encore noter ce point. La théorie de M. Durkheim reposait en très grande partie sur de prétendues données

juridiques qui impliquaient une interprétation très spéciale de l'ensemble du droit. Les juristes auraient dû s'en émouvoir. Je n'ai pas poussé mes recherches au point de pouvoir assurer que M. Durkheim n'ait pas reçu dans quelque revue de droit les honneurs d'une discussion. J'en doute fort, plusieurs juristes de valeur à qui j'exposais les idées de M. Durkheim, ou qui les connaissaient par eux-mêmes, m'ayant dit que ce qui les étonnait, ce n'était pas tant leur fausseté que leur gratuité et leur stérilité. Mais cette indifférence ne pouvait d'ailleurs nuire à M. Durkheim. Les philosophes universitaires sont en général fort dédaigneux des appréciations du dehors. Ils aiment laver leurs métaphysiques en famille. Dans cette famille, et quoique M. Herr rendît hommage à « sa haute conscience », M. Durkheim parut donc comme un intrus.

De 1892 à 1898, la sociologie était la Cendrillon de la philosophie universitaire. A peine si deux ou trois jeunes normaliens la courtisaient vaguement. Mais en 1898-1899 tout change. Le sourire de la sympathie, de l'amitié, de l'admiration, de la foi s'allume soudain sur la face sévère des inquisiteurs. Laissons le bon M. Bouglé nous conter cette histoire en paroles d'or.

La politique n'a pas été étrangère à ces revirements. Vint la secousse de l'Affaire. Sociologues et antisociologues, on se trouva tous du même bord. Et du coup, non seulement on eut mieux à faire qu'à batailler entre soi, mais on *comprit mieux, devant l'adversaire commun, qu'on servait le même idéal.* L'équipe de l'*Année sociologique* ne plaignit pas sa peine. Les aînés comme les

cadets, à Paris et en province, tous firent leur devoir de citoyen « intellectuel ». Tous eurent à cœur de montrer, au lendemain de l'Affaire elle-même, qu'ils avaient aperçu *toute la largeur du problème posé* et entrevu les *reconstructions* nécessaires. La plupart consumèrent dans les U. P. [Universités populaires] ce que leurs métiers de professeur et de sociologue leur laissaient de temps et de force. D'autres, comme Durkheim à Bordeaux et aux environs, se dépensèrent dans les sections de la Ligue des Droits de l'Homme. D'autres encore, plus sceptiques à l'égard des parlottes, et plus soucieux de ce que les marxistes appellent les substructures de la société, se consacrèrent, comme Mauss, à l'organisation des coopératives. — Ce n'était pas d'ailleurs par leur seule attitude dans la vie politique que les collaborateurs de l'*Année* donnaient des preuves de *bon teint*. On s'apercevait que leurs livres concluaient aussi l'un après l'autre, à la démocratie... *Les questions de sentiments* sont encore celles qui le plus sûrement, rapprochent ou séparent, sans qu'ils se doutent toujours d'ailleurs de l'aimant qui les meut, les *gens les plus intellectuels*. En la circonstance, les sympathies morales et politiques servirent sans doute la cause de la science sociale : elles étendirent sous ses pas un tapis moelleux [1].

Ce fut donc, selon M. Bouglé, l'attitude des sociologues dans l'affaire Dreyfus qui obligea MM. Herr, Andler et généralement les philosophes universitaires de reconnaître ce qu'ils avaient méconnu, à savoir : que ces sociologues avaient le même « idéal » qu'eux-mêmes. Mais quel « idéal » — puisqu'il faut

1. *Les Pages libres*, n° du 5 octobre 1907.

ainsi parler — était engagé dans l'Affaire, au dire des dreyfusards? L'idéal de «justice». Or, je ne vois pas du tout que les censeurs de M. Durkheim lui eussent fait l'outrage de le considérer comme un ennemi du juste. Ils avaient rendu hommage à sa « haute conscience ». L'« idéal » au nom duquel ils avaient dit le condamner était l'idéal de la bonne méthode scientifique. Ils avaient dénié à la sociologie de M. Durkheim toute espèce de valeur, de sérieux, de consistance scientifiques. Nous avons vu leurs sentences foudroyantes. Voici qu'à la lumière du dreyfusisme des sociologues ils revenaient complètement sur cette condamnation. Il y avait eu maldonne. Il ne se pouvait que des gens qui embrassaient avec cette ardeur le dreyfusisme ne fussent pas et, en dépit de quelques apparences contraires, n'eussent pas toujours été scientifiques. Et si ce n'était encore là, pour parler la langue de M. Andler, qu'une impression *subjective*, elle reçut une prompte et importante confirmation *objective* de la rapidité avec laquelle la sociologie Durkheim devint dans l'Université une grosse puissance administrative et politique. Impossible dès lors de douter qu'elle ne fût, au meilleur sens du mot, de la « science ». Voilà qui ouvre un jour profond sur la nature de la science universitaire. Les Andler ont une façon impérieuse et brève de prononcer à propos des choses et des gens : « scientifique » ou « pas scientifique ». Le sens où ils le prennent cache des obscurités bien redoutables. Il me semble voir cette science au coin d'un bois.

« Les circonstances étendirent sous les pas de la sociologie un tapis moelleux. » Combien ce tapis

coûte aux Français, c'est ce que nous apprendrait le budget de l'Instruction publique. Il fut donné à M. Durkheim de venir de Bordeaux à Paris pour débiter dans une chaire de Sorbonne ce que j'appellerai, conformément à la première version de MM. Herr et Andler et ce que je vais abondamment prouver être en effet sa camelotte de science. Ce premier résultat n'était rien en comparaison du privilège exorbitant, unique, qui fut constitué entre tous les enseignements de Sorbonne, à l'enseignement de M. Durkheim, et que je ne puis faire apprécier qu'à l'aide de quelques explications professionnelles.

La Sorbonne (Faculté des lettres) comprend des étudiants en philosophie, en histoire, en lettres et en grammaire, candidats aux diverses agrégations. Il y a pour chaque branche une variété de professeurs et de cours entre lesquels ces étudiants ont à faire des choix appropriés à leurs goûts, à leurs besoins, à leurs travaux. Ces choix sont assez libres. Mais il y a aussi à la Sorbonne un cours, un seul, qu'on n'a pas le droit de ne point fréquenter ; et cette obligation s'impose, non aux étudiants d'une certaine catégorie, mais à tous les étudiants de toutes les catégories, sous la peine d'être exclus des examens et concours. C'est le cours de M. Durkheim.

J'entends bien qu'il s'agit, non du cours de sociologie de M. Durkheim, mais de son cours de « pédagogie ». On met en avant que les étudiants de toute catégorie (histoire, lettres, philosophie, grammaire) étant destinés à devenir professeurs de lycée et de collège, ont besoin de savoir la pédagogie. C'est plausible. Mais la bonne pédagogie est écrite dans l'expérience et dans la pratique des bons maîtres,

pas autre part. Un vétéran d'élite de l'enseignement secondaire sera qualifié pour l'enseigner (autant que cela s'enseigne). Je le vois assez bien initiant de futurs professeurs à l'art d'expliquer les éléments des connaissances, de bien choisir les sujets de narrations, dissertations, versions, thèmes, exercices de mémoire, et d'en tirer par les corrections, interrogations et observations le plus fécond parti. Ses leçons, précisément dans la mesure où elles seraient utiles, seraient savoureuses et fréquentées librement. Mais vous n'imaginez pas un instant qu'un sociologue, qui ne tire sa notoriété universitaire et sa raison d'être que de la sociologie, s'abaisse à professer, même sous le nom de pédagogie, l'art modeste, délicat et d'ailleurs ignoré de lui, de faire la classe. Tant comme pédagogue que comme sociologue, c'est la sociologie et sa sociologie qu'il enseignera. Si, de son côté, l'administration universitaire, voulant instituer un cours de pédagogie, en a chargé le sociologue Durkheim, elle doit pouvoir rendre visible le rapport qu'elle a aperçu entre la pédagogie et la sociologie en général, entre la pédagogie et les théories sociologiques de M. Durkheim en particulier. Et c'est ce que je défie bien cette administration de faire sans prononcer un mot qui ne soit ridicule ou qui ne vende la mèche. N'ayons point la naïveté d'entasser les preuves. Le « cours de pédagogie » est la couverture d'une manœuvre conçue pour serrer autour de la bonne parole de M. Durkheim les nouvelles générations universitaires, pour faire de la sociologie, selon Durkheim, leur religion.

Quoi d'étonnant? La bonne parole sociologique a une portée absolument universelle. La sociologie

Durkheim est, par définition, une science touche-à-tout, ou, pour mieux parler dans l'esprit de son auteur, une science matrice digne d'absorber dans son sein, de mouler à sa forme et de colorer de sa couleur tout l'ensemble des sciences dites « morales ». La Philosophie, la Politique, le Droit, l'Economie, l'Histoire, l'Esthétique, ont tâtonné, raté leur voie jusqu'ici, parce que la sociologie, dont elles ne sont que les faces diverses, n'était pas venue leur révéler leur objet véritable et leur méthode [1]. Il est bon qu'il soit donné à M. Durkheim de se faire entendre à tous ces jeunes gens, puisque, quoi qu'ils enseignent, ils s'égareront s'ils ne l'enseignent pas en sociologues et au point de vue sociologique. Parmi les chapelles de la science universitaire, la sociologie Durkheim va s'élevant comme une cathédrale dont tous reconnaissent la primauté. De vieux professeurs de littérature qui, comme MM. Alfred Croiset et Lanson, n'avaient jamais pensé à la sociologie, lui font salamalec et insinuent avec insistance qu'il ne faut pas s'y tromper ni les croire plus arriérés qu'ils ne sont, que, sans en avoir l'air, c'est bien de la sociologie qu'ils avaient toujours fait [2]. Les jeunes licenciés, agrégés et docteurs, désireux de voir reconnaître leur mérite, ne manquent plus de mettre de la sociologie dans leur affaire.

Et ce n'est pas seulement sur l'enseignement secondaire que l'administration de l'Etat tient à établir l'empire de la sociologie. Outre son cours pour les étudiants de Sorbonne, M. Durkheim en

1. V. sans plus, les Préfaces aux deux premiers recueils de l'*Année sociologique*.
2. V. plus loin le chapitre sur *M. Lanson et son école*.

faisait, il n'y a pas longtemps, un autre, spécialement destiné au personnel primaire. Dans le grand débat de la Chambre sur la question scolaire, en février 1910, Maurice Barrès, énumérant et jugeant les avatars de la « morale laïque » depuis trente ans, trouvait le plus récent dans la sociologie. Le député (depuis ministre de l'Instruction publique) Steeg, confirmait l'exactitude historique de Barrès, quand, après avoir rejeté comme désuets et inopérants le spiritualisme à teinte catholique de Jules Simon et le spiritualisme de couleur protestante et romantique de Félix Pécaut, il faisait connaître et glorifiait le nouveau dogme. On l'entendit réciter à la tribune la *Division du travail social* de M. Durkheim. Cette consécration ne constituait point pour la sociologie de M. Durkheim une fortune accidentelle ni un honneur surérogatoire, mais le succès d'une candidature posée et l'accomplissement d'une vocation naturelle. Car, si la sociologie de M. Durkheim enveloppe d'une part et refond toutes les autres sciences, c'est, d'autre part, pour aboutir à l'institution d'une morale nouvelle. M. Durkheim le déclare expressément dans la conclusion de son principal ouvrage. Or, chacun sait que, depuis trente ans, l'Etat est en quête d'une morale pour l'Ecole et qu'au moment où la sociologie parut, ou du moins au moment où elle fut reconnue « scientifique » par les juges autorisés, lui-même ne se vantait pas d'en avoir encore trouvé le fondement.

II

Ne sera-ce point cependant un sujet de surprise que de voir un régime politique qui se réclame des Droits de l'Homme accorder son estampille à une morale fondée sur la sociologie ? Quelles que puissent être les divergences des sociologues, on ne peut être sociologue ni trouver, pour ainsi dire, matière à sociologie, si l'on ne tient la société que pour une somme d'individus ; si l'on n'y voit une réalité, existant en soi, et à laquelle les individus participent par le fond même de leur être, qui normalement est social. C'est là le propre contraire des Droits de l'Homme. C'est la négation de ces droits, de ces facultés primitives, absolues et sacrées, dont l'individu serait uniquement redevable à la nature et à la raison et auxquelles la constitution sociale et politique se devrait subordonner, n'ayant d'autre objet que de les garantir. De ces deux thèses, chacun sait que la morale laïque avait toujours adopté la seconde. Dans la mesure (et cette mesure est grande) où l'on peut soutenir que l'Etat républicain a eu une orthodoxie philosophique et religieuse, cette orthodoxie avait toujours été l'individualisme révolutionnaire et protestant. M. Durkheim serait-il donc venu changer l'orthodoxie traditionnelle de la République ?

Non seulement nous le devrions logiquement présumer du nom seul de son entreprise ; mais M. Bouglé nous affirme que la *Division du travail social* fut un acte de guerre vigoureux et salubre contre

l'individualisme, auquel elle criait son erreur. Imputant (à bon droit) l'anarchie de sentiments et d'idées dont souffrait vers 1894 l'élite de la jeunesse française à une funeste habitude d'individualisme moral, se moquant (à juste titre) des remèdes qu'un Melchior de Vogüé, un Paul Desjardins cherchaient dans l'exaltation et, pour ainsi dire, la solennisation mystique de cet individualisme même, M. Bouglé fait honneur à M. Durkheim d'avoir proclamé la véritable position du problème et montré dans la rupture ou l'affaiblissement des adhérences qui relient l'individu à la société la source des maux intérieurs de l'individu. Réintégrez-vous à l'organisation sociale, aurait-il dit en substance à ces générations où chacun se tenait volontiers pour un petit univers autonome : du coup, la réorganisation se fera en vous. Que c'est étrange ! Ce Juif aurait démenti l'instinct de sa race et tout au moins l'éternelle politique de sa nation en travaillant chez les autres, non à la dissolution, mais à la recomposition sociale, en leur recommandant, non l'anarchie, mais l'archie ! Ce philosophe universitaire aurait admis que la règle des choses humaines n'est pas tout entière révélée à la raison et à la conscience d'un chacun ! L'œuvre d'Emile Durkheim serait inspirée des mêmes sentiments qui ont inspiré à un Taine, au Renan de la *Réforme intellectuelle et morale*, à un Bourget, à un Drumont, à un Barrès, à un Maurras, leurs vues sur la reconstitution du corps français. Ecoutons le récit, d'ailleurs amusant, de M. Bouglé.

La *Division du travail social* fut assez discutée par les lecteurs de *vingt à vingt-cinq ans*. En ce temps-là on

raconte que beaucoup de jeunes gens cherchaient en gémissant un idéal. Henri Bérenger l'assurait du moins, qui quêtait la bonne parole, au nom des étudiants, auprès de tous les pontifes du jour. « Il faut croire », répétait-on. Et Jules Lemaître, alors, de railler. Et Aulard, déjà, de gronder [1]. Tombant dans la mare aux inquiétudes morales, la masse de la *Division du travail social* produisit d'abord un effet de surprise. « L'origine de votre malaise, semblait dire l'auteur, est *ailleurs qu'au fond de vos âmes*. Elles ne retrouveront l'équilibre que si s'établissent *entre elles de nouveaux rapports de position*. Favorisez les effets normaux de la spécialisation. Egalisez entre individus les conditions de concurrence. Rebâtissons à frais nouveaux les groupements professionnels. Le salut est hors de vous, et il est à ce prix. » Méthode et solution interloquaient beaucoup de jeunes penseurs. Je me rappelle à ce propos la tête de Vaugeois. Oui, de Vaugeois lui-même, que je connaissais pour l'avoir vu faire son stage dans « la cagne » d'Henri IV où je préparais l'Ecole aux côtés d'André Beaunier : Vaugeois, qui défendait alors, si j'ai bonne mémoire, un vague individualisme à base d'esthétique, promenait son indignation dans les couloirs de la Sorbonne, en dénonçant dans la thèse de Durkheim des formules comme celle-ci : « Il faut apprendre à l'homme à jouer son rôle d'organe... [2] »

Je puis compléter l'anecdote de M. Bouglé. Vaugeois, comme beaucoup d'autres hommes de sa génération et de sa formation universitaire, a modifié ses points de vue depuis 1894. Il ne professe plus cet

1. Il y a ici un peu de désordre. Aucun rapprochement ne peut se faire entre le motif des railleries de Lemaître et celui des gronderies d'Aulard.

2. Les *Pages Libres* du 5 octobre 1907.

individualisme, qu'au surplus M. Bouglé peint à sa façon. Il devrait donc avoir conçu de la sociologie de M. Durkheim une opinion plus favorable. Je sais qu'elle lui inspire toujours le même sentiment. Pourquoi? Parce que, pour invectiver Durkheim, le Vaugeois de 1894 n'écoutait pas tant ses principes de jeune métaphysicien téméraire qu'une certaine sensibilité clairvoyante et française que ces principes ne troublaient point, qui n'a pas changé avec eux et qui lui révélait déjà dans cette prétendue défense de la reconstitution sociale une entreprise truquée et à mauvaises fins. Vaugeois sentait juste. La sociologie de M. Durkheim est un trompe-l'œil, et de deux manières. Elle trompe sur sa portée sociale et sur son inspiration morale. Elle trompe sur sa qualité scientifique.

Oui, M. Durkheim prétend bien que les moyens de rétablir et de consolider l'harmonie sociale, de « réintégrer » l'individu à la société, forment le noble objet du problème auquel il a consacré ses veilles. Mais comment résout-il ce problème ? A extraordinairement peu de frais, pour qui ne regarde qu'au positif de ses conclusions. Il conseille ou prescrit à l'individu de se *spécialiser*, d'avoir une spécialité, de se rendre capable d'une « tâche définie », ce qu'il appelle « jouer dans la société son rôle d'organe » (on dit en français: se rendre utile) et il blâme ou condamne l'homme sans capacité spéciale, fût-il distingué, l'amateur, le dilettante. Personne à coup sûr ne s'inscrira en faux contre une telle sentence. Mais toute la recherche de M. Durkheim n'aboutit-elle donc qu'à cela ? Lisez dans la *Division du travail social* les pages qui formulent la conclusion et

rapprochez-les du chapitre initial où la question qui fait l'objet du livre est posée : vous serez parfaitement en droit de dire que c'est pour démontrer à l'univers ces banalités fugitives que M. Durkheim a écrit cinq cents pages savantes in-8°, fondé une science nouvelle et appelé cette science sociologie.

Seulement entre ce chapitre initial et ces conclusions il y a un entre-deux, un énorme entre-deux, où gît la véritable raison d'être de l'ouvrage. Et c'est ici que l'attention doit s'éveiller sur M. Durkheim. C'est ici qu'on va pouvoir surprendre, avant que j'en donne plus abondamment le spectacle, son procédé d'invention scientifique et de création intellectuelle.

Ce procédé consiste à établir une grave et forte discussion sur un fait mal défini (qu'au besoin on embrouille) sur une idée vaguement déterminée, en désignant cette idée ou ce fait par un terme d'une imprécision boursouflée et élastique.

Après quoi, on introduit, on glisse sous ce terme, en vertu d'analogies plus ou moins grossières, une série de sens nouveaux de plus de portée et de conséquence. On transporte à ces sens nouveaux ce qu'on considère et ce qu'on a beau jeu à considérer comme acquis par rapport au premier. Et, moyennant ce simple échange de dénominations, on se flatte d'avoir prouvé au sujet de telles et telles questions importantes, réelles, capitales, ce qu'on a fait facilement admettre à propos de quelque autre question, toute spécieuse, mais d'ailleurs insignifiante, fuyante. Voilà (autant qu'on le peut décrire) comme M. Durkheim pense, voilà comment se développe sa pensée et progresse sa dialectique. Il a enfanté un certain nombre de théories que j'ai pris l'horrible peine de

connaître toutes : je n'en vois pas une qui ne doive la vie à ce sophisme, dont la Sorbonne et le ministère ne se sont jamais aperçus, bien qu'il crève les yeux, puisqu'ils ont élevé des autels à M. Durkheim. Et je ne dis pas qu'il y mette lui-même aucun machiavélisme. Il le pratique au contraire avec une sorte d'aveugle naïveté. Seulement, le propre du sophisme étant de pouvoir servir à ce qu'on veut, celui-ci, à quelque matière qu'il s'applique, se dirige avec tranquillité selon le commandement obscur des tendances, instincts et passions, conscientes ou inconscientes, de M. Durkheim.

C'est ainsi qu'ayant discrédité sans aucune peine, bien qu'à grand renfort d'abstractions, ce qui était tout discrédité déjà : le dilettantisme de l'amateur, il identifie par un mécanisme de jeux de mots le dilettantisme et la culture générale (qui en est au fond le contraire). Sa dialectique verbale enveloppe celle-ci dans la condamnation de celui-là. Défavorable (c'est M. Durkheim qui le dit) à la spécialisation, la culture générale met un obstacle à la véritable adaptation de l'individu à la société. Il convient donc de n'en plus faire le but de l'éducation des intelligences et de supprimer un régime d'études organisé pour la procurer. Or, la culture générale était par essence une culture commune, le fruit d'une discipline commune imposée aux esprits. Ce qui se doit dire d'elle ne devra-t-il pas dès lors se dire plus généralement de toute formation ou éducation ayant pour objet de nourrir les membres d'une société d'un certain fond de principes, affections, croyances et sentiments communs ? Ç'a été en fait, jusqu'ici, le plus haut objet assigné à l'éducation publique ; car

il est traditionnellement admis que la cohésion morale d'une société tient à tous les éléments de communauté existant entre les esprits et entre les cœurs. Mais cette tradition, qui a eu son fondement réel, ne l'a plus. Elle n'est déjà plus qu'une « survivance ». Ce qui est vrai par rapport au passé de l'humanité ne l'est plus pour le temps présent et le sera de moins en moins dans l'avenir. Aux liens sociaux résultant de la communauté morale et sentimentale, les conditions nouvelles de la civilisation moderne substituent les liens qu'engendrent la « division du travail » et sa réglementation. (Nous voilà loin de la condamnation du dilettante. Mais la marche du raisonnement par lequel nous y sommes arrivés est-elle sans analogie avec la marche d'un homme pris de vin ?)

Sachez en outre (et c'est le point où M. Durkheim voulait en venir) que ces liens sociaux nouveaux (ceux qui tiennent à la *division du travail*) ne sont pas seulement capables en fait de remplacer les anciens et d'en remplir tout le rôle ; mais ils leur sont supérieurs en qualité, en nature, comme la raison est supérieure à l'inconscient, la science à l'instinct, la lumière aux ténèbres. Non seulement les objets auxquels s'attachèrent dans le passé une foi et une sensibilité communes (religion, patrie, lettres, coutumes, maximes de toute sorte) sont surannés et fatalement dissous par la civilisation moderne, mais ils sont barbares en eux-mêmes. Tels apparaissent-ils au regard de la sociologie scientifique, qui reconnaît en eux les survivances compliquées des fétichismes ancestraux. Sans doute l'enseignement et l'éducation que nous avons reçus nous ont fourni

des raisons et démontré la valeur de tous les principes de morale, de civisme, de sociabilité, de goût qui nous étaient inculqués. Ces raisons forment la substance de la littérature, qui les a souvent exprimées avec beaucoup d'éloquence. Mais il est temps de savoir qu'elles n'ont absolument rien de scientifique. Ce sont des justifications postiches que la dialectique des moralistes, des théologiens, des philosophes a composées après coup à des usages donnés dont le pourquoi réel leur échappait. Là où nous nous figurons agir et sentir sous l'empire de ces motifs intelligibles, nous sommes *en réalité* manœuvrés par les gestes d'une humanité primitive toute proche de l'animal. Les motifs pour lesquels une institution, un précepte apparaissent légitimes, naturels ou nécessaires aux hommes les plus civilisés, quand ils n'ont pas fait de sociologie, n'ont presque jamais rien de commun avec les causes réelles pour quoi ils existent et dont le secret se trouve chez les Fuégiens.

Après avoir interprété et défini de la sorte, après avoir ainsi réduit au rang des choses animales les éléments spirituels les plus nobles et les plus précieux de la civilisation passée (et d'ailleurs présente), M. Durkheim peut bien entreprendre l'esquisse de de la cité future et de la morale de demain fondées sur la division du travail. Cette pâle et insaisissable construction n'est que le prétexte de son œuvre. Et la seule leçon réelle que porte celle-ci, c'est que tout ce qu'il y a de traditionnel dans l'éducation intellectuelle et morale des Français et dans la constitution de la société française, est à détruire.

Je ne montre présentement de la sociologie de M. Durkheim que ce qu'il est nécessaire d'en mon-

trer pour dissiper le paradoxe apparent de son adoption par l'Etat au titre de « morale laïque ». On voit, sans qu'il soit besoin d'insister, qu'elle méritait d'être reçue très bien par les pontifes de l'individualisme protestant le plus effréné et de l'idéologie de la Révolution. Elle leur rendait un immense service. On les accusait d'être aveugles aux droits de la société. C'était au nom et dans l'intérêt de la société que M. Durkheim proposait et recommandait ce qui la dissout. Il ne révolutionnait donc point l'orthodoxie religieuse de l'Etat. Il la rajeunissait.

Du coup, s'explique et même se légitime un fait qui a pu paraître fort étrange : le revirement de la critique universitaire à l'égard de la sociologie. Contre M. Durkheim, MM. Herr et Andler avaient invoqué la science. Mais quiconque a eu le contact de ces esprits sait bien tout ce que peut être leur critique : un procès de tendances frémissant des éternelles alarmes de la mystique brutale qui leur tient au cœur. La science a bon dos. Du moins ce qu'ils tiennent d'elle leur fournit-il le sentiment et le ton de hauteur et de dédain dans lequel ils ont besoin de juger. Ayant lu à travers leur inquiétude, ils avaient mal lu. L'idée que M. Durkheim reconnût à la société une existence indépendante de l'individu, qu'il subordonnât à l'ordre de la société l'autonomie sacrée de la conscience individuelle, les avait remplis d'une indignation trop prompte. Ils avaient cru que par là son œuvre et son influence bénéficieraient bon gré, mal gré, aux causes abhorrées du catholicisme romain, du patriotisme français et de la culture latine. Ils l'avaient vue dominée par cette idée

d'organisation que Henri Michel dans son *Idée de l'Etat*, défense surannée du vieil individualisme spiritualiste et libéral, venait de dénoncer comme le prétexte et la justification de toutes les réactions. Sous cette impression vive, ils lui avaient fait les premières objections venues. M. Andler parlait et pensait avec plus de trépidation encore que d'habitude, quand, pour mater Durkheim, il prononçait que dans l'étude des sociétés, « tout est ténèbres ». C'était vraiment une exagération. Mais il ne s'agissait pas tant d'opposer des raisons que d'élever un *veto*, ce que ces messieurs se sentaient en position de faire et ce qui est dans la haute Université l'argument le mieux entendu. L'illusion ne fut pas longue. Les comportements politiques des sociologues détrompèrent, comme nous l'apprend M. Bouglé, et désarmèrent leurs censeurs. Ils les éclairèrent sur la sociologie. « On était du même bord. »

Il est temps d'aborder l'analyse des théories de M. Durkheim, afin que chacun contrôle la vérité de la peinture très sommaire que j'en ai faite. Il est utile de voir de près ce que valent une doctrine, un enseignement auxquels l'Etat a voulu faire un si grand sort.

CHAPITRE II

CATOBLÉPAS SOCIOLOGUE

(LES IDÉES DE M. DURKHEIM)

I. — La « division du travail.» et ses progrès, d'après M. Durkheim. — Confusion de son exposé. — II. Il veut fonder sur la division du travail une nouvelle morale. — III. Il fait dépendre le principe de la morale d'une alternative dont les termes sont inintelligibles. — IV. Sens multiples et plus singuliers les uns que les autres qu'il donne à l'idée de division du travail. — V. Digression sur le comique de Sorbonne. — Les deux formes de la solidarité sociale d'après M. Durkheim.— Il découvre le droit pénal et le droit civil. — VI. La « classification des types sociaux ». Services rendus à la sociologie par le vocabulaire zoologique. — Etonnante théorie sur l'Angleterre. — VII. Le *totem*. — VIII. Composition de la pensée de M. Durkheim. — Le *totem* et la philosophie de Fichte. — IX. Idées de M. Durkheim sur la cité future. Illusions qu'il se fait sur les conséquences de l'affaiblissement des traditions. — X. Monographie et prophétisme.

La grande idée de M. Durkheim est de fonder la morale sur la « division du travail social ». Notre

premier soin sera de savoir comment il définit ce fait ou ce principe.

Quoique la division du travail ne date pas d'hier — ainsi débute M. Durkheim — c'est seulement à la fin du XVIIIe siècle que *les sociétés ont commencé à prendre conscience de cette loi que jusque-là elles subissaient presque à leur insu*. Sans doute, dès l'antiquité, plusieurs en aperçurent l'importance ; mais Adam Smith est le premier qui ait essayé d'en faire la théorie. C'est d'ailleurs lui qui créa le mot, que la science sociale prêta ensuite à la biologie. Aujourd'hui, *ce phénomène* s'est généralisé à un tel point qu'il frappe les yeux de tous.

Il est curieux de voir appliquer à la même chose les noms de *loi* et de *phénomène,* qui ne sont pas précisément synonymes.

Il n'y a plus d'illusion à se faire sur les tendances de notre industrie moderne ; elle se porte de plus en plus aux puissants mécanismes, aux grands groupements de forces et de capitaux, et par conséquent à l'extrême division du travail. Non seulement dans l'intérieur des fabriques les occupations sont séparées et spécialisées à l'infini, mais chaque manufacture est elle-même une spécialité qui en suppose d'autres. Adam Smith et Stuart Mill espéraient encore que du moins l'agriculture ferait exception à la règle, et ils y voyaient le dernier asile de la petite propriété. Quoique, en pareille matière, il faille se garder de généraliser outre mesure, cependant il paraît difficile de contester aujourd'hui que les principales branches de l'industrie agricole sont de plus en plus entraînées dans le mouvement général.

Mais la division du travail n'est pas spéciale au monde économique; on en peut observer l'influence croissante

dans les régions les plus différentes de la société. Les fonctions politiques, administratives, judiciaires, se spécialisent de plus en plus. Il en est de même des fonctions artistiques et scientifiques. Nous sommes loin du temps où la philosophie était la science unique ; elle s'est fragmentée en une multitude de disciplines spéciales dont chacune a son objet, sa méthode, son esprit.

Ainsi donc la « division du travail » qui « ne date pas d'hier » se développerait dans l'époque moderne, avec une intensité et une rapidité inouïes. Il y aurait là « un mouvement général » qui se propagerait à la fois dans tous les domaines de l'activité : industrie, agriculture, politique, justice, sciences et beaux-arts.

Nous ne dirons pas non. Nous ne dirons pas oui. Il y a beaucoup de distinctions à faire.

La fabrication des produits manufacturés est dans l'ensemble infiniment plus divisée qu'il y a un siècle ou deux siècles. Cela crève les yeux. Quant aux « principales branches de l'industrie agricole », les faits d'importance secondaire que pourrait alléguer M. Durkheim ne justifieraient à aucun degré l'assimilation de la manufacture à l'agriculture. Il demeurera toujours entre elles au moins ces deux différences : 1° les opérations de la manufacture sont simultanées (toutes les parties d'une épingle se fabriquent en même temps) au lieu que les saisons fixent le temps des opérations de la seconde, d'où résulterait pour les spécialistes agricoles la nécessité de se croiser les bras dix ou onze mois de l'année ou de faire (comme nos maçons limousins) un autre métier. Pire accroc à la division du travail ; 2° dans la manufacture, la

division du travail sert à la multiplication des produits et y trouve sa raison d'être ; la nature, même aidée de la chimie, limite étroitement la quantité des produits du sol. — Pour les « fonctions administratives et judiciaires », elles sont plus spécialisées en 1910 qu'en 1700, mais non pas que sous Napoléon Ier. Le nombre des fonctionnaires, des titulaires d'une même fonction, s'est accru excessivement. Il ne s'est créé comparativement que très peu de fonctions nouvelles. C'est pourtant là la « division du travail ». — Pour les « fonctions scientifiques », M. Durkheim explique sa pensée ; mais ne vaudrait-il pas mieux qu'il lui eût conservé du mystère ?

Aujourd'hui, dit-il, le savant n'embrasse plus l'ensemble d'une science tout entière. Le cercle de ses recherches se restreint à un ordre déterminé de problèmes ou même à un problème unique.

Aujourd'hui! Mais quand donc a-t-on vu un savant digne de ce nom s'attacher à un ordre *non déterminé* de problèmes et les découvertes précises couronner les recherches vagues? Il est vrai que le progrès des sciences fait naître les questions sous ses pas et suscite à la recherche expérimentale mille objets nouveaux. Mais il est également vrai que l'idée même de ces nouvelles investigations est fournie par quelque hypothèse générale ou synthèse qui les domine et qui embrasse ou tend à embrasser sous une explication unique des faits antérieurement tenus pour irréductibles. Il y a lieu à tout un monde de travaux bactériologiques depuis que Pasteur a fait accepter

sur le rôle des bacilles ses théories extrêmement étendues. Le programme des observations astronomiques est infiniment plus chargé et minutieux que du temps de Ptolémée ; mais la matière de ces observations est indiquée par les formules des Kepler, des Newton et des Laplace, qui offrent une explication générale des mouvements célestes infiniment plus simple que celle de Ptolémée. La prolification des expériences témoigne donc de la concentration des conceptions ; ce sont les idées, les synthèses, les combinaisons de l'intelligence qui font avancer les sciences et qui taillent de la besogne expérimentale aux laboratoires où, faute d'idées, on n'exécute que des gestes inutiles. Mais la tête capable de découvrir des rapports qui échappaient à des esprits ordinaires rompt forcément sur plusieurs points les compartiments de la spécialisation préétablie. Les savants capables de faire avancer la science se soucient de la relation des phénomènes et non de la « division du travail scientifique ».

Il est vrai que la thèse de M. Durkheim et surtout une éducation plus sociologique pourront changer un état d'esprit aussi incorrect.

Quant enfin aux progrès de la division du travail « dans les fonctions artistiques », M. Durkheim aurait-il prévu quinze ans à l'avance le célèbre imprésario Raoul Gunzbourg qui fait orchestrer par un autre des opéras dont il écrit, quant à lui, la partition « piano et chant » ?

Ces quelques distinctions laissent subsister matériellement une bonne part de l'affirmation initiale de M. Durkheim. Mais elles en font ressortir l'extrême confusion. Elles en rabattent l'ébullition ten-

dancieuse. M. Durkheim nous jette de la poudre aux yeux. Il nous éblouit avec ce progrès moderne de la division du travail dont il nous donne une image extrêmement confuse et, sous cette confusion, en partie fausse. Après quoi, il va poser un problème (qui est tout le sujet de son livre) pour la solution duquel il n'avait, en bonne et honnête logique, aucun besoin, même d'y faire allusion. Quoi qu'il en soit de la nature et de la figure véritable de ce fait historique, le problème que M. Durkheim dit avoir entrepris de résoudre n'a aucun rapport avec lui. Que nous veut-il donc ?

II

Il va se demander quelles sont les conséquences *morales* de la division du travail, quels devoirs en résultent pour chacun de nous. Si cette question est rapportée à la division du travail, telle qu'elle s'est arrangée dans l'époque contemporaine, mais telle qu'elle n'était pas dans une époque antérieure de la civilisation, elle est parfaitement déraisonnable. Que l'épingle que j'achète soit fabriquée par dix ou par trente, au lieu de l'être comme jadis par un ou par trois, l'étendue du service qu'elle me rend n'en est pas modifiée et mon obligation est la même dans les deux cas à l'égard d'une société organisée pour permettre à certains individus de se spécialiser dans la fabrication et la vente de bonnes épingles de métal : cela m'ôte la peine de m'en accommoder de mauvaises avec des bouts de bois. Je ne vois pas ce qu'un

surcroît de spécialisation ou de morcellement des tâches pourrait ajouter ou changer à mon devoir fondamental vis-à-vis de la communauté. Ce que je vois très bien, au contraire, c'est que je ne saurais me passer des travaux matériels et intellectuels de mes semblables sans déchoir dans la condition de l'animal le plus malheureux et le plus dégradé. Mais un homme du XIIIe siècle avait lieu de se faire exactement la même réflexion. Elle s'impose à l'esprit des hommes, du jour où se forme parmi eux cette diversité de tâches, de métiers et de fonctions qui est un des éléments essentiels par où la civilisation se définit. Il s'agit donc d'être fixé sur ce que M. Durkheim, dans le moment où il cherche les rapports de la division du travail et de la morale, entend par division du travail.

Vise-t-il, comme fait Smith et comme il l'a fait lui-même, beaucoup trop confusément d'ailleurs, dans le passage cité, une certaine phase précise dans l'histoire technique de la spécialisation industrielle? Nous venons de dire pourquoi il n'en saurait résulter nulle modification au fondement et à la raison de la morale sociale. Sans doute les grandes transformations de l'industrie et du travail ont un rapport indirect avec la morale, mais le même, ni plus ni moins, que tous les événements importants qui, à une époque quelconque, ont introduit un facteur nouveau dans le problème du plus grand bien commun, dans le problème de la meilleure organisation politique et économique. Le devoir des gouvernements et de toutes les autorités sociales, selon leurs sphères respectives de compétence et de pouvoir, est de prendre ou de favoriser les mesures, de fon-

der ou de susciter les institutions les plus capables, non seulement de pallier les perturbations que toute nouveauté considérable peut porter avec elle, mais encore de faire rendre à ce qui vient de naître les plus abondants effets en faveur de la prospérité générale et du bonheur de tous. Seulement ces mesures et ces institutions ne nous sont pas révélées par la morale. Elles sont une affaire d'expérience, d'empirisme organisateur, selon l'expression célèbre de Maurras. Il y a indélicatesse de conscience à trancher au nom de la conscience, de la morale et de la justice, des questions qu'elles obligent à poser, qu'elles obligent à résoudre pour le mieux, mais dont elles ne fournissent pas la solution.

Est-ce donc alors dans sa signification la plus générale que M. Durkheim entend la division du travail quand il parle de morale à ce propos ? Songe-t-il simplement au partage des occupations humaines, sous une forme quelconque, à la répartition des travaux nécessaires à la vie entre membres et groupes d'une même société, à cette réciprocité de besoins et de services qui distingue l'état social de cet « état de nature » imaginé par Rousseau, où il fallait bien que chacun se suffit ? La division du travail ainsi comprise est une source de devoirs. Mais ces devoirs sont connus, encore une fois, depuis qu'il y a des hommes civilisés. Le propre de l'homme civilisé est de connaître et de sentir (à quelques fautes que son égoïsme l'entraîne) qu'il n'a pas le droit d'élever son bien propre au-dessus du bien de la communauté, grâce à laquelle il subsiste, et que plus il fait pour elle, mieux il agit. M. Durkheim n'a tout de même pas fait une grosse thèse pour accoucher

de la plus antique évidence. Et cependant, c'est uniquement comme fondement de la morale qu'il considère la division du travail, et fondement d'une *morale nouvelle*, ce qui est un peu fort.

Voici, je ne dirai pas son raisonnement, mais sa manœuvre, son grossier artifice. La division du travail existait ; elle « ne date pas d'hier » ; elle remonte à « l'antiquité ». La civilisation ne se conçoit pas sans elle. Elle en fut toujours le facteur essentiel. Mais on ne s'en était pas encore aperçu ! Voyez-vous ça ! Les « sociétés » les plus éclairées « la subissaient à leur insu » ou « presque ». Les plus grands philosophes, moralistes, poètes, politiques de la Grèce, de Rome et de l'ère chrétienne avaient tout au plus « entrevu » l'avantage que chacun trouve à l'existence et à la coopération de métiers divers. Que d'ailleurs ce qu'ils entrevoyaient dût avoir quelque influence sur la morale, ils le soupçonnaient aussi, « mais d'une manière confuse et sans arriver à rien résoudre », l'obscurité des prémisses s'étendant forcément à la conséquence. Il faut qu'il y ait une chose ou une autre, et une chose de taille à changer tout, dont les hommes n'aient « pris conscience » qu'en 1789. Avant, c'était les « Droits de l'Homme ». Cela ne prend plus. C'est aujourd'hui la « division du travail social » ; c'est la « solidarité ».

Cependant d'où vient aux contemporains de M. Durkheim l'avantage de s'être rendu compte les premiers de ce fait constitutif des sociétés humaines ? Ce n'est pas l'Esprit-Saint qui le leur a révélé ; mais c'est la flamme des hauts fourneaux, le fracas des usines, la publicité des trusts et le tintement des « gros capitaux ». Nous voyons maintenant pour

quelle raison M. Durkheim a commencé par nous éblouir et nous assourdir de tout cela.

C'est depuis que les roues se font en acier qu'on s'aperçoit qu'elles sont rondes.

III

Si la division du travail est demeurée à peu près inconnue ou inaperçue jusqu'ici, nouvelle est sans nul doute la morale qui s'en déduit. « Notre premier devoir actuellement est de *nous faire une morale* ».

Un pareil fait [la division du travail] ne peut évidemment pas se produire sans affecter profondément notre constitution morale ; car le développement de l'homme se fera dans deux sens tout à fait différents, suivant que nous nous abandonnerons à ce mouvement ou que nous y résisterons. Mais alors [c'est-à-dire dès lors que nous avons « pris conscience » de ce fait] une question pressante se pose : de ces deux directions, laquelle faut-il vouloir ? Notre devoir est-il de chercher à devenir *un être achevé et complet, un tout qui se suffit à soi-même*, ou bien de n'être que *la partie d'un tout, l'organe d'un organisme* ? En un mot, la division du travail, en même temps qu'elle est une loi de la nature, est-elle aussi *une règle morale de la conduite humaine*, et, si elle a ce caractère, pour quelles causes et dans quelle mesure ? Il n'est pas nécessaire de démontrer la gravité de ce problème pratique ; car, quelque jugement qu'on porte sur la division du travail, tout le monde sent bien qu'elle est et qu'elle devient de plus en plus une des bases fondamentales de l'ordre social (p. 1).

« Grave » ou non, l'alternative proposée par M. Durkheim a un immense tort: on ne la comprend pas. Etre un *être achevé et complet, un tout qui se suffit à soi-même ?* Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire? Aristote, dans un passage célèbre où il montre que la société est naturelle à l'homme, parle bien d'un être « qui se suffirait à soi-même », mais pour en dire que celui-là serait « ou un animal ou un dieu, non pas un homme », ce qui est évident. M. Durkheim, qui s'adresse à des hommes, comment l'entend-il ?

N'être que l'organe d'un organisme ? A coup sûr, si l'on compare la société à un organisme, on peut bien comparer les fonctions sociales à des organes. Mais ce sont des métaphores. La fonction modifie la nature, l'individualité de celui qui la remplit. Elle ne l'absorbe pas. Elle n'y devient pas identique, même chez le bureaucrate le plus abruti. Ainsi donc, l'alternative conçue par notre sociologue s'exprime dans deux formules dont l'une n'offre aucun sens clair et dont l'autre se réduit à une molle métaphore. Et l'in-8° de M. Durkheim n'a d'autre objet que de résoudre cette alternative ! Et cette solution engage la direction, la discipline à donner à la vie humaine !

Devrons-nous reconnaître dans le passage suivant des précisions :

Sans doute, il semble bien que l'opinion penche de plus en plus à faire de la division du travail une règle impérative de conduite, à l'imposer comme un devoir. Nous avons passé le temps où l'*homme parfait* nous paraissait être celui qui, sachant s'intéresser à tout sans

s'attacher exclusivement à rien, capable de tout goûter et de tout comprendre, trouvait moyen de *réunir et de condenser en lui ce qu'il y avait de plus exquis dans la civilisation.* Aujourd'hui, cette *culture générale*, tant vantée jadis, ne nous fait plus l'effet que d'une *discipline molle et relâchée...* Nous voulons que l'activité, au lieu de se disperser sur une large surface, se concentre et gagne en intensité ce qu'elle perd en étendue. Nous nous défions de ces *talents trop mobiles qui, se prêtant également à tous les emplois*, refusent de choisir un rôle spécial et de s'y tenir. Nous éprouvons de l'éloignement pour ces hommes dont l'unique souci est d'organiser et d'assouplir toutes leurs facultés, mais sans en faire aucun usage défini et sans en sacrifier aucune, comme si chacun d'eux devait se suffire à soi-même et *former un monde indépendant.* Il nous semble que cet état de détachement et d'indétermination a quelque chose d'antisocial. L'*honnête homme* d'autrefois n'est plus pour nous qu'un *dilettante*, et nous refusons au dilettantisme toute valeur morale ; nous voyons bien plutôt la perfection dans l'homme compétent qui cherche, non à être complet, mais à produire, qui a une tâche délimitée et qui s'y consacre, qui fait son service, trace son sillon... En un mot, par un de ses aspects, l'impératif catégorique de la conscience morale est *en train* de prendre la forme suivante : *Mets-toi en état de remplir utilement une fonction déterminée* (p. 39).

« Etre un tout qui se suffit à soi-même », nous savons maintenant ce que c'est. C'est « trouver moyen de réunir et de condenser en soi ce qu'il y a de plus exquis dans la civilisation ». Et cela ne diffère point de « cette culture générale tant vantée, discipline relâchée et molle » qui confère le merveilleux privilège d'un « talent se prêtant également à

tous les emplois », mais expose malheureusement à demeurer un bon à rien. Car cette universelle aptitude, si elle fait un homme « complet », fait un homme « incompétent » et mieux vaut être « compétent » et incomplet. Le dilettante faisait florès autrefois sous le nom d'honnête homme, et comme l'éducation des collèges des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles où passaient toute la bourgeoisie, toute la noblesse, avait pour objet de former l'honnête homme, c'est-à-dire le dilettante, dédaigneux d'un métier, il faut croire qu'à l'inverse de l'agriculture, le gouvernement, l'administration, l'armée, le ministère religieux, l'enseignement, les sciences, l'industrie, le négoce et les arts ne souffrirent nul préjudice du manque de bras. Car je ne sais pas qu'on eût encore appelé les juifs pour y pourvoir ni que l'ancienne France soit tombée dans la misère et la barbarie. Quoi qu'il en soit, voici une nouveauté merveilleuse. L'idée se répand de plus en plus « qu'un homme est tenu d'avoir les qualités de son emploi ». On voit, ce qu'on n'avait jamais vu, les pères de famille dire à leurs fils : « Mon garçon, *mets-toi en état de remplir utilement une fonction déterminée.* » Et les plus éclairés ajoutent : « Si je te parle de la sorte, c'est que l'impératif catégorique de la conscience morale est en train de prendre cette forme-là. »

Voilà le pour. Voici le contre.

Si l'opinion publique sanctionne la règle de la division du travail, ce n'est pas sans une sorte d'inquiétude et d'hésitation. La maxime qui nous ordonne de *nous spécialiser* est partout, *comme niée* par la maxime contraire qui nous commande de *réaliser tous un même idéal* et

qui est loin d'avoir perdu toute autorité... Il y a dans un antagonisme aussi accusé de quoi *troubler la conscience morale des nations.*

Il y a antagonisme entre ce que M. Durkheim appelle la réalisation par tous d'un même idéal et la spécialisation de chacun dans un genre d'activité fixe. D'autre part, se spécialiser, c'est devenir « une partie d'un tout, l'organe d'un organisme ». Et si l'on ne se spécialise pas, c'est pour demeurer « un tout qui se suffit à soi-même ». Donc, quand chacun est un tout qui se suffit à soi-même, tous réalisent un même idéal. Il me semble que cela doit faire plutôt des milliers *d'idéaux* divers... Cruelle logomachie !

IV

Dans ce conflit moral, dont il est certainement seul à comprendre les termes, entre le devoir de la « spécialisation » et le devoir de faire de soi « un tout qui se suffise », M. Durkheim se prononce pour la spécialisation. Il est vrai (toujours d'après lui) qu'elle rend les hommes très différents les uns des autres et par là offre l'apparence d'agir comme un dissolvant de l'harmonie sociale. Cette apparence est fausse. Sans doute on dit à bon droit que « qui se ressemble s'assemble ». Mais on s'assemble aussi, et même plus étroitement, parce qu'on diffère. Le développement de cette proposition capitale est moins intéressant à suivre pour lui-même que pour

les lumières qu'il nous fournit sur la logique du sociologue.

Nous cherchons chez nos amis les qualités qui nous font défaut, parce qu'en nous unissant à eux nous participons en quelque manière à leur nature, et que nous nous sentons alors moins incomplets. Il se forme ainsi de petites associations d'amis où chacun a son rôle conforme à son caractère, où il y a un véritable échange de services. L'un protège, l'autre console ; celui-ci conseille, celui-là exécute, et c'est ce partage des fonctions, ou, *pour employer l'expression consacrée, cette division du travail* qui détermine ces relations d'amitié. Nous sommes ainsi conduits à considérer la division du travail sous un nouvel aspect. *Les services économiques qu'elle peut rendre sont peu de chose à côté de l'effet moral qu'elle produit*, et sa véritable fonction est de créer entre deux ou plusieurs personnes un sentiment de solidarité. *De quelque manière que ce résultat soit obtenu*, c'est elle qui suscite ces sociétés d'amis, et elle les marque de son empreinte (p. 57, 1re édition).

Dans ces sociétés d'amis où « l'un protège », où « l'autre console », où « celui-ci conseille » tandis que « celui-là exécute », je reconnais bien les deux héros de l'*Histoire d'un jeune homme rangé*, de Tristan Bernard. Mais je n'y reconnais point l'amitié, telle que l'a plus noblement définie Aristote, quand il lui a donné pour condition essentielle et première *l'égalité*. A cela près, il n'est pas douteux que l'opposition des caractères puisse contribuer à entretenir l'amitié. Mais l'opposition ou la différence des caractères est elle de la « division du travail » ? Mon Dieu ! M. Durkheim se fût volontiers servi d'une

autre expression. Mais celle-ci est, comme chacun le sait, *l'expression consacrée* pour signifier la différence des caractères. Une expression consacrée a de grandes chances d'être juste. Et puisque l'expression en question s'applique à la fois au fractionnement de la fabrication industrielle et aux différences de nature morale entre les individus, nul doute que ce ne soient là deux aspects d'un seul et même phénomène et que le morcellement des tâches n'ait la vertu de faire par lui-même de grands amis.

Mais ce n'est pas seulement dans l'amitié que se montrent les propriétés merveilleuses de la division du travail. C'est dans l'amour. M. Durkheim renouvelle de la manière la plus imprévue la notion de l'amour. Lui-même, l'amour, n'est qu'un cas de la division du travail.

— !!!

— Mais oui! c'est la *division du travail sexuel.*

L'histoire de la société conjugale nous offre du même phénomène un exemple plus frappant encore.

Sans doute l'attrait sexuel ne se fait jamais sentir qu'entre individus de la même espèce, et l'amour suppose assez généralement une certaine harmonie de pensées et de sentiments. Il n'est pas moins vrai que ce qui donne à ce penchant son caractère spécifique et ce qui produit sa particulière énergie, ce n'est pas la ressemblance, mais la dissemblance des natures qu'il unit. *C'est parce que l'homme et la femme diffèrent l'un de l'autre qu'ils se recherchent avec passion.* Toutefois, comme dans le cas précédent, ce n'est pas un contraste pur et simple qui fait éclore ces sentiments réciproques : seules, des différences *qui se supposent et se complètent* peuvent avoir cette vertu. En effet, l'homme et la femme isolés l'un de

l'autre ne sont que des parties différentes d'un même tout concret qu'ils reforment en s'unissant. En d'autres termes, *c'est la division du travail sexuel qui est la source de la solidarité conjugale*, et voilà pourquoi *les psychologues ont très justement remarqué que la séparation des sexes avait été un événement capital dans l'évolution des sentiments* ; c'est qu'elle a rendu possible le plus fort peut-être de tous les penchants désintéressés (p. 58).

Je suis bien de l'avis des psychologues et de l'avis de M. Durkheim. Quand il énonce que « si même les sexes ne s'étaient pas séparés du tout, toute une forme de la vie sociale ne serait pas née », qui le croira téméraire ?... Acceptons également, bien que l'évidence en soit moindre, ce qu'il dit, d'après les anthropologistes et les voyageurs, de l'influence de la civilisation sur la différenciation progressive des deux sexes. Dans les sociétés les plus primitives, il paraîtrait que toute la différence entre l'homme et la femme se réduit à ce que vous savez. Corporellement (à part ce point) et moralement, ils se ressemblent. Ils montrent les mêmes aptitudes et se livrent aux mêmes travaux. Mais aussi le lien des sexes est-il fragile, l'institution conjugale absente ou très caduque. C'est à mesure que l'être féminin revêt, par opposition à cette rudesse virile dont il participait à l'origine, son type propre de faiblesse, de douceur et de grâce et que son activité se restreint aux travaux intérieurs, que l'on voit s'organiser et se consolider le mariage. Je ne dirai pas que je m'intéresse vivement à ces histoires de sauvages. Mais enfin je ne les discute pas. Je consens, pour parler le langage sociologique, que la division du travail entre

les sèxes ait fait naître l'amour et créé la « solidarité » conjugale. Et j'y consens d'autant plus volontiers que, d'après M. Durkheim, l'effet de cette division a été de substituer peu à peu à la préhistorique mégère, le charmant démon qui fait notre désespoir et nos délices. Seulement sa théorie veut que ce soit là la vertu de la division du travail en général, qu'elle fortifie la solidarité humaine, l'attachement des hommes les uns pour les autres en général. Il devrait donc prouver d'une manière générale que la spécialité donne du charme au spécialiste, que la spécialité de l'ajustage mécanique ne s'est pas développée sans rendre les ajusteurs mécaniciens plus aimables, ou que lui-même, Durkheim, en se spécialisant dans la sociologie, en est devenu plus gracieux.

De cette « division du travail » ainsi promenée d'applications en applications, notre sociologue parvient à faire une nébuleuse assez épaisse pour dissimuler les opérations de sa sophistique. Cette expression, dont Adam Smith précisait le sens par l'exemple, devenu classique jusqu'à la banalité, de la fabrication des épingles, désigne à la fois chez M. Durkheim et la fabrication des épingles dans l'atelier moderne, et l'amour et l'amitié (modernes ou antiques, je ne sais plus) et généralement toutes les différences psychologiques et morales existant soit entre individus, soit entre groupes. Dès lors ce qu'il aura fait voir des vertus de l'amour et de l'amitié, il l'aura prouvé des vertus de la division du travail. Il ne lui restera qu'à montrer, par une argumentation du même acabit, l'incompatibilité des progrès de la division du travail avec toutes les formes de la communauté morale, pour nous laisser

convaincus que la disparition de toute communauté morale est la condition la plus favorable à l'harmonie de la société moderne et à l'union des Français.

Fort des observations familières que nous avons savourées, M. Durkheim n'hésite pas à poser la théorie suivante.

Il y a pour unir les hommes en général, pour constituer les sociétés, deux sortes de solidarité : « la solidarité par similitudes » et « la solidarité née de la division du travail ». La première s'exerçant « entre parties homogènes » comme les morceaux d'une pierre, il la baptise « solidarité mécanique ». La seconde est « la solidarité organique ».

V

Un de mes amis, qui jette un coup d'œil sur ce travail, me dit : « Vous vous donnez beaucoup de peine superflue. Un acte de Molière viendrait mieux à bout de cette farce pédante. »

Hélas ! C'est une erreur. A défaut d'un Molière, nous avons de bons auteurs comiques. Mais je ne vois guère que le comique de Sorbonne soit exploitable à la scène. Il est trop scolaire. Molière faisait rire de ses médecins, parce que tout le monde a affaire à la médecine et voit la différence d'un peu de latin avec un remède qui guérit. Mais pour faire jaillir devant une salle le grotesque de la division du travail sexuel, il faudrait trop d'explications. J'en gémis. Car le rire public est un autre balai que la dialectique.

« Dans ce cas, reprend mon ami, bornez là votre

chapitre. On est parfaitement fixé sur Durkheim et sa sociologie. Vous allez devenir aussi ennuyeux que lui. »

Ici mon ami a raison. L'art et le goût l'approuvent. Mais je n'écris pas un ouvrage agréable. J'écris un ouvrage utile. Il ne s'agit pas de Durkheim, il s'agit de la papauté scolaire que l'Etat et ses agents, recteurs, inspecteurs, doyens ont, administrativement au moins, constituée à Durkheim. Il s'agit de la haute Université tout entière qui a vu naître et grandir en son sein cet insolent carnaval de fausse science, sans qu'il s'y trouvât un homme, soit assez intelligent pour en reconnaître la qualité, soit assez courageux pour lui donner publiquement son nom.

Ayons, nous, le dur courage de poursuivre. Qui sait, d'ailleurs, si nous ne verrons pas M. Durkheim se dépasser lui-même ?

Il va donc rechercher le rôle de ses deux « solidarités » dans l'histoire des sociétés humaines. Il va le rechercher dans les institutions du droit, parce que c'est seulement là que se peut observer, d'une manière précise et scientifique, l'état des sociétés.

Je n'insisterai pas sur l'insuffisance d'une telle méthode. Fustel de Coulanges l'a quelque part déclarée inadmissible. Les institutions légales reflètent souvent la réalité des mœurs. Mais que de lois qui ne passent point dans les mœurs et demeurent lettre morte ! Surtout n'y a-t-il pas de très puissantes et profondes conditions de l'ordre social qui ne sauraient trouver leur expression et leur sanction dans des lois ? On disserterait infiniment sur ce point, dont M. Durkheim ne paraît pas avoir soupçonné les difficultés, pourtant palpables.

Puisqu'il y a deux espèces de solidarités sociales que M. Durkheim a définies le premier, il doit y avoir deux espèces de droit. Cela est certain *a priori*. C'est une fortune fréquente pour les grands esprits, que les événements vérifient leurs déductions. M. Durkheim ouvre un Code et il y découvre en effet.

1° Un droit pénal,

2° Un droit civil.

Le premier symbolisera la « solidarité par similitudes » ou « mécanique », le second « la solidarité par division du travail » ou « organique ».

L'ensemble des similitudes morales existant entre membres d'une même société forme « la conscience collective » ou « commune ». Voulez-vous connaître cette conscience ? Observez le droit pénal, lequel devient sous la plume du sociologue, le droit « à sanctions répressives ». Vous y rencontrerez, sous le nom de crimes ou délits, la définition de tous les actes qui offensent la conscience commune, donc la peinture de cette conscience elle-même et comme le bilan de son contenu.

La définition que M. Durkheim donne du « crime » est particulièrement curieuse pour deux raisons. Tout d'abord elle fournit une idée extrêmement nette de sa méthode (pour ainsi parler). Ensuite il n'est pas douteux qu'il y trouve la mesure de la supériorité de la science sur les idées vulgaires.

Le crime offense la conscience commune. Mais pourquoi l'offense-t-il ? Parce qu'il est nuisible et malfaisant ? parce qu'il est inhumain et cruel ? C'est ce qu'on dit et ce qu'on imagine. Mais ces sortes de raisons n'ont absolument rien de scientifique. Si le

crime offense la conscience commune, ce n'est point par une conséquence de sa nature : car tout ce que nous pouvons savoir et comprendre de sa nature, c'est précisément ce rapport d'hostilité avec la conscience commune. Le crime, chose qui offense la conscience commune, voilà la seule définition que la science puisse approuver. Quand on ne pense qu'à l'assassinat, aux violences, au vol, il y a quelque vraisemblance à dire que le crime est détesté et puni par la conscience commune pour le mal qu'elle voit qu'il cause, pour le danger social qu'elle voit qu'il constitue. Mais une bonne définition doit concerner tout le défini. Or, expliquez-moi, s'il vous plaît, « *en quoi le fait de toucher un objet* tabou, *un animal ou un homme impur ou consacré, de laisser s'éteindre le feu sacré, de manger de certaines viandes, de ne pas immoler sur la tombe des parents le sacrifice traditionnel, de ne pas prononcer exactement la formule rituelle, de ne pas célébrer certains jours, etc., etc.,* » expliquez-moi en quoi ces diverses actions ou omissions « *offrent un danger social* » (p. 75). Expliquez-moi les inconvénients positifs que la collectivité a sujet d'en craindre ? Tout cela n'en a pas moins été chez les Hébreux, les Grecs, les Romains, considéré comme crime et puni parfois très rigoureusement à ce titre.

« Monsieur Durkheim, interrompt ici une petite sévrienne un peu plus hardie, qui assiste à la conférence de sociologie, si un autre que vous présentait les choses de cette manière, je le croirais stupide.

— Cela ne m'étonne point, mademoiselle, les données de la sociologie scientifique produisent généralement cet effet à ceux qui jugent naïvement les faits sociaux

« *avec des prénotions* ». Il faut se débarrasser des prénotions.

— Vous voulez dire, cher maître : des préjugés ?

— Oui, préjugés ; scientifiquement, prénotions. Voyons ! le fait de toucher un objet *tabou*, minéral, végétal, ou bête, est-il chez beaucoup de peuples dits sauvages, qualifié crime ?

— Je crois avoir lu ça.

— Pourriez-vous dire quel mal, quel tort on cause à qui que ce soit en touchant un objet tabou ?

— Non !

— Tout est là ! Evidemment, assassiner, voler est malfaisant pour la victime de l'assassinat ou du vol. Mais ce caractère ne saurait rentrer dans une notion philosophique du crime, puisque le contact du *tabou* est crime et n'a rien de malfaisant. Une action est criminelle pour la même raison qu'un objet est tabou. « *Il ne faut pas dire qu'un acte froisse la conscience commune parce qu'il est criminel, mais qu'il est criminel parce qu'il froisse la conscience commune. Nous ne le réprouvons pas parce qu'il est un crime ; mais il est un crime parce que nous le réprouvons. Quant à la nature intrinsèque de ces sentiments, il est impossible de la spécifier. Un acte est socialement mauvais parce qu'il est repoussé par la société* (p. 86). » Pourquoi elle le repousse ? Mystère ! tabou ! La conscience commune a ainsi un certain nombre de *tabous*. Ou plutôt elle est constituée tout entière par un ensemble de tabous, que vous appelez (toujours avec vos prénotions) sentiments communs, idées communes ! Il n'y a que du tabou. C'est d'ailleurs la théorie de Salomon Reinach, qui me l'a chipée. »

Faut-il s'abaisser à dissiper pour la pauvre petite

sévrienne ou le malheureux primaire qui écoute M. Durkheim, ce qu'il y a de spécieux dans son fantoche de syllogisme? Oui! bien des manières d'agir furent ici et là qualifiées de criminelles, qui ne l'ont pas été ailleurs et qui sont innocentes à nos yeux. Mais cette qualification n'a jamais été, ni pu être en aucun lieu, que la conséquence parfaitement intelligible de quelque idée qui se retrouve ailleurs, appliquée selon les temps et les sociétés à des objets différents. Depuis le tabou ou le fétiche des nègres jusqu'au feu sacré des vestales romaines, les prohibitions religieuses qu'allègue M. Durkheim indiquent la diversité des choses que les hommes ont cru représenter la puissance redoutable de la divinité ou participer d'elle en quelque manière. M. Durkheim soutiendra-t-il que c'est dans cette imagination du divin qu'il ne trouve trace ni de raisonnement ni de pensée? Une telle gageure ne sauverait pas sa théorie, puisque cette imagination étant donnée, la qualification du crime religieux apparaît, jusque chez les nations les plus grossières, quelque chose de tout à fait logique et conscient [1].

De cette définition du crime, M. Durkheim déduit sans aucune peine qu'il n'existe pas, comme on le

1. Il y a peut-être trop de sérieux (pour le sujet) dans la remarque suivante. J'ai lu un livre fort connu, que M. Durkheim cite quelquefois : l'*Ancien droit* de Sumner Maine. On y voit que les plus vieux monuments du droit attestent des distinctions et catégories déjà très précises dans la criminalité, dans la pénalité : ainsi à l'époque peinte par Homère et dans la Rome primitive, la nature et les rites des châtiments publics réservés aux attentats contre les personnes sont modelés sur les formes de la vengeance individuelle et en épousent au moins symboliquement les variétés possibles ; les crimes contre l'Etat sont punis dans des formes et un esprit tout autres.

croit communément, plusieurs genres de crime, mais un seul. Et, de la façon dont il l'entend, il faut avouer qu'il professe la vérité pure.

Faut-il admettre qu'il y a plusieurs genres de crime relevant de causes différentes ? *On ne saurait s'arrêter à une telle hypothèse.* Quelque nombreuses qu'en soient les variétés, le crime est partout le même essentiellement, *puisqu'il détermine partout le même effet, à savoir la peine*, qui, si elle peut être plus ou moins intense, ne change pas pour cela de nature. Or, un même fait ne peut avoir deux causes différentes, *à moins* que cette dualité ne soit qu'apparente et qu'au fond elles n'en fassent qu'une.

Faut-il admettre qu'il y ait plusieurs causes à la destruction des maisons ? Hypothèse insoutenable ! Quelque nombreuses que soient les variétés nominales de ces causes (vétusté, démolition volontaire, tremblement de terre, foudre), l'effet, c'est-à-dire la chute d'une maison, étant toujours le même essentiellement, la cause est également unique : et c'est à savoir, les chocs ou pressions subis par l'immeuble. Il n'y a, sous des noms très divers, qu'un seul genre de maladie, puisque la maladie détermine partout le même effet, à savoir, le recours au médecin. Un même fait ne peut avoir deux causes différentes, un cas excepté cependant : celui où, avec l'apparence d'en avoir deux, il n'en a tout de même qu'une. C'est ainsi qu'il n'y a qu'un genre de mort et qu'une cause de mort : l'arrêt de la respiration.

Ces saines évidences n'empêchent pas la théorie de M. Durkheim sur les rapports du crime avec la

« conscience commune » de se heurter à une difficulté tellement grossière que lui-même la remarque. Toutes les pénalités, a-t-il dit, manifestent « les réactions de la conscience commune » contre certains actes et « l'intensité » de ces réactions. Et cependant « il y a des actes qui sont plus sévèrement réprimés qu'ils ne sont fortement réprouvés par l'opinion ». Par exemple le faux monnayage excite infiniment moins d'indignation que les violences d'un fort sur un faible. Il est beaucoup plus rudement puni. Le délit de pêche ou de chasse n'en soulève aucune et il est puni. La conscience commune n'est donc pas le souverain arbitre de la criminalité ? C'est la théorie par terre ?

La difficulté se résout facilement si l'on remarque que, partout où un pouvoir directeur s'établit, sa première et sa principale fonction est de faire respecter les croyances, les traditions, les pratiques collectives, c'est-à-dire de *défendre la conscience commune* contre tous les ennemis du dedans comme du dehors. Il en devient ainsi le symbole, l'expression vivante aux yeux de tous. Aussi *la vie qui est en elle se communique-t-elle à lui, comme les affinités des idées se communiquent aux mots qui les représentent*, et voilà comment il prend un caractère qui le met hors de pair. Ce n'est plus une fonction sociale plus ou moins importante, *c'est le type collectif incarné*. Il participe donc à l'autorité que ce dernier exerce sur les consciences et c'est de là que lui vient sa force. Seulement, une fois que celle-ci est constituée, *sans s'affranchir de la source* d'où elle découle et où elle continue à s'alimenter, elle devient *pourtant un facteur autonome* de la vie sociale, capable de produire *spontanément* des mouvements propres que ne détermine aucune impulsion externe, précisément à cause de cette

suprématie qu'elle a conquise. Comme, d'autre part, elle n'est qu'une *dérivation* de la force qui est immanente à la conscience commune, elle a nécessairement les mêmes propriétés et réagit *de la même manière*, alors même que cette dernière ne réagit *pas tout à fait à l'unisson*, elle repousse donc toute force antagoniste comme ferait *l'âme diffuse* de la société, alors même que celle-ci ne sent pas cet antagonisme ou ne le sent pas aussi vivement, c'est-à-dire qu'elle marque comme crimes des actes qui *la froissent sans pourtant froisser* au même degré les sentiments collectifs. Mais c'est de ces derniers qu'elle reçoit toute l'énergie qui lui permet de créer des crimes et des délits (p. 89).

Cette autonomie qui est « autonome » sans être pourtant « affranchie », cette « spontanéité » qui est spontanée, mais d'ailleurs dépendante, cette suprématie dans la subordination, ces lois absolument indifférentes à la conscience commune et qui cependant l'expriment, qui sont de la conscience commune sans l'être et qui émanent d'elle tout en émanant d'ailleurs..., voilà qui ne donnera point une idée médiocre des ressources de pensée et de langage de la sociologie. Je signalerai cependant à M. Durkheim les grands avantages que trouve la pitrerie à n'être point sombre et rasante.

VI

La raison des qualifications pénales gît tout entière dans le mystère de l'inconscient social. Autant dire que cette raison est impénétrable à la raison. Les

juristes et légistes de Rome, de la France, de tous pays civilisés, ont dépensé beaucoup d'esprit à établir les principes généraux en vertu desquels un acte doit être qualifié crime ou délit. Toute leur science est vaine et artificielle. Le sociologue est formel là-dessus. Car il nous a dit d'une part que les lois pénales expriment des faits sociaux, et, d'autre part, il affirme *l'erreur radicale de la méthode qui considère les faits sociaux comme le développement logique et théléologique de concepts déterminés*[1]. Ce qui, en français, veut dire que les lois pénales existent sans motif ni but intelligibles. Elles n'en ont pas moins d'autorité ni de vigueur, au contraire, jusqu'au jour où la sociologie scientifique en vient enfin éclairer la véritable nature.

Ce qui est vrai des lois pénales, manifestation de la « conscience commune », est vrai généralement de tout ce que des hommes ont pensé et senti d'accord avec d'autres hommes. Car il n'y a pas d'intelligence là où il n'y a pas de personnalité. Et en tant qu'il pense ou ressent les mêmes choses que d'autres individus, l'individu n'a pas de « personnalité ». Il n'est pas lui-même, mais « l'être collectif ». Et l'être collectif a exactement autant d'intelligence qu'un automate.

« Ce sont là, me direz-vous, des idées de pur imbécile ?

— Holà ! Suivez-en le développement avant de juger, et respect à la science !

La solidarité qui dérive des ressemblances est à son

1. *Année sociologique*, III, p. 69.

maximum quand *la conscience collective recouvre exactement notre conscience totale* et coïncide de tous points avec elle : mais, à ce moment, notre individualité est nulle. Elle ne peut naître que *si la communauté prend moins de place parmi nous.* Il y a là deux forces contraires, *l'une centripète, l'autre centrifuge, qui ne peuvent pas croître en même temps.* Nous ne pouvons pas nous développer à la fois dans deux sens opposés. *Si nous avons un vif penchant à penser et à agir par nous-même, nous ne pouvons pas être fortement enclin à penser et à agir comme les autres. Si l'idéal est de se faire une physionomie propre et personnelle, il ne saurait être de ressembler à tout le monde. De plus, au moment où cette solidarité exerce son action, notre personnalité s'évanouit, peut-on dire, par définition ; car nous ne sommes plus nous-même, mais l'être collectif.*

Les *molécules sociales* qui ne seraient cohérentes que de cette seule manière ne pourraient donc se mouvoir avec ensemble que dans la mesure où elles *n'ont pas de mouvements propres, comme font les molécules des corps inorganiques.* C'est pourquoi nous proposons d'appeler mécanique cette espèce de solidarité... Ce qui achève de justifier cette dénomination, c'est que le lien qui unit ainsi l'individu à la société est tout à fait analogue à celui qui rattache la chose à la personne. La conscience individuelle, considérée sous cet aspect, est une simple dépendance du type collectif et en suit tous les mouvements, comme l'objet possédé suit ceux que lui imprime son propriétaire (p. 139).

De cette distinction fondamentale du « mécanique » et de l' « organique » en sociologie, M. Durkheim déduit un article extrêmement important de la science : « la classification des types sociaux ».

Une société dont la cohésion résulterait exclusivement

des ressemblances... serait le vrai *protoplasme social*, le germe d'où seraient sortis tous les types sociaux. Nous proposons d'appeler *horde* l'agrégat ainsi caractérisé (p. 189).

Nous donnons le nom de *clan* à la horde qui a cessé d'être indépendante pour devenir l'élément d'un groupe plus étendu, et celui de *sociétés segmentaires à base de clans* aux peuples qui sont constitués par une association de clans. Nous dirons de ces sociétés qu'elles sont segmentaires, pour indiquer qu'elles sont formées d'agrégats semblables entre eux, *analogues aux anneaux de l'annelé* (p. 190).

Je vous fais grâce des *sociétés polysegmentaires simples*, *des sociétés polysegmentaires simplement composées* et des *sociétés polysegmentaires doublement composées*. Mais je vous supplie encore une fois de ne pas rire des beautés du savoir. Sans doute cette invasion de la science sociale par le vocabulaire zoologique ahurit un peu nos « prénotions ». Et M. Durkheim n'en est d'ailleurs point le premier auteur. Du moins, est-il le premier à l'avoir justifiée par le magnifique parti qu'il en tire pour éclaircir les choses.

En voici un exemple. Il s'agit de préciser d'une manière tout à fait scientifique la différence de la *caste* et de la *corporation*. Vous allez voir quels services rendent au sociologue ses « segments » et ses « organes ».

La caste n'est pas un organe proprement dit. C'est *un segment transformé en organe ;* elle tient donc de la nature de l'un et de l'autre. En même temps qu'elle est chargée de fonctions spéciales, elle constitue une société distincte au sein de l'agrégat total. Elle est une *société-*

organe analogue à ces *individus-organes* que l'on observe dans certains organismes. C'est ce qui fait qu'elle enveloppe l'individu d'une manière beaucoup plus exclusive que les corporations ordinaires (p. 336)..

Les explications de M. Durkheim baignent perpétuellement dans des clartés de cette sorte qui ne sont pas profitables seulement aux spécialistes de la sociologie, mais aussi au commun des mortels, comme je vais le montrer par un autre exemple, emprunté aux « fonctions administratives de la société ». Il semble bien qu'un honnête homme doive savoir ce que c'est que les fonctions administratives. Mais ce n'est pas très facile à définir en deux mots. Recevons-en donc de M. Durkheim la définition lapidaire. Les « fonctions administratives » sont « la fonction cérébro-spinale de l'organisme social ». Ça, c'est réellement lumineux !

Si ces emprunts de la sociologie à la zoologie surprennent au premier abord et avant qu'on n'en ait constaté les beaux résultats, il paraîtra tout naturel au contraire que M. Durkheim mette à contribùtion la psychologie : ce sont sciences évidemment voisines et proches parentes. Mais ce qu'on n'eût imaginé ni prévu, c'est la prodigieuse portée des instructions qu'elle lui fournit. Voici, par exemple, une observation qui, pour être exprimée dans une forme un peu baroque, n'en a pas moins de la vérité. C'est à savoir que « l'entendement étant la partie culminante et, par conséquent, la plus superficielle de la conscience, peut être assez facilement modifié par des influences externes ». (J'aurais dit, quant à moi — car je pense que c'est le sens — qu'il est plus

facile de changer les idées d'un homme que son caractère : mais aussi ne suis-je point sociologue.) Hé bien ! ce fait a permis à M. Durkheim de comprendre l'anomalie qui caractérise l'état économique et politique de l'Angleterre, quand on le considère du point de vue de la sociologie scientifique.

En Angleterre « la division du travail économique » est très avancée. Comme, d'après les principes sociologiques, toutes les formes de la division du travail sont corrélatives et se développent de concert, la « division du travail politique », qui est, s'il vous plaît, la démocratie, ne devrait pas l'être moins. Cependant la constitution de l'Angleterre est aristocratique, décentralisée et traditionnelle, ou, pour le dire scientifiquement, « le système *alvéolaire* y est encore très marqué ». Comment débarrasser la sociologie de cet accroc ?

Par cette simple considération qu'en Angleterre la division du travail économique, c'est-à-dire, pour l'entendre comme M. Durkheim lui-même, le développement de l'industrie et du commerce, est « un phénomène à fleur de peau » *culminant* et superficiel tout comme l' « entendement » dans la vie psychique.

Il suffit ainsi qu'une circonstance quelconque excite chez un peuple un plus vif besoin de bien-être matériel pour que la division du travail économique se développe sans que la structure sociale change sensiblement. L'*esprit d'imitation*, le contact d'une civilisation plus raffinée peuvent produire ce résultat. *C'est ainsi que l'entendement, étant la partie culminante et, par conséquent, la plus superficielle de la conscience, peut être assez*

facilement modifiée par des influences externes, comme l'éducation, sans que les assises de la vie psychique soient atteintes. On crée ainsi des intelligences très suffisantes pour assurer le succès, mais qui sont *sans racines profondes*. Aussi ce genre de talent *ne se transmet-il pas par l'hérédité*.

Cette comparaison montre qu'il ne faut pas juger de la place qui revient à une société sur l'échelle sociale d'après l'état de sa civilisation, surtout de sa civilisation économique ; car celle-ci peut n'être qu'une imitation, une copie et recouvrir une structure sociale d'espèce inférieure. Le cas, il est vrai, est exceptionnel ; il se présente pourtant (p. 313).

Sociologiquement, l'Angleterre n'aurait pas le droit, à cause de l'infériorité de son état politique et religieux, d'être grande par l'industrie et le commerce. Elle le prend néanmoins. Mais c'est de l'affectation[1] !

Voilà l'abîme de sottise où choit cette pauvre tête sous la pesanteur des mots savants qui l'encombrent ! Je n'aurais pas, encore une fois, la mauvaise grâce de l'y suivre, si un Lavisse, un Liard, un Steeg, un

1. Dans le morceau ridicule que nous venons de citer, M. Durkheim parle de « l'esprit d'imitation » et il le dit capable d'expliquer un fait tel que la puissance économique de l'Angleterre. Le profond et brillant Tarde n'eût jamais attribué à l'imitation de tels résultats. Mais il lui reconnaissait très justement une part éminente dans la formation des mœurs et de l'opinion publique. Or Tarde est la bête noire de M. Durkheim et de son école, qui ne manquent pas une occasion de lui dire son fait. Dans un écrit contemporain de la *Division du Travail social*, où mon texte est emprunté, M. Durkheim écrit : « Nous devons déclarer que nos recherches ne nous ont jamais fait constater cette influence prépondérante que M. Tarde attribue à l'imitation dans la genèse des faits collectifs. »(*Les règles de la méthode sociologique*, p. 16.) « Nos recherches ! »

Lanson et tous les philosophes de Sorbonne, et toute l'Ecole des Hautes-Etudes Sociales et, en un mot, toutes les puissances de la haute Université ne se montraient pas unanimes sur ce point que Durkheim est très fort.

VII

Quelque hâte que j'aie d'en finir avec cette ingrate matière, on ne me pardonnerait pas de quitter M. Durkheim sans avoir parlé du « totem ». M. Durkheim doit au totem une gloire publique de qualité plus salubre que sa gloire universitaire et dont une petite part pourrait bien me revenir. C'est moi (sauf erreur) qui ai dans la presse (au mois d'avril 1908) attaché au totem son grelot. Ne soyez pas surpris de l'image : le totem est une bête.

M. Durkheim n'a pas inventé le totem. Ce qu'il a inventé, c'est l'explication de l'histoire universelle par le totem et le totémisme.

Le totem est une divinité animale et le totémisme une forme ou plutôt un ensemble de formes du culte des animaux. C'est une matière encore mal connue, très malaisée à explorer, fuyante, sur laquelle (à nous en rapporter aux sources consultées et citées par M. Durkheim lui-même) nous n'avons, comme informations de première main, que trois ou quatre courts écrits de voyageurs anglais, dont le plus ancien date de 1887, qui serait donc l'année où la clé de l'évolution du genre humain fut découverte, avec le totem. Les données que ces voyageurs fournissent

sur le culte du totem sont, sur bien des points importants, divergentes, souvent contradictoires et, quand on en essaye la synthèse, quand on entreprend d'en tirer quelques idées générales sur l'origine du totémisme, la signification qui lui est attachée, le sens de ses pratiques, son rôle dans la formation des diverses institutions et des mœurs, on constate qu'on ne peut arriver qu'à des suppositions plus ou moins plausibles [1]. C'est là le type de ces faits vagues, obscurs, mal analysés, sur lesquels une science sérieuse ne songera jamais à rien bâtir, mais qui attirent le faux savant à cause de la facilité de suppléer aux renseignements absents ou impossibles par des conjectures tendancieuses au service de quelque système préétabli. Je pourrais contester jusqu'à la manière dont M. Durkheim rapporte et résume, d'après ses lectures, les faits relatifs au totémisme. Mais il serait fastidieux de démontrer ces altérations, parce que, M. Durkheim nous eût-il donné du totem et du totémisme une notion matériellement conforme aux dires de ses informateurs, les explications qu'il y prétend fonder n'en seraient pas moins bouffonnes, puisqu'elles ne vont pas à moins qu'à rattacher au culte des animaux toutes les institutions religieuses, politiques, sociales et morales de l'humanité jusqu'à l'ère récente de la « division du travail » et de la sociologie scientifique.

Comme les oscillations d'une lampe mirent l'esprit de Galilée sur la voie d'un principe qui domine la mécanique universelle, ainsi fut-ce en méditant

1. C'est la conclusion d'un assez long article de la *Grande Encyclopédie* et de celui, excellent, de l'*Encyclopédie britannique*.

sur l'inceste que M. Durkheim trouva la loi suprême de la philosophie de l'histoire.

Toutes les incompatibilités intelligibles par lesquelles on rend ou pourrait rendre raison de la prohibition de l'inceste, et, par exemple, celle d'un certain statut moral de la famille avec la liberté des rapports sexuels au sein de la famille, ne fournissent, au gré de M. Durkheim, que des explications controuvées. On raisonne ainsi, depuis qu'on raisonne, parce que le fait de la prohibition de l'inceste était donné avant qu'on ne raisonnât. Mais la pensée et la conscience eussent pris sur ce point une direction tout opposée, si le fait lui-même se fût trouvé contraire, si l'inceste, au lieu de prohibé, eût été licite ou obligatoire. Cela n'a point été, parce que sans doute il n'a pu être. Mais, au point de vue de la pensée éclairée, l'un n'est ni plus ni moins rationnel, ni naturel que l'autre. La prohibition de l'inceste tire son origine du totem et du tabou. Le totem est une espèce animale quelconque dont les clans des peuplades australiennes, néo-zélandaises, africaines, se croient parents et qui pour eux est sacrée, est *tabou*. Chaque clan a son totem qui n'est tabou que pour lui. La fonction physiologique caractéristique de la femme est tabou, puisque le sang émis est ou symbolise le principe de vie commun avec le totem. Donc des rapports sexuels entre homme et femme d'un même clan seraient une profanation. Voilà pourquoi les clans australiens sont « exogames », c'est-à-dire qu'un individu ne peut se marier dans son propre clan. Et la prohibition de l'inceste chez tous les peuples civilisés, c'est substantiellement et adéquatement la même chose que l'exogamie des

clans australiens. C'en est la prolongation pure et simple avec des broderies idéologiques par dessus. Il n'y a là que totémisme qui s'ignore.

Ce qu'il y a d'avantageux pour la critique dans la théorie de M. Durkheim, c'est qu'on n'a aucunement besoin de savoir le vrai ou le faux de ces petites histoires australiennes, et par exemple, s'il est vrai qu'en fait le totem soit spécialement attaché au clan exogame (ce que M. Durkheim adopte d'après un auteur, mais ce qui est extrêmement discutable, d'après les autres) ou bien encore si la femme qui a ses règles va, comme il le veut, se cacher dans les roseaux. Car enfin, quand M. Durkheim cherche et place de son crû l'explication de l'exogamie du clan australien dans les superstitions australiennes et qu'il prétend que les réflexions ou expériences australiennes n'y sont pour rien, c'est qu'il a décidé *a priori* que l'exogamie était un fait de superstition pure. Pourtant ces sauvages ne sont pas des brutes absolues et il doit bien entrer quelque part de raison dans leurs coutumes. Mais surtout, à supposer qu'on les tienne pour tels, il a fallu que M. Durkheim décidât la même chose au sujet de la prohibition de l'inceste chez les civilisés, pour en identifier les raisons à celles de l'exogamie nègre. Le crime d'inceste est un *préjugé !* J'ai entendu, Dieu merci, maint autodidacte d'estaminet le dire aussi, mais plus brièvement.

Du sommet de sa théorie, M. Durkheim embrasse des horizons. Il généralise, il rêve, il platonise :

Il n'y a rien dans les propriétés du sang qui le prédestine nécessairement à acquérir un caractère religieux.

Mais la notion vulgaire du liquide sanguin, en s'associant avec les croyances totémiques, a donné naissance aux rites dont nous avons parlé. Ces rites, à leur tour, associés avec la *notion courante* (!) du commerce sexuel, ont engendré les idées relatives à l'exogamie. Sur la base de l'exogamie toutes sortes d'habitudes se sont prises qui font à présent partie de notre tempérament moral. Aucune analyse dialectique ne saurait retrouver les lois de ces synthèses à la formation desquelles aucune dialectique n'a présidé.

Suivant toute vraisemblance, *si*, dans nos écoles, dans nos réunions mondaines, une sorte de barrière existe entre les deux sexes, si chacun d'eux a une forme déterminée de vêtements qui lui est imposée par l'usage et même par la loi, si l'homme a des fonctions qui sont interdites à la femme alors même qu'elle serait apte à les remplir, et, réciproquement, si dans nos rapports avec les femmes, nous avons adopté une langue spéciale, des manières spéciales, etc., c'est en partie *parce que*, il y a des milliers d'années, nos pères *se sont fait du sang en général*, *et du sang menstruel en particulier*, *la représentation que nous avons dite.*

Et cette représentation, que M. Durkheim a dite, fait comprendre pareillement les choses les plus délicates de l'humanité, ainsi « ce mystère dont à tort ou à raison, nous aimons à entourer la femme, cet inconnu que chaque sexe est pour l'autre et qui fait peut-être le charme principal de leur commerce, cette curiosité très spéciale qui est un des plus puissants stimulants de la brigue amoureuse, toutes sortes d'idées et d'usages qui sont devenus un des délassements de l'existence »...

1. *Année sociologique*, t. 1, p. 70.

N'oublions pas que tout à l'heure le sociologue attribuait à « la division du travail sexuel » exactement les mêmes résultats qu'il attribue maintenant à une superstition dont j'ai suffisamment expliqué l'objet. Sans préjudice de ses autres beautés, cette seconde théorie ne semblera-t-elle pas... comment dire ?... un peu *Kasher ?*

C'est donc en étudiant l'inceste que M. Durkheim a compris l'aptitude du *totem* et du *tabou* à expliquer les institutions, croyances et coutumes du passé, lesquelles enveloppent toutes un totem et un tabou inconscients d'eux-mêmes. En effet « le tabou est une institution religieuse très générale qu'on retrouve à la base de toutes les relations primitives et même, en un sens, de toutes les religions ». D'autre part tous les faits sociaux sont, au fond, des faits religieux. « Est fait social toute manière de faire, fixée ou non, susceptible d'exercer sur l'individu une contrainte extérieure ; ou bien encore, qui est générale dans l'étendue d'une société donnée tout en ayant une existence propre, indépendante de ses manifestations individuelles. » Cette définition est donnée à la page 19 des *Règles de la méthode sociologique.* Mais la *Définition des phénomènes religieux*, donnée ailleurs par M. Durkheim, est identique de sens et, peu s'en faut, de termes. On est donc rigoureusement fondé à dire que pour lui toutes les institutions humaines, antérieures à l'ère de la division du travail, de la sociologie scientifique et, sans doute aussi, de la puissance des juifs, reposent sur des « superstitions grossières ».

Et, s'il arrivait à M. Durkheim de contester cette interprétation de sa doctrine, du moins ne nierait-il

pas l'authenticité du texte suivant qui ouvre à l'humanité future les horizons de l'espérance, mais avoue que *jusqu'à présent* l'intelligence humaine n'a eu quasi aucune part dans la constitution des sociétés les plus admirées.

Sans doute à mesure que le *jugement collectif* se développe et vient éclairer davantage la volonté sociale, celle-ci devient aussi plus apte à diriger le cours des événements et à leur imprimer une marche rationnelle. Mais les fonctions intellectuelles supérieures sont encore beaucoup plus rudimentaires dans la société que dans l'individu, et les cas où leur influence est prépondérante n'ont été jusqu'à présent qu'une infime exception [1].

Même « dans l'individu » M. Durkheim trouve le développement de l'intelligence encore « rudimentaire ». Mais il ne vise pas l'individu juif. Car plusieurs passages de ses œuvres affirment la supériorité intellectuelle de sa race, ce qui nous fait rire.

VIII

La composition de la pensée de M. Durkheim, de la pensée sociologique, est pour nous sans mystère. Les plus grossiers centons de la mystique et du messianisme révolutionnaires, les plus simplistes suggestions du nationalisme d'Israël, un pédantisme extraordinairement lourd et nourri des rogatons de mille petites lectures encyclopédiques, en forment

1. *Année sociologique*, I, p. 70.

(à un élément près auquel je vais venir) toute la substance. Ces ingrédients réunis eussent pu faire un écrivain animé. Hélas ! ce n'est pas assez de dire que la prose de M. Durkheim est ennuyeuse. Elle est accablante, elle est mortelle, une torpeur vraiment *totémique* l'écrase. M. Durkheim a une façon enveloppée, précautionnée, méthodique, interminable de ne rien dire, en comparaison de quoi une page de Ferdinand Buisson semble pleine de mouvement et de vie. Il supplée à la faiblesse ou à l'absence (parfois absolue) de l'idée par un épaississement du verbiage qui lui fait illusion à lui-même. Son style réalise l'idéal de la boursouflure scolaire et quand, par exemple, au lieu de dire tout bonnement « le cerveau », il parle de « l'organe éminent de la vie psychique et physique », c'est pour lui, de la simplicité. Il est grotesque, d'un grotesque grave, et il l'est à peu près continûment. Ce qui empêche de s'en apercevoir les « illettrés bourrés de lettres »[1] de la Sorbonne, c'est l'innocente impudeur avec laquelle le sociologue se sert des formes de la dialectique sans faire de raisonnement réel et utilise, sans penser, l'appareil verbal de la pensée. La grande ressource de son esprit, c'est la tautologie. Mais, à la différence de M. de la Palice, il excelle à l'obscurcir solennellement. La fureur qu'inspire à tout lecteur, non stupéfié par le chloroforme universitaire, la lecture de ses ouvrages, ne saurait d'ailleurs s'adresser à sa personne, dont la naïveté est sensible.

On se demandera pourquoi, entre tant d'autres faits, dont il eût pu faire dépendre non moins arbitrairement l'explication de l'histoire universelle,

1. Expression d'Anatole France.

M. Durkheim a été choisir le culte des animaux, le totémisme. La question est intéressante, parce qu'elle nous oriente vers un élément (le plus ténébreux) de la pensée de M. Durkheim, qui n'a pas été indiqué encore, mais qui s'harmonise parfaitement avec ceux énumérés ci-dessus et les corrobore.

Quand M. Durkheim rencontra pour la première fois le totem dans un opuscule de l'anglais Frazer, il n'en ignorait que le nom. Il avait la chose dans l'esprit. Toute sa sociologie postulait le totem. Le totem venait donner corps à ce postulat abstrait.

L'article fondamental de cette sociologie était que les faits sociaux doivent être étudiés et traités *comme des choses*, c'est-à-dire comme étant d'une nature aussi étrangère aux idées et aux sentiments que le caillou ou le mollusque. M. Durkheim se défendait sans doute du reproche de matérialisme (un de ses disciples parle même de son *hyperspiritualisme*) en faisant observer que pour lui les faits sociaux consistaient essentiellement en « représentations, en manières de penser et de sentir » qu'impose à l'individu sa participation au milieu social. Mais qu'importe, si le milieu social produit ces représentations, ces influences à la façon dont une glande secrète et si on ne remarque rien en elles qui tienne au choix de l'intelligence ou du cœur ? Comparées à l'esprit proprement dit, elles sont bien des *choses*, sinon matérielles, du moins animales. Les liens qu'elles établissent entre les hommes, liens de la religion, de la patrie, des mœurs, sont d'essence animale. La société humaine a été jusqu'ici un animal dont la division du travail va briser et ouvrir à la pénétration de l'intelligence le sombre inconscient.

Ah! ce fut tout à coup
Comme une éruption de folie et de joie
Quand *après six mille ans* dans la fatale voie,
Défaite brusquement par l'invisible main,
La pesanteur liée aux pieds du genre humain
Se brisa. Cette chaîne était toutes les chaînes !
Tout s'envola dans l'homme, et les fureurs, les haines,
Les chimères, la force évanouie enfin,
L'ignorance et l'erreur, la misère et la faim,
Le droit divin des rois, les faux dieux juifs ou guèbres,
Le mensonge, le dol, les brumes, les ténèbres
Tombèrent dans la poudre avec l'antique sort,
Comme le vêtement du bagne dont on sort...
... Leviathan, c'est là tout le vieux monde.

V. Hugo.

Totem, eût pu dire M. Durkheim, c'est là tout le vieux monde. Le totem, rencontré chez Frazer, fut pour M. Durkheim un trait de lumière. La société est un animal et tout animal part d'un germe. Le totem était le germe de l'animal social, l'embryon d'où tout l'inconscient social s'est élancé et épanoui, mais sans se détacher de lui et sans cesser d'y trouver son soutien et son inépuisable aliment. Ce dieu des nègres était le dieu immanent de la sociologie durkheimiste, qui avait besoin d'un dieu immanent, parce que M. Durkheim a beau faire le sociologue, il est avant tout métaphysicien, exécrable métaphysicien d'ailleurs, au point que j'appellerais toute sa sociologie : une mauvaise métaphysique qui cherche l'alibi expérimental.

Cette métaphysique est à peu près celle de Fichte. Elle est l'âme de l'œuvre. Je l'y aurais peut-être discernée de moi-même. Mais je n'en ai pas eu le mérite,

ayant appris de mon cher maître, M. Boutroux, que M. Durkheim, avant de s'adonner à la sociologie, avait été fichtéen. M. Boutroux, ancien professeur de M. Durkheim à l'Ecole Normale, me communiqua ce détail au cours d'une visite que je lui fis en 1892 et où je le trouvai en train de lire la thèse de la *Division du travail social* qui devait être soutenue en Sorbonne quelques jours après. Je ne crois pas indiscret de répéter un propos qui ne s'adressait qu'à ma curiosité juvénile et où ne se mêlait aucune intention désobligeante pour M. Durkheim.

Le totem venait tenir dans la construction pseudo-expérimentale de la sociologie la place même occupée par le dieu immanent, par le dieu, inférieur à toutes choses, et d'où émanent pourtant toutes choses, dans le panthéisme morne qui avait rempli et empreint à jamais l'imagination adolescente d'Emile Durkheim. Ce dieu évolue spontanément de l'inconscience à la pensée ; il produit au terme de son développement progressif et spontané la lumière, la liberté et l'intelligence. Considérez ce développement dans le temps, dans la suite du « devenir » historique et social. Ce terme lumineux, ce point d'épanouissement sera la Révolution française. Tel il était nommément pour Michelet. M. Durkheim traduisit en langage plus moderne : division du travail, sociologie scientifique.

La peinture que je fais de lui me semble (et c'est pourquoi j'y insiste) d'une portée assez générale. M. Durkheim ne nous offre-t-il pas, sous sa forme la plus crue, la plus brute, un type de pensée, ou plutôt de non-pensée, fort répandu chez les philosophes universitaires ? Je veux parler de cette dou-

ble servitude au panthéisme germanique et au mysticisme révolutionnaire. La différence, extrêmement sensible, de Durkheim avec un Gabriel Séailles, un Jaurès, c'est que chez lui, le stupéfiant de l'intelligence composé par le mélange de ces deux visions n'est pas en lutte avec les lumières et les finesses venues d'une certaine formation morale, des privilèges de la naissance française, d'une nóble culture littéraire.

IX

On estimera sans doute qu'ayant fait beaucoup de place aux théories de M. Durkheim sur la cité du passé, nous en accordons peu à ses conceptions sur la cité future. Mais aussi en tiennent-elles peu dans son œuvre, dont elles ne sont la raison d'être qu'en apparence. Elles ont fort peu de corps, si même on ne peut dire qu'elles soient négatives.

Les idées de M. Durkheim sur la cité future ont la valeur de ses conceptions sur la cité passée. Mais elles sont de nature plus fuyante.

M. Durkheim nous a montré la division du travail capable en droit de servir de fondement à une morale, et à une morale nouvelle. Il tient en fait cette morale issue de la division du travail pour la seule possible désormais. Pourquoi? parcé que la division du travail elle-même a précisément détruit les bases et la substance de toute morale traditionnelle.

Parvenu à ce point de sa démonstration, M. Dur-

kheim ne laisse pas de s'appuyer sur des observations mêlées de vrai et de faux.

Il nous met en présence des changements économiques et sociaux qui ont, depuis un demi-siècle à un siècle, contribué à arracher les individus à l'atmosphère et à l'empire des traditions familiales et locales. Le développement de l'industrie, les nouveaux modes du travail, la formation des grandes agglomérations ouvrières, l'émigration des campagnes dans les villes, la facilité des voyages et, comme on l'a dit, « le rapetissement de la planète », tout cet ensemble de facteurs, indépendants de la volonté des hommes, ont eu, en effet, ce résultat moral. Mais nous n'admettrons pas avec M. Durkheim qu'ils l'aient produit ni pu produire à eux seuls, indépendamment de l'action des idées. Ce qui est vrai, c'est que leur présence a extraordinairement favorisé la propagande et le succès des idées révolutionnaires et novatrices, là où celles-ci se trouvaient ou venaient à être implantées. Les exemples ne manqueraient pas pour soutenir cette distinction. M. Durkheim a reconnu lui-même (sauf à en rendre raison si drôlement !) qu'en Angleterre, pays plus industriel que la France, le fléchissement des traditions a été infiniment moindre qu'en France au XIXe siècle. En France même, n'avons-nous pas vu récemment naître et grandir l'antimilitarisme ouvrier, sans qu'aucun changement correspondant eût apparu dans la condition des masses ouvrières? Preuve que l'affaiblissement, déjà presque séculaire, de la religion dans les mêmes milieux eut lui-même pour cause immédiate la propagande irréligieuse. Il n'y a pas de bon sens à prétendre que des changements matériels

dans la distribution de la population enfantent, par génération spontanée, la floraison d'opinions et de sentiments nouveaux. Ils mettent les nouveautés à la portée de la multitude. Ils en facilitent la diffusion. C'est tout autre chose. Et, moyennant cet intermédiaire, que M. Durkheim élimine : la propagande des idées, il faut reconnaître la puissante corrélation virtuelle qui existe entre la multiplication de la migration sociale et le dépérissement des liens traditionnels. C'est une vérité que chacun illustre aisément de mille observations particulières. Et nous ne reprocherons à M. Durkheim que la longueur fastidieuse et l'appareil prodigieusement pédant de l'exposé qu'il en fait.

Mais où, en revanche, il erre le plus lourdement du monde, c'est dans les conséquences qu'il tire de ces données qui sont réelles, quoique confusément vues. Selon lui, ce qui arrive normalement à l'individu soustrait aux communes traditions de son milieu d'origine, c'est de réaliser intellectuellement et moralement un type qui ne soit que le sien. « La conscience commune perd de son autorité, *la variabilité individuelle s'accroît* (p. 287). » Je ne vois pas trop ce que c'est que cette variabilité individuelle indéterminée, ni sur quoi elle porte. Mais je sais que l'individu qui, sans avoir eu de contact avec un autre milieu que le sien, en perd les sentiments, est une extrême rareté. Cette révolution intérieure est, dans l'immense majorité des cas, due à la connaissance et à la familiarité d'un milieu différent, dont les idées et les mœurs séduisent (pour les raisons les plus diverses) et dont on en vient à partager la « conscience commune », ne lui disputant que ce qui, de la « cons-

cience commune », d'antan, se refuse à périr. J'imagine sûrement ce qu'une jeune fille d'éducation catholique, transplantée pour trois ans à l'Ecole Normale de Sèvres, pensera bientôt neuf fois sur dix (de clair ou de trouble au demeurant, mais de passionné) en religion, en politique et en littérature, parce que je connais les éléments de « conscience commune » qui se sont développés à l'Ecole de Sèvres. Et si M. Durkheim ne veut voir dans le catholicisme que totémisme et totem, aura-t-il de bien valables raisons pour dénier aux idées sévriennes le même caractère? Pareillement, il n'est pas douteux qu'un petit paysan breton, devenu mécanicien dans une usine de Puteaux, n'ait que le choix entre les croyances de son village et les croyances socialistes de Puteaux. Qu'il se range à celles-ci, ce ne sera presque jamais sur l'exposé de la « loi d'airain » et des théories de Karl Marx, mais par la contagion sentimentale de la foi, des rêveries, des passions et de la solidarité socialistes. Dans les deux cas, il ressemblera aux autres. Je connais des supériorités individuelles, mais non pas des « variabilités individuelles ». Je connais des variabilités individuelles dans la manière de peindre des peintres ou de jouer des pianistes. Mais pour des variétés d'idées, de sentiments, de convictions, de conscience, qui fussent le fait d'un individu, je n'en ai jamais rencontré. Et, encore une fois, je n'imagine pas quelle en pourrait être la matière. J'ai rencontré, dans le monde des lettres, de pâles individualités qui s'évertuaient à secréter quelque chose comme cela. On s'accordait à les qualifier d'impuissants et ils se stérilisaient à plaisir. La substance de l'individualisme moral est essentiellement négative (n'être pas comme

tout le monde). C'est la substance ruineuse de la vanité. Celui qui, selon les propres expressions de M. Durkheim, a « pour idéal de se faire une physionomie propre et personnelle » a pour idéal l'appauvrissement de sa personnalité, et, dans la mesure où il veut que la politique et les institutions se conforment à cette conception morale, en prenant pour suprême principe les droits de l'individu, il a pour idéal sa faiblesse sociale et sa servitude [1]. C'est l'idéal de la morale nouvelle que M. Durkheim propose aux Français, laquelle fera ce miracle de réaliser l'union de la société française par l'anarchie des Français. Il est vrai que M. Durkheim est, quant à lui, encadré, soutenu, inspiré et dirigé par la communauté du nationalisme juif, installé au milieu de nous. C'est de ce bastion qu'il vaticine « scientifiquement » en faveur de vagues et fallacieuses formes de réorganisation sociale qui dissimulent en réalité la désagrégation sociale, la dissémination et le rapetissement systématique de tous les individus de notre peuple. Il n'y voit pas clair. Mais son instinct le porte là. Dans une histoire fantaisiste et symbolique de l'année 1952, un écrivain, demi-juif de race, M. Daniel Halévy, écrit ces lignes : « La fabrication, le commerce de l'alcool et de la morphine étaient entièrement monopolisés par les trusts Rodrigue-Kohnson et Lefort. Kohnson était, par ailleurs, maître absolu des cafés-concert et des théâtres et des huit principaux journaux. Dirigée par quelques familles juives, tempérantes et de bonnes mœurs, cette

1. Me sera-t-il permis de renvoyer, pour le développement de cette idée, à mon livre sur le *Romantisme français* (2e partie, livre II, chap. III.)

administration formidable était l'instrument de la dégénérescence européenne.» (*Histoire de quatre ans.*)

M. Durkheim n'est pas si dangereux que cela ? Non ! mais parce qu'il est abrutissant. Cependant les chaires que l'Etat lui a données sont volées à l'intelligence, à la science et à la culture.

La première édition de son grand ouvrage (la *Division du travail social*) enfantait une souris. Ayant ruiné l'ancienne morale, incarnée successivement dans le « dilettante » et dans le totem, le sociologue faisait tenir la nouvelle dans cet unique précepte : Spécialisez-vous ! On voit ce qu'il entendait par spécialisation.

Dans une édition ultérieure (et dans la conclusion d'un ouvrage sur le *Suicide* qui est le meilleur ouvrage de M. Durkheim et qui réenfante, à coup de statistiques, des banalités notoires), touché sans doute par la position favorable que les changements politiques faisaient, sinon au collectivisme, du moins aux chefs du parti collectiviste, il se raccrochait à cette doctrine. Il écrivaitque « devant les fonctions économiques on voit de plus en plus reculer les fonctions militaires, administratives, religieuses », que « *seules les fonctions scientifiques* sont en état de leur disputer la place ».

C'était le collectivisme, sous le gouvernement de la pédantocratie de Sorbonne. M. Durkheim dissolvait avec sa grave dialectique l'idée de patrie. Il demandait l'abolition de l'héritage. Il réclamait le développement des syndicats professionnels, mais sur des bases de démocratie pure incompatibles avec la vigueur et le sérieux de cette institution [1].

1. Incidemment, et faisant d'avance la pige à M. Charles Be-

Ce sont là des idées. Elles datent de quelques lunes. Et comme la sociologie du totem, qui d'elle-même ne leur était d'ailleurs pas contraire, loin d'y ajouter un iota, les allait quérir dans la rue, pour se donner enfin une certaine consistance, peut-être serat-il sage de ne les discuter qu'à un autre propos.

X

Si les intérêts religieux et politiques qui gouvernent les jugements de la Sorbonne militante la devaient rendre instinctivement propice à la sociologie du totem, on s'étonne qu'elle n'ait pas été plus gênée par une étrangeté de méthode que nous n'avons pas signalée encore et qui est la plus belle énormité de la sociologie du totem.

D'une part, M. Durkheim a réalisé, du point de vue du totem, l'entreprise que Bossuet exécutait du point de vue de la Providence. Il a écrit une philosophie de l'histoire universelle. Que dis-je ? il a composé une cosmogonie qui part des origines du monde, donne la loi suprême de l'évolution et trace la courbe de l'avenir. Il n'y a pas un événement général de la nature ou de l'humanité dont la clé ne soit donnée par la *Division du travail social* et d'autant plus que, dans cet ouvrage, l'analyse des diverses phases de l'évolution est affectée d'une

noist, M. Durkheim propose la représentation parlementaire corporative. Dieu nous garde de discuter cela ! M. Durkheim en profitait pour énoncer que la région n'existe plus en France, qu'elle n'a plus d'intérêts économiques et moraux qui lui soient propres. C'est surtout à ça qu'il tient.

prudente incertitude chronologique. Les formes d'une haute abstraction les soustraient à demi au cours du temps où pourtant elles sont situées. On a l'impression de ne jamais savoir quand cela se passe. Mais précisément c'est ce qui interdit de penser que cela ne se soit point passé ainsi.

Mais pourquoi M. Durkheim, d'autre part, s'étant rendu maître d'une solution universelle et souveraine, a-t-il modestement parlé de sa science comme d'un édifice à pied d'œuvre, conseillé l'entassement préalable des matériaux, et recruté une « équipe de travailleurs » à qui il a distribué la matière de monographies minutieuses ?

Voici les sujets qu'il a traités ou fait traiter dans son *Année sociologique :*

Remarques sur le régime des castes. — *Note sur les causes d'extinction de la propriété corporative.* — *Essai sur le prix du charbon en France, au* XIX[e] *siècle.* — *De quelques formes primitives de la classification* (*contribution à l'étude des représentations collectives*). — *Essai sur une forme d'industrie* (la boucherie). — *Essai sur les variations des vocables eskimos : essai de morphologie sociale.* — *Note sur le Droit et la Caste dans l'Inde.* — *Magie et droit individuel.*

Ce sont là des monographies. Mais je m'étonne encore une fois que la Sorbonne n'ait pas été frappée de l'incompatibilité des deux spécialités réunies par l'apôtre de la spécialisation : monographie et prophétisme. Celle-ci rend celle-là tout à fait superflue [1].

1. Tous les jugements que cet exposé paraîtra légitimer à l'égard de M. Durkheim, je prie qu'on veuille bien les appliquer de con-

LIVRE II

LES LETTRES

CHAPITRE I

M. LANSON ET SON ECOLE

I. M. Lanson. Sa carrière. Nature de son esprit. — II. Il veut introduire dans l'étude des lettres la méthode scientifique. Comment il l'entend. — III. Deux monuments de l'école. Les thèses magistrales de MM. Mornet et Bal-

fiance à son étroit disciple, M. Lévy-Bruhl, professeur de Sorbonne, M. Lévy-Bruhl écrit mieux. Mais il a moins d'intelligence. Son ouvrage, *la Morale et la Science des Mœurs* fit florès dans les milieux de la science officielle vers 1903. Il fut mis entre les mains de tous les élèves instituteurs et institutrices, acheté pieusement par l'État pour toutes les bibliothèques publiques. Ce livre est dirigé contre « le misonéisme moral ». « Qui cherche, dit M. Lévy-Bruhl à réadapter l'idée de patrie et à la mettre en harmonie avec la pensée philosophique et sociologique d'aujourd'hui, risque d'être considéré comme traître et mauvais citoyen. Qui songe à une modification (pourtant inévitable) du droit de propriété, passe pour spoliateur et encourt le mépris des « honnêtes gens ». De même pour les questions de morale sexuelle et pour bien d'autres qu'on pourrait énumérer. Ainsi le misonéisme moral est, encore aujourd'hui, un fait universel (p. 142). » M. Lévy-Bruhl, lui, devance le temps et il sait qu' « aux yeux de nos descendants du L° siècle, notre civilisation paraîtra sans doute, sous certains

densperger. — IV. Ancienne et nouvelle opinion de M. Lanson sur l'histoire littéraire. — V. Il ramène tout l'enseignement des lettres à l'histoire littéraire, mais ne parvient pas à se faire une idée nette de ce qu'il entend par là. — A quoi les « dépouillements » sont et ne sont pas bons. — VI. Comment des « dépouillements » exacts et complets peuvent engendrer de grossières erreurs. Deux exemples. — VII. Le chef-d'œuvre de l'école : l'édition des *Lettres philosophiques* de Voltaire. — VIII. Textes curieux bien propres à faire douter que le nom *d'école* soit celui qui convient au groupement de M. Lanson et de ses disciples. — M. Rudler. — IX. Applications de l'arithmétique à la littérature. — X. Les « six grandes lois » de l'histoire littéraire, découvertes par M. Lanson. — XI. Jugement d'ensemble sur sa méthode, dont les avantages spéciaux ressortent particulièrement d'un toast porté par M. Lanson à M. Aulard.

I

M. Lanson et son école exercent sur l'enseignement des lettres dans l'Université le même empire que M. Durkheim et sa doctrine possèdent sur la « sociologie ». Mais la sociologie de M. Durkheim n'est pas la sociologie seulement. Elle est, parmi les sciences « morales », ou sciences de l'humain, la science centrale, la science mère, celle à laquelle

aspects, aussi repoussante que celle des Dahoméens l'est pour nous... » (p. 27).

Si l'on me dit que cela est niais à pleurer, je n'y contredirai pas. Mais c'est un ton que je ne saurais prendre dans un ouvrage savant. Je crois cependant pouvoir définir le livre de M. Lévy-Bruhl, l'école idéale du crétin primaire.

toutes les autres, si on les entend bien, se doivent ramener. Le lecteur jugera, sur l'exposé des faits et gestes de l'école de M. Lanson, s'il y a de l'exagération à prétendre qu'elle soit une » filiale » de la sociologie de M. Durkheim.

Néanmoins l'étude que nous allons en faire paraîtra (nous l'espérons) moins ingrate et rebutante que celle qui la précède. La matière des lettres, même gâchée par les procédés de travail des lansoniens, demeure plus noble et plus sérieuse que les petites histoires de sauvages où se complaît la sociologie scientifique. C'est nous occuper des grands écrivains de la France que de relever les outrages que la critique de Sorbonne leur fait subir. Et puis, M. Lanson a plus de culture et de pensée que M. Durkheim. On se contente de peindre celui-ci. Il sera parfois intéressant et non infécond de rectifier M. Lanson.

M. Lanson a été victime d'une bien fâcheuse aventure. Ce n'est pas un esprit sans valeur. Mais c'est un de ces esprits nettement subalternes, qui ne valent qu'à la condition d'être dirigés, gouvernés et tenus, qui se montreront parfaitement capables de répéter (et j'entends : de répéter en la repensant, en l'appliquant) la leçon de quelque maître fort, de travailler utilement dans un cadre constitué par quelque tête organisatrice, mais qui tombent au-dessous d'eux-mêmes et donnent un pénible spectacle d'impuissance, d'embarras et d'inaboutissement, dès qu'au mépris de leur rang naturel ils se mêlent d'inventer, d'organiser, de créer. Le malheur de M. Lanson a été son émancipation. Et celle-ci ne s'explique point par l'élan d'une impétuosité personnelle, dis-

proportionnée à ses facultés d'intelligence et de talent et impatiente du joug. Elle a été (chose paradoxale) imposée à sa docilité et à sa prudence mêmes par les circonstances politiques. Né en 1857, M. Lanson venait de passer la quarantaine, quand la puissance politique (il est fonctionnaire) se brouilla avec les maîtres qu'il avait suivis et de qui il avait (sagement) tout emprunté jusque-là. Encore s'il eût pu se borner à changer d'école! Mais la puissance politique avait son idée sur les humanités et sur l'enseignement des lettres françaises, qui était notamment de les réformer dans un sens démocratique et humanitaire. L'exécution de cette idée appartenait naturellement à la haute Université et à la Sorbonne. M. Lanson n'en abandonna pas le soin à un autre. Il y mit d'autant plus de zèle qu'il avait plus besoin de faire oublier un passé « réactionnaire », quasi-clérical et, comme il va nous le confesser modestement lui-même, de se « réhabiliter ». Et voilà comment cet honnête sous-ordre de Ferdinand Brunetière devint, au grand dam de son honnêteté, ce qu'il était à la fois très incapable et très capable d'être : chef d'école et réorganisateur (ou désorganisateur) des lettres universitaires selon les vœux du bloc et du combisme.

Sa grosse et célèbre *Histoire de la littérature française*, antérieure à l'époque de son grand rôle officiel, portait déjà les indices d'une redoutable disposition à la versatilité des principes.

Dans ce manuel lourd, mêlé, assez tristement écrit, mais d'une très grande abondance de fond, d'une science sûre, plutôt fait pour étouffer l'amour des lettres sous la masse des notions que pour

l'éveiller par l'heureux choix des lumières, mal adapté donc à la jeunesse et stérile dans les études, mais en revanche tout bourré de données et de vues, et par là très utile aux professeurs, aux critiques et aux écrivains, dans ce manuel, dis-je, M. Lanson reproduit, mais en les repensant avec une incontestable activité, les jugements et les synthèses de la plus forte critique. C'est, en somme, sur les grandes matières de la littérature française une bibliographie des idées, non moins substantielle que volumineuse. Cependant on y discerne les effets d'une excessive dépendance intellectuelle. Sur les points où deux esprits vigoureux ont parlé en sens contraires, M. Lanson ne choisit pas, mais verse successivement dans la pensée de l'un et de l'autre. C'est ainsi que Taine et Veuillot ayant trouvé un immense ridicule dans la philosophie de Victor Hugo, que Renouvier prend au contraire fort au sérieux, et où il découvre mille sens très profonds, M. Lanson glisse passivement du point de vue de Taine et Veuillot à celui de Renouvier, comme s'ils se complétaient.

Ces oscillations d'une pensée incertaine de ses choix, la faiblesse qui se sent dans cette même *Histoire de la littérature française,* chaque fois que le sujet comporte un trop haut degré de généralité des idées et des questions, il peut être désagréable à M. Lanson de les voir constater ici. C'est pourtant fait sans malveillance. Au contraire, les embarras intellectuels créés à M. Lanson par l'absence d'une autorité qui le fixe le déchargent pour autant des accusations dirigées contre son caractère. On a dit et écrit que son « évolution » précipitée avait étonnamment coïn-

cidé avec son intérêt politique. C'est vrai. Mais entre feindre subitement des convictions contraires à celles de la veille et tirer, selon les moments, le plus profitable parti d'une incertitude habituelle, il y a quelque différence. N'insistons pas, au surplus, sur la psychologie de cette évolution que nous allons tout à l'heure entendre les disciples (et clients) de M. Lanson attribuer à une inspiration digne des saints.

Ce qui importe, c'est le résultat doctrinal de cette évolution et la place qu'il a prise dans l'enseignement universitaire

II

M. Lanson parle comme un homme qui aurait accompli une grande révolution dans les lettres. Il aurait le premier introduit dans l'étude des lettres la *méthode scientifique*.

Sans discuter cette priorité, plutôt invraisemblable, mettons qu'il ait fait comme il dit. Nous ne l'en blâmerons pas. Mais encore moins l'en louerons-nous, avant qu'il ait consenti à nous dire ce qu'il entend par « scientifique ». Malheureusement, il en est de ce mot comme de « démocratie ». Il emplit si complètement la bouche de la Sorbonne qu'il ne s'en y peut plus loger un autre pour l'expliquer lui-même et en déterminer, au besoin, le sens.

Il y a des sciences d'objets extrêmement divers. Mais toutes appartiennent au genre de « la science ». Il faut donc qu'il y ait dans la méthode de chacune d'elles, quelque chose qui lui soit particulier, et qui

se rapporte à la nature propre de son objet, quelque chose qui lui soit commun avec la méthode des autres sciences et se rapporte aux conditions du savoir. Parler de méthode scientifique dans l'étude et l'enseignement des lettres, c'est très bien. Mais on en parle aussi en chimie. Ce ne doit pas être tout à fait dans la même acception.

Comme principe gouvernant universellement la méthode des sciences, il n'est personne qui n'admette l'aphorisme d'Aristote qu' « il n'y a de connaissance que du général ». L'individuel n'est pas objet de science, mais d'intuition. (Encore cette intuition ne se peut-elle exprimer et communiquer qu'en termes généraux.) Pareillement, quand M. Lanson énonce que la science se nourrit de « constatations objectives », nul ne se refusera à reconnaître une maxime applicable à toutes les sciences. Elles cherchent à voir les faits tels qu'ils sont. Elles n'ont que faire des impressions « subjectives », c'est-à-dire de la manière dont les faits se reflètent dans l'esprit de tel ou tel individu.

J'aime les épinards et vous ne les aimez point. Cela est individuel et subjectif. Cela est incapable de s'imposer à tous les esprits. Cela ne contribue en rien à la science des épinards. Mais que les épinards nourrissent, voilà qui ne dépend aucunement du goût personnel. Que les épinards contiennent tant d'azote, d'albumine et de phosphates, voilà qui est de nature à forcer l'adhésion de tous, voilà de la science. Le goût ou dégoût d'un chacun pour les épinards n'a aucune valeur scientifique.

Or, en matière littéraire comme en matière d'épinards, il est beaucoup question de « goût ». Il en est

tellement question que de tous temps et partout (partout où il y a eu littérature et curiosité de littérature), il a été reçu que le goût est l'âme même de tous les travaux qui se rapportent aux lettres, la critique littéraire jugeant au nom du goût, défendant le goût, à propos des ouvrages, l'enseignement littéraire ayant pour but essentiel de le former, de le cultiver, l'histoire littéraire relevant dans la matière écrite du passé tout ce qui, de près ou de loin, l'intéresse. Si quelqu'un est venu, qui décidât que désormais la préoccupation et l'intervention du goût seraient bannies de l'étude et de l'enseignement des lettres, celui-là peut se vanter d'avoir accompli une révolution. M. Lanson, qui est cet audacieux, s'en flatte à bon droit. Hé ! comment voulez-vous qu'il fît autrement, du moment qu'il était résolu à être « scientifique »? Qui dit goût ne dit-il pas : impression personnelle, ne dit-il pas : subjectivité?

La grande nouveauté (à moins qu'on ne préfère dire : la vieillerie) de la doctrine de M. Lanson, ce sera donc de prétendre qu'il n'y a rien de général, ni d' « objectif » dans le goût littéraire, de nier qu'il y ait un « bon goût », un goût juste, dont la justesse et la vérité soient dignes de s'imposer à tous les esprits. Il l'a presque persuadé à Emile Faguet, qui ne demandait qu'à le croire. Il doit en avoir convaincu toute la Sorbonne, puisque nulle voix ne s'en est élevée pour soutenir que le proverbe : « des goûts et des couleurs... » n'est appliqué à la littérature et aux arts que par des gens qui n'auraient aucun droit d'en parler. Dans la mesure où il se soumet au dogme lansonien, l'enseignement littéraire de Sorbonne se soumet à une loi de barbarie

systématisée. Qu'après cela la Sorbonne organise quelque chose qu'elle appellera culture littéraire, ce ne sera qu'après avoir supprimé l'objet et la raison d'être d'une culture digne de ce nom.

Oh! j'entends bien (car il les a développées plus d'une fois) les ironies de M. Lanson contre le dogmatisme du goût. Son propos est en substance le suivant : au XVII[e] siècle, il y avait et il pouvait y avoir une « doctrine du goût » parce qu'il y avait une « esthétique » commune à tous les auteurs, à tous les artistes. Mais depuis ! Nous avons eu, après le classicisme, le romantisme, le naturalisme, l'impressionnisme et le symbolisme. Comment diable voulez-vous vous y reconnaître?

Non seulement M. Lanson ne s'y reconnaît pas. Mais, étant placé pour édicter des permissions et des défenses, il défend qu'on s'y reconnaisse et qu'on choisisse. C'est parce qu'il ne s'y reconnnaît pas qu'il se trouve qualifié pour enseigner. Sa maxime textuelle, c'est qu' « il n'a pas de préférences littéraires ». Mais dans cette incapacité d'en concevoir il voit le triomphe même de la science.

Alors à quoi occupe-t-il sa classe?

Le lecteur jugera, de lui-même, sur les exposés qui suivent, si les travaux auxquels M. Lanson a réduit toute la substance de l'enseignement des lettres et tous les moyens de formation littéraire de ses élèves, sont quelque chose de plus relevé véritablement que des travaux de pure énumération.

III

Son point de départ admis (élimination de la « subjectivité », de la personnalité) il avait à résoudre cette question : comment conférer aux travaux et recherches littéraires le genre d'objectivité qui caractérise tant des propositions du genre des suivantes que les opérations qui y conduisent : « Les épinards contiennent tant d'azote. Cette route a tant de kilomètres? »

Ne rions pas trop vite. Il y a beaucoup de faits qui intéressent de la manière la plus directe la littérature elle-même et qui ne sont pas réellement connus, s'ils ne le sont avec le même genre de précision et à la suite d'investigations aussi matérielles, en leur délicatesse, que la composition chimique des épinards. Fort souvent, la connaissance de faits plus ou moins nombreux de cette sorte, qui se constatent et ne se devinent pas, est impliquée dans la solution de tels problèmes d'histoire ou de critique littéraire, qu'on eût pu se croire au premier abord en droit de trancher par décision intuitive de la raison et du goût. Mais on ne saurait aucunement faire bénéficier M. Lanson de cette remarque. Il ne se demande pas quelles constatations « objectives » il faut avoir faites, quelles informations érudites réunies, quels « dépouillements » et quelles « statistiques » menées à bonne fin avant de se prononcer sur telles questions ou tels groupes de questions littéraires définies. Il se demande quels « dépouillements » et quelles « statistiques » se peuvent

entreprendre par rapport à la littérature en général et il opine que l'heure est venue de les entreprendre tous et d'y « mettre des équipes de travailleurs ». Parce qu'on a vu de brillants et éloquents esprits, trop complaisants à leur facilité de généralisation et de synthèse, généraliser et synthétiser arbitrairement, il dit que tout ce qu'il y a à faire désormais c'est d'assembler des matériaux, d'en assembler en « masse ». Etant « objectifs », des matériaux sont nécessairement scientifiques. Quand il y en aura assez, des généralisateurs viendront, qui verront le parti à en tirer.

Hélas! « la science », dont M. Lanson invoque le patronage, s'accommode mal d'une telle humilité. Il n'y a pas un garçon de laboratoire qui ne connaisse que les expériences, les recherches de faits n'aboutissent à aucun résultat, quand aucune hypothèse ne les dirige, c'est-à-dire qu'elles sont faites au hasard. Elles ne sauraient en ce cas se trouver utilisables que par pur hasard. M. Lanson semble bien prévoir l'objection, quand il dit que ses disciples et lui ne travaillent pas encore sur le propre terrain, « mais dans le sous-sol de la science » [1]. Un sous-sol où l'on travaille aurait besoin d'être éclairé. Les plus modestes travaux de physique ou d'astronomie: les mesures numériques ne se font et ne se peuvent entreprendre, chacun le comprend, qu'en conformité avec quelque conception préalablement admise. Parmi les innombrables éléments qui se pourraient mesurer, il faut bien savoir ceux qu'il

1. *L'histoire littéraire et la sociologie.* (*Revue de Métaphysique et de Morale*, 1904.)

est utile de mesurer. Il est établi depuis fort longtemps que l'âge du capitaine est sans influence sur la vitesse du navire.

C'est, dans les travaux de l'école lansonienne, la marque d'un ascétisme exagéré, quoique rigoureusement conforme aux principes du maître, que leurs auteurs n'éprouvent, en s'y mettant, aucun besoin de savoir quel en peut bien être l'intérêt. Et par exemple, il me paraît certain que ni M. Daniel Mornet, en entreprenant sa thèse sur *le Sentiment de la nature de Rousseau à Bernardin de Saint-Pierre*, ni M. Fernand Baldensperger, en commençant la sienne sur *Gœthe en France,* ne se sont posé cette opportune question. C'était bien inutile, me direz-vous : l'importance, la fécondité, la richesse, et aussi l'agrément de ces deux sujets sautent aux yeux. Quel lettré n'ouvrira avec impatience des livres qui les approfondissent et les renouvellent ? Et comment douter que ceux-ci possèdent ce mérite, puisque la Sorbonne les a salués de grands applaudissements, les a signalés, consacrés comme le modèle des travaux à faire désormais, a décerné à leurs auteurs de grands honneurs ? M. Baldensperger en est devenu professeur de Sorbonne. M. Mornet, professeur à Louis-le-Grand, est promis à la même destinée. Voyons cependant par nous-même ce que donnent ces belles et délicates matières, traitées par la méthode lansonienne, dont ces deux thèses passent, dis-je, officiellement, pour les chefs-d'œuvre caractéristiques.

Pour étudier le « sentiment de la nature » entre 1750 et 1800, M. Mornet a colligé tous les faits, non seulement littéraires, mais quelconques, qui ont eu, dans cette période, un quelconque rapport avec le

goût des Français pour la campagne et le paysage : statistiques des maisons de campagne, villégiatures, voyages d'agréments, lieux à la mode, dépouillement de toute la littérature descriptive et idyllique et généralement de tous les traits de description et d'idylle dans la matière imprimée du temps, inventaires des salons de peinture, jardins, fêtes champêtres, etc. Tout cela sera fort agréable à connaître, à la condition toutefois que l'auteur ait répandu dans la mise en œuvre du sujet une *vie*, sans laquelle il ne saurait y avoir ici de *vérité*, que, pour cela, il ait extrait de la masse de la documentation ce qui est significatif, ce qui peint, et, de ces éléments choisis, dégagé tout le sens intime par une analyse et une synthèse sans cesse en mouvement. Mais justement cette sélection, cette interprétation sont ce que les principes lansoniens condamnent et excluent comme contraire à l'objectivité scientifique. Désireux de contenter son maître, en réalisant la perfection de la méthode, M. Mornet s'est bien gardé de tels abandons au subjectif. Il nous a donné l'entassement brut de ses renseignements, le déballage crû de ses notes et la pure poussière de ses paperasses. Si c'est l'idéal de la rigueur scientifique, on voit que rien ne fait mieux les affaires de la science (de la science à la Lanson) que la médiocrité de l'intelligence. Malheureusement, il devait advenir qu'en négligeant de plaire, M. Mornet ne laissât pas d'être horriblement superficiel. Son procédé de juxtaposition place tout sur le même plan, et, parmi cet amas de broutilles, les traits qui pourraient nous mettre sur la voie de quelque fait moral profond, prennent eux-mêmes figure de broutilles. En compilant, com-

pilant, compilant, M. Mornet effleure, effleure, effleure. Et certainement les rhéteurs, tant honnis, de la vieille Sorbonne oratoire sont pleins de substance et de mordant en comparaison. Songez que la thèse de M. Mornet compte 466 pages et qu'en ces 466 pages il ne cite pas moins de 1.170 noms de personnes, 756 noms de lieux et 680 ouvrages, sans parler des journaux. Des « index alphabétiques » relèvent orgueilleusement ces chiffres. Si vous ajoutez que beaucoup de ces noms, lieux, ouvrages et journaux sont cités plusieurs fois, vous serez effrayé du peu de place que l'auteur s'est accordé pour penser. Et vous vous demanderez s'il n'a pas confondu la manière de tenir un registre d'état-civil avec celle d'étudier un sujet littéraire, psychologique, moral et social.

Cependant il n'a pas voulu que tant de labeurs ne se couronnassent pas de quelques « conclusions ». Voici, résumées par sa plume, les généralités qu'il nous propose à ce titre. Voici les résultats pour lesquels il a compulsé tant de vieux papiers. L'époque de 1750 à 1800, en ce qui concerne « le sentiment de la nature » est caractérisée par les faits suivants :

Le sentiment de la nature se précise dans les mœurs à l'écart (?) de la littérature. Ce progrès des mœurs (?) exerce sur les lettres *quelques* influences de détail précises — et une influence générale plus *vague*, mais plus profonde — et de portée plus *lointaine*. Les lettres influent elles aussi sur les mœurs — par l'idylle rustique, par le succès de Rousseau qui amplifie (?) et fixe (??) le goût de la nature — et l'oriente vers la montagne. Cette action réciproque des lettres et des mœurs se transmet

par des ouvrages de genre intermédiaire entre les œuvres littéraires et les œuvres purement techniques [1].

M. Mornet a-t-il « vaguement » senti lui-même la pâleur et la pénurie de ces formules qu'il ait éprouvé le besoin de nous rappeler la lenteur fatale des conquêtes scientifiques :

Tout principe général de l'histoire n'a quelque chance de certitude que s'il résume un grand nombre de certitudes partielles. Et c'est justement parce que ces démonstrations élémentaires restreignent leur objet qu'elles ne peuvent *aboutir qu'à une patiente complexité.* Une loi est simple ; un fait, quand on l'étudie, apparaît comme la convergence d'une foule de causes et de concomitances, toute recherche de dessein scientifique complique en apparence avant de simplifier.

Ce sont les derniers mots du chef-d'œuvre officiel de M. Mornet. Sachons-lui gré de sa modestie. C'est l'aveu, à peine voilé par un tortueux bafouillage, qu'arrivé au terme de sa besogne, il n'en aperçoit aucunement la raison d'être et qu'il n'est pas certain d'être lui-même capable de quelque chose. Cet aveu se tempère, il est vrai, de l'espoir que, quand une couvée de petits Mornet aura accumulé les in-folio, cela finira par porter fruit.

La description de la thèse de M. Mornet nous permet d'être bref sur celle de M. Baldensperger, qui y ressemble beaucoup. Voici en quels termes il expose

1. C'est le « Sommaire » de la « Conclusion » de M. Mornet.

ce qu'il a essayé de faire et, d'après des juges compétents, réussi à faire dans son *Gœthe en France*. J'emprunte cette explication à un morceau où il catalogue les divers genres de problèmes que peut avoir à résoudre l'histoire littéraire et définit la manière de les aborder :

Il n'en est pas tout à fait de même, à mon sens, lorsque divers aspects dominants sont revêtus successivement par une question d'apparence identique(?). L'important est alors de déterminer quelle était, à un moment donné, la dominante (?), d'établir une succession légitime entre les points d'affleurement de ces tendances, qui, avant et après, sont occultes et presque indistinctes (???). C'est le plan qui, adopté pour mon ouvrage *Gœthe en France*, a été généralement approuvé comme le plus capable de discipliner une information un peu abondante [1].

C'est du français de Sorbonne, cher lecteur! Vous devez commencer à y être habitué. Je crois qu'on peut expliquer le plan de M. Baldensperger avec plus de simplicité que lui-même. Ce plan a consisté à ramasser et à mettre bout à bout, parmi toutes les phrases imprimées en France depuis la première célébrité de Gœthe, celles où il est question, à un titre généralement quelconque, de Gœthe ou de ses ouvrages, que ces phrases soient d'ailleurs de Chateaubriand, de Sainte-Beuve, de Renan, ou bien de quelque demi-crétin de journalisme, qu'elles soient de quelqu'un qui a lu Gœthe et en a reçu une impres-

1. *Etudes d'histoire littéraire.* Préface.

sion directe ou bien de quelqu'un qui a dû recourir à Larousse pour en pouvoir dire quelque chose. La thèse de M. Baldensperger ne cite que 644 noms propres. Mais aussi n'est-elle que de 383 pages. On appréciera fort justement l'intérêt moyen des renseignements que son livre nous apporte, d'après celui-ci :

Le nom de cet étranger a figuré un jour à la porte de toutes les mairies de France, après que le Sénat eut voté l'affichage d'un discours de Caillaux, ministre des Finances du cabinet Waldeck-Rousseau, à la suite du débat du 8 mars 1901, sur les bons d'importation des blés; il s'excusait de faire une citation littéraire et l'empruntait au « grand poète classique de l'Allemagne », il s'agissait du second *Faust* et de la consultation des « Mères », les lois primordiales de toute activité (p. 335).

Après avoir rempli ses 383 pages de données aussi piquantes, M. Baldensperger, tout comme M. Mornet, a désiré nous laisser sur quelques belles généralités. Il a voulu, dirai-je, après nous avoir si longuement imposé l'austérité aride de la « science », nous rafraîchir d'un peu de « littérature ». Il s'est donc demandé quel effet spécial Gœthe avait produit sur le tempérament de diverses provinces de la France.

La stricte (?) Lorraine, de Villiers à Mézières ou Barrès, a été moins soucieuse de reproduire une variété d'art ou d'émotion littéraire que de saisir la nuance de personnalité de Gœthe et son attitude en face de la vie... Doués de plus de résistance, des Berrichons, comme Latouche, Emile Deschamps et George Sand s'épren-

nent avec prédilection de quelques aspects de Gœthe qui touchent au fantastique [pourquoi, quand on a plus de « résistance », préfère-t-on le « fantastique » ?...] Une sorte d'inébranlable ténacité, la résistance d'un « moi » inattaquable empêche le Limousin E. Montégut de concéder, autant que ses contemporains panthéistes, à la dissolution de l'individu dans le flux du phénoménisme [faut-il donc être Limousin pour n'être pas panthéiste (?)]. Les anxiétés *bretonnes* de Chateaubriand et de Mme de Duras, de Boulay-Paty, d'Ernest Renan, se sont apparentées tour à tour à quelques-unes des émotions qu'avait exprimées, en face de la vie ou de l'univers, un fils de la lointaine Germanie [ce que dit M. Baldensperger n'est-il pas advenu également à des anxiétés picardes et tourangelles ?].

L'école de M. Lanson se flatte d'avoir ruiné dans l'Université le culte de la phrase. La vérité semblerait plutôt qu'elle a réduit à la dernière misère ce culte même. En revanche elle est convaincue d'avoir accompli dans « l'histoire littéraire » une révolution comparable à celle apportée par « Newton » dans la physique :

Dès le début du XVIIIe siècle, les physiciens et les astronomes s'étaient accoutumés à la défiance salutaire des principes innés et des forces occultes. Newton ne fut accepté qu'en précisant le sens de sa gravitation, en lui déniant toute valeur métaphysique, en la réduisant à n'être que le symbole verbal de ses calculs. *L'histoire littéraire est moins avancée que la physique d'il y a deux siècles* et les forces occultes y jouent toujours quelque rôle [1].

1. *Revue d'histoire littéraire de la France*, année 1910. « Les enseignements des bibliothèques privées. »

Le professeur Mornet, de qui sont ces lignes, ne semble pas posséder sur la physique moderne les notions vulgaires qui conviendraient à un homme d'instruction moyenne. Mais quand on a fondé une science nouvelle !...

Quoi qu'il en soit, le nom d'« histoire littéraire » est celui sous lequel M. Lanson résume l'ensemble des recherches objectives et scientifiques dont la littérature doit désormais constituer l'objet. L'histoire littéraire est ce qui est enseigné sous le nom de « lettres » aux étudiants de la Sorbonne, et les travaux d'histoire littéraire sont les exercices que l'on fait faire à ces étudiants pour leur apprendre à enseigner quand ils seront professeurs.

IV

M. Lanson n'a point toujours pensé de l'histoire littéraire ce qu'il en pense. Il en avait pensé tout le contraire avant son « évolution ». Il en avait parlé avec un dédain que l'on peut trouver excessif. Mais ce qu'il en écrivait en 1894, en un temps où, au lieu de faire par lui-même école d'imbéciles, il se tenait à l'école de ses maîtres naturels, est, en somme, intelligent et sympathique. Je ne le cite pas pour le plaisir de relever des contradictions, mais parce que dans la suite des positions de ce professeur se reflètent les épreuves subies par la civilisation française depuis l'année 1898.

Par une funeste superstition, disait-il, dont la science

elle-même et les savants ne sont pas responsables, on a voulu imposer la forme scientifique à la littérature : on est venu à n'y estimer que le savoir positif. Il me fâche d'avoir à nommer ici Renan comme un des maîtres de l'erreur que je constate : il a écrit dans l'*Avenir de la Science* cette phrase où j'aimerais à ne voir qu'un enthousiasme irréfléchi du jeune homme, tout fraîchement initié aux études scientifiques : « L'étude de l'Histoire littéraire est destinée à remplacer en grande partie la lecture directe des œuvres de l'esprit humain. « Cette phrase est la négation même de la littérature. *Elle ne la laisse subsister que comme une branche de l'histoire, histoire des mœurs ou histoire des idées* [1].

... La littérature n'est pas objet de savoir : elle est exercice, goût, plaisir. On ne la *sait* pas, on ne l'*apprend* pas ; on la pratique, on la cultive, on l'aime. Le mot le plus vrai qu'on ait écrit sur elle, est celui de Descartes : la lecture des bons livres est comme une conversation qu'on aurait avec les plus honnêtes gens des siècles passés, et une conversation où ils ne livreraient que le meilleur de leurs pensées.

Les mathématiciens, comme j'en connais, que les lettres amusent et qui vont au théâtre ou prennent un livre pour se récréer, sont plus dans le vrai que ces littérateurs comme j'en connais aussi, qui ne *lisent* pas, mais *dépouillent* [2] et croient faire assez de convertir en *fiches* tout l'imprimé dont ils s'emparent. La littérature est destinée à nous fournir un plaisir, mais un plaisir intellectuel, attaché au jeu de nos facultés intellectuelles et dont ces facultés sortent fortifiées, assouplies, enrichies. Et ainsi la littérature est un instrument de culture intérieure : voilà son véritable office [3].

1. Souligné par moi.
2. Mot souligné dans le texte ainsi que les suivants.
3. *Histoire de la littérature française*. Préface.

M. Lanson ne s'est pas seulement contredit. Il s'était d'avance moqué de lui-même. M. Lanson avait prévu M. Lanson. Mais tel est son caractère que les marques de mépris qu'il donnait par anticipation à son futur personnage l'excitent à n'en réaliser l'idée qu'avec plus de zèle. Aujourd'hui c'est pour ses anciens errements qu'il n'a pas assez de sarcasmes. Il en parle d'ailleurs comme des errements d'un autre.

Ces *dépouillements* qu'il avait aillés avec un peu d'exagération, il les réhabilite.

Mon rôle de professeur d'Université, tel que je le comprends, est de donner aux jeunes gens l'habitude de regarder les textes de près, de faire des examens approfondis, des constatations exactes et des *dépouillements* complets, pour ne construire ni ne conclure témérairement, comme on a fait si souvent, sur des faits mal choisis ou trop peu nombreux, sur des impressions hâtives et des préférences personnelles [1].

Ces précautions, ces expressions conviennent à un travail qui a pour but l'information historique. De fait, M. Lanson ne voit plus absolument dans la littérature qu'une matière d'investigation historique. Et il réduit systématiquement l'enseignement des lettres à l'histoire littéraire. C'est un premier point, et fort grave. Car l'histoire littéraire (bien comprise) a sa part, aussi subordonnée que nécessaire, dans la formation littéraire de la jeunesse. Elle ne saurait

1. Mélanges d'histoire littéraire de la Faculté des Lettres, t. XXI, Préface, 1908.

en constituer l'unique ni le principal instrument.

Mais voici un second point, et plus décisif. Cette « histoire littéraire » à laquelle il ramène tout et dont il prétend avoir rénové la méthode, M. Lanson est-il parvenu à en définir l'objet, à en circonscrire le cercle ? En aucune manière. On va pouvoir se faire une idée du tohu-bohu de recherches, les unes confuses, les autres inutiles, certaines purement extravagantes, qu'il a comprises sous ce nom. M. Lanson a tout ramené à l'histoire littéraire. Et il n'a établi que de la manière la plus confuse le concept de l'histoire littéraire. Il ne l'a pas établi du tout.

V

La cause première des inextricables embarras auxquels ce créateur se voue, c'est qu'il veut, tout en éliminant radicalement ce qu'il appelle la « subjectivité », réaliser quelque chose qui soit de l'histoire, et de l'histoire digne du nom de littéraire, c'est-à-dire, en définitive, ayant trait à des faits de l'âme et de l'esprit, à des manières de sentir et de penser. Il veut qu'on découvre la façon dont les œuvres littéraires ont agi dans les intelligences et les âmes et qu'on fasse cette découverte par les seuls moyens, pour ainsi dire, manuels, qui suffisent à l'établissement d'un répertoire, d'un inventaire brut. A l' « historique » il oppose le « subjectif » et demande qu'ils soient radicalement séparés. Cependant qu'est-ce, en cette affaire, que l'historique, sinon le subjectif — le subjectif des hommes d'une autre époque ? Ou ce sub-

jectif a beaucoup de commun avec le nôtre et c'est par le nôtre que nous le comprendrons, d'après les documents. Ou il n'y a rien de commun et alors des milliers de dates, de noms d'auteurs et de bouquins accumulés n'éclaireront pas le mystère intérieur. M. Lanson patauge. Ecoutons-le :

Sous le nom d'histoire littéraire, on nous a souvent apporté de la critique subjective, des impressions individuelles, ou des constructions systématiques, qui sont fondées, quoiqu'elles le déguisent, sur des impressions individuelles. L'histoire littéraire reste à faire en grande partie, c'est-à-dire que nous avons à appliquer la méthode de l'histoire aux œuvres littéraires, pour connaître les œuvres du passé dans le passé, et en tant que passé. Il est agréable, il est utile, il est sain de rechercher ce que les chefs-d'œuvre recèlent toujours de sens et de plaisir *pour nous*, et *je ne détournerai* personne de se donner à lui-même cette joie élevée. Mais la tâche propre et principale de l'Histoire littéraire est de ne point juger les œuvres par rapport à nous, selon notre idéal et nos goûts, d'y découvrir *ce que leur auteur a voulu y mettre, ce que leur premier public y a trouvé*, la façon réelle dont elles ont vécu, agi dans les intelligences et les âmes des générations successives. Ce travail de séparation de l'actuel et du passé, du subjectif et de l'historique suffit à l'activité des historiens littéraires. Il comporte, outre la lecture et l'analyse interne des œuvres, une masse de recherches autour des œuvres, l'emploi de toutes sortes de documents et de faits par lesquels s'éclairent la *personnalité* véritable et le rôle historique d'un livre et qui ont pour effet de le détacher de nous, de le *retirer de notre vie intérieure où la simple lecture l'a souvent mêlé* [1].

1. *Revue de mét. et de mor.*, article cité.

Si, pour comprendre la manière dont un poète a ému mes pères, il faut que je le « retire de ma vie intérieure », que je fasse abstraction de « ce qu'il recèle de sens et de plaisir pour moi », jamais, non jamais, je ne comprendrai la manière dont mes pères en ont été touchés. J'avais cru trouver dans Homère, dans Virgile, dans Racine, dans « la simple lecture » de ces poètes, non toutes les nuances, mais la plus substantielle et précieuse partie du plaisir et du sens (puisqu'il faut parler sorbonnien) qu'ils recélaient pour leur siècle. Il paraît que cela se trouve moins en eux que dans « une masse de documents et de faits... autour d'eux ». Encore n'est-il pas sûr que cela se trouve du tout en eux, même en leur mettant le forceps de « l'analyse interne ». Car M. Lanson nous apprend quelques lignes plus loin qu'il arrive que « le contenu *réel* d'un ouvrage ne fasse plus [avec le temps] qu'une partie de son *sens* et que quelquefois il y disparaisse presque totalement ». C'est-à-dire que le sens réel disparaît sous le sens acquis ! Comment les mêmes mots et les mêmes phrases peuvent-ils prêter à des interprétations qui n'ont *presque* rien de commun ? M. Lanson ne parle ni de rébus ni d'apocalypses, mais d'œuvre littéraires qui ont trouvé des générations de lecteurs. Comment ces œuvres ont-elles bien pu réussir, nonobstant une indétermination de sens suffisante pour que le sens en ait évolué de siècle en siècle ? Ce qui est humain a des bornes. Si l'*Odyssée* disait aux Grecs des choses si différentes de celles qui nous y charment, il faut que, d'eux et de nous, les uns étant des hommes, les autres soient des anthropoïdes. Et puis le « contenu réel » est-ce « ce que l'auteur a voulu y mettre »

ou « ce que le premier public y a trouvé » ou « ce nous y trouvons »? Affreux mystère !

Il est vrai que les auteurs d'une époque contiennent des allusions aux usages ou aux événements contemporains. Et c'est pourquoi on aime les lire avec les notes d'un érudit sûr, non dénué de goût. Mais le propre des grands auteurs, des poètes, conteurs ou moralistes dignes de ce nom, est de généraliser leurs allusions, si bien qu'on en saisirait encore le meilleur sans notes et que l'annotation, précisément pour être pénétrante, doit demeurer discrète. On n'annote pas une comédie de Molière comme une pièce de circonstance, un ouvrage à clés. M. Lanson n'admet pas cette inégalité de traitement. Son école professe que qui n'a point dans la tête tous les mémorialistes et les inédits du XVIIe siècle entend de travers (ou du moins n'entend que « pour lui-même » « subjectivement ») Molière, Corneille Racine, Pascal et La Fontaine. Ces rats voudraient persuader au monde que tout cela est du vieux papier.

Il est vrai encore que la disposition « des générations successives » à l'égard d'un même écrivain, d'un même ouvrage, une fois fameux, est changeante. L'*Astrée* ou *Lelia*, qui furent, en leur temps, dévorés par un public, nous ennuient. Ces vicissitudes de fortune d'un livre, d'une renommée se constatent, se mesurent par les « dépouillements » chers à M. Lanson (recensement des éditions et tirages, des bibliothèques). Mais, pour rendre raison de tels faits et y intéresser l'intelligence en les mettant en corrélation avec d'autres faits, ne faudra-t-il pas une culture générale, la connaissance de l'humanité,

quelque imagination morale ? A ce point de vue plutôt que de « retirer » quoi que ce soit « de leur vie intérieure », comme s'ils en suraboudaient, les Lanson feraient mieux de la nourrir afin que leurs paperasses leur servent. De plus, toutes les manières de sentir sont contemporaines de tous les livres et il y avait du temps de *Lelia* et du temps de l'*Astrée* bien des gens que *Lelia* ou l'*Astrée* assommaient et qui n'étaient pas des bêtes. Mais parmi les façons de sentir, il y en a qui sont plus à la mode. Une histoire de la mode en littérature est à faire ; elle a son agrément en soi et son importance même pour l'étude des grands génies, car elle explique *en partie* la direction qu'ils ont prise. Mais elle n'absorbe pas toute l'histoire de la littérature, laquelle comprend au premier chef ce qui est supérieur à la mode. Notre professeur est entraîné par la tyrannie de sa méthode à rechercher dans la littérature l'extrême particularité historique. Ou bien il la forgera, comme Taine le faisait talentueusement, mais désagréablement, en massacrant de pittoresque Racine ou la *Princesse de Clèves* ; mais lui ne le pourra faire, parce qu'il n'a aucun talent. Ou bien, il ne la trouvera, cette particularité, que dans l'extrême médiocrité de l'art.

Il y a enfin des auteurs illustres, dont il advient à des personnes d'égale bonne foi de se représenter l'œuvre et la pensée sous des espèces très différentes. Ce sont ces auteurs auxquels l'esprit de parti (politique, philosophique ou religieux) a coutume de demander des armes. Soit qu'ils se soient contredits, soit qu'ils se soient transformés au cours de leur carrière, soit qu'ils aient conçu quelque syn-

thèse capable, à leur gré, de concilier les opinions qui divisent les hommes, chaque parti prendra volontiers chez eux ce qui le sert, laissant le reste dans l'ombre. Ainsi figurent-ils à titre d'apologistes dans les camps opposés. Il est clair que chaque époque, selon l'état des passions publiques, sera plus favorable au succès de l'une des deux versions. Voilà un fait réel. Le reconnaîtrons-nous dans ces formules de M. Lanson :

Le Descartes et le Rousseau qui agit, ce n'est pas Descartes ni Rousseau, c'est ce que le public lit dans leurs livres et appelle de leurs noms, et cela dépend du public et change avec le public. Chaque génération se lit elle-même dans Descartes (!) et dans Rousseau, se fait un Descartes et un Rousseau à son image et pour son besoin. Le livre, c'est un phénomène social qui évolue.

Si « on lit » Descartes et Rousseau, et non d'épaisses ou frauduleuses traductions sectaires ou inintelligentes de Descartes et de Rousseau, si on lit Descartes et Rousseau eux-mêmes, et que d'ailleurs on sache lire, c'est toujours le même Descartes et le même Rousseau, pour ce simple motif que le grand sophiste, comme le grand philosophe, a su parler avec précision. On nous a fait un Descartes jacobin, un Descartes romantique et un Descartes hégélien. Mais les personnes qui souscrivirent à ces définitions, passèrent, jusqu'au règne de M. Lanson, pour grossières de culture et inexpérimentées d'intellect. On pourrait nous faire un Auguste Comte « catholique » et un Auguste Comte « démocrate ». Mais l'autorité

de ces gloses ne s'accommoderait que d'une notion bien insuffisante soit de « catholicisme », soit de « démocratie ». Je croyais que la fonction d'une critique éclairée, d'un enseignement digne de ce nom, était notamment de défaire, selon les besoins, la trame de ces illusions partiales, et de maintenir la signification, telle quelle, la vraie portée des doctrines et des idées qui appartiennent à l'histoire, en d'autres termes, d'apprendre aux gens à lire. Mais pour M. Lanson et son école, c'est l'objet même de cette fonction qui n'existe point, puisque l'évolution déplace, défait et refait sans cesse le sens des livres. Il y aurait à écrire, si l'on voulait, une histoire de l'utilisation polémique de Descartes, Rousseau et autres, matière en soi inférieure qui se pourrait ou plutôt se devrait étudier d'un point de vue supérieur, et non pas en rampant dessus. Pour M. Lanson, cette histoire représente et épuise la substance même des grands auteurs. Parlons clair : les œuvres et les écrivains ne disent, au gré de M. Lanson, que ce que l'on veut bien leur faire dire. Je vais lui livrer le secret de ses sorbonniques inquiétudes. Il est préoccupé de faire accepter un Descartes, un Molière, un Bossuet et un Voltaire électoraux.

VI

La méthode de l'érudition brute et du « dépouillement » sans pensée n'est que stérile quand on y joint, comme MM. Mornet et Baldensperger, la gentillesse de ne rien dire. Mais, qu'elle s'allie à la prétention

de juger, de définir, de prononcer, elle élabore presque à coup sûr l'erreur grossière. J'en vais donner deux exemples probants. Je demande au lecteur fatigué du courage. Le marécage est vaste à la dessication duquel je travaille, et encore en laisserai-je bien des parties inexplorées. Patience. Dans un petit instant, nous allons rencontrer, j'en donne l'assurance, du pittoresque et de l'extraordinaire.

Le premier de ces exemples nous sera fourni par un jeune adepte de l'école lansonienne, M. Pierre Caron. Le second, ma foi, par Emile Faguet, oh ! non point par un travail étudié, mais par une simple étourderie, extrêmement significative, d'Emile Faguet.

M. Caron s'est proposé de convaincre M. Jules Lemaître d'erreur grave dans son *Jean-Jacques Rousseau*. Et, pour ce faire, il a commencé par découvrir dans cet ouvrage une thèse qui est loin de s'y affirmer aussi expressément qu'il le dit. Mais, comme cette thèse exprime, à notre sens, une partie de la vérité, nous supposerons que Lemaître l'ait formellement défendue.

Une des thèses de M. Lemaître, c'est que la Révolution s'explique par l'influence des idées de Rousseau. Arrive un de ces érudits que n'aiment point les gens de lettres. M. Edme Champion passe plusieurs mois à relire, la plume à la main, les œuvres de Rousseau ; il y trouve exprimées les idées les plus contradictoires ; il établit qu'au même titre, ou peu s'en faut, que la Révolution, la contre-Révolution peut se réclamer, non pas de la doctrine, mais des doctrines — car il y en a plusieurs — de Rousseau. *La thèse de M. Lemaître est ruinée par*

la base : un simple « jeu de fiches » aurait permis à l'éminent critique d'éviter cette mésaventure [1].

C'est chose fort estimable, indispensable souvent (à condition de savoir s'en servir) qu'un « jeu de fiches » ou, pour parler plus humainement, un fond de notes bien prises. Mais la culture générale a sa petite valeur aussi. M. Caron pense-t-il que la distance qui existe, sous ce rapport, entre Edme Champion et Jules Lemaître sera comblée par l'épaisseur de ce jeu de fiches ? Qui sait si Lemaître, ayant lu Rousseau avec autant de soin matériel qu'Edme Champion, ne l'a pas compris mieux, n'a pas dominé plus aisément un ensemble dans les détails duquel Edme Champion risquait d'autant plus la noyade, que, mal lesté, je le crains, il y faisait, comme on nous dit, plus de plongées ? Il n'y a pas de doute ; si Edme Champion a trouvé la contre-Révolution chez Rousseau, c'est que sa « plume » lit bien mal. Il est vrai que Rousseau, d'une part, pose les principes révolutionnaires, avec toutes leurs conséquences et d'autre part se contredit abondamment. L'élève de M. Lanson en conclut, avec un excessif abandon au son et à la figure des mots, que Rousseau tombe dans la contre-Révolution. Mais n'y aurait-il pas pour une pensée révolutionnaire d'autres façons de se contredire ? Quel enfantillage ! Parmi les contradictions de Rousseau, la plus radicale est celle-ci. Après avoir attribué à la multitude la souveraineté législative, et tout institué sur ce fondement, il s'avise soudain que le soin de faire des

1. J'emprunte ce texte à la *Revue critique des idées et des livres* (25 mars 1911) où le travail de M. Caron est l'objet d'une vigoureuse discussion de M. Pierre Gilbert.

lois ne saurait être laissé à une puissance aussi impulsive et « aveugle ». Qui donc légiférera ? Un seul, une sorte de dictateur-prêtre. Qui le désignera ? Sa grande âme. « La grande âme du législateur est le vrai miracle qui doit prouver sa mission [1]. » M. Pierre Caron et peut être M. Edme Champion voient là de la « contre-Révolution ». Apprenons-leur le *b a ba* de la doctrine contre-révolutionnaire, qui est de tenir la tradition et l'hérédité pour les sources premières du droit politique et de placer dans les organisations sociales le soutien, la garantie des droits et des libertés réelles de l'individu. Ce qui ne ressemble en rien à cette dictature religieuse ou prophétique, non héréditaire. Il n'y a pas que les fiches au monde. Un peu de philosophie, un peu de connaissance politique eussent appris à ces messieurs que l'individualisme d'où part Rousseau conduit avec une égale rigueur au libéralisme et à la démocratie, à l'anarchie et au despotisme d'Etat, celui-ci conçu, soit comme gouvernement de la majorité, soit comme césarisme plébiscité. Ce sont bien là des contradictoires et tous deux révolutionnaires. Loin donc que les contradictions de Rousseau neutralisent son action révolutionnaire, elles y collaborent unanimement, elles la diversifient et la multiplient.

Admettons cependant que M. Edme Champion ait bien saisi la portée de ce qu'il lisait, que des idées réellement contre-révolutionnaires se trouvent mêlées en proportions égales — « ou peu s'en faut ! » — aux thèses révolutionnaires de Rousseau. M. Pierre Caron en conclut que l'influence de Rousseau n'a pu

1. *Contrat Social*, livre VII.

contribuer au fait de la Révolution française. On voit bien que c'est la Sorbonne qui a instruit ce jeune universitaire à raisonner. Il oublie que les générations sur qui s'est exercée l'influence de Rousseau ne l'ont pas reçue « la plume à la main ». Il y a dans l'œuvre d'un théoricien lyrique et passionné aussi abondant que celui-ci autre chose que le détail infini et bariolé des propositions, des positions logiques à travers lesquelles le démon du sophisme a pu promener sa verve, — ce froid détail qu'il est même puéril et très peu critique d'analyser, de rapprocher, de soupeser chez un Jean-Jacques avec la conscience et la minutie justement apportées à l'étude d'un Descartes. Il y a l'accent, la tendance, l'impression, la physionomie parlante de l'ensemble, la source et la nature du feu qui le soulève et l'anime. C'est cela, et non ce qui est dans les fiches, que les hommes ont senti, cela qui a agi. Quelques résultats que puisse donner cet épluchage théorique de Rousseau, un fait est hors de doute : si l'influence de Rousseau n'est pas l'unique source des idées et des sentiments qui ont engendré, pour leur part, la Révolution, elle est présente dans tous ces sentiments et toutes ces idées. C'est là plus qu'une donnée de l'histoire d'une époque. C'en est comme l'atmosphère. Mais, le système de M. Lanson est de fermer son enseignement des lettres à l'atmosphère des lettres. Avec le procédé de M. Caron, je prouverai ce que je voudrai sur la nature d'influence, non seulement de Rousseau, mais de n'importe quel grand écrivain abondant.

On voit le mécanisme facile des découvertes par lesquelles l'école lansonienne compte renouveler à fond l'histoire littéraire et intellectuelle.

Quant au second exemple de gaffe érudite, qui va, disais-je, être fourni par M. Emile Faguet lui-même, il se rapporte encore à Rousseau (*Revue des Deux-Mondes* du 1[er] avril 1911).

Il est connu que dans les *Confessions*, Jean-Jacques rend à sa propre vertu des honneurs quasi divins : « Etre éternel... qu'un seul te dise : *Je fus meilleur que cet homme-là !*... De tous les hommes que j'ai connus en ma vie aucun ne fut meilleur que moi... quiconque ne m'aime pas à cause de mes livres est un fripon, etc., etc. » De déclarations de ce genre il paraîtra naturel à tout homme sensé de conclure à une folie de la personnalité chez Jean-Jacques, à une grosse anomalie morale. Cette conclusion, convient Faguet, s'imposerait, si nous ne connaissions en cette affaire que le texte des *Confessions*. Mais les érudits ont découvert qu'elles ne furent, dans la pensée de Rousseau, qu'une apologie en réponse à d'infâmes libelles. Alors le ton s'explique et la monstruosité disparaît. — Ainsi donc, ce qui serait monstrueux, si l'on n'avait pas été calomnié (à savoir, de se proclamer soi-même l'homme le plus vertueux et la plus belle âme qui existe), devient par le fait de la calomnie, chose normale et digne d'un civilisé ! Quelle belle chose que les archives ! Mais fiche contre fiche : 1° Ce n'est pas seulement dans les *Confessions*, c'est dans sa *Correspondance*, c'est dans les *Quatre lettres à M. de Malesherbes*, que Rousseau se décerne perpétuellement ce brevet. 2° Ne faut-il pas l'en croire quand il dit que la rédaction de son auto-biographie lui a été inspirée par un dessein philosophique ? « Je forme une entreprise qui n'eut jamais d'exemple et dont l'exécution n'aura point

d'imitateurs. Je veux montrer à mes semblables *un homme dans toute la vérité de sa nature*, et cet homme ce sera moi. » C'est le début même des *Confessions*. 3° L'œuvre tout entière de Rousseau n'est-elle pas fondée sur l'idée d'une opposition radicale (et d'une opposition tout à son avantage) entre lui et le genre humain, entre lui et l'histoire, entre lui et la civilisation ?

Je connais un érudit parisien qui est persuadé qu'en dépit d'une opinion très répandue, la tour Eiffel mesure dix centimètres de hauteur. De la fenêtre de son cabinet un jeu de fiches de cette dimension la lui masque complètement.

VII

J'arrive à une production dans laquelle l'école reconnaît son chef-d'œuvre et son évangile. Elle est de la main du maître lui-même. Elle va occasionnellement nous renseigner sur un petit commerce que les lansoniens joignent à leur industrie intellectuelle et qui est loin de pécher par la même inutilité. Il s'agit de l' « édition critique » des *Lettres philosophiques* de Voltaire « avec une introduction et un commentaire » par Gustave Lanson, 2 vol., Cornély, éditeur.

Composées ou du moins préparées à Londres entre 1726 et 1729, connues à Paris à partir de 1734, les *Lettres philosophiques* sont le premier livre puissant de Voltaire et un événement important dans l'histoire intellectuelle de notre pays. Voltaire, chacun

le sait, y étudie l'Angleterre dans sa religion et ses sectes, dans ses institutions politiques, dans ses philosophes et ses physiciens, dans sa littérature. C'étaient là pour le public français de grandes nouveautés. Voltaire les présente dans un esprit perpétuellement satirique et tendancieux. Autant qu'une information sur les Anglais, cet ouvrage constitue un acte d'hostilité, un manifeste d'irritation et de moquerie contre le catholicisme, contre le gouvernement de la France, et contre les ennemis de Voltaire. Toute la philosophie de Voltaire y est déjà. Quoi qu'on pense de celle-ci, l'accent de passion intellectuelle, la frémissante avidité de savoir, la lucidité enjouée, l'humeur endiablée, ce mélange de légèreté et d'ardeur, ce tour unique qui distinguent les *Lettres anglaises*, les rangent parmi les chefs-d'œuvre. Je les ai lues deux fois avec délices, sans notes et sans éprouver le besoin de notes. Si Voltaire n'est pas clair par lui-même, qui le sera ? Et qu'est-ce après tout que ces lettres, sinon des notes prises par un homme de génie !

On en y peut mettre cependant.

On en y peut mettre pour discuter et rectifier les assertions de Voltaire, qui, touchant à des matières très diverses, nouvelles pour lui, et parfois difficiles, même pour lui, a dû tomber en plus d'une erreur, et qui, en outre, est toujours suspect de faire, directement ou par voie indirecte, de la caricature. Ce travail de contrôle eût été utile et piquant. M. Lanson en a formellement écarté le projet. Qu'a-t-il donc voulu ?

Mon but a été d'aider à comprendre comment Voltaire

a fait son livre, comment et sur quels matériaux son esprit a travaillé. J'ai voulu présenter un commentaire de *sources*, rien de plus. L'idéal eût été de découvrir pour *chaque phrase* (*!*) le fait, le texte ou le *propos* (*!!*) qui avait mis en branle l'intelligence ou l'imagination de Voltaire : *on se fût ainsi rendu compte du travail intérieur* qui les a utilisés, fécondés, déformés, transformés. Je n'ai pas besoin de dire que je n'ai pas atteint cet idéal... Je me suis proposé, sans rien dire d'inutile, d'éclairer les démarches de l'esprit de Voltaire, et de fournir les moyens de comprendre mieux qu'on ne faisait *comment il était impressionné et comment il réagissait.*

Voilà, pour une investigation bien subtile, des moyens bien gros. Mais enfin, sous cette réserve que le prix des *Lettres philosophiques* tient au tour, à l'esprit, à la satire, à la tendance, à la doctrine et ne s'attache que secondairement à la matière de l'information (laquelle se trouve beaucoup plus abondante dans cent autres écrits) et par conséquent à ses origines, — sous cette réserve, il n'y a rien à redire au copieux amusement d'érudit de M. Lanson, sinon qu'il est gratuit. Il l'est d'autant plus que Voltaire, exilé en Angleterre de 1726 à 1729, lié avec la société la plus distinguée et les gens de lettres de Londres, s'est procuré par conversation ou par observation directe une bonne partie de ses renseignements. C'est ce que dit fort bien M. Lanson. Quinze lignes après l'endroit où il déclare « avoir voulu présenter un commentaire de *sources*, rien de plus », il constate que « ces sources sont à peu près inaccesssibles aujourd'hui ». — Alors ?

Alors M. Lanson s'est mis à son aise.

J'ai essayé de retrouver dans les écrits de circonstance, les brochures et surtout les journaux l'image des faits et des mouvements d'idées qui, par *d'insaisissables intermédiaires, ont agi sur* Voltaire de 1726 à 1729. Les journaux anglais sont précieux : ils font voir, *ou du moins entrevoir*, ce que Voltaire *put* avoir sous les yeux, ce qui *put* lui venir aux oreilles pendant qu'il vivait en Angleterre. J'ai fait le dépouillement des journaux publiés à Londres qui sont au *British Museum*, pour la période mai 1726-février 1729.

Les sources orales *se dérobent*. On *peut* pourtant rechercher dans les écrits des hommes qui ont le plus vécu et conversé avec Voltaire *des traces* de ce qu'ils ont *pu* lui dire dans leurs conversations.

Assurément, rien de tout ça n'est défendu. Mais M. Lanson ne paraît pas bien savoir ce qu'il veut. Comme il l'annonce, il n'a presque pas trouvé de sources. Mais il a trouvé infiniment de textes contemporains parlant des mêmes choses dont parle Voltaire. Par exemple, Voltaire, ayant visité un quaker, décrit l'habillement des quakers. Là-dessus, le glossateur cite sur l'habillement des quakers cinq textes, dont deux en latin, un en français, deux en anglais, empruntés à trois auteurs différents, et généralement onze ouvrages (avec toutes leurs éditions) où « les Français pouvaient apprendre quelque chose sur les quakers ». Ainsi de suite. Avec ce procédé-là, ç'a été vraiment un excès de bonté de M. Lanson de ne faire que 550 pages.

Le plus probable est que la classe de M. Lanson s'étant trouvée promue au rang d'« équipe de travailleurs » et la bibliographie ayant remplacé le devoir français, le chef d'atelier a partagé entre ses appren-

tis les vingt-cinq *Lettres philosophiques*, pour qu'ils fissent dessus le plus de fiches qu'ils pourraient. Il a retapé ces travaux juvéniles et composé à leur assemblage (avec quelque incertitude, on vient de le voir) figure d'œuvre magistrale[1].

VIII

Magistrale ! Le mot est faible pour exprimer l'enthousiasme, le délire inspiré à l'école par l'édition des *Lettres philosophiques*.

Voici ce qu'en dit M. Rudler, M. Rudler, dont il vous suffira de connaître que, non seulement il s'est vu dans la fleur de son âge professeur de rhétorique à Louis-le-Grand, professeur à l'Université de Bordeaux, chargé de cours à la Sorbonne, mais que l'autorité académique, à l'invite de M. Lanson, dont il est le premier lieutenant, a prétendu lui livrer sur l'enseignement secondaire une sorte de magistère général, prélude aux suprêmes dignités. Charles Péguy a tracé de lui une fort bonne silhouette. C'est dans une revue quasi-officielle, *La Revue universitaire*, où M. Lanson est tout-puissant, et chez un

1. La critique de la Sorbonne n'est pas toujours bien dirigée. Il y a dans le travail de M. Lanson une partie intelligente et utile : c'est l'établissement du texte. Pour le réaliser, il a fait ce qu'il faut faire : comparer toutes les éditions. Par amour de la « science » il a représenté les rapports de ces éditions entre elles par une sorte de graphique inextricable qui a de faux airs d'un projet d'ingénieur. On a eu raison de se moquer de ce bluff puéril. Mais le travail spécial qui y sert de prétexte est sensé et utile. J'admets que M. Lanson s'en soit parfaitement bien acquitté.

éditeur quasi officiel, Armand Colin, que cette page a paru. Et quand je dis « officiel » ou « quasi officiel », je veux dire qu'un universitaire qui publierait sur ce morceau le quart des appréciations qu'il inspire à tout homme de sens, de goût et de cœur, aurait beau avoir montré tous les mérites du monde, il pourrait prendre le deuil de sa carrière.

Je ne loue pas : je décris le relief des choses, tel qu'il me saute aux yeux; j'avance des faits incontestables, *des axiomes*. 1° Je n'imagine pas que personne, en aucun temps, puisse songer à rééditer ces lettres sur les mêmes principes *et les mêmes lignes* (?). Des travaux comme ceux-là sont conçus et exécutés *sub specie æternitatis. Ils étendent aux dernières limites et arrêtent les conditions de l'intelligibilité*. Quand, presque à chaque assertion de l'auteur, on vous produit ses sources ; qu'on est allé les chercher partout, dans son pays, dans trois ou quatre pays d'Europe, chez lui, chez les autres, dans les livres, aux endroits quelquefois les plus imprévus et les plus pittoresques ; que dans cette immensité de recherches, tournant avec le sujet, on s'est interdit tout rapprochement fallacieux, toute comparaison gratuite, et d'un doigt sûr, d'une raison toujours lucide et maîtresse d'elle-même, on vous indique les sources vraies ; en somme, *qu'on vous ouvre le crâne de l'écrivain et qu'on vous fait assister au travail de son cerveau ;* qu'on vous met suffisamment à même de mesurer le degré de sûreté de sa vision, la conformité de son observation à la réalité : que voulez-vous qu'on ajoute à l'intelligence que vous avez de cet écrivain ? 2° Tout changement de méthode ne pourra être qu'une diminution, un recul. L'un des avantages de cette édition, c'est *d'avoir pris une sensible avance sur son temps ; à vrai dire, sa vertu d'initiation ne s'épuisera pas*. 3° Il est bien probable

qu'aucun pays du monde aujourd'hui ne pourrait lui opposer une édition comparable à la fois pour l'immensité de la recherche et la rigueur sobre de la méthode et du commentaire. *Nous avons la gloire d'avoir produit l'un de ces livres sur lesquels on touche, à un moment donné, sous des caractères spéciaux, l'effort extrême de l'esprit humain.* Sachons-le et ne laissons pas croire que nous l'ignorons... Si l'immense production livresque qui est un caractère de notre temps disparaissait et *que seul cet ouvrage survécut*, l'avenir saurait par lui à quel raffinement de savoir, de méthode, de probité, d'amour de la réalité, les types les plus élevés de notre civilisation sont parvenus (*Revue universitaire* du 15 décembre 1904).

Et M. Rudler ajoute ce bon conseil : « Un livre comme celui-là exige des procédés de lecture particuliers, deux lectures à dire vrai : l'une, *cursive, du texte même*, et l'autre, *approfondie*, du commentaire... La seconde *dépassera* la première de toute la peine qu'on aura prise et au delà. Elle sera riche, complexe, nuancée, elle donnera *seule* la volupté de comprendre absolument, de *planer*... » Il faut lire Voltaire à la vapeur. Mais chaque virgule de Lanson doit être approfondie. Rudler n'oubliait que d'expliquer comment un homme qui a « ouvert le crâne de Voltaire » n'y a pas trouvé le secret d'écrire moins mal.

Charles Péguy a bien eu raison de dire qu'on n'a jamais parlé comme ça de Pascal, Corneille, Dante, Gœthe, Beethoven, Rembrandt ou Wagner. Il ignorait sans doute que l' « édition critique des *Lettres philosophiques,* avec une introduction et un commentaire », a également valu à son auteur d'être com-

paré aux fondateurs de religion et, peu s'en faut, aux martyrs. C'est dans la *Revue d'histoire littéraire de la France,* éditée aussi chez Colin et dont je pourrais répéter ce que j'ai dit de la *Revue universitaire,* tant pour son caractère semi-officiel que pour l'autorité que M. Lanson y exerce, que s'épanouit cette comparaison (année 1910, p. 196).

Il faut dire que la « manière » même de cette édition est la plus forte leçon de volonté scientifique. M. Lanson ne serait pas le maître de toute une génération de travailleurs, s'il ne s'agissait pour eux que d'apprendre bien un métier et de recueillir des recettes et des tours de main. *Ce qu'il enseigne, c'est une conception définie de la pensée, de la raison, de la vie, une foi dans la dignité du vrai et les destinées de ceux qui le poursuivent à travers la fatigue et les dédains.* C'est donc cette vérité même et ses intérêts qui dictent l'expression que nous donnons d'elle. Quelques rares hommes sont capables de s'adapter exactement à ce qu'elle demande.

M. Lanson fait travailler. Mais c'est un bon patron. Il ne veut pas qu'on travaille pour rien. Outre les honneurs précoces dont il est redevable à sa recommandation, M. Rudler s'est vu proclamé par lui plus fort que Sainte-Beuve. Ceci, à l'occasion d'une thèse sur la *Jeunesse de Benjamin Constant* dont la Sorbonne n'a pas seulement admiré la solidité scientifique et documentaire, mais applaudi le grand talent. Car, dans l'école Lanson, si les autres sont de « bons chercheurs », Rudler est l'écrivain de talent, le brillant esprit, l'homme de tempérament et de verve. (On vient de le voir.) Le fait est qu'il est inénarrable. Il a donc consacré aux vingt-sept premières

années de Benjamin Constant un volume de près de six cents pages in-8, ce qui mettra la biographie entière à deux mille pages au bas mot. Veuillez voir dans ces proportions de la modestie. Se proposant de convaincre d'erreur le portrait fameux que Sainte-Beuve a tracé de Constant en une trentaine de pages, Rudler a jugé qu'il ne lui en fallait pas à lui moins de six cents pour démolir (en la refaisant) l'œuvre d'un tel maître. Mais en six cents pages, il s'en charge ! Le malheur est qu'à travers ce déluge de broutilles et de lettres inédites on ne voit aucunement se dessiner une physionomie et, si l'on était sous l'impression du portrait de Sainte-Beuve, on y demeure tout le temps. Je dirai même qu'elle se confirme. J'ajoute que pour s'expliquer que Sainte-Beuve ait pensé de Constant ce qu'il en pensait, Rudler, fidèle élève de son maître, cherche qui a pu le lui souffler. Et il trouve plus de quarante personnes.

IX

Parmi les travaux que la Sorbonne nouvelle impose à ses élèves en lettres, les plus monstrueux, à vrai dire, ne sont pas tels par leur objet même, qui est parfois raisonnable, mais par la disproportion fantastique de cet objet avec la peine prise, l'appareil déployé, les investigations accomplies. La nouvelle Sorbonne capture quelquefois une fourmi, mais avec un corps d'armée. On a eu tort de railler des sujets comme les suivants : « Dater dix lettres

de Voltaire », — « De l'emploi du conditionnel dans Montaigne ». Il saute aux yeux que la solution de ces petits problèmes, où d'intéressantes conséquences peuvent être engagées, exerce essentiellement le goût et l'intelligence, qu'une érudition toute matérielle et sans esprit n'en viendra jamais à bout, et qu'enfin la Sorbonne doit être grammairienne ou n'être pas. Malheureusement, elle ne paraît guère tenir à ce qu'ils soient résolus (ce qui sera mal fait, s'il n'est fait en deux pages). Du moins désire-t-elle impérieusement qu'ils servent de prétexte à l'accumulation de la plus indigeste masse d'inutilités possible.

Je ne dis rien que je ne prouve. C'est un problème littéraire très intéressant que de « dater » les pièces des *Contemplations* de Hugo. Son intérêt tient à la raison que Hugo a eue d'en antidater un certain nombre. Devenu républicain et libre penseur, après avoir longtemps chanté la royauté et la religion, recherché et éprouvé de toutes manières l'amitié des princes, il a désiré persuader la postérité et ses nouveaux amis que républicanisme et anticatholicisme étaient chez lui bien antérieurs à 1848. C'est ainsi que la fameuse *Réponse à un acte d'accusation*, d'inspiration révolutionnaire, reportée par le poète à janvier 1834, a été en réalité écrite vingt ans plus tard. Edmond Biré — l'exquis Biré — en a administré la preuve, la tirant notamment de certaines particularités très fortes de style et de métrique, absolument étrangères à la forme et à l'imagination de Hugo dans sa première période : par exemple, le substantif double ou substantif pris adjectivement :

... Je montai sur *la borne Aristote*
... Et *l'astre Institut* s'obscurcit

et encore la variété, infiniment plus grande dans la seconde manière, des positions de la césure. La démonstration est topique. Et voilà une bonne et charmante application de la loupe à la littérature.

M. Lanson, ayant observé l'ingénieux procédé de Biré, a commencé par en perdre de vue la raison d'être, après quoi il s'est enthousiasmé pour lui et a tenu à le faire appliquer en grand par un malheureux élève de sa classe. J'ai vu, dans certaine station thermale des Pyrénées, des paysans qui, non contents de se tremper dans l'eau du bain, en buvaient plusieurs litres pour se faire plus de bien à la santé. Notre homme est de cette force. Que dis-je ? Pour rendre la comparaison exacte, il faudrait supposer que ces paysans ne souffrissent d'ailleurs d'aucune maladie.

Les résultats m'autorisent à supposer que M. Lanson a tenu à ce pauvre aspirant à l'agrégation ou à la licence le discours suivant : « Vous allez établir la date vraie d'une vingtaine de pièces des *Contemplations*. Et ce, par une méthode scientifique que j'ai découverte. Vous scanderez tous les vers du poète et vous en représenterez les coupes respectives par autant de formules chiffrées, 6 + 6, si la césure est à l'hémistiche, et ainsi de suite. Après quoi, vous saurez de combien de coupes diverses il s'est servi et vous en établirez la liste. Voilà le commencement de votre ouvrage. La suite est plus ardue. Vous rechercherez combien de fois en moyenne dans chaque année de sa production poétique, de

1830 à 1854, Hugo a fait usage de chacune des coupes métriques par vous reconnues et étiquetées. Vous dresserez un tableau général des résultats. Il ne vous faut pas plus d'un an. Alors vous toucherez le but. Ayant relevé en chacune des pièces à dater, la proportion dans laquelle y est employée chaque espèce de coupe métrique, vous consultez votre tableau, et, par une approximation aussi facile que concluante, vous fixez à coup sûr l'année de composition. J'aurais aimé déterminer le mois. Mais ce sera l'affaire d'un de vos successeurs. La science est progressive. » Ainsi parla le maître, et, comme l'étudiant, noblement ému des difficultés de la science humaine, s'éloignait, il le rappela pour lui dire : « A propos ! j'ai prié M. Paul Meurice, qui a le manuscrit des *Contemplations*, de vous le montrer. La date inscrite de la main du poète diffère de celle de l'édition imprimée, souvent de douze ans et plus. Comme il n'y a aucune raison, ni philosophique, ni de fait, pour douter de l'authenticité de la date manuscrite, ayez bien soin de l'adopter ! — Mais, cher maître, si nous savons la date, à quoi bon la chercher ! — Nous la savons, mais *pas scientifiquement*, et tout est là ! »

Voici des échantillons très abrégés du monstre. Et d'abord le tableau général :

1° *Proportion de vers coupés ailleurs qu'à l'hémistiche*

En 1830 (*Feuilles d'automnes*)	1 sur 6
De 1830 à 1835 (*Chants du Crépuscule*) .	1 sur 5
De 1835 à 1850 (*Voix intérieures, Rayons et Ombres*).	1 sur 4 1/2
En 1854 (*Contemplations*)	1 sur 2 1/2

2° Proportion des différentes coupes.

PIÈCES	DATES données par l'édition et par le manuscrit	COUPES diverses qui se trouvent dans la pièce	PROPORTION de ces coupes dans les pièces	Proportion type	Dates vraies
I. 1. 2.	Edition : avril 1831 Manuscrit : 1843	2 + 10	1 s. 20	En 1830 : 1 sur 192 En 1840 : 1 sur 112	*donc* 1843
I. 1. 4.	Edition : avril 1840	1 — 11	1 s. 36	1840 : 0 1855 : 1 s. 2.060	
	Manuscrit : mars 1855	7 + 5	1 s. 36	1840 : 1 s. 1.013 1855 : 1 s. 294	*donc* 1855
		5 + 7	1 s. 36	1830 : 1 s. 1.520 1855 : 1 s. 85	
		1 — 3	1 s. 18		
etc.					

Après ça, dater les pièces n'est plus qu'un jeu.

1° Proportions des vers coupés ailleurs qu'à l'hémistiche.

PIÈCES	Dates données par l'édition et par le manuscrit	Proportion	Dates vraies
I. 1. 2.	Edition : juin 1831 Manuscrit : 1843	1 sur 4	*donc* 1843
I. 1. 4. etc.	Edition : avril 1840 Manuscrit : 19 mars 1855	1 sur 3	*donc* 1855

2° *Proportion des différents coupes.*

	1830	1830-1835	1835-1840	1854
Coupe 5 + 1 + 6....	Aucune	Aucune	Aucune	1 s. 1.030
— 2 + 4 + 4 + 2	—	—	—	1 s. 2.060
— 1 + 3 + 8....	—	—	—	1 s. 2.060
— 1 + 11.......	—	—	—	1 s. 2.010
— 3 + 7 + 2...	—	—	1 s. 1.520	1 s. 1.030
— 7 + 5........	—	—	1 s. 1.013	1 s. 2.080
— 5 + 7........	—	1 s. 1.476	1 s. 1.013	1 s. 2.080
etc...				

Il y en a treize énormes pages in-8 comme cela.

La Sorbonne a jugé ce grand œuvre digne d'être imprimé dans les *Mémoires d'histoire littéraire de la Faculté des lettres.* L'étudiant à qui en revient l'honneur s'appelait Dupin. Il est peut-être mort. Voilà ce que M. Lanson appelle « assurer les bases » et « établir les dessous » de la vraie critique.

Il n'a pas voulu laisser aux autres tout l'honneur de ces travaux mathématiques. Il en a illustré son ouvrage sur l'*Art de la Prose.*

Convaincu que ce sujet — l'art de la prose — n'a jamais été étudié (car ce que Montaigne, Pascal, Descartes, Fénelon, Buffon, Voltaire, Renan et quelques autres en ont expliqué et enseigné n'est pas *scientifique*) M. Lanson voudrait qu'on l'abordât ou plutôt qu'on « s'y attaquât » scientifiquement.

Il vaudrait la peine qu'un professeur d'Université *s'y*

attaquât et *y mît* ses étudiants, pour nous faire sur l'Art de la Prose chez les écrivains français le livre savant, approfondi, méthodique dont nous avons besoin, un livre où toutes les impressions se contrôleraient et se préciseraient par tous les *dépouillements*, toutes les comparaisons et toutes les vérifications nécessaires. Peut-être, si je viens à bout de quelques autres travaux que j'ai entrepris, mettrai-je cette grande question d'esthétique littéraire à l'*ordre du jour* d'une de mes conférences de la Faculté des Lettres. (L'*Art de la Prose*, Préface.)

D'ores et déjà M. Lanson nous donne un avant-goût de la méthode ou plutôt, comme il dit, « des méthodes », tout en nous avertissant que peu de gens sont « capables de les manier ». Dans ce que vous allez voir ci-dessous, les chiffres sont des chiffres, mais le texte ne doit pas être confondu avec des vers libres ! car c'est une phrase de Bossuet.

11 (5 + 6)	Hélas on ne parle que de passer le temps.
13 (6 + 7)	Le temps passe, en effet, et nous passons avec lui ;
8	Et ce qui passe à mon égard,
9	Par le moyen du temps qui s'écoule,
12 (7 + 5)	Entre dans l'éternité qui ne passe pas.
13 (5 + 8)	O Dieu éternel ! quel sera notre étonnement,
7	Lorsque le juge sévère,
8	Qui préside dans l'autre siècle,
10 (7 + 3)	Où celui-ci nous conduit malgré nous,
14 (5 + 4 + 5)	Nous représentant, en un instant, toute notre vie,
8	Nous dira, d'une voix terrible :
6	« Insensés que vous êtes !

12 (7 + 5)	Qui avez estimé les plaisirs qui passaient.
11 (5 + 6)	Et qui n'avez pas considéré la suite
5	Qui ne passe pas ! »

Ces chiffres représentent le rythme mathématique de « l'éloquence qui s'élargit et s'étale ». Il est clair que leurs rapports ont quelque part dans l'harmonie de la période. Mais le mouvement de l'âme et la pensée elle-même, que massacre ce morcelage, collaborent, je pense, à cette harmonie. De telle sorte que ce qui devait m'en livrer le secret m'empêche de la sentir et j'ai peine à comprendre même le sens de la phrase. M. Rudler observerait sans doute qu'il suffit de lire celle-ci « cursivement », mais que la partie arithmétique est digne d'une attention « profonde ». Négligeons donc, pour être plus rigoureux, le texte même. Voici « la sensibilité de l'orateur qui s'échappe » :

7 + 10 + 14 (9 + 5) + 11 + 10 + 16 (5 + 4 + 7)

Un « cri de l'âme » :

8 + 12 (7 + 5)

Du Fénelon :

4 + 8 + 8 + 4 + 12 + 8 + 7 + 8 + 10, etc.

M. Lanson n'a encore appliqué ce procédé qu'à des phrases de Bossuet, de Fénelon et de Rousseau. Mais ne feignons pas de ne point saisir sa grande pensée. Il veut voir ces dénombrements appliqués « par ses étudiants » à tous les prosateurs

de la France. On fera de tous les résultats une sorte de table des logarithmes, d'où un calculateur plus savant que Gustave Lanson (qui ne sait que les quatre règles) dégagera les « équations » mystérieuses — oh ! combien ! — de la bonne prose.

Après ça, si la « démocratie » croit que les lettres ne sont pas scientifiques ! Si elle s'imagine qu'un professeur de littérature ne peut pas être un type dans le genre de Lagrange et de Henri Poincaré !

X

Nous atteignons le faîte de l'édifice, je veux dire les grandes conclusions générales dont M. Lanson couronne cet amas de dépouillements et de chiffrages. Il est vrai qu'elles ne sont pas nombreuses. Mais aussi l'histoire littéraire se met-elle à peine à la besogne. Ces premières généralisations, du moins, préfigurent l'importance et l'ampleur des conquêtes philosophiques promises à la documentation littéraire plus avancée. L'astronomie moderne n'avait pas fait de grands pas dans la connaissance expérimentale et ne disposait que d'instruments encore grossiers, quand Képler énonça ses lois. M. Lanson a déjà pu énoncer jusqu'à six lois fondamentales de l'histoire littéraire, qui seront, si vous voulez, aux découvertes des prochaines générations de « chercheurs » ce que furent aux formules de Laplace les lois de Képler.

Ces lois de l'histoire littéraire, il les a fait connaître dans une conférence que M. Durkheim le pria

de donner pour l'instruction des jeunes sociologues de la Sorbonne[1]. M. Durkheim et son école, nous l'avons vu, sont à ménager. M. Lanson fit honneur à la sociologie des vérités les plus précieuses de l'ordre littéraire. Il les qualifia de « sociologiques ». Il exprima que la littérature n'était rien si elle n'était pas la sociologie et il supplia les sociologues de ne pas refuser aux littérateurs leur lumières. C'est bien ainsi que M. Durkheim l'entendait. Il ne pouvait être rassuré davantage sur l'esprit de la nouvelle science et les mouvements de ses fondateurs.

M. Lanson affirma en premier lieu *la loi de corrélation de la littérature et de la vie.* « La formule ordinaire de cette loi est : la littérature est l'expression de la société... Et c'est peut-être la plus ancienne loi de *sociologie littéraire* qui ait été définie. » Le professeur convenait d'ailleurs que, si la littérature reflète en effet les mœurs, il est également vrai que les mœurs peuvent refléter la littérature. Contre-partie qu'il fit à son tour entrer dans la science sous cette forme : *la littérature est complémentaire de la vie.*

Sauf cet emploi de « complémentaire » — qui paraît se ressentir de la crise du français — je crois que M. Lanson n'avançait rien que d'incontestable. Mais qu'on m'excuse, si je ne me refuse point ici une satisfaction d'amour-propre. Comme le professeur de Sorbonne a embrassé du regard le vaste champ de l'histoire littéraire, j'ai de mon côté médité sur les généralités de l'éducation et j'oserai proposer à votre assentiment cette vérité que *les enfants gâtés*

1. L'article déjà cité, *l'Histoire littéraire et la Sociologie*, est la reproduction de cette conférence.

tournent mal. Voulez-vous que nous l'appelions *la plus ancienne loi de psychologie pédagogique qui ait été définie ?* J'ai beaucoup creusé aussi (métaphysiquement) les problèmes de l'amour et je suis frappé de ce fait universel que les jolis minois attirent les jeunes gens et n'éloignent pas les vieux. Si nous faisions de cet aphorisme le fondement de la *dynamique intersexuelle ?* Ça vous aurait tout de même un autre air !

La loi numéro 2 est *la loi des influences étrangères*, et elle signifie que la littérature d'un pays exerce de l'influence au dehors, soit à cause de la domination politique et littéraire conquise par ce pays, soit à cause de la supériorité de sa civilisation intellectuelle et artistique, soit à cause de l'abaissement de la production littéraire dans le pays influencé, enfin pour une raison ou pour une autre.

Ces exemples suffiront à vous faire accepter de confiance que la loi de « cristallisation des genres » — la loi de « corrélation des formes et des fins esthétiques » — la loi « d'apparition du chef-d'œuvre » — la loi de « l'action du livre sur le public » expriment des vérités qui, pour se dissimuler un peu sous la majesté de l'expression, n'en sont pas moins indubitables. La loi d'apparition des chefs-d'œuvre nous rend au premier abord rêveurs. Mais elle signifie tout bonnement que les chefs-d'œuvre ne sont pas une génération spontanée et qu'on en trouve comme la préparation dans la littérature antérieure et contemporaine. Enfin la loi de l'action du livre sur le public n'exclut pas l'action du public sur le livre.

M. Lanson parle ici sans témérité.

XI

Nous sommes en mesure de porter un regard d'ensemble sur cette méthode.

Au point de vue des caractères scientifiques, on peut lui reprocher de ne point se préoccuper de la raison d'être des recherches biographiques, statistiques et mathématiques qu'elle préconise, bref de ne mener à rien. A ce reproche la Sorbonne répondra, je pense, qu'il n'y a pas de connaissance plus désirable que la synthèse universelle et que tous les faits y rentrent. Evidemment.

Mais, d'un point de vue que j'appellerai pratique, la méthode lansonienne offre d'indiscutables avantages, notamment propres à faire comprendre comme quoi son auteur, après en avoir été si loin, à l'époque où il tenait sur la nature des lettres des propos dignes de la civilisation française, plus tard, sous d'autres influences, y est venu avec tant de zèle, et a trouvé, si j'ose ainsi dire, son chemin de Thalamas.

Tout d'abord, cette méthode mettait à peu de frais le rôle de créateur et d'initiateur. En quoi elle peut être appelée démocratique.

Elle peut l'être encore, en ce sens que l'intelligence et la culture ne constituent aucun avantage pour la bien mettre en œuvre et lui faire produire ses résultats spéciaux.

Elle est humanitaire, si vous voulez entendre par là qu'un Allemand ou un Oriental, à peine initié à notre langue, saura dénombrer les éditions de nos auteurs et y compter les syllabes aussi brillamment que le Français le plus fin.

Elle est révolutionnaire, en ce qu'elle représente l'insurrection — l'inépuisable insurrection — du fragment contre le tout. La fiche y est souveraine, c'est-à-dire qu'aucune règle, aucune vue supérieure, aucun sentiment des choses, dirai-je, n'y gouvernant et n'y modérant les opérations de l'analyse, celle-ci se réduit à un morcelage purement matériel, conçu au hasard, mais qui peut faire merveille au service des passions destructives. La méthode lansonienne est un bon instrument pour ronger et émietter toutes les idées générales et les synthèses qui offusquent, pour tuer par l'abus sophistique de la lettre, l'esprit, la vie, l'unité des réalités. Elle est également favorable aux mauvais sentiments et à la médiocrité.

Elle est serve de nature et, si l'on veut, ministérielle.

Mais pourquoi m'appliquer à en peindre tous les mérites, quand j'ai sous les yeux le discours où M. Lanson le fit d'une manière inimitable ? Ce discours, c'est un toast qu'il adresse à son grand confrère, M. Aulard. Il porte à Aulard l'hommage qu'il avait déjà destiné à Durkheim. Il avait déclaré au sociologue Durkheim que la science des lettres est purement sociologique. Il assure l'historien Aulard — autre puissance avec qui il fait bon s'entendre — qu'elle est purement historique. Il avait appelé sur lui et son école le sourire de Durkheim. Il sollicite la bénédiction d'Aulard. Il le supplie de ne pas faire état de ses indignités passées. Il abaisse jusqu'aux pieds d'Aulard, non seulement lui-même, Lanson, mais, en lui, tous les professeurs de rhétorique de l'Université, qui ne l'en ont point chargé. Voici comme il lui parle :

... Je suis *honteux* de vous parler de travail historique, de méthode historique, à vous dont il n'est pas un de qui je n'aie beaucoup à apprendre là-dessus, *professeur de rhétorique et littérateur que je suis.* En me trouvant à côté de mon cher collègue Aulard, que j'aime et que *je vénère pour le beau modèle de vie scientifique qu'il offre à tous les hommes d'étude*, je sens combien mes titres pour être ici sont insuffisants : et *je ne me rassure un peu que lorsqu'il me vient à l'esprit* que l'homme qui depuis vingt-cinq ans a tant fait pour renouveler la science de la Révolution française, que M. Aulard *fut jadis professeur de rhétorique.*

Quelle réhabilitation, messieurs, pour les professeurs de rhétorique ! Mais aussi quelle leçon !

Nous sommes un certain nombre *de rhéteurs contrits* pour qui cette leçon, j'espère, n'aura pas été tout à fait perdue : qui voulons que l'histoire littéraire soit enfin de l'histoire, étudiée et traitée comme telle, par les mêmes méthodes, avec les mêmes scrupules, qui nous efforçons de lui faire parcourir quelques-unes des étapes que vos études ont franchies au cours du XIXe siècle, et de l'amener de la période de la philosophie de l'histoire, des constructions arbitraires et des fantaisies individuelles, où beaucoup — et parfois les plus grands par le génie, les plus exquis par le talent — s'obstinent à l'attarder, dans la période de recherche positive et de connaissance objective (1)...

Je certifie à M. Lanson que là où il dit : réhabilitation, beaucoup prononceront : avilissement.

1. Toast prononcé en mai 1906 au banquet de la Société de l'histoire de la Révolution et reproduit par la revue *La Révolution française* (année 1906, p. 479).

CHAPITRE II

LE GOUT DE LA SORBONNE

I. Le goût n'est pas « individuel » quand il est humain. — II. Goût nouveau de la Sorbonne pour la « prose d'art ». — Théorie de la prose d'art. — Discussion de cette théorie et quelques observations générales sur la prose française. — III. La Sorbonne écrit aujourd'hui en prose d'art. Exemples typiques de la manière dont elle écrit. — IV. Définition du goût.

I

L'enseignement a pour objet la science. Ce qui n'est qu'individuel est sans valeur scientifique. Le goût littéraire n'est fait que d'impression individuelle. Il ne saurait s'enseigner. Tel est le syllogisme officiel.

Je voudrais pouvoir m'étonner qu'Emile Faguet ait capitulé devant cette exclusion. A vrai dire, il y applaudit.

Le professeur ou le critique, qui, lisant une page de Bossuet ou d'Hugo, met en relief ce qu'il trouve être les beautés, ce qu'il trouve être les défaillances, ce qu'il trouve être les absurdités, en donnant les raisons qu'il a de trouver ceci sublime, ceci faible et cela absurde ;

mais songez donc à ce qu'il fait ! Il se laisse *impressionner*, comme une plaque sensible, par une lecture ;... c'est une *excitation*, et une excitation très forte. Les professeurs qui procèdent ainsi et qui disent : « Je fais penser » ont raison ; mais quand ils disent : « Je fais l'éducation du goût », il me semble qu'ils s'aventurent. Quelle éducation du goût y a-t-il en ceci qu'un homme pense devant cent personnes, qu'un homme est *excité* de telle ou telle manière, modifié de telle ou telle manière par un texte, devant cent personnes... Cet impressionniste, qui ne fait, à propos de ce qu'il lit, que trouver le fond de sa façon de sentir, le fond de sa sensibilité, la reconnaître et vous la révéler, il en vient forcément, toujours *excité* lui-même par son procédé, à vous faire toutes les confidences de son âme et à ne jamais faire autre chose (*Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1910).

Ce professeur qui s'*impressionne*, qui s'*excite* devant cent personnes, qui trouve à tout propos *le fond de sa sensibilité*, comme qui trouve son mouchoir de poche, et le lance à l'auditoire, voilà un spectacle fort laid. Notez que Faguet ne dit pas qu'il ne le trouve point élégant. Il ne le juge point professoral. Mais son petit tableau est étranger à la question. Le professeur qu'il crayonne est un mime sans décence. Les impressions sincères s'expriment honnêtement.

En principe, Faguet n'adresse pas à tous les maîtres cette interdiction de manifester leur goût. Quand, par exemple, le maître s'appelle Sainte-Beuve, il en a le droit. Parce qu'il est Sainte-Beuve, dit Faguet, qui a de ces raisons. Osez donc penser, ô Faguet, que le goût de Sainte-Beuve a de l'autorité. Il y a

un goût qui a de l'autorité. Lequel? Celui des « maîtres du goût », comme on disait autrefois (et l'on disait bien) dont Sainte-Beuve est l'un. Qui sont ces maîtres? M. Lanson, pour prouver combien est surannée l'idée d'une doctrine du goût, les représente sous des espèces plus rétrécies et plus froides que celles de l'abbé Le Batteux. Mais Aristote, Cicéron, Quintilien, Pascal, Fénelon, Buffon, Voltaire, — pour ne nommer. parmi tant de grands esprits, que ceux-là — ont traité du beau et du bon en littérature et il existe entre eux un large et lucide accord. Est-ce qu'il aurait donc suffi à la révolution romantique d'être, pour infirmer le corps de leurs principes et de leurs jugements ? Parmi les grands écrivains contemporains, j'en vois bien quatre, Anatole France, Jules Lemaître, Jean Moréas et Charles Maurras, dont les plaisirs littéraires ne témoignent d'aucune anarchie et coulent sensiblement des mêmes sources comme leurs antipathies s'attachent aux mêmes objets. Pourquoi ceux-là, me demande M. Lanson? En effet ! pourquoi pas vous, Lanson, avec Ernest-Charles, Rudler et Mornet ?

Il y a une doctrine du goût, du bon goût. L'exception réclamée en faveur d'un Sainte-Beuve, ou de qui que ce soit, implique ce principe, ou est de pure fantaisie. S'il y a une doctrine du bon goût, la question est claire, les professeurs n'ont qu'à la suivre, l'Université qu'à en faire sa tradition et à les y former. Si Emile Faguet ne partage pas cet avis, c'est qu'il est d'accord avec les lansoniens pour ne connaître au goût littéraire d'autres sources que la fantaisie individuelle. Seulement il demande grâce pour certains individus épatants. Que les autres fas-

sent en effet des statistiques ! Voilà sa philosophie de l'enseignement public !

Je le prierai d'observer que le goût est bien l'expression d'une sensibilité individuelle, mais que si cette sensibilité reçoit des impressions justes et les rapporte à une norme lumineuse et naturelle, elle mérite d'être appelée humaine.

II

Qui eût cru que M. Lanson, ayant posé les principes d'une science littéraire où le goût n'a point de part, dût se relâcher de l'austérité scientifique au point de céder publiquement aux séductions du goût le plus audacieux ? Le plus étonnant résultat de sa tardive émancipation intellectuelle a été la découverte de la « prose d'art » et l'enthousiasme qu'elle lui a inspiré. La Sorbonne a partagé son enchantement. Ferdinand Brunot parle, lui aussi, de prose d'art ! Et quand il veut montrer combien il y a peu de latinité dans la langue française, c'est dans cette prose-là qu'il prend volontiers ses exemples.

On dit « prose d'art » comme on dit « meubles d'art ».

Nous avons dans notre *littérature d'idées*, une *prose d'art* qui est analogue à l'art industriel de nos dessinateurs et sculpteurs et qui souvent n'est pas moins exquise. (L'*Art de la Prose*, avertissement.)

Je voudrais bien savoir si nous avons également dans notre *littérature d'art* une *prose d'idées*.

La prose est « d'art » en tant qu'elle vise plus à donner des sensations qu'à intéresser l'esprit ou à toucher le cœur. Ou bien elle enchante, elle amuse les yeux par les images attachées aux mots et aux expressions, qu'elle choisit le plus pittoresques et le plus sculpturales possible, elle fait sans cesse tableau et relief, elle s'ingénie à suppléer le pinceau et le ciseau. Ou bien elle charme l'ouïe par l'agencement des sonorités ; elle enferme dans le subtil mystère de ses harmonies évocatrices une source de voluptueux frissons. Elle est plastique ou musicale ou l'un et l'autre.

Entre le modèle objectif ou subjectif [en sorbonnien, cela veut dire : le fait, l'idée ou le sentiment à traduire] entre le modèle objectif ou subjectif et l'œuvre, quelque chose s'interpose : non pas un idéal (?) mais l'idée d'une *manière*, d'un *procédé d'art* ou d'un *effet* d'art à obtenir, plus précisément l'*idée d'un autre art* auquel la littérature s'efforce de s'assimiler, dont elle veut exciter *les sensations spéciales* (p. 277).

Cette prose, soumise à l'empire d'une *manière*, à l'obsession d'un *procédé*, à la préoccupation d'un *effet*, cette prose qui s'évertue à n'être pas de la prose et à outrepasser son essence, c'est la prose d'art. Et la prose d'art est la « *belle prose* ».

La *belle* prose n'est pas une prose exacte, logique, intelligible parfaitement, mais une prose qui absorbe en elle et recèle dans sa forme *toutes les vertus essentielles* de la musique, de la peinture et des vers (!!!) (p. 223)... le mot n' (y) opère plus seulement, comme signe, par la vertu du sens défini dans les dictionnai-

res, et la phrase comme groupe de signes, par la vertu des rapports grammaticaux et syntaxiques : le mot opèrera comme matière mobile, onduleuse et vivante, dont les éléments lient leurs mouvements particuliers dans un mouvement d'ensemble. Un *groupe de mots* dont toutes les propriétés esthétiques sont exploitées, devient, à la fois, *tableau*, *symphonie* et *farandole* (p. 14).

Evidemment, accorde M. Lanson, ces propriétés ne sont jamais exploitées *sans référence à l'idée* indifféremment et pour leur pur effet sensible... C'est-à-dire que le prosateur d'art ne fera pas absolument abstraction du sens des mots qu'il assemble. Mais « aucune relation constante et définie n'unit telle valeur sensible d'un mot à telle idée précise... » et la prose d'art nous cause « une joie sensuelle, une qualité de plaisir que la plus parfaite des proses exactes ne fournira jamais et qui *n'a rien à voir* avec celui que la justesse logique et l'énergie pathétique nous transmettent » (p. 15).

A cette prose « artiste » M. Lanson oppose la prose qui ne cherche d'autres vertus que *propriété*, *clarté*, *brièveté*, *netteté*, *ordre*... qui veut simplement réaliser « l'adéquation de la forme et du fond... le groupement de signes correspondant sans déchet ni supplément au tissu des idées » (p. 11). Il la définit « un système d'idéogrammes » auquel « nulle sensation d'art ne s'attache ». Donnons, d'après notre auteur, comme type de prose d'art, la prose de Flaubert et comme type de pure idéographie, la *Princesse de Clèves*. Et disons qu'en général la prose classique appartient à l'idéographie, la prose des romantiques, des naturalistes et des symbolistes à

l'art. Ce n'est point qu'il n'y ait pas d'art dans la prose des grands classiques; mais ils n'en mettent qu'autant que le permet le rendu de l'idée, lequel est leur objet essentiel; au lieu que les autres, se proposant avant tout de communiquer des sensations visuelles ou des états nerveux, sont à l'aise pour en farcir leur style. Là où la prose française a reçu cette dernière destination, « *la libération* de l'art est accomplie » (page 214). Et comme c'est au XIXe siècle qu'on trouve les prosateurs et les écoles qui ont le plus subordonné le souci de la pensée aux prestiges matériels de la diction, qui en ont même fait profession, « il ne faut pas hésiter à dire que le XIXe siècle est le grand siècle de l'art littéraire en France ». M. Lanson a certes une estime infinie pour « la haute qualité intellectuelle » dont l'idéographie est capable. Mais c'est un genre. Et la beauté, la « jouissance d'art » en est un autre, complètement différent.

Cette conception, que j'expose avec une exactitude minutieuse et qui mélange ensemble « l'art pour l'art » de Flaubert, l'« écriture artiste » des Goncourt et le symbolisme de Mallarmé, mais en ôtant lourdement ce qu'il pouvait y avoir d'ironique paradoxe ou de chinoiserie drôlatique dans ces théories d'ingénieux barbares, cette conception a, de la part d'un professeur, un caractère d'obscénité. Un professeur qui place ou qui pose à placer la beauté littéraire dans la seule « couleur » et dans le seul effet sonore des mots assemblés, qui fait cette beauté indépendante de la valeur et de la convenance du sens et du fond, ce professeur n'injurie pas seulement le goût : il fait outrage aux propres devoirs, à

la propre honnêteté de son état. Par là il est obscène. Mais il est bon de remettre au point les confusions brutales de M. Lanson, parce qu'à se contenter de la simple expression du sentiment qu'elles méritent, on pourrait suggérer une autre erreur, contraire à la sienne.

Sans contester à Platon et à la métaphysique le droit de parler d'une beauté immatérielle, il faut bien dire que, dans l'ordre des choses terrestres et au point de vue de l'art, toute beauté est de chair. Si une prose mérite d'être appelée belle, l'ensemble de ses effets sur nos sens, tous les aspects de son tissu sensible, sont inséparables du plaisir dont elle nous affecte ; ils en sont, dirai-je, la cause prochaine. Mais quand ce plaisir, M. Lanson en met la source exclusive dans la sensation, il énonce quelque chose d'aussi faux et d'aussi intolérable, que s'il le rapportait à la signification logique, abstraitement conçue, et dépouillée de toute figure ou image. Et son assimilation de la prétendue prose d'art à la musique, à la peinture ou à la sculpture, loin de pouvoir recommander son erreur, prouve combien la notion qu'il a de ces arts est grossière. Elle suppose que la sensation en forme toute la substance, alors que, même s'exerçant sur les sons et les combinaisons sonores, même s'exerçant sur les couleurs et les combinaisons de couleurs, les recherches de la sensibilité physique la plus raffinée ne peuvent à elles seules produire une œuvre et n'enfantent que des avortons. Oui, dans la beauté même de la matière sonore ou colorée, l'action des puissances intérieures, qui l'animent, l'illuminent, la répartissent et l'organisent, est aussi présente que l'âme dans un

beau sourire. Pourtant cette matière est autrement riche et agréable que celle des mots. Quelle ne doit donc pas être la brièveté d'intérêt de la prose d'art, de la prose sensationniste, telle que notre professeur la définit !

Pour bien faire voir ce que c'est que « l'art » dans la prose, il conseille (à propos de Chateaubriand) de mettre en style idéographique une phrase «artiste». La beauté, observe-t-il, s'évanouit ; tout le sens reste. Cela est souvent vrai pour Chateaubriand. Mais tentez-le avec Bossuet, avec les phrases les plus éclatantes de Bossuet. Mettez en langage terne et algébrique: « Celui qui règne dans les cieux... » ou bien « Un homme s'est rencontré... » ou bien « O nuit désastreuse ! ô nuit effroyable » ou bien « La grandeur et la gloire ! non, messieurs... » Toujours il y aura déchet dans la pensée. L'intelligible ne se peut ici séparer du sensible. La plénitude de sens dans les substantifs et de sonorité dans les mots, l'énergie des verbes et la majesté de l'allure, la vérité des épithètes et la splendeur des images, la rigueur de l'ordre et le nombre harmonieux de la période, sont choses étroitement et mystérieusement liées. Ne constaterions-nous pas également dans l'analyse du style de Voltaire cette indissolubilité des deux aspects ! Exprimez le même sentiment que Voltaire, fût-ce avec les mêmes mots, mais en changeant la coupe. Vous n'aurez pas exprimé le même sentiment. Ces merveilleux artistes démentent d'une manière absolue la théorie de la prose d'art, laquelle est, à vrai dire, l'apologie de la dissolution de l'art.

J'entends bien ce que M. Lanson, et derrière

lui un chœur qui jusqu'ici n'avait pas accoutumé de chanter d'accord avec la Sorbonne, vont me représenter. Ils se plaindront que j'apprécie avec des exigences de philosophe, de logicien, ce qui doit être jugé au point de vue « esthétique » ! Mais je me place bien au point de vue qu'ils disent et c'est d'une dissolution de la beauté que je parle. La différence, c'est qu'ils considèrent la beauté d'une prunelle indépendamment du visage dont elle fait partie, au lieu que mon plaisir est gâté si elle jure dans ce visage-là. Jugeons-en sur un exemple, et sur un exemple aussi favorable que possible à la barbarie que je combats.

Si parmi les « prosateurs d'art » de M. Lanson, il y en a un auquel la grandeur ne puisse être refusée, c'est Chateaubriand. J'avoue qu'à côté de ce fascinant aïeul, tous les autres prosateurs d'art me font l'effet de nabots. Je vais citer une de ses magnifiques pages empruntée au récit d'Eudore dans les *Martyrs*. Elle est pleine d'enchantements auxquels nul ne résiste. Jamais poète classique ne renferma en si peu d'espace tant d'images et d'harmonies. Il ne faudra pourtant pas manquer de se rappeler que cette page appartient aux *Martyrs*, poème en quatorze livres, et de sentir l'effet qu'elle y fait.

Hélas ! nous poursuivions de faux plaisirs. Attendre ou chercher une beauté coupable, la voir s'avancer dans une nacelle, et nous sourire du milieu des flots, voguer avec elle sur la mer dont nous semions la surface de fleurs ; suivre l'enchanteresse au fond de ces bois de myrtes et dans les champs heureux où Virgile plaça l'Elysée : telle était l'occupation de nos jours, source

intarissable de larmes et de repentir. Peut-être est-il des climats dangereux à la vertu par leur extrême volupté. Et n'est-ce point ce que voulut enseigner une fable ingénieuse, en racontant que Parthénope fut bâtie sur le tombeau d'une sirène? L'éclat velouté de la campagne, la tiède température de l'air, les contours arrondis des montagnes, les molles inflexions des fleuves et des vallées sont à Naples autant de séductions pour les sens, que tout repose et que rien ne blesse. Le Napolitain demi-nu, content de se sentir vivre sous les influences d'un ciel propice, refuse de travailler, aussitôt qu'il a gagné l'obole qui suffit au pain du jour. Il passe la moitié de sa vie immobile aux rayons du soleil, et l'autre à se faire traîner dans un char, en poussant des cris de joie ; la nuit, il se jette sur les marches d'un temple, et dort sans souci de l'avenir aux pieds des statues de ses dieux.

Pourriez-vous croire, seigneurs, que nous étions assez insensés pour envier le sort de ces hommes, et que cette vie sans prévoyance et sans lendemain nous semblait le comble du bonheur? C'était souvent l'objet de nos entretiens, lorsque, pour éviter les ardeurs du midi. nous nous retirions dans la partie du palais bâtie sous la mer. Couchés sur des lits d'ivoire, nous entendions murmurer les vagues au-dessus de nos têtes. Si quelque orage nous surprenait au fond de ces retraites, les esclaves allumaient des lampes pleines du nard le plus précieux d'Arabie. Alors entraient de jeunes Napolitaines qui portaient des roses de Pœstum dans des vases de Nola; tandis que les flots mugissaient au dehors, elles chantaient, en formant devant nous des danses tranquilles qui me rappelaient les mœurs de la Grèce ; ainsi se réalisaient pour nous les fictions des poètes; on eût cru voir les jeux des Néréïdes dans la grotte de Neptune.

On est porté de ravissement en ravissement. A

une condition toutefois : c'est qu'on ne sente pas la disconvenance générale du ton. On ne la sentira point si on lit ce récit dans un recueil de « morceaux choisis » sous ce titre, je suppose : *les plaisirs d'un jeune poète à Naples.* Mais comment en faire abstraction, si l'on songe au caractère de celui qui prononce ce récit et aux circonstances où il le prononce ? Eudore ne dit rien de ce qu'il devrait dire et il dit ce qu'il ne devrait pas dire. La vérité voudrait qu'Eudore, officier romain et catéchumène chrétien, sur qui « les saints et les anges ont le regard attaché », racontant à une pieuse assemblée sa jeunesse païenne, parlât de ses coupables plaisirs dans un sentiment qui les domine et les juge, dans le sentiment de sa nouvelle foi et de sa dignité militaire. La force de l'art l'exigerait. En réalité, Eudore se fût proposé de faire valoir le bonheur et les prestiges de la volupté qu'il ne se fût pas exprimé autrement. Il la détaille, il la distille, il en recueille toutes les images, il les pare du plus suave éclat, il en extrait tous les parfums et les diffuse sur le tableau. La nacelle..., la mer semée de fleurs..., le bois de myrte..., ces larmes et ce repentir, qui ressemblent plutôt à la mélancolie de la jouissance épuisée..., les lits d'ivoire..., le nard de l'Arabie..., les roses de Pœstum..., les vases de Nola..., les danses grecques ..., les Néréides! Visiblement la phrase, l'image, le coloris, le trait, l'arabesque et ces merveilles de fluidité mélodieuse sont ici le but, la raison dernière, le tout. Eudore n'est pas Eudore. Il est la palette, la lyre, et la sensualité de l'auteur.

— Tant mieux ! me dit quelqu'un, ce n'en est que plus beau !

— La page, le morceau, oui, encore une fois, qui sont quelque chose de divinement arrangé, bien qu'un peu arrangé. Mais, comme nous l'avons observé également, ceci fait partie des *Martyrs*, vaste épopée qui implique une action, un dessein général, des caractères. Voici un endroit où action, dessein et caractères sont gracieusement trahis au propre profit de cet endroit même. Ils le sont de la même manière dans tous les endroits, épisodes et tableaux éblouissants qui se succèdent presque sans relâche dans les *Martyrs*. Si bien que les principes d'unité et d'organisation de l'œuvre succombent sous cet amas de beautés nourries à leurs dépens. Et ceci, ô esthètes, n'est pas une froide réflexion que je fais, mais une sensation que j'éprouve. En avançant dans ce poème, je languis. Je ne suis pas soutenu. Je ne ressens pas cette progression, cette accumulation de chaleur et de puissance qui sont le mérite le plus nécessaire d'une grande œuvre et que lui communiquent, en se répandant dans toutes ses parties, l'énergie, la plénitude et l'enthousiasme de la conception générale. Ah ! si cette conception eût rempli, convaincu et soulevé l'esprit et l'âme du poète, il lui aurait livré, à la manière des maîtres classiques, le gouvernement souverain et la conduite de l'œuvre, il lui aurait sacrifié mille richesses et pierreries ; mais l'œuvre se fût enrichie d'autant et il eût parfois atteint le sublime, ce qui ne lui est point arrivé. La nature aussi, pour façonner le corps d'Antinoüs, en a dû exclure mille magnificences : les yeux de la gazelle, le mufle du lion, le pelage de la panthère et la queue du paon. Car ces attributs joints ensemble ne font pas un être.

Et prenons garde ! une fois la littérature engagée dans cette voie, le moment est proche où la page sera sacrifiée à la phrase et puis la phrase au mot jusqu'à ce qu'enfin le mot impuissant cède la place à quelque chatouille.

Cette critique est vraiment humble, qui, dans l'appréciation d'un morceau de prose, fait abstraction de son rapport à la composition dont il dépend. Pour le jouisseur et le voluptueux que M. Lanson a soin de nous rappeler qu'il est à toutes les pages de son livre, comme s'il y avait en lui quelque disgrâce qui dût nous en faire douter, petits plaisirs vraiment.

Mais il faut dire plus. A ne prendre que la page et le morceau en soi, est-ce que parmi les qualités sensibles d'une belle prose, il n'en est pas une au moins que le sensationnisme même de la prose affaiblit ou exclut ? Une seule, mais la plus essentielle, au dire de Buffon, qui ne mentionne qu'elle dans sa définition du style : le *mouvement* — le mouvement, expression immédiate de l'*animation*. Pour avoir le mouvement dans la description (je dis : dans la description matérielle) des choses, il les faut saisir dans leur mouvement. Mais qu'on y veuille mettre trop de couleur — même vraie — cela demande qu'on les arrête, les fixe. Déjà Chateaubriand, pour faire rendre tout leur éclat possible aux spectacles de la nature et en ordonner la symphonie, les immobilise plus ou moins ; il les fait poser. Les anciens et La Fontaine peignent les choses de la nature dans l'action. Chez eux, le ruisseau court et bruit ; chez Chateaubriand, il scintille. Un peu plus, il ne brillera plus que d'un éclat nerte et métallique, comme chez les Parnassiens.

Même la masse d'un rocher, les classiques l'animent en l'exprimant par l'effort de la terre qui la supporte. C'est pourquoi leurs descriptions sont rapides et sobres, sans en être moins vives et s'associent à l'action où elles répandent de la vie au lieu de l'envahir et de la dévorer. Est-il besoin de montrer comme chez Flaubert, ce grand styliste, ce faux grand écrivain, la multiplication du détail et une peinture écrasante jusqu'à la cruauté débilitent, annulent le mouvement ? Est-il exagéré de prétendre que, si Zola peint puissamment, c'est dans une atmosphère, une teinte générale de mort ?

Devant ses prosateurs d'art et leurs prouesses, notre professeur de Sorbonne bée uniformément de jouissance sans critique. Toute la beauté littéraire tient pour lui dans un « frisson » nerveux. Qui lui aurait cru tant de nerfs? Son petit traité d'esthétique littéraire traite de la « phrase » sans aucune allusion au discours, comme s'il n'était fait que pour la phrase et non elle pour lui. Ce maître de rhétorique que je voudrais, pour son honneur, pouvoir appeler corrompu et qui ne l'est même pas, nous paie de cette théorie que les éléments de la rhétorique sont très bons à appliquer dans le style *ordinaire*, pratique, mais ne contribuent aucunement à « l'art » proprement dit. Au nom de la Sorbonne il dit à tous les germes de la décomposition littéraire : « Croissez et multipliez-vous ! Vous êtes la beauté littéraire » [1].

1. Même la grammaire, la syntaxe est l'ennemie ou la rivale de l'art :

« Une lutte s'est établie au XIXe siècle entre l'écrivain et le grammairien, pour réduire au strict minimum la place accordée

Peut-être estimera-t-on que, tout en combattant les principes de son goût, nous les avons encore représentés d'une manière trop avantageuse, quand on aura vu les applications qu'il en fait. Ceci le ravit (c'est lui-même qui souligne amoureusement les mots en italiques).

Il était comme enfoncé dans l'huile de *cinnamome* dont on avait empli la vasque ; et, tout en se baignant, il mangeait, sur une peau de bœuf étendue, des langues de *phénicoptères* avec des graines de pavot assaisonnées au miel ..

Le *Chef-des-Odeurs* offrit au suffète, sur une cueiller d'*electrum*, un peu de *malobathre* à goûter ; puis, avec une *alène*, il perça trois *besoars* indiens. Le maître, qui savait les artifices, prit une corne pleine de baume, et, l'ayant approchée des charbons, il la pencha sur sa robe ; une tache brune y parut, c'était une fraude. Alors, il considéra le Chef-des-Odeurs fixement, et, sans rien dire, lui jeta la *corne de gazelle* en plein visage.

C'est de *Salammbô*, et je sais hélas ! trop de nos contemporains qui jugeront sur ce seul nom que ce doit être indiscutablement superbe. M. Lanson cite le passage à l'appui de cette proposition, que dans

dans la phrase aux articulations logiques, aux signes de dépendances et rapports syntaxiques, de façon à *n'y laisser subsister que les éléments positifs du style artistique.*» On dit que M. Ferdinand Brunot travaille à une révolution dans la grammaire française. Est-ce dans l'intention de supprimer son inimitié avec l'art ? Ce serait effrayant.

Quant au style *pratique* (sans art) M. Lanson ne se pique pas d'en écrire d'autre. En cela, il se met sur le même pied que Sainte-Beuve et Jules Lemaître; qui ne sont que des grands écrivains et non des prosateurs d'art.

cet œuvrage « tout le dictionnaire des civilisations antiques y passe, mais avec une *sobriété*, une *sûreté*, qui sont rarement en défaut » (p. 232). Et moi aussi ça m'amuse à un point de vue un peu différent. Le bon Flaubert est véritablement ici le Chinois de Chateaubriand.

Mais plutôt M. Lanson donnerait-il la palme à cette phrase qu'il détache :

> Dans la quatrième dilochie de la douzième syntagme, trois phalangites, en se disputant un rat, se tuèrent à coups de couteau.

C'est vrai qu'il ignore ce que c'est que *dilochie*, *syntagme* et *phalangite*. Mais il traduit aisément : « Dans la quatrième compagnie du douzième bataillon, trois fantassins... » Et il rend grâces à *dilochie* « de lui défendre de voir les pantalons rouges » (p. 232). *Dilochie* ne sert qu'à cela. Mais c'est beaucoup. Enfin, conclut notre gourmet, « dans la phrase, l'effet *important*, *réel*, est d'une netteté vigoureuse, et obtenu par des mots communs : « En se *disputant* un *rat*, se *tuèrent* à coups de *couteau*. »

On ne s'ennuie pas en lisant l'*Art de la prose*. Mais il y a des mystères. Pourquoi, par exemple, Anatole France est-il abondamment cité pour sa prose d'art, alors que dans la dense et tendre chair de son admirable langue, il n'y a pas un chatoiement de couleur qui ne soit une nuance de pensée? M. Lanson oublie-t-il ses propres définitions? Le piquant, c'est qu'au milieu de ces idées sauvages et de ces ridicules échantillons de « style artistique » se rencontrent quelques morceaux justement analy-

sés au point de vue du goût. Sans doute, l'auteur a-t-il fait des emprunts à ses vieux cahiers de rhétorique d'un meilleur temps, du temps où n'étant pas obligé d'avoir une école à lui, il suivait à peu près la bonne.

On dirait qu'il a tenu à compenser l'insipide pédantisme de ses « dépouillements » et de ses statistiques par une manifestation de sensibilité artistique raffinée et de modernisme supérieur. Mais son goût nouveau est plus brutal encore que ses chiffres. C'est le goût des autodidactes esthètes d'Université populaire et des illettrés à prétentions. C'est aussi celui des Allemands et des Scandinaves en fait de littérature française. Des écrivains qui, comme Flaubert, les Goncourt et tous les auteurs de « proses » impressionnistes, demandent infiniment plus à la pure matière de la langue que n'ont fait Bossuet, Voltaire, Sainte-Beuve et Renan, sont infiniment mieux « compris » et sentis d'eux. C'est encore une politesse faite par la Sorbonne à ces étrangers, que de ne point compter parmi les éléments de beauté de la prose française le propre reflet de la civilisation de la France. M. Lanson est, hélas ! trop bien placé pour ajouter le culte de la prose d'art aux autres religions barbares où l'Université instruit les innocentes demoiselles de Sèvres. Il peut être certain du dégoût de tous les lettrés.

Quand à sa modernité, il est temps de dire que la prose d'art est pour nous une vieille connaissance. Elle faisait les délices des jeunes revues symbolistes de 1890. Il y a longtemps qu'on la croyait enterrée. C'est le trait le plus hilarant de l'histoire racontée dans ce livre, que de voir la Sorbonne s'habiller de

neuf avec les laissé pour compte des cénacles évanouis.

De Commines à Renan, la prose qui n'est pas d'art a revêtu, au cours des siècles, une variété merveilleuse de physionomies, sans perdre sa jeunesse et sa sève. Il n'a pas fallu un siècle à la prose d'art, c'est-à-dire au principe de sensualisme disproportionné, introduit par Chateaubriand dans le style, pour épuiser, par une nécessité de surenchère indéfinie, tous ses effets. Mallarmé presse désespérément les suprêmes gouttes de sensation neuve laissées dans la matière des mots par le romantisme et le naturalisme. Mais cette subtilisation inouïe de la sensation, cette vaporisation des derniers aromes de la matière nous sortent presque de la sensation et de la matière. Par là, l'école de Mallarmé aurait, quoique de matière négative et indirecte, favorisé le retour au goût classique.

III

Le plus grand malheur des jeunes générations universitaires, c'est que, suivant complètement leurs maîtres, elles ne se soient pas mises seulement à la statistique et à la bibliographie, mais aient également adopté la « prose d'art ». Pour montrer à quel degré de cacographie prétentieuse se haussent communément les nourrissons de la nouvelle Sorbonne, je pourrais aligner ici dix pages de citations empruntées aux récentes thèses de doctorat en lettres, aux dernières années de la *Revue d'histoire littéraire* et

de la *Revue universitaire*. Je n'en ai pas la place. Mais le lecteur m'a vu assez soucieux d'appuyer mes dires sur des textes pour me faire confiance, si je l'assure que quelques échantillons empruntés à la prose de M. Rudler sont à cet égard absolument typiques. Je prends M. Rudler, parce que, outre ses éminentes fonctions publiques, il est aujourd'hui le représentant de beaucoup le plus important de la critique littéraire dans l'Université. Il serait à peine exagéré de dire qu'il la monopolise. J'ai expliqué ce qu'est la *Revue universitaire*, un véritable moniteur officiel (en fait, sinon en droit). Il y juge périodiquement les écrivains français. Après cette publication, la plus notable est la *Critique des livres nouveaux* (ancien *Bulletin des bibliothèques populaires*) soumise à un Comité presque uniquement composé de professeurs de Sorbonne bon teint. On lui en a confié la direction. S'il y avait un autre endroit où se fît la critique universitaire, on l'y rencontrerait. Sous le règne du lansonisme, l'autorité ne trouve pas mieux que M. Rudler. Voici quelques échantillons de ses jugements et de sa langue.

Il parle du mauvais poète Jules Romains et de sa *Vie unanime*. Il découvre en lui la quadruple personnalité du peintre Carrière, de Tarde, de Spinoza et de Jean Lahor.

Eugène Carrière poète, exprimant la philosophie de Spinoza et de Tarde et le vitalisme de Jean Lahor. Sous une brume mystique et fraternelle, l'âme universelle s'épand, relie les formes et les âmes, et le monde n'est plus qu'un bloc fluide, une circulation vivante de pensée, de mutuelle entente et d'amour. M. Romainsexprime

avec une originalité vraiment exquise, dans le flou des aspects, des bruits et des idées, cette osmose de la vie humaine. Sa technique n'est pas moins heureuse que sa pensée. Des laisses ; point ou peu de rimes, des assonances le plus souvent : notes lumineuses piquées au bout des lignes, fluides, dormantes et fuyantes comme la sourde vie collective.

Un étranger, fraîchement installé dans un bourg somnolent et parasite, griffonne à l'intérieur du principal urinoir une phrase socialiste. Et voilà que l'âme collective se modifie, que la structure même du bourg et son axe se déplacent... Fort piquante et intelligente étude de sociologie sous forme artiste. (*Rev. univ.*, année 1904, t. I, p. 162.)

Voici ce qu'inspire à M. Rudler le *Sculpteur des Masques* du Belge Crommelynck :

Une des productions les plus pures et les plus fortes de l'art symbolique *et* belge. Entre le râle de mourante qui la scande implacablement, et la sarabande de carnaval, d'une joie triste, qui la traverse, toute notre pauvre vie, notre misérable vie contradictoire est enfermée. Le symbole la tire de l'ombre et la rejette dans l'ombre, sous une atmosphère d'effroi ; il déroule ses plans, défait et refait ses perspectives, page par page, avec une fécondité de sens, une largeur ruisselante de langue, une plénitude de musique, une rareté d'imagination qui pourraient bien être d'un maître. Poème saisissant, poignant de rêve, d'angoisse, de désir haletant et désespéré, d'impuissance, de crime, de remords, d'agonie, de folie presque, et par là-dessus, de beauté.

Poussée à ce degré, la faculté de s'exciter sans motif ne confine-t-elle pas au génie ?

Le « futuriste » fumiste Marinetti :

Je n'ai jamais rien lu d'aussi extraordinaire (que la *Ville charnelle* de Marinetti). On trouverait ailleurs autant d'outrance et de paradoxe, d'impertinence, autant de dislocation métrique ; ce qu'on ne trouverait pas, c'est le mélange ardent, fabuleux, de symbolisme et de naturalisme, pimenté d'une sorte de satanisme ; cette fougue exorbitée d'imagination qui pousse, roule, tourbillonne effroyablement. Il serait fou de conseiller la sagesse à M. Marinetti. *Quand il aura écrit douze volumes et qu'on pourra doser chez lui la sincérité et l'artifice*, il vaudra une grande étude.

M. Gabriel Mourey :

Ni ce sens de l'écoulement sourd et douloureux de la vie, comme aussi de sa montée ardente, ni cette intelligence des nostalgies et des souffrances muettes, ni ce don des pathétiques intimes, ni cette volupté aux caresses de la lumière, ni cet ébranlement indéfini de l'émotion lyrique devant des spectacles choisis, ni cette élégance n'auraient toute leur valeur, sans la strophe de M. Mourey.

Sans ses vers, M. Mourey ne serait pas poète.

Remy de Gourmont :

Il est l'un des princes de la haute connaissance intellectuelle et *sensuelle* (!!)... Il définit la critique (comme Boileau) une création de valeurs. On peut le défier de créer des valeurs arbitraires, et c'est pitié, quand ses disciples, après s'être bien extasiés, en viennent à citer leurs idoles. Enfin, il sait bien que les jugements littéraires ont plus de prix à mesure qu'ils serrent davantage les faits. M. de Gourmont se moquerait de moi si je voulais le mettre en contradiction avec lui-même ; il ne

regarde pas aux contradictions. N'étant pas dupe de grand chose, il ne doit pas l'être de sa doctrine. Serait-il impertinent d'y chercher, à côté du pur concept, le souvenir de l'individualisme ambiant, dont M. de Gourmont ne s'est pas dépris, et la défense d'un talent ? Il est trop vrai que se rationaliser, c'est se dépersonnaliser : seuls les très grands préservent contre la discipline rationaliste leur parfaite ingénuité de sensations, et les autres, pour avoir coupé en eux la racine du sentiment, perdent leur saveur de jeunesse. M. de Gourmont a en tout cas sauvé son talent... M. de Gourmont aime ce qui frémit de vie et de modernité [1].

Pur concept... individualisme ambiant... se rationaliser... se dépersonnaliser... frémir de modernité ! Et dire que quand l'administration universitaire fait des enquêtes sur la crise du français, c'est à ces animaux-là qu'elle les confie, c'est eux qu'elle fait juges !

IV

En flétrissant, soit dans le précédent chapitre, la nullité systématique, soit dans celui-ci, la barbarie turbulente du goût sorbonnien, nous nous sommes mis dans le cas de rendre notre hommage à une divinité outragée et de dire où est le goût. Devoir d'autant moins effrayant que nous n'éprouvons aucun besoin de nous affranchir de la douce auto-

1. Ces textes sont pris dans la *Revue universitaire*, année 1904. M. Rudler y juge périodiquement les livres français. Il pense et écrit tout le temps comme ça.

rité des maîtres qui, depuis le vieil Aristote jusqu'à Jules Lemaître et Anatole France, ont travaillé à nous en instruire.

Par le goût, ces maîtres n'ont pas entendu, comme une petite rhétorique le prend, certaine sensibilité, certaine délicatesse sans rapport avec le jugement et la raison. Le goût est pour eux une vivante synthèse de raison, d'imagination et de sentiment, et les jugements qu'il porte jaillissent de la coopération harmonieuse de ces facultés. Des esprits en qui l'une d'elles est supérieurement développée, mais sans équilibre avec les autres, peuvent avoir de la puissance, une sorte de génie. Ils n'ont pas le goût, ou ils ne l'ont pas sûr. La compétence du goût s'étend jusque sur la philosophie et les sciences, en ce qu'il leur demande d'observer, et dans la manière dont elles raisonnent et dans celle dont elles s'expriment, la parfaite pureté de leur genre sévère, qui est la recherche et l'exposition des vérités abstraites et générales. Mais, dans cet ordre, il n'est pas juge du fond. Il l'est au contraire, et souverainement, à l'égard de l'art et des lettres, dont les productions doivent réaliser cette « réunion de toutes les convenances » par quoi Eugène Delacroix définissait le beau, contenter à la fois l'intelligence par la vérité et le naturel, l'imagination par la force, le mouvement et le feu de la vie, le cœur par la noblesse de l'inspiration, les sens par la beauté de la forme. Le goût véritable saisit, non par de lentes et laborieuses démarches, mais par une intuition rapide, dont les données complexes s'analyseront après coup, la présence ou l'absence, l'abondance ou la pénurie de ces qualités diverses dans les œuvres

proposées à son examen. La spontanéité, la vivacité sans lesquelles il n'est pas, sont évidemment, non primitives, mais acquises, fruit d'une éducation. Comme cette harmonie de qualités qui, réalisée dans les œuvres littéraires, en fait la beauté, constitue, quand on la considère dans l'homme, une perfection de sa nature, former le goût, c'est au fond former l'homme. Les grands poètes servent au perfectionnement de l'âme humaine, soit par la grandeur des pensées et des émotions auxquelles ils l'associent, soit par la magnificence et la grâce du mouvement qu'ils lui impriment, soit par les leçons qu'elle peut déduire des véridiques images qu'ils lui proposent d'elle-même. Le goût, qui juge et interprète les poètes, est une des vigies qui gardent au genre humain son humanité.

Il ne faut pas le bannir de l'enseignement. Il le faut (religion et patriotisme mis à part) enseigner avant toute chose.

LIVRE III[1]

L'HISTOIRE

CHAPITRE PREMIER

LES NOUVELLES MÉTHODES HISTORIQUES

I. L'œuvre historique de l'Université; elle est dans l'ensemble supérieure à ses autres productions; circonstances qui expliquent cette supériorité ; elle est menacée par l'avènement des nouvelles méthodes. — II. Les véritables maîtres des nouvelles méthodes; il ne s'agit point de M. Aulard mais de MM. Langlois et Seignobos. — III. L'origine des nouvelles méthodes historiques : elles se présentent comme une réaction. — IV. Aperçu général de l'histoire au XIXe siècle. Réaction contre l'histoire romantique, ce qu'aurait dû être cette réaction. Elle se trompe d'objectif. Le rôle de la Sorbonne. — V. Les caractères principaux des nouvelles méthodes historiques : l'absorption du général par le particulier. L'*Introduction aux études historiques.* — VI. Le jugement subsiste en marge de l'énoncé des faits et souvent dissimulé. — VII. La suppression pure et simple de l'histoire et la diminution de l'érudition.

1. Rappelons, conformément à un avis donné au début de ce volume et expliqué par une note qui précède la table des matières, que ce livre, le troisième de notre deuxième partie (pp. 327 373), est l'œuvre de M. René de Marans.

I

On ne peut s'attendre à trouver dans l'œuvre historique de la Haute Université des caractères différents de ceux que l'on a constatés dans son œuvre philosophique ou littéraire. Les mêmes conceptions sur l'enseignement dans une société démocratique, sur la nature de la science et le rôle de l'intelligence conduisent les hommes qui ont pris à tâche de reconstruire une nouvelle Sorbonne sur les ruines de l'ancienne et doivent leur imposer une attitude identique en Histoire, en Philosophie ou en Littérature. Mais, à ces raisons générales, on peut prévoir d'après ce que l'on sait des rapports qui, de tout temps, ont existé entre la Politique et l'Histoire qu'il doit s'en ajouter quelques-unes plus particulières et beaucoup plus impérieuses. C'est ce que nous verrons au cours de ce chapitre et comment ces raisons se combinent entre elles et quels effets elles produisent.

A première vue, cependant, les œuvres historiques paraissent être ce que l'Université a produit de meilleur. Le nom de Luchaire, le plus sérieux historien qu'elle nous ait donné depuis Fustel de Coulanges, se présente de suite à l'esprit et rien ne saurait faire oublier les services qu'il a rendus pour la connaissance des premiers temps de la dynastie capétienne. On ne doit pas non plus, passer sous silence des hommes comme M. Petit-Dutaillis ou comme M. Kleinklausz dont l'*Histoire de Bourgogne* est un bon et utile modèle d'histoire provinciale, dont l'*Empire*

Carolingien, où il s'applique moins à apporter des faits nouveaux qu'à rectifier des points de vue, est un livre vraiment pensé ; comme M. Pfister dont les *Études sur le règne de Robert le Pieux* sont parmi les meilleures sur cette époque et qui a apporté depuis quelques contributions consciencieuses à l'histoire de nos « Marches de l'Est ». Si l'on veut sortir du domaine de notre histoire nationale, il faut rappeler la place prise par M. Diehl, à la suite d'Alfred Rambaud, dans la renaissance de l'histoire byzantine. D'autres noms devraient encore être cités qui continuent des traditions anciennes.

Quant au grand public, il a devant les yeux la manifestation collective des professeurs d'histoire de la Haute Université, l'*Histoire de France*, publiée sous la direction de M. Lavisse. Malgré les graves réserves que l'on doit faire à son égard, cet ouvrage apparaît, incontestablement, comme un ensemble supérieur à celui que le même corps enseignant serait capable de nous fournir dans tout autre domaine. On éprouve assez d'inquiétude, en effet, en songeant à ce que serait une même œuvre collective en philosophie ou en sociologie et on admire, par comparaison, que, dans l'ordre historique, il se fasse encore du travail honorable.

Les conditions particulières de la science historique expliquent cette situation spéciale. On ne peut se permettre absolument tout en histoire comme en philosophie ou en sociologie. Certaines conditions s'imposent qui mettent des bornes à la fantaisie et nécessitent une tenue au moins extérieure. La nécessité de se soumettre au fait soutient la conscience des uns et limite les écarts des autres. De plus la

domination de la Sorbonne est, dans ce domaine, moins exclusive que dans tout autre. Tandis qu'en philosophie, par exemple, elle ne rencontre en face d'elle que le clergé et qu'un parti pris empêche de tenir compte de ses critiques, elle doit compter ici avec le nombre très grand des historiens qui n'appartiennent pas à l'Université : amateurs, hommes du monde, académiciens. Tous ne sont pas méprisables et, en tous cas, les professeurs d'histoire ne peuvent ignorer leurs ouvrages et souvent sont obligés de s'en servir. Même les préoccupations politiques ou religieuses qui parfois animent ces historiens du dehors ne sont pas sans utilité ; si elles nuisent à leur œuvre propre, par contre, en les incitant à surveiller et critiquer des points de vue opposés, elles contribuent au progrès de l'œuvre historique générale.

Mais ce qu'il faut dire surtout, c'est que ce que nous venons d'indiquer n'est qu'une partie de ce qui se fait, mais n'est point *ce qui se commence à se faire et ce qui de plus en plus se fera d'après les principes que l'on achève de poser et d'après les méthodes que l'on organise.*

Ce n'est point tant de l'esprit que nous voulons parler et d'un certain esprit peu favorable à l'ensemble de notre histoire. Cet esprit est ancien — et il est la conséquence du fait même de la Révolution — mais il est exact que dans ces toutes dernières années on a pu en constater le progrès à peu près général. Parfois de simples nuances, un ton qui n'est plus le même en avertissent. C'est ainsi que dans l'*Histoire* de M. Lavisse le ton du volume consacré au XIIIe siècle par M. Langlois n'est plus tout à

fait le même que celui qu'il employait jadis dans sa thèse de doctorat pour raconter le règne de Philippe le Hardi. Même chez Luchaire une observation attentive permet de discerner des différences entre ses deux volumes sur les premiers Capétiens et Philippe-Auguste dans le même ouvrage et ses belles études de jadis dans son *Histoire des institutions monarchiques*. Il n'y a plus la même sérénité et on sent que quelque chose est passé par là. L'exemple le plus caractéristique de cette irrévérence est M. Lavisse lui-même ; son *Louis XIV* fait voir à nu l'homme à systèmes, le pion et l'esprit chagrin qui sont en lui.

Mais tout cela n'est point le plus important. M. Lavisse ne représente pas la nouvelle Sorbonne. On ne peut oublier qu'il a écrit qu'en histoire « le général était plus vrai que le particulier ». Il a ouvert les portes à de nouvelles méthodes et les a favorisées, mais ces méthodes ne sont point siennes. Or il viendra bientôt un temps, en vertu même de ces méthodes, si on ne se hâte d'y porter remède, où une grande histoire comme celle que M. Lavisse a dirigée, si imparfaite qu'elle soit, ne sera même plus réalisable, parce qu'on aura ruiné dans les esprits la croyance à sa possibilité. Un tel ouvrage sera considéré comme trop général et pas assez particulier.

II

Lorsqu'on parle de l'Histoire en Sorbonne, on croit généralement avoir tout dit en évoquant la personnalité de M. Aulard, mais cela est rapetisser

le problème et il faut à cet égard éviter toute confusion. Pour l'illustration des nouvelles méthodes et leur application pratique, M. Aulard aura beaucoup fait. Il ne faudrait pas cependant lui attribuer une importance exagérée. M. Aulard a transporté dans l'histoire moderne où il y a beaucoup de documents les procédés de l'histoire du moyen âge où il y en a fort peu et cela, évidemment, était assez grave. Il a enseveli l'histoire de la Révolution sous une masse de textes et qui plus est, de textes officiels, ce qui était peu intelligent ou au contraire extrêmement intelligent, car il est devenu beaucoup plus difficile d'y voir clair. Mais M. Aulard ne s'est pas chargé de l'enseignement des nouvelles méthodes historiques, il se contente de les appliquer, ce qui n'est point leur faire de la réclame. Ajoutons d'ailleurs qu'il ne les applique pas avec toute la perfection qui serait désirable aux yeux des maîtres du genre. Enfin M. Aulard est cantonné dans un coin de notre histoire, coin fort important, il est vrai, et il n'en sort guère. On sait à quoi on s'expose si on s'y aventure et on est libre de s'y comporter autrement que lui. M. Aulard est l'historien officiel de la Révolution et c'est beaucoup — c'est beaucoup surtout qu'il y ait une histoire officielle de la Révolution — mais il ne commande pas l'ensemble de notre histoire, l'ensemble de toutes les études historiques. M. Aulard n'est point extrêmement dangereux.

Les maîtres des nouvelles méthodes historiques ce sont MM. Langlois et Seignobos, plus particulièrement M. Langlois.

M. Ch.-V. Langlois n'est pas très connu du grand public, il l'est beaucoup moins certainement que

M. Aulard ou même que M. Seignobos, et c'est dommage, car il mérite au plus haut point cet honneur. C'est l'homme le plus important de France en fait d'histoire. Il professe les « sciences auxiliaires de l'histoire » et les dites sciences auxiliaires sont en passe de dévorer leur principal. Il ne se contente pas de professer en Sorbonne, mais professe aussi au dehors et son *Introduction aux études historiques* rédigée en collaboration avec M. Seignobos et éditée par la Maison Hachette dans sa « bibliothèque variée », c'est-à-dire dans une collection qui se trouve partout, se présente à la quantité de gens cultivés qui, une fois au moins dans leur vie, rédigent un travail historique comme le dernier résultat des progrès de la science, comme le recueil *ne varietur* des méthodes qu'il faut suivre. Il se préoccupe fort de pédagogie et de la formation des futurs professeurs et a même publié un livre sur la *Préparation professionnelle à l'Enseignement secondaire.* Il compare l'enseignement de nos Universités avec celui des Universités américaines et a été faire des conférences dans deux de celles-ci, en particulier une conférence sur la « tradition française ».

Il recense et collectionne les instruments de sa science : il a publié un *Manuel de bibliographie historique* et, en collaboration, un gros volume sur les *Archives de l'Histoire de France.*

A la fois chartiste et universitaire il s'est fait également éditeur de textes et on a de lui une édition de textes pour servir à l'histoire du Parlement et l'édition d'un important document sur l'histoire financière des débuts de la Monarchie.

Historien, il a collaboré à l'histoire de M. Lavisse

et a publié en outre plusieurs volumes qui se proposent d'atteindre le grand public cultivé.

Enfin tout cela ne l'empêche point de se préoccuper de « l'Enseignement dans la démocratie » et sous ce titre général, il fait des conférences à côté de M. Lanson et de M. Seignobos.

Ce dernier trait achève de le situer. A la fois érudit, historien, professeur, vulgarisateur des bonnes méthodes historiques, éditeur de textes, recenseur de bibliographies et de catalogues d'archives, pédagogue, tenant ainsi toutes les avenues de sa science et professant bien au delà de sa chaire, il y a lieu de chercher si dans cet ensemble d'activités règne quelque idée maîtresse dirigeant et groupant les autres. Serait-ce la préoccupation de l'enseignement dans la démocratie ou mieux la préoccupation de la démocratie elle-même?

Quant à M. Seignobos, en outre de sa collaboration avec M. Langlois à l'*Introduction aux études historiques* on a de lui une *Méthode historique appliquée aux sciences sociales* qu'il serait tout à fait fâcheux d'ignorer. Ses préoccupations d'apostolat démocratique sont connues et il n'y a pas lieu d'y revenir, mais ce qui est bien caractéristique, c'est son souci de gouverner l Enseignement secondaire.

Plusieurs caractères donnent à l'œuvre de M. Langlois et aussi à celle de M. Seignobos une importance imposante. Il ne s'agit point de travaux isolés qui ne pourraient avoir d'influence que sur un petit nombre de personnes, il s'agit essentiellement et dans toute la force de ce mot d'une œuvre d'enseignement, c'est-à-dire d'une œuvre destinée à

provoquer d'autres travaux, à les diriger et à les modeler. Cet enseignement dépasse les limites de la Sorbonne et même de l'Université; recommandé par l'autorité de certains services très réels rendus aux travailleurs pour la facilité de leurs recherches, il tend à s'imposer à tous ceux qui, en France, s'occupent d'histoire. De plus la doctrine, contenue dans cet enseignement n'est point isolée, M. Langlois et M. Seignobos ne font guère que codifier les méthodes et les procédés vers lesquels tendent leurs collègues; ils les organisent, les renforcent, mais ne les créent point et cela en augmente beaucoup l'importance. Enfin une pensée politique et philosophique commune relie cette œuvre à une œuvre analogue en histoire littéraire, en philosophie, en sociologie. M. Langlois, c'est, en histoire, la Sorbonne considérée comme force agissante, la Sorbonne qui compte, la Sorbonne non pas institution mais instrument d'Etat.

III

On donnerait une idée assez juste de la nouvelle conception de l'Histoire, en disant qu'elle repose essentiellement sur une confusion de l'érudition et de l'histoire. Œuvre d'hommes qui n'ont point les grandes qualités qui font l'historien, qui n'ont point non plus, la modestie et la sévère dignité de l'érudit mais qui veulent être à la fois l'un et l'autre sans distinguer ni, à plus forte raison, hiérarchiser ce qui revient à l'un et à l'autre, elle aboutit à la ruine

de la véritable érudition comme de la véritable histoire et tel est bien généralement le résultat de toute confusion des genres.

Ce serait trop grandir M. Langlois que de voir en lui l'auteur de toutes ces ruines. Les causes en sont plus importantes que lui et tiennent à tout le mouvement des études historiques au XIXe siècle. Mais il s'est posé en spécialiste des questions de méthode historique, au moment où de graves difficultés se produisaient et étaient ressenties par tous les historiens. Il a vu ces difficultés et de son impuissance à les comprendre et à les résoudre, il a fait un idéal. Leur appliquant le principe révolutionnaire par excellence, il a tiré de ce qui n'était qu'une crise passagère, les éléments d'une doctrine et d'un système. Il a fixé ainsi une anarchie et un désordre essentiellement provisoires, il s'y complaît et les propose en modèles.

... Il semble qu'enfin, écrit-il, la littérature historique soit entrée depuis trente ans en décadence. Elle est entrée en décadence parce que le perfectionnement de la « science historique » ne pouvait manquer d'être funeste à la longue à l'art des historiens. D'abord la critique a ébranlé la confiance de la partie la plus éclairée du public dans les soi-disant résurrections, en montrant ce qu'il faut penser de celles qui paraissaient le plus réussies. On a appris à se méfier de la couleur locale, si souvent artificielle, du pittoresque et du dramatique voyants et des partis pris forcenés qui avaient tant contribué à la popularité des successeurs de Chateaubriand. Ensuite, par cela seul qu'elle rétrécit continuellement le domaine de l'inconnu, du vague et du conjectural, c'est-à-dire de la critique impressionniste,

la critique scientifique a rogné les ailes de la fantaisie et brisé son élan. L'historien est protégé maintenant contre sa propre imagination par les amas de réalités incorruptibles que les érudits ont industrieusement élevés autour de lui [1].

Comme point de départ de toute la théorie nouvelle de l'histoire se trouve donc une réaction contre ce que M. Langlois appelle la « littérature historique », et qui se confond en réalité avec l'ensemble de synthèses et d'impressions que nous a données l'histoire romantique.

Lui-même en donne un exemple fort précis au sujet de Michelet :

Il est le représentant typique d'une génération qui différait beaucoup de la nôtre, de sorte que l'on peut mesurer la distance qui nous sépare maintenant de nos anciens en constatant simplement les scrupules que l'attitude intellectuelle de ce personnage éveille en nous. Michelet est mort ayant assez vécu pour voir s'élever une école historique nouvelle dont la méthode n'était pas la sienne, celle qui depuis trente ans a rendu à la France un rang honorable dans cet ordre d'études [2].

Cette réaction à laquelle participe M. Langlois et qu'il utilise est générale, mais contre quoi en réalité se fait-elle, comment devrait-elle se faire, et qu'en a-t-on fait ?

1. *Questions d'Histoire et d'Enseignement*, 1re série. L'histoire au XIXe siècle, p. 233.
2. *Quest. Histoire et Enseignement*, 2e série, conférence sur Michelet prononcée dans une université américaine.

IV

C'est un banal lieu commun que de dire du XIX[e] siècle qu'il a été le « siècle de l'histoire » mais ce serait faire au contraire une hypothèse très féconde que de rechercher s'il n'aurait pas pu être le siècle d'une histoire plus grande et meilleure.

Supposons un instant, que les grands travaux des Bénédictins, de Brequigny et de nos autres illustres érudits du XVIII[e] siècle n'aient pas subi l'interruption révolutionnaire et qu'un émule de Montesquieu, comme lui savant et grand écrivain,faisant ce que l'on savait si bien faire alors,s'en soit assimilé les résultats pour les incorporer à la littérature générale ; quelle admirable histoire nous aurions eue et assurément bien supérieure dans son ordre à ce qu'est l'*Esprit des lois* dans le sien, car il est plus aisé et moins problématique d'analyser des faits et de rechercher leur enchaînement que d'étudier les rapports des lois et l'origine des institutions ! Mais l'interruption révolutionnaire a eu lieu, les érudits aussi bien laïques que Bénédictins ont été dispersés et l'érudition mise en vacances. Après un long intervalle, tandis que, d'une part, l'Académie des Inscriptions recueillait l'héritage des recherches savantes, d'autre part la grande histoire prenait un développement et une importance extraordinaires ; mais le romantisme régnait et, au lieu de l'histoire que nous aurions pu avoir, nous avions les systématisations politiques d'Augustin Thierry d'abord, les grandes constructions passionnées de Michelet et de Henri Martin ensuite.

Ces écrivains et leurs continuateurs utilisaient quelque peu les résultats de l'érudition mais d'une façon hâtive, incomplète et souvent ne les faisaient rentrer dans leur œuvre que comme un hors-d'œuvre et après avoir déjà décidé leurs conclusions.

Sous l'influence des préoccupations politiques et de l'imagination romantique, ils construisaient de grandes synthèses, œuvres de la sensibilité et de la passion beaucoup plus que du raisonnement et de l'intelligence.

Contre ce faux départ, l'histoire moderne, dès les débuts de la seconde moitié du XIXe siècle et, alors que l'histoire romantique régnait encore a commencé obscurément à réagir. Mais cette réaction a été beaucoup plus le fait de simples érudits que d'historiens véritables, elle n'a jamais été guidée par un esprit général et n'a jamais pris une conscience bien nette de ce contre quoi il fallait réagir. On avait devant soi de magnifiques et éblouissantes histoires et l'esprit critique de l'érudit n'avait pas de peine à discerner le faux derrière ces belles apparences, mais il était porté à en rendre responsable ce qui lui était étranger et ce qu'il n'aurait osé faire, c'est-à-dire ces généralisations et ces synthèses qui y occupaient tant de place. Une critique plus avertie et plus pénétrante aurait discerné que ce n'étaient point celles-ci qui étaient coupables mais la passion qui les avait inspirées et elle aurait demandé que les généralisations et les jugements méritassent vraiment leur nom et fussent l'œuvre de l'intelligence chargée de vérifier, de choisir et de classer.

Faute de faire cette distinction et en se conten-

tant, au nom de la science, de rectifier des points de détail et de signaler les dangers de toute généralisation et de toute synthèse, la réaction contre l'histoire romantique risquait de se tromper d'objectif.

Le premier résultat d'une réaction aussi incomplète, c'est que le résidu des opinions *a priori* de Michelet et d'Henri Martin restera incorporé dans un ensemble de croyances et de jugements tout faits subsistant à côté des travaux historiques et leur servant tant bien que mal de conclusion factice. On ne détruit en effet que ce que l'on remplace et en proscrivant en histoire les opérations qui sont l'œuvre par excellence de l'intelligence, on se sera refusé le seul moyen de faire disparaître les constructions fausses antérieures, et elles feront sans cesse leur réapparition pour tenir lieu du jugement que l'on se refusera soi-même à formuler. On aura ainsi un jugement, mais un jugement postiche sans lien avec les éléments qui devraient l'appuyer et le soutenir. Nous verrons les graves conséquences de cette séparation et de cette survivance partielle de l'histoire romantique.

Rétablir la raison dans ses droits à l'encontre de la sensibilité désordonnée des historiens romantiques, maintenir les droits de la généralisation et de la synthèse contre les justes timidités des érudits, telle était la première et double besogne qu'il fallait accomplir. Il fallait, en second lieu, organiser les rapports de l'érudition et de l'histoire et cela était loin d'être impossible. Il y a des érudits qui se sont élevés jusqu'à l'histoire et il y a aussi des historiens qui ont merveilleusement assimilé l'érudition. C'est un très grand plaisir pour l'homme aimant

vraiment l'histoire et s'intéressant aux recherches historiques, sans même être un spécialiste, de lire les généralisations faites accidentellement par un érudit lorsque l'on sent derrière chaque nuance de l'expression l'intelligent usage d'une documentation personnelle et les textes se limitant l'un l'autre, éclairés par une pensée sûre d'elle-même. C'est un plaisir intellectuel de ce genre, indépendamment de tout autre sujet de satisfaction, que l'on éprouve en lisant la leçon d'ouverture d'Auguste Longnon au Collège de France sur la *Formation de l'Unité Française*. Sans vouloir leur attribuer la même importance, les quelques lignes du même savant, dans l'Atlas de Schrader, sur l'enchevêtrement des domaines du comte de Champagne jettent plus de lumière peut-être que de longues dissertations sur la complexité du régime féodal et l'entrelacement des diverses seigneuries. On ne s'étonne pas de la limpidité et de la substance de ce court aperçu lorsque l'on sait qu'il y a derrière elles, la publication du *Livre des Vassaux* et des deux gros volumes de documents relatifs au comté de Champagne et de Brie.

Dans des exemples de ce genre il serait vain de vouloir chercher une démarcation entre l'érudition et l'histoire; celle-ci est le couronnement immédiat et sans transition de celle-là, mais un résultat si rare ne peut être que le privilège d'un petit nombre d'esprits qui, en se confinant la majeure partie de leur vie dans de simples travaux d'érudition, sont restés volontairement au-dessous de ce qu'ils savaient faire.

On doit citer Fustel de Coulanges comme l'exemple le plus remarquable d'un historien qui s'est assi-

milé les résultats de l'érudition et même les méthodes de l'érudition au point de pouvoir se dire, lui aussi, un grand liseur de textes, et d'être capable de donner à ses contradicteurs, simples érudits spécialisés, des leçons de lecture et d'analyse. Il donna un grand exemple de conscience scientifique et de déférence envers les avis et les usages d'adversaires qui ne l'égalaient pas en refondant son premier volume de l'*Histoire des institutions politiques* et en y faisant rentrer toutes les discussions d'érudition. Si l'on regrette que sa tâche ait été ainsi encombrée et retardée, il faut se souvenir par contre qu'il s'agissait d'une époque pour laquelle les théories étaient presque plus nombreuses que les documents, et qu'il y avait une grande utilité à faire table rase une fois pour toutes.

Il fallait enfin, et cela était peut-être plus important encore, organiser les rapports entre l'histoire générale et les histoires spéciales. Celles-ci s'étaient beaucoup développées, soit par suite des recherches d'érudition, soit sous l'influence de la vive curiosité à l'égard de la vie privée d'autrefois et de l'histoire économique et sociale. Il fallait situer ces histoires spéciales y compris la plus importante d'entre elles, simple histoire spéciale malgré son nom, l'histoire de la civilisation.

L'histoire devenait trop riche et de cette richesse comme des deux autres circonstances que nous venons d'indiquer, il pouvait résulter une crise, mais elle n'était point fatale et quelques-uns par leur propre exemple montraient qu'elle pouvait être évitée. Sa solution ne pouvait être l'œuvre que de l'intelligence puisqu'elle devait consister essentiellement à établir

des rapports, à ordonner et à généraliser, et dépendait ainsi d'un bon état des esprits. On comprend le rôle qu'y pouvait jouer la Sorbonne, dépositaire de la culture générale et protectrice naturelle de cette culture vis-à-vis des écoles spéciales.

La sévérité du jugement que l'on est obligé de porter sur son action doit tenir compte du rôle qui lui incombait, de la facilité avec laquelle elle pouvait le jouer et de celui qu'elle a joué en réalité. La compréhension complète de ce rôle naît du rapprochement de ces deux faits : d'une part, la Sorbonne s'assimile les procédés techniques et les méthodes d'investigation des écoles spéciales, de l'Ecole des Chartes et de l'Ecole pratique des Hautes-Etudes ; d'autre part, elle abandonne sa fonction de gardienne de la culture générale et s'applique avec ardeur à la saper. Il est évident que l'acquisition de ces procédés et de ces méthodes quoiqu'elle ait eu pour but véritable moins de réaliser un progrès scientifique que de défendre la Sorbonne contre une concurrence possible et de lui conserver des élèves en les groupant étroitement autour de la chaire du professeur, n'avait en soi rien de blâmable et il fallait y voir au contraire un enrichissement, mais elle devait amener par contre des résultats désastreux, si on la rapprochait de l'esprit général que la Sorbonne allait bientôt s'appliquer à faire triompher dans tous les ordres de connaissances. En témoignant de la méfiance aux constructions d'ensemble et aux jugements, elle donnait par là même une valeur exclusive aux méthodes d'analyse de textes, de lectures de manuscrits et de classement de documents qu'elle acquerrait. On était ainsi amené à considérer l'emploi de ces métho-

des comme suffisant et comme tenant la place du raisonnement en histoire. Mais cette extension de leur rôle se faisait à leur propre détriment, car n'étant plus soumises à un contrôle supérieur elles ne devaient pas tarder à se ruiner elles-mêmes. Ainsi de ce danger d'une crise dans les études historiques, la Sorbonne faisait une réalité et cela par la rencontre de deux conditions qui n'étaient point particulières à ces études.

Je suis toujours persuadé, écrit M. Langlois, que la principale raison d'être de l'enseignement des Sciences auxiliaires de l'histoire — et même une des principales raisons d'être de l'enseignement de l'Histoire tout court — dans les Universités, est de faire connaître aux étudiants la méthode et l'outillage matériel des sciences historiques [1].

Et ailleurs il se félicite du résultat qui paraît devoir bientôt se produire :

En résumé, l'Histoire paraît être de nos jours dans la situation ambiguë où l'Histoire naturelle était il y a cent ans. Au xviii[e] siècle, on faisait encore de la littérature sur la zoologie... Maintenant il y a toujours des zoologistes qui écrivent très bien, mais personne ne les compte parmi les littérateurs... Une distinction s'est établie en Histoire naturelle entre les littérateurs et les savants; une scission analogue est sur le point de s'opérer en Histoire [2].

Ainsi, après cette confusion momentanée entre

1. Avant-propos du *Manuel de Bibliographie historique*.
2. *Questions d'Histoire et d'Enseignement*, 1[re] série, p. 234.

l'érudition et l'histoire, une nouvelle scission doit s'accomplir, mais elle ne correspondra pas à la division naturelle que l'on pourrait rechercher. Il y aura d'une part la Science et d'autre part ce que M. Langlois appelle dédaigneusement la « Littérature ». Qu'entend-il par là et que doit contenir la « Littérature » en dehors de mots vides de sens et de divagations sans fondement? C'est ce qu'on ne peut imaginer.

V

Après avoir indiqué rapidement la genèse des nouvelles méthodes et en avoir par là même donné l'idée générale, il importe d'en tracer avec quelques détails les caractères principaux.

Elles consistent d'abord et essentiellement dans *l'absorption du général par le particulier*. Ce premier caractère découle nécessairement de la suprématie attribuée à la simple critique d'érudition et de la place nulle ou secondaire laissée à la généralisation et à la synthèse.

Un livre tel que l'*Introduction aux études historiques* en est une bonne illustration. Le moins que l'on puisse dire d'un tel livre, c'est qu'il relève d'un genre faux. Les auteurs semblent l'avoir compris en s'excusant, dans leur avertissement, d'avoir écrit un semblable ouvrage et de n'avoir pas reculé devant les jugements que l'on porte d'ordinaire sur les livres de méthodologie historique:

L'immense majorité, disent-ils, des écrits sur la méthode d'investigation en histoire et sur l'art de décrire l'histoire — ce que l'on appelle, en Allemagne et en Angleterre, l'*Historik* — sont superficiels, insipides, illisibles, et il en est de ridicules.

Mais ils n'ont pu se dispenser d'en écrire un de plus, — parce que cela était utile pour agir en dehors de la Sorbonne d'abord et ensuite parce que cela était tout à fait dans la logique du système — et toute la confection d'un livre d'histoire nous est retracée étapes par étapes depuis la recherche des documents, la fameuse *heuristique* qui joue naturellement un rôle capital, en passant par l'*herméneutique* jusqu'à la « construction des formules générales » et à l'exposition. Mais on n'apprend pas à faire de l'histoire. On apprend d'une part certains procédés d'investigation, certaines méthodes de lecture, si on veut faire l'histoire d'une époque pour laquelle cet apprentissage particulier est nécessaire et d'autre part on apprend à penser. L'apprentissage spécial est le fruit d'un enseignement très particulier et ne saurait être donné, à aucun degré, par un livre de vulgarisation comme celui de MM. Langlois et Seignobos, et quant à apprendre à penser et à construire un livre d'histoire, cela est le fait d'une solide culture générale et, des méthodes intellectuelles que l'on a acquises, on fait soi-même une application spéciale à la construction historique si, par hasard, on fait de l'histoire. Mais pour nos professeurs l'histoire est considérée comme une discipline isolée se suffisant à elle-même, ou presque, et cela encore est conforme à l'ensemble de leurs doctrines. M. Lan-

glois n'examine-t-il pas gravement dans ses *Questions d'Histoire et d'Enseignement* ce problème : si on peut exiger d'un candidat à l'agrégation d'histoire qui aurait porté son attention particulière sur quelque autre partie, de savoir que Louis XV n'était pas le fils de Louis XIV et il ne lui vient pas à l'idée qu'une telle notion n'est pas le fruit d'une connaissance historique spécialisée, mais simplement d'une instruction générale. Nous apprendre à faire un usage de notre raison dans une « introduction aux études historiques » en décomposant minutieusement toutes les opérations que l'on fait d'ordinaire instinctivement, ce sont procédés d'érudits et d'érudits médiocres, transportés du déchiffrage de manuscrits dans un ordre intellectuel où ils n'ont que faire [1].

Nous retrouvons les mêmes tares, mais très aggravées, dans la *Méthode historique appliquée aux sciences sociales*, cet ouvrage par lequel M. Seignobos s'est proposé d'ajouter quelque chose aux nuées qui sont propres aux sociologues en les faisant participer à celles de nos pseudo-historiens. Ici, l'on se trouve en face d'un homme peu intelligent, qui, visiblement, n'était pas destiné à une carrière intellectuelle et qui, tout émerveillé de voir qu'il « pense »,

1. Il semble au surplus que M. Langlois soit sans cesse dominé par des préoccupations qu'il doit à sa qualité de bibliographe. L'Histoire est considérée comme un tas en désordre que par les éditions de textes et les publications de registres l'on diminue sans cesse. C'est le point de vue d'un faiseur de catalogues et d'un dresseur d'inventaires. De là vient le léger dédain qu'il manifeste parfois à l'égard de nos vénérables érudits de l'ancien régime et qui contraste avec le respect profond que professaient à leur égard de véritables savants de notre temps comme Delisle ou Molinier.

s'arrête sans cesse pour dire : regardez les opérations intellectuelles que je fais.

Certaines de ses réflexions les plus profondes comme celle-ci :

Il n'est pas nécessaire, par exemple, de connaître l'anatomie d'un mouton pour le faire entrer dans la catégorie des moutons du département de l'Aube et lui donner sa place dans un dénombrement de la race ovine [1].

ou comme cette autre :

Certaines conditions sont nécessaires pour qu'il se produise un phénomène social (il ne peut pas se créer une ville sans nourriture), mais jamais elles ne sont suffisantes pour le produire, il y faut toujours des hommes.

ou encore comme celle-ci :

L'humanité se renouvelle par un changement continuel des générations ; c'est le phénomène fondamental de l'histoire ; et c'est probablement la cause capitale de l'évolution sociale [3].

figureraient avantageusement dans un sottisier et dans un sottisier particulièrement consacré à recueillir des vérités de la Palice ; mais tout ne doit pas être attribué à l'insuffisance de l'homme et à côté de ces réflexions réjouissantes on retrouve toujours

1. *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*, p. 106.
2. *Ibid.*, p. 148.
3. *Ibid.*, p. 151.

le même caractère, la suprématie du détail et, pour tout dire, la décomposition de la pensée. L'homme et la méthode dont il s'inspire étaient faits l'un pour l'autre.

VI

Nous avons déjà indiqué en passant l'une des principales conséquences de l'application des nouvelles méthodes : *la séparation entre les éléments d'un jugement et le jugement lui-même.* Il ne peut y en avoir de plus grave pour l'avenir de l'histoire et aussi au point de vue d'un bon fonctionnement de l'esprit. La faculté de raisonner et de généraliser peut se proscrire, mais non se supprimer : elle reprend ses droits, mais elle les reprend à côté et d'une manière honteuse. Elle reparaît déguisée dans la simple façon de classer des fiches et tandis qu'un lecteur peut contrôler assez aisément un raisonnement qui se présente devant lui honnêtement et sans vergogne, il ne peut contrôler le raisonnement sous-jacent qu'il soupçonne et ne voit pas derrière une exposition dite scientifique.

Parfois le jugement apparaît au grand jour, mais on s'aperçoit alors qu'il est une simple juxtaposition à l'exposé documentaire et n'en est le résultat à aucun degré. M. Ferdinand Lot, un érudit qui fait de l'histoire mais sans se hausser à la qualité d'historien, aujourd'hui professeur d'histoire du moyen âge à la Sorbonne, en donne un bon exemple quand

dans ses *Derniers Carolingiens* [1], il déclare gravement que l'archevêque de Reims, Adalbéron, est l'un des hommes qui ont fait le plus de mal à la France, parce qu'il a contrarié les entreprises du roi Lothaire sur la Haute-Lorraine et en particulier sur Verdun où dominait sa propre famille et empêché ainsi que la question de la Lorraine ne soit tranchée dès le xe siècle. Il ne vient pas à l'esprit de M. Lot de mettre en rapport ce jugement avec la masse d'informations qu'il possède sur l'ensemble des faits et des institutions de cette époque et de se demander quel résultat pouvaient avoir ces conflits de familles et ces entreprises d'après les conditions fournies par le milieu dans lequel ils se produisaient. Le vocabulaire, employé en droit public, s'est formé depuis l'existence d'Etats organisés et chaque mot qui le compose ne peut que perdre tout sens si on l'applique à une époque d'anarchie absolue comme le xe siècle. De grandes choses alors naissaient, mais rien encore n'existait vraiment. Que pouvait signifier par conséquent à une telle époque « l'annexion » de la région lorraine ? Ou bien les princes et les seigneurs de cette région auraient été contraints de faire hommage au roi des Francs Occidentaux et l'exemple du comté de Barcelone et du comté de Flandre prouve que cela ne préjugeait pas de l'avenir, ou bien les rois Carolingiens y auraient trouvé la base territoriale qui leur manquait, et soit que cette base ait assuré le maintien de leur dynastie, soit qu'ils l'aient laissée avec le reste entre les

1. Fascicule de la Bibliothèque historique de l'Ecole des Hautes-Etudes.

mains de leurs successeurs, la plus haute autorité de la région française aurait eu son point d'appui reporté trop au nord-est, ce qui aurait pu avoir de graves conséquences pour la formation de l'unité territoriale.

Dans son édition des *Lettres de Gerbert*, M. Havet donne relativement à la même époque des exemples d'appréciation du même ordre et de la même qualité, et montre ce que peut imaginer un excellent éditeur de textes lorsqu'il se mêle de raisonner en marge de la besogne qui lui est propre. Mais, ce qui est fort amusant, on trouve chez notre professeur des Sciences auxiliaires de l'histoire et de méthode historique, quelques exemples de généralisation à outrance en marge de ses travaux scientifiques.

En voici un remarquable exemple. Il s'agit d'une conférence sur la « tradition de la France », prononcée devant une université américaine et reproduite dans les *Questions d'histoire et d'enseignement*[1]. M. Langlois annonce qu'il va parler d'un sujet choisi non

dans le champ de ses études personnelles (elles sont trop techniques), mais de l'un de ces grands sujets que les historiens, quel que soit le caractère de leurs recherches, ne doivent jamais perdre de vue, parce qu'ils sont la raison d'être finale et comme la justification de toute recherche. « La tradition de la France est assurément un de ces sujets, car la fin dernière de tous les travaux sur l'histoire d'un pays est d'en reconnaître l'orientation. »

1. 2e série.

Comment cela se concilie-t-il avec les principes qu'il enseigne, nous ne savons, mais M. Langlois nous annonce qu'il va y apporter une « absolue sincérité ».

Voici donc le fait capital. A un moment donné (au moyen âge) la France, à cause des avantages de sa position géographique, des qualités de son peuple et aussi des circonstances — faisons la part du hasard, — eut sur les autres pays une forte avance historique à tous les points de vue. Cette avance, elle en a dans les temps modernes perdu peu à peu le bénéfice.

Pour que la France gardât son avance historique, il eût fallu :

1° Organiser l'administration du pays de telle manière que toute sa force militaire et financière fût constamment disponible ; 2° annexer méthodiquement, au nord et à l'est, les provinces de l'ancien apanage de Lothaire, qui flottaient encore, grâce à l'anarchie allemande, entre la France et l'Allemagne, jusqu'aux Alpes et jusqu'au Rhin, en prévision des temps inévitables ou des Etats rivaux de la France s'élèveraient sur le continent européen ; 3° lorsque la découverte de continents nouveaux eut merveilleusement élargi les horizons de l'activité humaine, prévoir que l'avenir serait aux peuples européens qui auraient essaimé au delà des mers et dirigé en conséquence la force d'expansion nationale... Tout en tenant compte des obstacles dus aux conjonctures défavorables, on est en droit de dire que la France a cruellement et presque toujours souffert depuis le commencement des temps modernes de l'incapacité de ses gouvernants. Ils ont presque tous gaspillé les occasions et multiplié les fautes. D'autres Etats comme la Prusse, ont dû manifestement leur grandeur à la poli-

tique réfléchie et persévérante d'une dynastie intelligente et bien servie. La France, elle, a été, le plus souvent, gouvernée par des princes très ordinaires et des esprits sans portée; on cite quelques exemples : Henri IV, le cardinal de Richelieu, et c'est tout [1].

Ainsi ce n'est pas plus compliqué que cela de déterminer le possible et l'impossible, de juger nos rois et nos hommes d'état et de construire toute une philosophie de l'histoire de France. Ce n'est autre que l'esprit de dénigrement propre à tous les historiens révolutionnaires. Il subsiste à côté la « méthode scientifique » et cette méthode n'est pour lui qu'une feuille de vigne, mais devant l'étranger on s'en dépouille et les récriminations sur notre passé apparaissent dans toute leur nudité. M. Langlois ne pense pas sur ce qu'il sait, mais à côté de ce qu'il sait.

VII

Il restait un dernier pas à franchir et c'est *la suppression pure et simple de l'histoire*. Nous pouvions nous douter que c'était là qu'on arriverait, mais nous n'aurions osé espérer en trouver l'aveu formel et cependant cet aveu nous le trouvons.

Il fallait de la confusion de l'érudition et de l'histoire tirer la dernière conséquence, en réduisant l'histoire à ce qui est la besogne propre et élémentaire de l'érudition, l'édition de textes, et par un effet de la confusion des genres, cette édition devait

1. *Loc. cit.*, p. 13-14.

fatalement être conçue de telle sorte que, si l'histoire en était supprimée, la connaissance scientifique n'en tirât pas d'ailleurs le moindre profit.

Chargé, dans l'*Histoire de France*, du volume consacré au XIIIe siècle, M. Langlois y avait introduit un chapitre sur la « Société française ». Il reprit ensuite ce sujet et nous donna deux volumes dans la « bibliothèque variée » de la Maison Hachette : *La Société française au XIIIe siècle d'après dix romans d'aventure* et *La Vie en France au Moyen âge d'après quelques moralistes du temps*, mais ces ouvrages se présentent de façon assez particulière. Ce sont l'un et l'autre des recueils de textes précédés de commentaires, de textes *choisis, classés* et *mis à la portée* du lecteur. Mais il faut laisser M. Langlois exposer son projet lui-même car ceci a une importance capitale.

Je suis de plus en plus persuadé, dit-il, que *la meilleure méthode* pour communiquer au public les résultats vraiment assimilables de nos travaux, *n'est pas d'écrire des livres d'histoire générale ; c'est de présenter les documents eux-mêmes, purifiés des fautes matérielles qui s'y étaient glissées, allégés des superfluités qui les encombrent*, en indiquant avec précision ce que l'on sait des circonstances où ils ont été rédigés et en les éclairant au besoin par des rapprochements appropriés. L'homme d'aujourd'hui qui écrit sur le passé, ajoute nécessairement quelque chose au document qu'il emploie ; mais quoi ? ses réflexions personnelles qu'il impose au lecteur. Or ces réflexions sont inutiles ou dangereuses ; inutiles, si elles sont nettement distinguées des textes qui les ont suggérées ; dangereuses, si, comme c'est ordinairement le cas, elles y sont incorporées de façon

que l'on ne puisse pas reconnaître, sans un travail d'analyse et de vérification, le témoignage ancien de la réaction qu'il a produite sur l'esprit de l' « historien » moderne.

Le vrai rôle de l'historien, c'est de mettre en contact dans les meilleures conditions possibles, les gens de maintenant avec les documents originaux qui sont les traces laissées par les gens d'autrefois, sans y rien mêler de lui-même. Il n'est pas toujours possible de s'en tenir là, mais il faut s'en tenir là toutes les fois que c'est possible. On en viendra certainement, je crois, à concevoir *les livres d'histoire pour le public éclairé comme des recueils de textes précédés de dissertations critiques, encadrés de commentaires sobres, assemblés avec discernement, groupés avec art* [1].

Il est clair qu'après cela il n'y a plus d'histoire et que l'érudition, invitée à se farder pour se présenter directement devant le grand public, est très diminuée — mais il faut faire observer en plus que l'on se moque du lecteur. On le traite comme s'il avait pour la rédaction d'un ouvrage à utiliser des « documents de première main », mais ces documents de première main on les lui présente *truqués*. On a *choisi* pour lui parmi des récits d'aventure, par exemple, « les plus jolis, les plus vivants, les plus probants ». Ensuite on les a *classés*. Ainsi dans la *Société française au Moyen âge* on groupe pour l'usage de cet érudit d'espèce inférieure, qui est le lecteur, dix *romans d'aventure* et uniquement des romans d'aventure, c'est-à-dire qu'il sera appelé à se faire une impression sur la société du XIIIe siècle,

1. *La Vie en France au Moyen âge*, introd., p. II-III. Les passages soulignés le sont par nous.

uniquement d'après cette catégorie de documents, tandis que pour formuler lui-même un jugement sérieux, il faudrait qu'il eût à la fois sous les yeux toutes les catégories de documents concernant cette époque. Enfin on s'est préoccupé de l'*accessibilité* de ces textes, c'est-à-dire que l'on n'a réuni que des textes en langue d'oïl, alors que la connaissance des textes latins serait aussi nécessaire, et de plus on lui présente ces textes *apprêtés*, c'est-à-dire sous la forme d'une simple analyse entrecoupée de citations.

Editions de textes pour éditions de textes, n'importe qui préférera celles qui sont une œuvre d'érudition véritable. Dans les commentaires et les introductions qui accompagnent beaucoup d'entre elles, le lecteur simplement initié, en même temps qu'il apprendra beaucoup, éprouvera souvent une vraie jouissance intellectuelle. On ne peut que remarquer qu'il y a fort loin des maigres commentaires de M. Langlois, de ces commentaires faits pour « tout le monde » aux admirables prolégomènes de Benjamin Guérard qui ne prétendaient point intéresser d'autres que le spécialiste. Tel est le bénéfice de la franchise.

Je trouve qu'il y a quelque rapprochement à établir entre la manière dont on se moque du « lecteur cultivé » dans la conception historique de M. Langlois et celle dont on se moque du « citoyen conscient » dans une société démocratique. Au lecteur comme au citoyen, on dit : jugez et décidez, mais on sait qu'ils ne possèdent pas les éléments d'un jugement et d'une décision et au besoin, on s'arrange pour qu'ils ne les aient pas.

CHAPITRE II

L'UTILISATION DE L'HISTOIRE

I. La question du but en Histoire. La réponse de M. Langlois: l'histoire ne sert à rien ou à presque rien. Le véritable point de vue de Fustel de Coulanges. — II. La réponse de M. Seignobos : l'Histoire doit servir à former les électeurs. Le cours destiné à l'enseignement secondaire. Sabotage de l'histoire : les périodes « organiques » sacrifiées aux périodes « critiques ». Le XVIIe siècle passe au second plan. — III. Lien entre la nouvelle histoire et l'histoire antérieure qu'elle prétendait remplacer. Une phrase caractéristique de Henri Martin. L'histoire de France est jugée en fonction de la Révolution. — IV. Les adeptes de ces conceptions ne font en réalité qu'une histoire : celle de leur parti.

I

Une question domine toutes les études historiques, celle de leur but : *à quoi sert l'histoire ?* Elle ne se confond pas avec la question de la « philosophie de l'histoire » dont on doit réserver le nom aux recherches sur les causes finales. Dégagée de ce voisinage parfois compromettant, la question du but de l'histoire se borne à ceci : l'homme peut-il, dans un ordre limité, discerner des causes et des effets, établir

ainsi un certain nombre de constantes et constituer les bases d'une expérience ? On ne peut traiter ici cette question avec l'ampleur qu'elle mérite, et il faut simplement indiquer que la réponse ne dépend pas d'un point de vue déterminé par les conditions spéciales de la science historique, mais de l'attitude générale que l'on adopte sur les possibilités de l'intelligence et ses rapports avec l'action. D'après ce que nous savons de la philosophie générale de l'Université, cette réponse ne peut être douteuse. « C'est maintenant le métier, déclare M. Langlois, en même temps que le plaisir d'une foule d'honnêtes gens, personnellement intéressés à trouver du nouveau, d'instituer des recherches dans toutes les directions. La curiosité est générale depuis que la recherche n'a plus d'autre objectif que la trouvaille [1]. » Et, après avoir ainsi ramené ceux qui entreprenaient des investigations historiques au rang de collectionneurs de timbres-poste, il complète plus loin sa pensée en la mettant sous le patronage de Fustel de Coulanges :

Quant à la valeur pratique de l'histoire pour la vie, la dernière question d'une philosophie transcendante de l'histoire, on a renoncé aussi à se l'exagérer. « L'Histoire ne sert à rien », disait Fustel de Coulanges qui d'ailleurs s'en félicitait. C'était trop dire, sans doute, mais il semble bien en effet que l'Histoire ne soit pas plus une école qu'elle n'est un tribunal. Le XIXe siècle s'achève ici sur des désillusions. La plupart des démonstrations de la critique historique (en cela comparables du reste à une foule de démonstrations des sciences

1. *Questions d'Histoire et d'Enseignement*, 1re série, p. 217.

proprement dites, qui ne comportent aucune application directe) n'intéressent que la curiosité [1].

Mais Fustel n'aurait certes écrit rien de tel et, quand il disait que « l'histoire ne sert à rien », profondément pénétré de la dignité de la science à laquelle il avait consacré sa vie entière, il entendait que l'on devait l'aborder sans autre préoccupation que la recherche de la vérité et qu'elle n'avait point pour objet de satisfaire des passions ou de rendre des services. Peut-être aussi faut-il voir dans cette phrase le désappointement d'une âme noble souffrant des difficultés qu'il éprouve à dissiper des erreurs, mais sa pensée profonde sur le but de l'histoire on la trouve dans cette admirable formule : « *L'histoire imparfaitement observée nous divise, c'est par l'histoire mieux connue que l'œuvre de conciliation doit commencer.* » Au moment d'entreprendre son grand ouvrage qui allait être l'occupation presque exclusive de la seconde partie de sa vie, il en faisait à notre histoire une application particulièrement précise :

La connaissance du moyen âge, mais la connaissance exacte et scientifique, sincère et sans parti pris, est pour notre société un intérêt de premier ordre. Elle est le meilleur moyen de mettre fin aux regrets insensés des uns, aux vides utopies des autres, aux haines de tous. Pour remettre le calme dans le présent, il n'est pas inutile de détruire d'abord les préjugés et les erreurs sur le passé.

1. *Questions d'Histoire et d'Enseignement*, 1re série, p. 240.

L'histoire selon Fustel servait ainsi à quelque chose, mais comme maîtresse et non comme servante. L'histoire, selon M. Langlois, rabaissée par le désintéressement pseudo-scientifique qu'il lui impose, est servante et sert à tout, littéralement à tout. Elle a abdiqué et, en son nom, on peut se permettre n'importe quoi que la fantaisie suggère. Nous allons nous en rendre compte en laissant ici M. Langlois pour M. Seignobos qui dirige la seconde partie de la manœuvre sorbonnienne.

II

On doit rendre cette justice à M. Seignobos qu'il ne se cache pas et que sa pensée, lorsque ses passions politiques sont en jeu, prend une vigueur inattendue. Dans la préface de son ouvrage sur l'*Histoire politique de l'Europe contemporaine* il nous avertissait honnêtement de ses préférences pour un régime « libéral, laïque, démocratique et occidental » et on ne savait ce qu'il fallait faire, admirer l'énergie des sentiments ou rire du comique de la formule par laquelle ils se traduisaient. Mais il n'y a plus lieu de rire maintenant, car ces sentiments dirigent à leur aise l'enseignement de l'histoire lui imposant un but et des méthodes.

Nous trouvions déjà ce but indiqué dans un des chapitres qui constituent la collaboration personnelle de M. Seignobos à l'*Introduction aux études historiques* [1], mais les documents essentiels sont les sui-

1. «... En faisant voir que les sociétés se sont souvent transfor-

vants : dans le recueil des « Conférences du Musée pédagogique » — conférences de 1907 sur « l'enseignement de l'histoire — une conférence qui porte sans honte ce titre : *l'enseignement de l'histoire comme instrument d'éducation politique*, et une suggestive petite brochure qui, lisons-nous sur la couverture, n'est pas « mise en vente » et porte comme titre : *l'Histoire dans l'enseignement secondaire* (*introduction à l'usage du cours Ch. Seignobos*). Cette brochure et, à un degré moindre, la conférence du Musée pédagogique sont intéressantes à un premier titre. On y voit d'une façon aussi nette que possible la mainmise de la Sorbonne sur l'enseignement secondaire. On y voit un professeur de la Sorbonne revendiquer hautement sa responsabilité dans la réforme de 1902, publier tout un cours, conforme aux nouveaux programmes et s'ingénier pour faciliter leur application par ses collègues des lycées :

Mon cours est rédigé dans une forme inaccoutumée qui a pu dérouter quelques-uns de mes collègues de l'enseignement secondaire ; je tiens à leur expliquer pourquoi j'ai rompu avec la tradition.

Il cite à l'appui l'introduction du nouveau programme dont lui-même a été un des rédacteurs : « il (l'enseignement) doit faire une *large place aux périodes les plus rapprochées de nous par lesquelles a été préparé l'état actuel du monde.* »

Ce programme, destiné à préparer ce cours, et ce cours, destiné à appliquer ce programme, œuvre l'un

mées, elle (l'histoire) habitue à la variation des formes sociales et guérit de la crainte des transformations », p. 279.

et l'autre d'un même homme agissant à des titres différents sont rédigés en vue d'une certaine utilisation de l'enseignement secondaire de l'histoire. Nous en trouvons l'exposé, précis et détaillé, dans la conférence faite au Musée pédagogique. Après l'énoncé du titre de la conférence, M. Seignobos continue ainsi :

Sous ce déguisement, vous reconnaissez la vieille question : « Quel est le but de l'histoire ? » suivie de cette réponse : *l'histoire peut servir à faire l'éducation politique des élèves.*

Le but de l'histoire n'est donc pas ce que l'on avait cru jusqu'ici :

... l'histoire ne sert directement à rien ; elle n'enseigne rien de pratique, rien qui puisse donner à l'élève le moyen de faire aucun acte utile... je ne cherche dans l'enseignement de l'histoire ni une leçon de morale, ni une école de patriotisme, ni un recueil de beaux exemples, ni une collection de recettes pratiques utiles aux hommes d'état et aux capitaines. Je ne dis pas que ces choses ne puissent servir à l'éducation ; mais, d'une part, on peut les y faire entrer plus efficacement par d'autres procédés que par l'histoire, et, d'autre part, en employant l'histoire à les enseigner, on fausse l'histoire et on lui fait perdre son efficacité propre qui tient à l'habitude de chercher uniquement la vérité [1].

Ce souci de la vérité et de l'honnêteté scientifique est admirable, mais alors à quoi donc doit servir l'histoire ? A former ce qui, pour M. Seignobos, est

1. *Conférences du Musée pédagogique*, p. 1-3.

beaucoup plus important que le patriotisme ou la morale, à former des électeurs !

L'enseignement de l'histoire peut-il préparer à la vie politique? Oui, puisqu'il donne des connaissances et des idées, parfois même des sentiments et des habitudes qui rendent l'élève plus apte à comprendre la vie politique et plus désireux d'y prendre part : la connaissance précise des phénomènes politiques (nation, gouvernement, lois, institutions, classes sociales) ; — les idées de caractère, diversité, transformations, évolution ; le goût de la vie politique, le sang-froid politique, la prudence, la confiance ; les moyens pratiques de s'informer sûrement en matière politique.

Par quels moyens l'enseignement donne-t-il l'éducation politique? En présentant à l'élève sous forme d'exemples, et en l'aidant par la réflexion à transformer en idées conscientes, les connaissances, les notions et les habitudes que je viens de rappeler.

Comment l'histoire doit-elle être enseignée pour servir d'éducation politique? Il faut que l'enseignement soit dirigé de façon à donner ces connaissances, ces actions et ces habitudes : cela dépend des professeurs d'histoire. .

Nous vivons dans une démocratie représentative et laïque. Nos élèves sont destinés à être tous des électeurs ; beaucoup seront des élus ou des fonctionnaires ; ils auront un jour à diriger les opérations politiques de leurs pays . . . .

Puisque l'histoire est le véritable enseignement civique, c'est sur les professeurs d'histoire que retombe la mission de faire l'instruction politique des futurs citoyens[1].

Ainsi l'histoire sert à quelque chose et à quelque

1. *Conférences du Musée pédagogique*, p. 23-24.

chose de fort important, à former l'électeur, et pour se préparer à comprendre tous les ravages qu'un semblable dessein doit entraîner dans la conception de l'histoire et dans toute la culture humaine il faut se souvenir qu'il ne s'agit même point de l'électeur quelconque, mais du « bon » électeur, de l'*électeur conscient,* de l'électeur radical-socialiste en langage électoral, c'est-à-dire de celui qui a l'âme triste parce qu'il a déjà tant détruit qu'il se demande ce qu'il pourrait bien imaginer de détruire encore pour alimenter son programme. Il s'agit d'initier l'élève en sa qualité de futur électeur à ces destructions nécessaires et de l'y amener en lui représentant l'histoire, comme une transformation, comme un mouvement, ce qu'elle est bien évidemment, mais *uniquement* comme une transformation et un mouvement, ce qu'elle n'est pas. En conséquence, les périodes que M. Seignobos, jaloux de poser lui aussi au « sociologue », appelle, en empruntant le langage de Saint-Simon dont il ne saisit point toute la valeur, les périodes *organiques* sont systématiquement sacrifiées aux périodes *critiques*. Les périodes organiques ne sont point intéressantes, ce sont celles où l'humanité a suspendu sa course vers un avenir incertain, a organisé sa vie, s'est disciplinée, s'est soumise à des règles. Or, cela n'est point intéressant parce que, dans ces époques, si l'on a beaucoup produit et beaucoup construit, on a peu détruit.

La conception de l'*évolution* domine l'esprit de M. Seignobos ; c'est elle qu'il importe de faire comprendre aux élèves :

Les transformations des sociétés civilisées ne forment

pas un cercle fermé qui les ramènerait à leur point de départ; elles se déploient suivant une ligne indéfinie dans un certain sens, ce sont des évolutions. Quelques-unes sont assez apparentes pour être intelligibles même à un esprit jeune.... Toutes ces acquisitions rendent le jeune homme plus apte à comprendre la société de son temps, par conséquent à se diriger lui-même dans la vie sociale ou politique. Elles l'aident à devenir un citoyen capable de prendre une part intelligente à la vie politique de son pays [1].

Nous allons voir les conséquences qu'entraîne la nuée de l'évolution, lorsqu'on l'applique à l'enseignement de l'histoire. M. Seignobos rappelle les termes du programme dont nous avons cité plus haut un passage, et il continue pour l'instruction des professeurs de l'enseignement secondaire :

Ainsi s'explique le changement profond qui a surpris quelques-uns de nos collègues. On les avait habitués à faire porter leur principal effort sur les périodes classiques, l'antiquité et le XVII[e] siècle. Les temps modernes depuis le XVI[e] siècle fournissent maintenant la matière essentielle de l'enseignement : de ces temps datent la plupart des faits qu'il faut connaître pour comprendre l'état présent du monde. Mais ici encore la proportion a été renversée. L'ancien enseignement pour des raisons littéraires faisait une part prépondérante au XVII[e] siècle, négligeant le XVIII[e] siècle, et n'abordant le XIX[e] qu'avec crainte. Le programme refoule au second plan en le rejetant à la fin de la seconde le XVII[e] siècle, *ce siècle où il ne s'est produit aucune transformation profonde en dehors des révolutions d'Angleterre.* L'attention principale se

1. *L'hist. dans l'enseignement secondaire*, p. 7.

reporte sur les deux derniers siècles, la période de l'histoire de l'humanité où l'*évolution a été la plus rapide*.

On a bien lu. Le XVIIe siècle a été « refoulé au second plan » comme il devait l'être parce qu'il ne s'y est rien produit d'intéressant en dehors des *révolutions d'Angleterre*. Au XVIe siècle l'Humanité était bien partie, elle donnait des espérances, mais ensuite pendant une triste époque que l'on appelait autrefois le grand siècle, elle a été frappée de la maladie du sommeil et il faut aller jusqu'à la fin du XVIIIe siècle pour retrouver une histoire présentant de l'intérêt et digne d'être apprise avec détails.

Une véritable philosophie de l'histoire qui sacrifie dans l'histoire tout ce qu'il y a de plus grand, est ainsi présentée aux élèves de l'enseignement secondaire dans le but unique de leur inculquer le « sens des transformations » et de former le seul homme que connaisse la démocratie, c'est-à-dire le citoyen électeur. Contre cette philosophie abêtissante, ils n'auront point de recours auprès de leurs maîtres. Ceux-ci sont les élèves de l'Enseignement supérieur et, à la Sorbonne, on les aura préparés avec soin à la timidité scientifique. On leur aura appris le maniement des « méthodes critiques », mais on leur aura dit que ces méthodes ne doivent servir qu'à analyser des textes, quelquefois à les coordonner, jamais à juger des idées et ils seront désarmés eux-mêmes devant cette philosophie de l'évolution et ce crédo historico-politique qu'on les charge d'enseigner.

On serait tenté de croire que M. Langlois et M. Seignobos n'ont jamais été présentés l'un à l'autre, mais ils professent dans la même maison, participent aux

mêmes campagnes, font des conférences ensemble, écrivent un livre en collaboration. Ne leur est-il donc jamais venu cette idée simple de coordonner leur pensée ou plutôt... ne la coordonnent-ils pas beaucoup trop bien ?

III

Que les humanités souffrent infiniment d'une telle utilisation de l'Histoire, cela est aisé à comprendre, mais notre histoire nationale, la compréhension et l'amour de notre passé et en définitive le patriotisme francais n'en souffrent pas moins. Que devient une histoire de France où on ne commence à attribuer quelque intérêt à l'ordre des faits et encore d'une façon simplement intermittente et pour des motifs trop faciles à comprendre qu'à partir du XVIe siècle, où le XVIIe siècle, le grand siècle français, celui où nous avons établi notre maîtrise sur toute l'Europe est systématiquement laissé dans l'ombre? Derrière lui un autre siècle, moins grand assurément, mais où la France a aussi réalisé une apogée et rayonné sur tout l'Occident, est enseveli dans l'ombre générale, et le fait que l'un de nos auteurs y ait cantonné ses études spéciales ne lui vaut même pas de circonstances atténuantes. Le XIIIe siècle est frappé de l'anathème du silence qui doit frapper tout ce qui a précédé la Réforme ou qui n'a pas concouru à la préparation de la Révolution.

C'est bien ainsi qu'il faut poser la question et on se rend compte alors que la conception de notre histoire à laquelle est amené M. Seignobos par ses

préoccupations de politicien et d'irréconciliable camisard n'est point aussi nouvelle qu'elle en a l'air. L'esprit se reporte naturellement vers cette phrase à la fois si naïve et si caractéristique qu'écrivait Henri Martin dans la préface de son histoire et qui pourrait servir d'épigraphe à beaucoup d'autres livres :

Un obstacle plus radical encore que l'absence de liberté politique rendait l'histoire de France impossible avant 1789 : c'est que cette histoire ne pouvait avoir de plan n'ayant pas de conclusion. Les fastes de la république romaine n'ont été écrits qu'après la conquête du monde et l'établissement de l'Empire : les fastes de l'ancienne France ne pouvaient s'écrire qu'après la fin de la vieille Monarchie et la Révolution qui a consommé l'œuvre de l'unité française.

La formule était ainsi donnée de la plupart des travaux sur notre histoire. Il s'agissait de juger l'histoire de France en fonction de la Révolution. Fustel de Coulanges avait bien prévu les conséquences d'un tel état d'esprit lorsque dans un célèbre article d'après la guerre, comparant « l'Histoire en France et en Allemagne » à propos du livre de Zeller sur l'Histoire d'Allemagne, il jugeait l'histoire en France antinationale.

Il ressort, en effet, de la plupart de ces travaux, une impression d'amertume et il se répand sur l'ensemble de notre histoire une teinte de tristesse. On a comme le sentiment que la construction de la France a été quelque chose de manqué. C'est ce sentiment que l'on éprouve en plusieurs endroits de l'*Histoire de France* de M. Lavisse et qui contribue le plus à en diminuer la valeur. A toute époque, une attention

spéciale est donnée aux efforts faits par les Français pour se concerter et se réunir et, en définitive, pour se passer du roi. Le récit de ces efforts tient une place disproportionnée avec leur importance réelle et relativement aux temps où ils se produisirent. Leur importance, ils ne la tirent pas d'eux-mêmes mais de l'esprit que nos historiens y introduisent, et parce qu'ils sont considérés comme un précédent pour quelque chose de plus grand. De là vient l'importance attribuée dans la plupart de nos histoires à un rôle comme celui d'Etienne Marcel ; la place que tiennent les moindres convocations d'Etats généraux. De même ce jugement de M. Lavisse sur la Fronde qui « éclaire, dit-il, l'inachèvement de l'Etat et de la patrie ». Elle révèle, ajoute-t-il encore, « une effrayante incapacité de se réunir, de se concerter, de trouver des moyens et des idées pour les opposer à la force du Roi ». Plus loin il l'appelle « ce dernier effort si misérable contre l'autorité du Roi demeurée debout dans la ruine universelle et surhaussée par cette ruine ». De M. Lavisse encore le jugement général sur Louis XIV, la conclusion de tout l'ouvrage avec ses sous-titres lugubres, « l'inachèvement du royaume », la « diminution de la puissance française » s'inspirent du même esprit.

« Nos historiens depuis cinquante ans ont été des hommes de parti, écrivait Fustel dans l'article que nous rappelions plus haut. Si sincères qu'ils fussent, si impartiaux qu'ils crussent être, ils obéissaient à l'une ou l'autre des opinions politiques qui nous divisent... Notre histoire ressemblait à nos assemblées législatives : on y distinguait une droite, une gauche, des centres. C'était un champ clos où les

opinions luttaient. Ecrire l'histoire était une façon de travailler pour un parti et de combattre un adversaire. L'histoire est ainsi devenue chez nous une sorte de guerre civile en permanence. Ce qu'elle nous a appris, c'est surtout à nous haïr les uns les autres. Quoi qu'elle fît, elle attaquait toujours la France par quelque côté. L'un était républicain et se croyait tenu à calomnier l'ancienne monarchie ; l'autre était royaliste et calomniait le régime nouveau. Aucun des deux ne s'apercevait qu'il ne réussissait qu'à frapper sur la France. L'histoire ainsi pratiquée n'enseignait que l'indifférence, aux étrangers que le mépris [1]. »

IV

Plus directement que la passion, une erreur intellectuelle qui en est la conséquence intervient ici pour troubler le sens de l'histoire et confondre les points de vue. Les jugements que l'on porte ne sont pas relatifs à la chose que l'on étudie, mais à la préoccupation secrète que l'on introduit dans ses études. Les historiens qui jugent l'histoire de France en fonction de la Révolution n'écrivent pas ce qu'ils prétendent écrire, ils ne font pas l'histoire de France, mais l'histoire de leur parti. C'est l'histoire de ce parti qu'ils cherchent dans notre passé, et seuls les antécédents qu'ils lui découvrent ou croient

1. De la manière d'écrire l'histoire en France et en Allemagne dans les *Questions historiques*, p. 6.

lui découvrir les intéressent. Aussi les plus médiocres de ces historiens, lorsque, volontairement et consciemment, ils se limitent à ce qui fait l'objet unique de leurs préoccupations, arrivent à produire une œuvre qui reste en rapport avec la médiocrité de leur esprit, mais que l'on peut considérer comme suffisante. La confusion se dissipe et les jugements sont désormais adéquats à la chose qu'il faut juger. C'est le cas de M. Aulard et même de M. Seignobos.

L'ouvrage de M. Aulard l'*Histoire politique de la Révolution* ne saurait être proposé comme un chef-d'œuvre à imiter, mais à s'en tenir à un jugement d'ensemble, elle ne contient pas d'hypocrisie. L'auteur se propose de rechercher les « origines et le développement de la Démocratie et de la République » et de montrer comment les « principes de la Déclaration des droits furent, de 1789 à 1804, mis en œuvre dans les institutions ou interprétés dans les discours, dans la presse, dans les actes des partis, dans les diverses manifestations de l'opinion publique ». Cela permet à M. Aulard de rejeter de l'histoire de la Révolution, tout ce qu'il juge ne pas être conforme à la Déclaration des droits, mais on sait le but qu'il veut atteindre et ses jugements sont en rapport avec ce but. Sur l'ensemble de notre histoire, M. Aulard serait par contre incapable d'écrire autre chose qu'un pamphlet et un pamphlet hypocrite.

On doit faire la même remarque au sujet des réflexions que M. Seignobos groupe dans son *Histoire politique de l'Europe contemporaine* sur « l'évolution politique de la France au XIXe siècle ». De 1792 à 1870 le parti républicain, dit-il, « a pris le

pouvoir quatre fois, toujours par le même procédé, un coup de main à Paris sur le siège du gouvernement ; mais, n'étant qu'une minorité il ne parvenait pas à s'établir définitivement. La majorité monarchique laissait se reformer un gouvernement monarchique qui dispersait le personnel républicain. Ainsi chaque révolution républicaine était suivie d'une restauration monarchique qui durait jusqu'à ce qu'une nouvelle génération eût donné à l'ancien personnel républicain de nouvelles recrues pour une nouvelle révolution. Mais chaque révolution emportait un fragment de l'ancien régime qui ne pouvait plus être restauré. Quatre fois s'est produite cette oscillation ». D'après une vue très superficielle, on pouvait en effet considérer la domination exclusive du parti républicain comme l'aboutissant et le couronnement de toute l'histoire de cette période. Les passions de M. Seignobos étaient d'accord avec ce que lui enseignait la pauvreté de son information, réduite aux faits d'ordre constitutionnel et électoral. Si on n'allait point ainsi au fond des choses, on ne les déformait pas trop cependant, et une vue d'ensemble aussi courte ne paraît point déplacée dans un livre consacré à « l'évolution des partis et des formes politiques ». Restreint à cette période, le groupement des faits, d'après ce point de vue du parti, paraît donc à sa place dans une certaine mesure, mais même ici il serait possible de concevoir une autre systématisation de notre histoire depuis la Révolution, qui peut-être paraîtra un jour la seule exacte : d'une part la société se reconstruisant peu à peu à l'encontre des principes de 1789 et malgré tous les obstacles que lui opposent ces princi-

pes, d'autre part cette idéologie ruinée par l'œuvre critique des historiens et des politiques, et enfin la lente convergence de ces deux œuvres, l'œuvre de réorganisation et l'œuvre intellectuelle.

Seule l'interprétation des événements postérieurs à la Révolution se prête à des accommodements avec l'idée de parti, mais cette notion n'a point sa place dans l'ensemble de notre histoire. Ici la continuité et l'unité dominent tout. Pour ne pas les voir il faut transporter dans notre passé les haines qui depuis cent ans nous déchirent et nous obsèdent. Le raisonnement et la recherche consciencieuse de la vérité doivent nous débarrasser de cette idée fixe, mais ils ne peuvent cependant absolument suffire. L'intelligence a besoin ici du concours de la force qui ne crée point seulement l'ordre dans les sociétés, mais parfois aussi fait la lumière dans les esprits. En effet une modification dans la conception générale de notre histoire serait facilitée par le fait seul d'un changement politique qui supprimerait la prédominance du point de vue « parti » et rétablirait le sens de la continuité.

On se souvient de l'influence qu'eut la Révolution de février sur l'esprit d'Augustin Thierry. Le grand historien déclara ne plus rien comprendre à notre histoire dont il avait fait la philosophie en fonction de la Monarchie de juillet et de l'avènement de la bourgeoisie par la Révolution de 1830. Du coup toutes ses systématisations factices s'écroulaient. De même, un changement politique seul pourrait achever l'œuvre de l'intelligence en rendant à la Révolution son caractère véritable d'accident, accident immense et infiniment grave assurément, mais cepen-

dant accident et non couronnement. Dès lors les événements antérieurs auxquels on attribue une importance factice parce qu'ils présentent une très vague ressemblance avec la prise en mains du gouvernement de la France par l'Assemblée constituante, ou bien parce qu'ils semblent présager nos divisions futures seraient réduits à ce qu'ils sont c'est-à-dire à très peu de chose. Les faits seraient rétablis dans leur hiérarchie naturelle.

TROISIÈME PARTIE

DÉFINITION DES HUMANITÉS CLASSIQUES

Au cours des discussions qui remplissent ce volume le lecteur m'aura, j'espère, trouvé constamment soucieux d'exploiter l'erreur au profit de la vérité. Je n'ai rien signalé de faux que je n'aie, en l'analysant, tenté de le rectifier. Mes discussions sont semées de propositions dont l'ensemble pourrait bien constituer une véritable doctrine sur la raison d'être et l'économie des études classiques. Le présent chapitre (formé, à vrai dire, d'une série de petits chapitres dont les matières se serrent les unes les autres) présente comme la synthèse de toutes ces propositions. Il les complète. Et surtout il les ramène à leurs principes les plus généraux. Il est nouveau cependant (par rapport à ce qui le précède, car en lui-même il contient ce qu'il y a de plus vieux au monde). Mais il est préparé.

1. — La formation générale de l'esprit.

On dit beaucoup et il est très vrai de dire que es études classiques ont pour objet la *formation générale* de l'intelligence. Mais cette proposition

prête à deux équivoques qu'il importe de prévenir avant de la développer.

Il peut y avoir, et il y a, des écoles où se donne une formation qu'il est également permis d'appeler générale et spéciale : générale, par rapport à une spécialisation plus déterminée, spéciale par comparaison avec tel enseignement qui sera jugé convenir à tous. L'Ecole polytechnique en est un exemple, entre d'autres. Elle initie aux mathématiques supérieures de futurs ingénieurs destinés à toutes les branches de la construction, de l'exploitation et de l'industrie, de futurs officiers de l'artillerie et du génie. Ces ingénieurs et ces officiers ne trouveront à utiliser dans les propres travaux de leurs professions qu'une bien infime partie des connaissances mathématiques acquises à l'Ecole et il n'y aura guère plus d'inconvénients pratiques pour la plupart d'entre eux à oublier leurs cahiers de calcul intégral qu'il n'y en a pour un avocat à ne plus se souvenir du droit romain. Mais on admet que ces travaux ou arts divers ont avec l'art mathématique une proche parenté commune, telle qu'un esprit rompu au maniement de la haute abstraction mathématique se trouve préparé d'une façon éminente à la pratique aisée des divers genres de combinaisons concrètes qui caractérisent chacun d'eux. Sous ce rapport, la formation de Polytechnique est générale. Et cette observation nous conduit en définitive à distinguer divers degrés et comme une échelle de généralité dans la formation intellectuelle. Nous disons donc que l'objet des études de collège est la formation la plus générale ; et celle-ci sera commune (par définition) aux spécialités les plus éloi-

gnées les unes des autres : à celles du médecin et du soldat, du jurisconsulte et du chimiste, du fonctionnaire des finances et du chef d'industrie. L'existence et la nécessité de cette formation « la plus générale » est l'objet d'une évidence, dont on aurait tort de prétendre, d'après la manière dont nous venons de l'établir, qu'elle ne soit que verbale et logique. Mais en elle-même elle est assez stérile et ne nous apprend rien de concret sur la matière, la consistance et les moyens de cette formation, sur ses résultats et son critère propre, sur la manière de l'instituer et le temps à lui donner. Toute la difficulté est là, et là l'objet de controverses qui n'avaient jamais suscité une divergence de vues et une opposition de thèses aussi profondes, aussi confuses surtout, que de nos jours.

II. — Un mot a définir : la « culture ».

La seconde des équivoques qui obscurcissent le sujet tient à un mot, au mot *culture*. Au lieu de « formation générale », on parle très souvent de « culture générale ». Et c'est là fort bien parler, à la condition que l'on n'entende sous ces deux expressions qu'une seule et même idée, ou, ce qui revient exactement au même, à la condition que l'on prenne l'expression de « culture générale » dans son sens obvie de métaphore très claire. L'esprit est justement comparé à une terre qui ne produit pas de fruits ou n'en produit que de vains, si elle n'est pas ensemencée et cultivée. Malheureusement,

les Allemands ont accoutumé de donner au mot de culture certaines significations aussi obscures qu'ambitieuses qui ne se comprennent que par allusion à des conceptions plus ou moins barbares de métaphysique et de philosophie de l'histoire et que des Français germaniseurs ont introduites chez nous. Il faut écarter d'une manière absolue ce nuage, si l'on ne veut embrouiller et stériliser irrémédiablement le discours.

III. — La généralité de la culture n'a rien de commun avec l'encyclopédisme des connaissances.

Ce n'est que dans une acception fort ténébreuse de l'idée de culture que l'on peut notamment parler, comme on le fait beaucoup, de *culture encyclopédique*. Cette prétendue *culture encyclopédique*, on la prendra volontiers, en vertu d'une grossière apparence de synonymie, pour la formation ou éducation générale elle-même, désignée sous un autre nom. Rien de plus incohérent.

On ne saurait aucunement parler de culture encyclopédique. De même qu'un champ n'est pas fertilisé par le dépôt de toutes sortes de matières, mais par l'assimilation au sol de quelques matières bien choisies, ainsi la valeur d'un esprit n'augmente-t-elle pas en proportion de la quantité de ses connaissances, et les connaissances humaines sont-elles du prix le plus inégal au point de vue du perfectionnement qu'il recevra de leur acquisition. La possession de toute la nomenclature chimique, de toute la

classification minéralogique, botanique ou zoologique est stérile pour l'éducation intellectuelle ; c'est avoir déjà compris et gagné infiniment plus que de savoir mettre en équation un problème du premier degré à une inconnue. On admettra bien que, *sous ce même rapport*, il n'y ait aucune comparaison à faire entre la connaissance de toutes les théories et généralités de la linguistique et la pratique de la version et du thème dans une langue donnée ; entre l'enseignement de l'histoire de l'art et l'apprentissage du dessin d'après nature, sous un bon maître familiarisé avec l'art ; entre l'ingestion de la géographie universelle et l'initiation aux moyens de déterminer la latitude et la longitude, lesquels engagent toute l'astronomie élémentaire ; entre le tableau de tous les événements historiques dans leur succession depuis l'origine des temps et l'explication des causes et des effets dans quelques périodes particulièrement éclairées de l'histoire ; entre l'exposition de l'histoire littéraire et les exercices de composition et de style ; entre le récit de tout ce que les divers philosophes ont pensé et la démonstration ou même la critique d'une seule doctrine, d'après son accord ou son désaccord avec elle-même et son aptitude, à éprouver en mille manières, à rendre compte des faits.

Bref, il y a des connaissances qui ne sont (comparativement tout au moins) que des *notions* (encore une fois, si elles paraissent dépréciées ici, ce n'est qu'au titre d'instruments, d'agents de culture) et il y a des connaissances qui sont des *arts*. Elles le sont en ce sens, que l'esprit ne les reçoit pas toutes faites, mais que les acquérir, c'est vraiment les recons-

truire, qu'elles ne sont pas en lui immobiles, mais actives, et consistent, à vrai dire, dans une habileté plus ou moins étendue à un certain ordre de combinaison intellectuelles, lequel correspond à un certain ordre de faits dans le monde matériel ou moral. La géométrie, la mécanique, l'astronomie, à bien des égards la physique, ces sciences sont des arts, bien plus apparentés à ceux qu'on appelle les beaux-arts qu'à la biologie ou à la zoologie. La rhétorique, ou art de persuader, est un art, et sans doute le plus général de tous, puisqu'elle a pour objet *l'ordre du discours* et qu'aucune démarche de l'esprit humain ne se passe du discours, puisque l'acquisition, le développement et la démonstration de la vérité prennent nécessairement, dans tous les genres, la forme du discours. On en dirait autant de la critique, qui est le contrôle du discours. En présence de tous ces exemples, qu'on nous dispensera de multiplier, et d'une distinction de genres, dont le fondement ne saurait être contesté, qui n'aperçoit l'impossibilité d'associer ensemble *encyclopédisme* et *culture*, soit qu'on veuille faire de celui-là la cause et l'instrument de celle-ci, soit qu'il en doive caractériser la nature et l'espèce? Un génie qui serait versé dans tous les arts de l'esprit humain mériterait d'être appelé universel, mais non pas encyclopédique, parce qu'il ne posséderait pas et ne serait nullement curieux de posséder l'universalité matérielle des notions, laquelle est par elle-même inerte et inopérante. Au contraire, un esprit, qui, sans maîtrise dans aucun des arts intellectuels, posséderait toutes les connaissances susceptibles de prendre la forme énumérative ou historique, répondrait

idéalement au type encyclopédique. Mais y aurait-il aucune raison pour lui reconnaître la supériorité de culture ? Pour peu qu'on y réfléchisse, on se rendra compte que la maîtrise dans un seul art rapproche beaucoup plus de la véritable universalité.

IV. — Condition commune aux sciences mathématiques et aux sciences des choses humaines. Leur supériorité *formelle* sur les sciences biologiques.

Ces sciences, qui sont des arts, sont les plus parfaites des sciences. Elles ne procèdent pas dans la connaissance de leurs objets par simple description extérieure et mise en ordre empirique, mais par analyse et recomposition intérieure et par enchaînement rationnel. Elles reposent sur de premières définitions, aussi claires que substantielles. Elles rendent intelligibles les rapports des faits. Elles se développent dans le cadre d'une logique, d'une forme intellectuelle. Ce caractère de perfection, il est remarquable qu'il appartienne, d'une part aux sciences mathématiques et de forme mathématique, d'autre part aux sciences de l'homme. Pour rencontrer des notions aussi lucides, aussi saisissables à l'intelligence, en même temps que pleines du réel, que celles où l'astronomie par exemple trouve la raison des phénomènes et des lois (comme sont masse, poids, distance, courbe régulière, périodicité), il les faut chercher dans le genre le plus éloigné, à savoir, dans les observations humaines des maîtres de la rhétorique, de la poétique, de la politique

et de l'histoire. Au contraire, dans les sciences biologiques, les définitions premières, les éléments pris pour initiaux et fondamentaux sont constitués d'une manière où personne n'oserait prétendre qu'il n'entre forcément bien de l'arbitraire, de l'approximatif et du flottant. La même chose peut se dire des synthèses. Ne font ici partie du solide et du ferme de la science que des données de pur empirisme. Un avenir plus ou moins proche ne peut que transformer les synthèses tenues pour les plus plausibles dans la biologie, au lieu que, dans le mécanique et l'humain, il y a énormément de définitif et de fixé. La supériorité de condition scientifique que les faits doivent d'un côté à leur simplicité (laquelle n'implique nullement la simplicité des calculs) ils le tirent, de l'autre, de leur intériorité.

Ces remarques ne s'attaquent en rien à la dignité propre des sciences biologiques et on en pourrait même tirer un sujet d'admiration particulière pour les génies qui jusqu'ici leur ont fait réaliser leurs magnifiques progrès. Il en faut seulement retenir que, comme agents de culture, comme moyens et canaux d'éducation intellectuelle, il n'y a aucune comparaison de valeur à faire entre les sciences de la vie d'un côté et les sciences mathématiques ou à forme mathématique et les sciences humaines de l'autre. C'est à l'aide du parfait que l'on forme les esprits.

Perfection ne fait pas d'ailleurs facilité. Au contraire! Les notions et généralités biologiques — très méritoires assurément à inventer et à établir — sont très aisément assimilées et ne font point par elles-mêmes travailler beaucoup l'esprit. Les éco-

liers le savent bien. Les notions mathématiques et littéraires sont longues à digérer et peuvent indéfiniment s'éclaircir, s'affiner, s'approfondir. Elles donnent à faire à l'intelligence.

V. — Les sciences ne peuvent figurer dans l'enseignement pour elles-mêmes, mais pour ce qu'elles ont d'applicable a la pédagogie.

Au surplus ne s'agit-il d'exclure en principe de l'éducation intellectuelle aucune sorte de connaissances, mais de savoir ce qui dans les diverses connaissances humaines peut être utilisé aux fins d'éducation. C'est ce qui ressortira de deux exemples, lesquels apportent un correctif nécessaire à ce qui a été dit tout à l'heure en termes trop absolus, quant à la stérilité pédagogique de l'histoire naturelle et de la chimie.

Les sciences classificatrices (zoologie, botanique, minéralogie, etc.) dont l'ensemble forme l'histoire naturelle, reposent sur les idées de genre et d'espèce. Ces idées sont des instruments universels de l'intelligence, puisque le discours, à quelque matière qu'il s'applique, est passage continuel du général au particulier et du particulier au général. Il sera assurément très utile pour l'éducation intellectuelle de voir appliquer ces idées aux productions de la nature, de connaître et d'apprécier les fondements, soit certains, soit probables, soit douteux, de cette application dans la réalité. Mais un petit nombre d'exemples caractéristiques suffiront, puisqu'ils con-

tiendront forcément toute la méthode et que la masse entière des autres ne feraient que reproduire indéfiniment ce qui a pu être observé dans quelques-uns. L'immense matière de la classification minéralogique, botanique et zoologique est une magnifique conquête scientifique. Mais c'est de la spécialité pure. Elle ne peut contribuer en rien à la culture de l'esprit.

La chimie n'était qu'un fantôme de science, aux fondements vagues et errants, avant que Lavoisier eût donné à l'investigation chimique la précision mécanique en la soumettant à la méthode des pesées. Le triomphe de cette méthode instruit l'intelligence. Mais quelques cas typiques le font intégralement comprendre. La nomenclature chimique, où sont inscrits certains des plus magnifiques progrès de l'industrie moderne, est, comme nous l'avons dit, parfaitement stérile pour la pédagogie. Et le chimiste, l'industriel, à d'autres égards le physiologiste, sont les seuls pour qui l'étude n'en constitue pas une perte de temps.

VI. — Philosophie de l'erreur encyclopédique. — *a*) Le scientisme absolu des encyclopédistes. — *b*) L'hégélianisme. — *c*) L'évolutionisme.

Pour extirper le préjugé encyclopédique, il importe de mettre à nu ses racines. Il en a plusieurs. Elles se trouvent dans des conceptions dont la réfutation apparaîtra aujourd'hui assez inutile.

a) Une théorie commune aux encyclopédistes du

XVIIIe siècle, c'était que les principes d'une morale et d'une politique éclairées demeuraient à établir. La science approchait de cette conquête, qui serait le couronnement de ses conquêtes sur la nature. L'autorité de ce qu'elle prononcerait à cet égard était garantie par l'autorité de ce qu'elle prononçait en physique et en histoire naturelle, et ce résultat dernier, directement intéressant et émouvant pour tous les hommes, était préfiguré dans tous ces résultats antécédents et préparatoires. Voilà pourquoi les rédacteurs des projets scolaires de la Révolution (projets qui ne sortirent pas du papier) mirent l'encyclopédie scientifique dans les programmes. C'était comme la prophétie avant la révélation.

b) Le savoir encyclopédique se trouve promu à une plus haute dignité encore par les principes du panthéisme évolutioniste de l'Allemagne, ou, pour mieux préciser, de la philosophie hégélienne. Cette philosophie a paru exercer sur le XIXe siècle une influence d'autant plus étendue que tous les mouvements révolutionnaires, tant politiques et sociaux que religieux ou économiques, trouvent en elle une alliée, une approbatrice naturelle. Elle contient de quoi les justifier en quelque façon indéfiniment.

Hegel est un Cyclope qui a des bras puissants et immenses, mais peut-être pas même un œil, et qui précipite toute la terre et toute la pierre d'une montagne dans les eaux d'un lac limpide. Après quoi, il prononce : « C'est maintenant que le lac est un véritable lac et qu'il reflète la richesse du ciel. » Cette montagne, c'est la nature, c'est l'universelle matière des choses. Ce lac, c'est la pensée. Il les unit, il les amalgame en une sorte d'essence mons-

trueuse, à laquelle aucun nom ne saurait légitimement être donné, et il dit : « Voilà Dieu ! » Dans ce système, l'univers n'apparaît plus que dépouillé des lignes lumineuses qu'y tracent la logique et la science, quand elles définissent les types de genre et d'espèce qui président à la formation des êtres et les lois naturelles qui régissent l'ordre des phénomènes. Cette vision confuse et mêlée, Hegel la croit plus pleine d'être et plus proche de l'absolu que la vision lucide, distribuée et hiérarchique qui a pour objet l'ensemble des éléments généraux et des traits proprement intelligibles par nous relevés dans le monde. Mais encore, s'il s'en tenait là ! S'il se contentait d'une telle conception barbarement simpliste en son chaotisme ! Le pire est l'effroyable complication qu'il y jette, quand il prétend exprimer dans les formes de la logique, couler dans l'appareil de la logique le chaos d'une pensée qui se développe systématiquement en dehors de la logique, quand il prétend investir du titre et de la vertu des idées, des notions obtenues sans aucune espèce de choix, sans aucune préoccupation de distinguer entre le concret et l'abstrait, le particulier et le général, le contingent et le nécessaire, le senti et le conçu, l'imaginé et le déduit.

Dans cette violence à la dialectique, dans ce solennel carnaval et cette espèce d'alibi terminologique gît la cause de l'obscurité célèbre à laquelle nous devons notamment « l'idée de l'être non-être » et « l'identité des contradictoires ». Mais dépouillez Hegel de son armure de charabia. Son système est le moins compliqué qui ait jamais été proposé par un philosophe. Le savoir et la philosophie n'y appa-

raissent plus comme la réduction de la multiplicité à quelque unité, mais comme le répertoire de la multiplicité même. Plus ce répertoire s'étendra et se rapprochera de la totalité — totalité dans l'espace et totalité dans le temps (car tout évolue, tout devient, et il n'y a plus que devenir et changement, puisque le fixe n'est pas séparé, dégagé et demeure mêlé dans le tas) — plus diminuera la distance qui nous sépare de la suprême connaissance métaphysique, laquelle, pour Hegel, n'a point pour objet les causes, les genres et les modes de l'être, mais la somme brute de l'être. Celle-ci est divine. S'il n'y a pas de degrés dans le divin, on ne voit pas que dans la nature et l'histoire universelle aucune matière de documentation le doive céder en dignité à une autre et l'on ne conçoit pas un plus haut résultat philosophique que la documentation intégrale. Il est évident que celle-ci marque l'idéal sur lequel la culture de l'esprit, l'éducation intellectuelle se doit orienter.

c) Une troisième forme de la doctrine encyclopédique mêle l'esprit, ou tout au moins les prétentions de la science expérimentale et positive, à l'inspiration du panthéisme allemand. La philosophie évolutioniste de Herbert Spencer, dont la fortune fut si grande et si éphémère, est le produit le plus caractéristique de ces influences combinées. Elle a son fondement et sa raison d'être dans l'hypothèse d'un souverain procédé commun suivi par la nature dans tous ses ordres de créations, depuis le règne minéral jusqu'aux sociétés humaines et aux manifestations de l'intelligence. Une telle hypothèse admise, la destination quasi transcendante du savoir

encyclopédique, la magnifique vertu inhérente à l'accumulation de tous les faits du monde physique et de l'histoire, se comprennent fort bien. Tous ces matériaux sont la base, sans cesse accrue, d'une induction universelle qui aura pour résultat suprême la connaissance de la loi des lois. Pour Spencer, celle-ci est l'Evolution. Mais j'en ai ici beaucoup moins à son système propre qu'à la méthode dont ce système offre le plus typique exemple d'application. Cette méthode a joui pendant la seconde moitié du XIXe siècle d'une énorme faveur philosophique. On la retrouve notamment dans la manie, tout récemment encore si florissante, de chercher la vérité politique dans les données de l'histoire naturelle et d'éclaircir la critique littéraire par la zoologie. Il est clair que, d'après le principe qui est censé justifier ce que nous appellerons, quant à nous, cet enténèbrement et ce gâchage d'une science par une autre, la valeur et la portée des connaissances d'un genre quelconque sont multipliées par les connaissances d'un autre genre quelconque qu'un esprit y joint.

Telles sont les principales sources philosophiques de cette superstition de l'encyclopédisme. Sous aucune de ses formes, nous ne jugeons qu'il soit aujourd'hui utile de la réfuter. Nous ne pensons pas davantage que l'étendue et la profondeur de l'empire qu'elle a exercé sur le XIXe siècle, particulièrement sous sa forme allemande, aient besoin d'être montrées. L'influence spéciale qu'elle a eue et qu'elle ne pouvait pas ne pas avoir sur la conception de l'éducation intellectuelle et la composition des plans d'études, est l'objet d'une doléance

très répandue que ne suit d'ailleurs aucun effet, puisque l'encyclopédisme des programmes tend toujours, non à s'alléger, mais à s'aggraver. Il ne peut en être autrement tant que ceux qui font et inspirent les programmes n'auront pas dégagé de tous les nuages le seul principe qui, d'après la nature et la raison, mérite de gouverner leur œuvre et qui est nettement anti-encyclopédique, en ce sens qu'il impose par rapport à toute matière une stricte et héroïque sélection.

VII. — La sélection pédagogique.

Un programme d'études quelconques où l'on voudrait, en principe, que toutes les parties d'un certain cycle de matières fussent représentées, sera à peu près aussi commode à construire qu'un château de sable. Il en aura toujours l'irréductible caducité. Jamais on ne jugera y avoir fait rentrer le nécessaire ni admis chaque partie en proportion de son importance. D'autant plus que les programmes de ce genre étant faits par une réunion de spécialistes, qui n'apportent pas à cet ouvrage collectif un autre esprit que celui de leurs spécialités, est plutôt le résidu gauche et inerte de beaucoup de transactions mutuelles que l'œuvre vivante d'une conception maîtresse qui dispose avec liberté des éléments en vue d'un lumineux dessein. Ce que nous disons d'un plan d'études ou d'une discipline déjà spéciale doit se dire, à plus forte raison, des études classiques, qui correspondent à la formation

la plus générale. Cette généralité ne se doit nullement entendre, pour parler comme les philosophes, en *quantité,* mais en *qualité.* De même que former le caractère d'un jeune homme, c'est lui donner une trempe égale à toutes les situations et non pas lui présenter l'exposé de toutes les situations humaines connues (ce en quoi il pourrait devenir fort savant avec le plus pitoyable caractère), pareillement, former un esprit, c'est développer dans sa nature le ressort et tout l'art des actes par lesquels s'effectue le discernement du vrai et du faux dans les matières les plus diverses. Tous les travaux, tous les exercices, toutes les assimilations qui peuvent coopérer directement à ce résultat font partie de la pédagogie. Tout ce qui n'a pas de rapport direct à l'assouplissement de l'aptitude intellectuelle n'a rien à voir avec l'école.

Or il n'existe pas de relation universelle nécessaire entre les services que telles ou telles connaissances rendent à l'humanité et à la civilisation en général et les services qu'elles peuvent rendre pour l'éducation intellectuelle. Cournot a dit : « L'étude la plus propre à fournir des exercices pédagogiques, pourrait bien n'être pas celle des sciences qui intéressent le plus la philosophie spéculative, non plus que celle des sciences qui comportent le plus d'application aux arts utiles et à la pratique de la vie. Si un tel accord existe, il en faudra profiter : sinon, il faudra se fixer sur le but essentiel que l'on poursuit et savoir au besoin sacrifier l'accessoire au principal [1]. » Cette observation dégage parfaite-

1. *Des institutions d'instruction publique en France,* p. 53.

ment le principe qni doit présider à l'élaboration des plans d'études. Le but, c'est le progrès de l'élève en vigueur, en finesse et en étendue intellectuelles. Ce progrès est le résultat direct de l'activité intellectuelle exercée par l'élève sous la conduite du maître. Il s'agit de choisir parmi les sciences humaines celles qui fournissent à l'exercice de cette activité la matière le plus abondante en même temps que le plus susceptible de graduation.

VIII. — La pédagogie bureaucratique.

Des programmes chargés de matières, des programmes *cycliques*, trouvent toujours maîtres et écoliers à court de temps. Pour caser toutes ces matières dans les heures de classe, il faut un rangement aussi laborieux et précautionneux que pour bonder une malle. Cela prête à un remaniement matériel aussi indéfini qu'illusoire. C'est la bureaucratie dans l'éducation. L'avantage de ce système, c'est qu'à peine conçue, une amélioration pédagogique y peut être réalisée. Par quel moyen ? Par une circulaire administrative. Voilà une des raisons pour lesquelles les plans d'études très chargés et subdivisés sont chers aux penseurs démocrates : ils ouvrent un champ sans bornes aux réformes sur le papier lesquelles furent toujours pour ces esprits les réformes elles-mêmes.

IX. — Le temps des études.

L'éducation d'une intelligence, même quand la nature l'a convenablement douée, représente un résultat si complexe, si délicat, que le temps sera toujours trouvé trop court pour les études. Cette insuffisance du temps est irrémédiable. Il faut qu'elle provienne, non pas du nombre de choses à apprendre, mais de la difficulté des exercices à faire et du loisir que le maître se donne de faire rendre à chacun d'eux tous ses fruits. La bonne classe est celle où l'on peut « perdre le temps ». Et rien n'est plus injurieux à la saine pédagogie qu'un « inspecteur » tirant sa montre pour prononcer que « c'est l'heure du thème ».

Il faudrait le moins de détails possible dans les « programmes », les « plans » et les « horaires », mais une doctrine commune par tradition à tous les maîtres.

X. — L'enseignement consiste essentiellement en exercices dirigés.

L'objet essentiel de la classe réside dans les exercices accomplis par l'élève. Le professeur est essentiellement un directeur, un stimulateur, jusqu'à un certain point un inventeur d'exercices. On parle de « gymnastique intellectuelle ». Il est le moniteur de cette gymnastique-là. Cela est vrai du maître de

rhétorique et même de philosophie, autant que du maître de grammaire. Des travaux d'analyse, de traduction, d'explication, de rédaction, de composition accomplis par l'élève, sont infiniment plus féconds que des exposés magistraux de faits ou d'idées, passivement, et fût-ce même curieusement, reçus par lui. Il importe de remarquer que la matière et la méthode des travaux scolaires raisonnablement conçus est précisément fournie, dans tous les genres, par ce que les idées et connaissances humaines contiennent de plus éprouvé, de mieux vérifié, et que, bien loin de laisser la jeunesse étrangère à l'histoire de l'esprit humain et de la civilisation, la gymnastique de l'école l'initie mieux que par ouï-dire à ce que cette histoire offre de plus excellent. Un pédagogue peut bourrer d'erreurs, de sottises et de fadaises une leçon magistrale faite pour elle-même. Il semble impossible qu'il en mette dans les données d'un problème de mathématiques ou de physique, dans le sujet d'un devoir de grammaire ou d'analyse. Il paraît assez difficile qu'il ait la tête à l'envers au point d'outrager le bon sens, la vérité ou la vraisemblance dans la matière d'une composition française.

XI. — Au collège, le « formalisme » bien entendu est le « réalisme » même.

Les gens de la Sorbonne et généralement les chefs les plus influents de l'administration universitaire font volontiers allusion à une profonde révolution

pédagogique qui changera les lois de l'éducation et s'accomplira demain, si ce n'est ce soir. Ils attendent le Messie et ils le harcèlent. L'effet de cette révolution sera d'arracher à jamais l'enseignement au « formalisme » pour le ramener au « réalisme »s d' « adapter l'école à la vie », de préparer « de, hommes qui soient de leur temps ». Ne savent-ils pas qu'au XVIIIe siècle, Condorcet et quelques autres, dont le rédacteur universitaire de l'Encyclopédie, faisaient des phrases analogues qui furent impuissantes à susciter quoi que ce fût de conforme à elles-mêmes dans la réalité ? Ce prétendu « réalisme » scolaire, cette fallacieuse adaptation de l'école à la vie, consisteraient à faire de l'école un grand instrument de propagande et de conquête au service de toutes les idées fausses et de toutes les modes intellectuelles dont l'humanitarisme, la démocratie et la religion du Progrès sont autant de pépinières. Ce qui serait bien nommé un comble d'irréalisme, de snobisme et de servitude mentale. Il faut rendre aux mots leur vrai sens, aux choses leur vraie place et dire que le « formalisme » du collège, bien entendu, y est le réalisme même. Ces réformateurs agitent toutes les manières dont on pourra faire de la classe autre chose que la classe. Toute la question pédagogique est pourtant résolue par un maître qui fait bien la classe et ne l'est que par lui. Cela est très modeste et cela est très grand. C'est le seul moyen d'identifier la culture de l'esprit avec la trempe du bon sens éternel.

XII. — Critère de l'éducation intellectuelle.

On pourrait dire (une formule de ce genre comportant à coup sûr une part d'artifice schématique) que le signe d'une éducation intellectuelle parvenue à maturité, c'est quand l'esprit est rompu à la solution de difficultés plus grandes, *quant à leur forme*, que les plus grandes qu'il doive rencontrer par la suite dans le champ de son activité professionnelle et personnelle. Mais justement ces difficultés d'école résident tout entières dans la forme, la mise en ordre, la disposition. Les éléments, les données sont fournis. Il n'est pas et il ne doit pas être demandé d'invention à l'écolier. Au contraire, les difficultés de la vie, de la pratique, des affaires se ramènent toutes à la difficulté d'être complet dans l'invention ou l'inventaire des éléments et données réelles des questions qui se présentent, dans l'établissement de la base, dirai-je, sur laquelle la solution doit tabler. Le bénéfice de classes bien faites, le fruit de l'école, c'est qu'il ne puisse y avoir, dans cette base, de fortes et injurieuses lacunes, c'est que l'esprit possède un sens général et agile de l'ensemble des régions à explorer à propos de chaque genre d'objets, un pressentiment de tous les lieux d'où pourrait partir un accroc à sa solution, s'il n'y avait pas été voir. Condorcet fut un grand géomètre. Mais le chimérisme étonnant de ses plans de politique et d'éducation accuse des trous considérables dans ses notions sur la nature humaine et la société. Une année de théologie morale dans un séminaire

l'eût certainement rendu incapable de déraisonner de cette façon, et de bâtir sur le creux, à moins qu'il n'y ait, contrairement à ce que prétend Descartes, des esprits nativement et irrémédiablement faux.

XIII. — A QUEL TITRE LES SCIENCES HISTORIQUES ET EMPIRIQUES REVENDIQUENT UNE LARGE PART DANS L'ENSEIGNEMENT.

Les lettres et les sciences mathématiques ou de forme mathématique nous ayant fourni pour former la raison, pour la former à toutes ses applications essentielles, à la logique comme au goût, à la « géométrie » comme à la « finesse », des instruments que nous allons supposer parfaits, ne subsistera-t-il pas une lacune inadmissible dans les connaissances de jeunes esprits façonnés si bien ? Les principes qui inspirent les précédentes observations sont, dira-t-on, justes en eux-mêmes. Mais, pour qui considère l'ensemble et l'organisation de leurs résultats, ils aboutissent à un paradoxe, lequel est de laisser la jeunesse étrangère, 1° à l'histoire universelle du genre humain, 2° à l'histoire naturelle du globe terrestre et de ses productions minérales, végétales et animales. Critique qui peut se généraliser sous la forme suivante : tout est donné au rationnel, à l'esthétique, au psychologique, au moral ; rien, ou très peu, à l'historique et à l'empirique. Mais l'ignorance de si vastes provinces de l'expérience et de l'histoire peut-elle aller avec la pleine aisance de l'esprit, non pas universellement informé,

mais universellement averti, paré et éveillé, que notre idéal est de faire ?

A quoi nous répondrons qu'il ne s'agit pas d'expulser des études telles ou telles matières, mais de définir et de distinguer les services que chaque genre de matières peut rendre dans les études. Si pour le propre apprentissage de la pensée, l'analyse d'un seul bon auteur l'emporte infiniment sur les notions et les généralités les plus étendues d'histoire littéraire, s'il en est de même de la théorie du mouvement propre du soleil comparée à l'ensemble de la classification botanique et zoologique, il ne s'ensuit pas que l'immense matière de l'histoire de l'humanité et de l'histoire naturelle n'offre à l'esprit de la jeunesse de magnifiques sources de perfectionnement. Leur part, très inférieure au point de vue de la propre discipline de la pensée, peut et doit encore être belle à un autre point de vue. C'est celui-ci qu'il faut fixer. Pour prélever sur cet énorme amas de notions et de faits ce qui sera pédagogiquement utilisable, il faut un principe de discernement. Lequel ? Le principe, dirai-je, de l'excellence, de la grandeur et de la beauté. Les caractères des marsupiaux ou des cœlentérés intéressent le naturaliste ; mais ils n'intéressent réellement que lui, la connaissance n'en est utile qu'à lui. Des renseignements de ce genre sont absolument inféconds pour la culture générale qui est le but des études classiques. Mais on n'en peut dire autant des « merveilles de l'instinct » et de l'aliment qu'elles fournissent à la faculté d'admirer. Il sera donc très bon de charmer l'enfance et la jeunesse avec les plus beaux échantillons de ces merveilles. On ne l'initiera pas aux procédés

sévères de l'anatomie comparée ; on ne l'introduira pas dans le laboratoire. On pourra cependant lui en dire assez pour qu'elle entende la fameuse controverse de Cuvier et de Geoffroy Saint-Hilaire sur l'unité du plan de la nature dans la composition des organismes. Ce sera comme un accès aux plus grandes vues de l'esprit humain sur la finalité et le mécanisme universels. Pareillement, les données de l'archéologie et de l'épigraphie grecques seraient en elles-mêmes fort arides ; mais bien placées sous le soleil homérique, elles prennent de la vie et de la beauté. Ce que nous savons de tels petits peuples asiatiques ne laisse d'être absolument stérile pour de jeunes intelligences que parce que les conquêtes d'Alexandre ont entraîné ces peuples dans le sillage de l'histoire. Ainsi de suite. Le point de vue où je me place, dans le choix de ces exemples qui indiquent une méthode générale, n'est nullement le point de vue du laboratoire et de la science pure. C'est celui de la pédagogie classique. Les sciences, dont la forme est rationnelle et parfaite, cette pédagogie les doit enseigner dans la rigueur de leur forme et plus encore pour leur forme que pour leur matière. Celles dont la forme est imparfaite, empirique et dans lesquelles le propre domaine de la raison n'est constitué que par des généralités hypothétiques, seront plutôt enseignées pour leur matière, avec une extrême liberté de choix, avec beaucoup de sobriété, et plutôt encore à titre de délassement supérieur que de véritable discipline.

XIV. — Harmonie des lettres et des sciences.

Il résulte de l'ensemble des observations ci-dessus qu'il n'y a pas de plus pernicieuse erreur pédagogique que celle qui consiste à considérer les « lettres » et les « sciences » comme des rivales entre lesquelles il s'agit d'établir une transaction. Il les faut au contraire concevoir et traiter en collaboratrices harmonieuses.

XV. — Raisons de la primauté pédagogique des lettres sur les sciences.

Il faut rappeler (ces vérités semblent présentement obscurcies) les raisons qui font des lettres l'instrument prépondérant de l'éducation intellectuelle et leur assurent, à ce point de vue, le pas sur les sciences.

a) Le premier fruit de l'étude des lettres, c'est la connaissance de la langue. Les sciences usent, en partie du langage commun, en partie d'une terminologie propre. La délicatesse logique des idées exprimées dans cette terminologie, des travaux qui l'ont élaborée et qu'il faut avoir refaits mentalement pour l'entendre, en rendent l'étude élémentaire d'une irremplaçable utilité. Les sciences, par la précision qu'elles exigent, aident puissamment à l'acquisition de la langue commune. Mais les concepts communs et les communes formes d'enchaînement qui inter-

viennent dans leurs expositions et démonstrations sont infiniment moins variés que ceux qui composent le tissu des poètes et des orateurs.

Pour qu'on eût le droit de renverser l'ordre traditionnel d'importance qui subordonne les sciences aux lettres dans les études, il faudrait qu'il en fût de la connaissance de la langue comme de celle de la syntaxe : qu'on la pût considérer comme acquise ou susceptible de l'être dans les classes élémentaires. Dès lors, dans les classes supérieures correspondant à l'âge de l'adolescence, l'explication des auteurs, les exercices de rédaction, de composition et de traduction descendraient au second rang pour céder le premier aux sciences physiques. Ce serait là une profonde erreur, l'erreur même dont s'inspirent les derniers « programmes » quand, dans deux ou même trois des sections du « second cycle », ils traitent comme un accessoire ou comme un reliquat les matières et exercices de langue et de littérature françaises. Cette conception équivaut à priver un fruit de sève à l'instant où va commencer sa maturation.

Il y a en effet deux degrés dans la possession du français. L'élémentaire, ou primaire, qui est d'ailleurs quelque chose d'accompli dans ses limites, comporte ou plutôt exige la correction grammaticale et la propriété du vocabulaire ; mais il exclut la maîtrise des généralités et des abstractions, il ne se prête pas à une certaine ampleur de pensée, à une certaine étendue d'analyse. Il convient à l'instituteur, au contremaitre, à l'employé, au commerçant. Il sera précieux à l'ouvrier et au paysan, moins cependant que l'habileté professionnelle, les senti-

ments généreux, les bonnes mœurs, la finesse naturelle et la belle humeur, qui n'y sont pas liés nécessairement. — La possession supérieure de la langue, celle qui prouve la « culture », se marque dans le maniement sûr des idées abstraites et générales et ne se peut acquérir qu'à l'âge où le cerveau devient précisément capable de tous les actes de l'abstraction et de la généralisation, c'est-à-dire en moyenne à partir de quatorze ou quinze ans. Il faut que toute la matière du langage y passe et y repasse dans cette dernière période des études, qui est la seule où elle y puisse déposer et incorporer ses éléments les plus intellectuels. Nous avons essayé (voir nos deux chapitres : *Berlitz au collège* et *la Défense du latin*) de rendre sensible cette corrélation du progrès dans la langue et du progrès dans la pensée. Sans doute parler et penser ne s'identifient pas, puisque d'éloquents bavards à qui aucun mot, aucune métaphore, aucune tournure ne se refusent, parlent pour ne rien dire. Mais on pense mal quand on ne dispose pas de toutes les ressources logiques du dire. La force de la pensée s'actualise dans une liberté d'expression, qui, donnant à toute idée son juste degré de généralité, organise aisément le discours. — Cette possession supérieure de la langue convient à toutes les professions qui, comme celles de l'ingénieur, de l'administrateur, de l'officier, ont pour objet d'organiser des travaux, d'élaborer des plans, de conduire des hommes ou qui, comme celles du jurisconsulte et du médecin, demandent de continuelles opérations d'analyse et de synthèse.

b) On fait valoir en faveur des sciences qu'elles imposent avec une extrême rigueur l'exactitude

dans le raisonnement. Il est vrai que les mathématiques, par la rapidité avec laquelle s'y aperçoit la fausseté d'un résultat faux, la physique, par le démenti immédiat du fait, portent une sorte de contrainte matérielle à chercher le raisonnement juste jusqu'à ce qu'on l'ait trouvé. Il est vrai que, dans les exercices littéraires, l'imagination verbale et la métaphore savent combler d'une matière de mots les trous de l'enchaînement logique. Mais le professeur est là pour remettre perpétuellement l'esprit dans l'alternative de penser ou de se taire.

c) Les sciences ne répondent qu'à deux d'entre les préoccupations humaines : la curiosité de la constitution du monde et le désir du progrès matériel. Les lettres sont nourries de toutes les préoccupations humaines, y compris celles qui font l'objet propre des sciences. Elles seules nous peuvent donc instruire de la juste part qu'une organisation harmonieuse de la vie et le développement de notre nature concèdent aux préoccupations scientifiques.

d) La formation des sentiments n'est pas le moindre souci de l'éducation intellectuelle elle-même, en raison du lien étroit qui existe entre les sentiments et les idées. Sous ce rapport, la supériorité des lettres est immense. Il y a de nobles émotions attachées à l'étude des sciences, à la constatation des vérités scientifiques, à l'histoire de leur découverte et parfois des auteurs de cette découverte. Mais ces émotions supposent des idées étrangères à l'homme sans éducation et qui ne s'acquièrent que par la religion, la morale ou les lettres : l'idée du prix de la vérité en soi, de la beauté des efforts désintéressés, du courage contre l'opinion. La pédan-

tocratie contemporaine affecte de ne chercher que dans les travaux de la science et dans la personne des savants (v. les manuels de Payot et de Jacob) les sujets à fournir à l'admiration et à l'enthousiasme de l'enfance. Mais l'enfance sentira beaucoup plus naturellement le sublime de Regulus, de Jeanne d'Arc, de Saint-Vincent-de-Paul et du chevalier d'Assas, lequel est d'ailleurs beaucoup plus certain. Et, à vrai dire, ce n'est que sur l'abondance des sentiments préalablement obtenus de notre âme en faveur de l'héroïsme personnel que se pourra prélever la part due à cette forme plus abstraite et problématique peut-être de l'héroïsme : l'héroïsme intellectuel. Il ne faudrait pas que, sous le couvert des « héros » du laboratoire, les moralistes pédagogues recommandent à la jeunesse la cause de leur propre orgueil.

Pour ce qui est de l'aliment que les sciences fournissent aux sentiments philosophiques, il faut remarquer qu'il n'ajoute rien d'essentiel à ce que nous offre le simple spectacle des choses, commenté par les poètes. S'agit-il de l'admiration pour l'ordre et la beauté de l'univers? L'astronomie de Laplace et d'Arago ne fait qu'illustrer de confirmations et de précisions merveilleuses ce qu'a suffisamment dit à notre intelligence et à notre âme la nuit étoilée. S'agit-il au contraire de l'horreur pessimiste pour la méchanceté et l'absurdité universelles? La liste des « cruautés de la nature » est déjà suffisamment longue et explicite sans les contributions de la zoologie expérimentale. Et nous connaissons l'homme. Remarquons d'ailleurs qu'il en est des arguments produits par les sciences en faveur de l'une ou l'au-

tre thèse comme de ceux qui se tirent des considérations vulgaires. Ils s'égalent éternellement. Des deux parts il y a toujours un fait à opposer. Le progrès des sciences change le langage de la philosophie. Il ne change pas la philosophie, qui se décide — ou ne se décide pas — pour d'autres raisons.

e) On rencontre aujourd'hui un mysticisme scientifique qui attache à la science une valeur religieuse qu'il n'attache nullement à l'objet de la science : à l'univers. C'est un non-sens. Rien n'a de valeur religieuse, s'il n'existe un objet propre de la religion. Sous le nom de la science, c'est à lui-même et à ses confrères que le savant athée destine ce culte qui, pour être mêlé de trouble et d'inconscient, n'en est pas plus honorable. Rien de plus indigne de la civilisation française que ces grossièretés. Elles ne sauraient entrer dans un esprit nourri du sel, de la lumière et de la grâce des lettres, et qui a de bonnes mœurs.

— En conclusion de ces diverses raisons, il est légitime d'avancer qu'à choisir, une culture exclusivement littéraire (nous avons distingué la bonne et la mauvaise rhétorique) formerait une intelligence plus mâle et plus philosophique qu'une culture scientifique exclusivement. L'expérience montre qu'il n'y a pas d'hommes plus désarmés contre les sophismes concernant les choses humaines que les savants qui ont peu de lettres.

XVI. — Raisons de la primauté pédagogique des sciences mathématiques sur les autres sciences.

On peut contester la conception de l'univers au nom de laquelle Descartes attribue aux mathématiques une supériorité métaphysique sur toutes les autres sciences et y veut ramener celles-ci. Mais on ne peut nier, au point de vue pédagogique, cette supériorité.

Elle tient à l'identification réalisée par les mathématiques entre la logique et la matière. Dans tous les objets du monde il y a débordement du réel sur l'intelligible. Dans les objets mathématiques, l'intelligible épuise toute la substance du réel. Ces objets n'ont pas d'autres qualités que celles qui sont définies ou définissables. Ce qui se conçoit se voit. Le raisonnement n'enfante rien que les sens n'appréhendent (directement ou indirectement). La pensée et l'imagination physique travaillent *pari passu*. Il faut bien dire cependant que l'enseignement de la géométrie et de l'algèbre élémentaires est d'une fécondité bien douteuse, si, tout comme celui de l'arithmétique, il n'aboutit perpétuellement à la solution de problèmes, ce qu'il n'a véritablement jamais fait dans les classes de lettres. Qui sait si la « cancrerie » en mathématiques, traditionnelle depuis longtemps chez nos jeunes rhétoriciens distingués ne serait pas vaincue par l'activité d'un enseignement qui les intéressât à l'art, si entraînant, des problèmes ? On est très inégalement doué pour les mathématiques. Mais nul bon esprit n'est de soi

réfractaire à leurs éléments. Il n'y a chez beaucoup qu'un certain *nœud* de l'imagination à briser.

Bien que la quantité des mathématiques sues importe moins que la maîtrise d'une certaine partie, je serais séduit par l'idée d'introduire *en quelque manière* et *par quelques biais* les branches supérieures des mathématiques dans l'éducation classique commune.

Pourquoi ? Parce que c'est à l'aide et dans la forme des mathématiques supérieures que l'esprit humain a produit ses combinaisons les plus étendues et ses plus vastes synthèses. Il serait bon qu'un homme cultivé eût entrevu, eût apprécié la mesure la plus apparente de la puissance extensive de l'esprit humain. Est-ce possible ? La connaissance de l'analyse et du calcul infinitésimal, considérés surtout dans leurs applications à la physique universelle, est-elle un tout ou rien, et n'offre-t-elle pas de milieu entre la complète ignorance et la complète initiation ?

Toute autorité serait trop justement déniée à ma réponse. Je demande donc aux mathématiciens *cultivés* s'il est nécessaire d'être destiné à la pratique de ces formes les plus générales du calcul pour en comprendre l'origine, la raison d'être, la méthode, si cela ne se peut expliquer en partant d'observations simples et naturelles et si l'on ne trouverait pas les procédés de transposition nécessaires pour faire saisir, par des exemples caractéristiques, ce qu'elles ont été de nature à ajouter à la connaissance du monde. Cela contribuerait infiniment mieux à la formation intellectuelle que les échinodermes.

XVII. — L'Astronomie.

Les raisons qui recommandent l'étude des plus grands poètes et la méditation de leurs plus sublimes images se fondent avec celles qui imposent l'étude des mathématiques et de la mécanique élémentaires, pour placer les éléments de l'astronomie au premier rang des connaissances à inscrire dans l'enseignement classique. Il est honteux que tant d'hommes très cultivés et lettrés n'aient pas la moindre familiarité avec le système physique du monde. La beauté ravissante de l'objet, la grandeur des réflexions qu'il suscite, la perfection et la simplicité de la méthode qui l'atteint, en le construisant, pour ainsi dire, et des instruments matériels qu'elle utilise, ces caractères réunis font de l'astronomie un merveilleux agent d'éducation intellectuelle et sentimentale.

XVIII. — La Philosophie.

Les ennemis des humanités ont respecté jusqu'à présent la classe de philosophie. Nous la tenons pour nécessaire aux études classiques, encore qu'on pût faire une excellente philosophie en moitié *moins de temps* qu'on n'en met aujourd'hui dans l'Université à en faire une, souvent médiocre ou mauvaise.

Il y a entre la classe de philosophie et les autres classes cette différence : qu'un enseignement faible

de latin, de français ou de mathématiques vaut incommensurablement mieux que pas d'enseignement, au lieu que certaine philosophie détraque le jugement en désorganisant la sensibilité.

Cependant, si l'on se demande quelle philosophie devrait être enseignée au collège, la question paraîtra puérile, puisqu'elle semble impliquer l'existence d'une autorité, d'un catéchisme fixant cette philosophie.

Ne consultons donc que la raison et la nature des choses. A l'enseignement de la philosophie il faut une philosophie qui *puisse* être enseignée. Le but de tout enseignement est le progrès d'esprit de l'élève. J'appellerais impossible à enseigner une philosophie qui, loin de porter des lumières et d'ajouter du mouvement à l'esprit d'un adolescent, loin d'amplifier et de faciliter chez lui l'intelligence des choses; s'épuiserait dans la démonstration de négations et d'impossibilités ; qui, loin de s'appuyer sur toutes les vraisemblances naturelles, sauf à les interpréter et à les élever, en les éclairant, sur un plan supérieur, croirait qu'il faut commencer par les ruiner ; qui, loin de tenir compte dans la solution des problèmes, de tous les éléments obviés de la réalité, en éliminerait un ou plusieurs par système ; qui, loin d'accepter, sauf à en procurer par la discipline, l'harmonie et le concours, les tendances et positions spontanées de la pensée, imposerait une méthode forcée obligeant la pensée perpétuellement à une sorte de mise en défense fondamentale contre elle-même. Une telle philosophie ferait à une jeune intelligence une violence qui stérilise. Elle s'emparerait de ces esprits et de ces cœurs qui déjà participent naturellement

dans quelque mesure à sa propre difformité. Elle rebuterait les autres. Elle ferait mépriser par les plus sains toute philosophie en général.

Je voudrais donc que platonisme, aristotélisme et scolastique, cartésianisme, positivisme, empirisme, matérialisme, comparussent au tribunal de l'éducation. Ces doctrines sont enseignées au collège (dans l'Université Kantisme et spinozisme surtout). C'est donc que ceux qui les enseignent les tiennent pour des instruments possibles de l'éducation. La question *de l'aptitude ou de l'inaptitude*, de la vertu ou de la malfaisance pédagogique des systèmes de philosophie ne saurait s'éluder, encore qu'on n'ait pas coutume de la poser. C'est à quoi je me borne : l'examen en demanderait un livre. La réponse qu'on y ferait ne serait pas, en droit, juge de la vérité philosophique. Cependant, admettons qu'on arrivât à une conclusion comme la suivante : il est telle doctrine, telle méthode, telle forme de disquisitions et de solution qu'un jeune esprit ne s'assimile pas sans y accroître *d'une manière générale* sa force, son aisance, son étendue, sa portée ; il est telle autre doctrine et méthode qu'il ne s'approprie point sans que l'effort dépensé à cet effet se paie par une sorte de gauchissement et de déformation générale. Serait-il sage de douter que la vérité philosophique (dans la mesure où l'homme y peut atteindre) soit du premier côté et non du second ?

... A titre de simple indication, souhaitons dans la classe de philosophie l'extrême renforcement des études de logique et l'expulsion de tout un fatras de psychologie « scientifique » qui fera rire un prochain avenir.

XIX. — L'Histoire.

On a émis souvent de graves doutes sur la valeur de l'histoire comme instrument de culture intellectuelle. D'évidentes raisons de sentiment et de morale veulent que nous soyons instruits dans l'histoire de notre pays, de ses origines, de sa formation, de ses épreuves et de ses gloires. Mais cette étude fait-elle faire des progrès à l'esprit ? La question revient à demander s'il y a dans l'histoire un ordre intelligible. Cet ordre y est présent dans la mesure où une cause intelligente intervient dans la détermination des événements et triomphe de la fortune, du chaos naturel des choses humaines, au point de produire une suite rationnelle discernable d'événements. Ce qui est instructif dans l'histoire c'est l'action continue d'une force organisatrice aboutissant à quelque construction historique, c'est tout le drame de cette action : histoire grecque, histoire romaine, histoire de France, histoire d'Angleterre, histoire de la Prusse moderne. Mais l'esprit révolutionnaire conçoit l'histoire à un point de vue tout opposé : car il tient les constructions nationales et sociales pour le résultat, non de volontés organisatrices, mais de l'action spontanée et incoordonnée de la multitude.

QUATRIÈME PARTIE

L'UNIVERSITÉ ET LA RÉVOLUTION

CHAPITRE I

LES DEUX TRADITIONS DE L'UNIVERSITÉ

I. Tradition professionnelle et tradition religieuse (la religion révolutionnaire). — II. Des droits de l'Etat sur l'instruction publique.

I

Depuis un siècle qu'elle existe, l'Université est dominée par deux traditions ennemies qui l'emportent alternativement l'une sur l'autre, selon les déplacements de la puissance politique et les variations de l'esprit public : sa tradition pédagogique, littéraire, scientifique et proprement universitaire, sa tradition religieuse. L'une est la tradition de ses fonctions. L'autre est la tradition de ses origines.

L'Université a hérité des collèges de l'ancien régime. Elle a hérité en grande partie des attributions de ses instituts scientifiques et de ses Universités. Elle en a remplacé ce que j'appellerai les mécénats : mécénats de l'Eglise, de l'Etat et privés. Elle a offert une position et une carrière à tous ces jeunes gens épris des lettres, désireux de vouer leur vie au savoir, qui eussent été autrefois abbés à bénéfice ou beaux esprits pensionnés par les grands. Gardienne de l'organisation des études, elle a eu charge d'y introduire les réformes jugées nécessaires.

Voilà les fonctions professionnelles de l'Université. L'esprit de ces fonctions, dans quelque mesure que l'Université l'ait réellement eu aux diverses époques de son histoire (cette mesure a beaucoup varié), est une partie de l'esprit universitaire. Il en est la partie noble, raisonnable et pure. Il est regrettable qu'il n'en constitue pas le tout.

La tradition que l'Université tient de ses origines et que j'ai appelée religieuse, pourrait encore être nommée révolutionnaire. C'est la tradition de la religion révolutionnaire. L'Université la porte en elle, du seul fait d'être une création de la Révolution, conforme aux principes de la Révolution. Sans doute, c'est Napoléon qui a créé l'Université. Mais il n'a été sur ce point, comme sur tant d'autres, que le metteur en œuvre des idées de la Révolution. Il a établi ce que la Révolution avait voulu, mais non pu établir. Il est vrai qu'il l'a établi à son service et à son profit. C'est qu'il était l'Etat. Quand il a cessé de l'être, l'institution d'Etat lui a survécu. Et c'est précisément la doctrine révolutionnaire (je

sais ce qu'on peut objecter à cette assertion et j'y répondrai) que de faire de l'instruction publique la chose de l'Etat.

II

On voudra bien distinguer cette doctrine philosophique, cette doctrine sur le droit, d'une simple thèse sur le fait. Les esprits les plus convaincus qu'en principe le domaine de l'instruction n'appartient pas plus à l'Etat que celui de la religion, de la science ou des arts, doivent admettre qu'en fait l'Etat puisse être obligé par les circonstances à présider par lui-même, pour une part plus ou moins large, à l'organisation et à la distribution de l'instruction publique. Cela, soit dans l'intérêt de l'instruction publique elle-même, soit par égard à d'autres intérêts qui s'y rattachent et dont il a la responsabilité directe. Mais, dans ce cas, l'action de l'Etat ne sera pas de même nature que s'il considérait le domaine de l'instruction publique comme sien, au même titre que la justice ou les finances. Il interviendra en administrateur, en tuteur, non en souverain. Il pourvoira au recrutement du corps enseignant. Il se préoccupera de sa valeur. Il ne prétendra pas lui inspirer son esprit (sauf en ce qui concerne le patriotisme). Il agira, selon les expressions de Cournot, « non comme puissance politique, mais comme puissance sociale ». Il ne se considèrera que comme le serviteur et le collaborateur des compétences et autorités naturelles en la matière.

Il existe une tradition de l'éducation intellectuelle, qui est la tradition classique, à laquelle chaque époque peut avoir à changer quelque chose, mais dont le bon sens indique qu'elle a toujours plus à conserver qu'à rejeter. Et les innovations ne pourront être décidées que par des conseils, aux attributions purement théoriques, mais que leur composition rendrait aussi indépendants que possible du gouvernement, en même temps que capables de voir les choses pédagogiques de haut, avec bon sens et élévation, sans routine ni fantaisie. Les moyens d'assurer la composition satisfaisante de tels conseils seraient un jeu pour un régime constitué de manière à n'avoir à s'inquiéter de l'insoumission à l'Etat que dans les propres domaines de la souveraineté de l'Etat.

Assurément la démarcation est fort délicate entre cette charge de l'instruction publique que l'Etat, disons-nous, peut avoir à assumer et ce gouvernement intellectuel et moral de l'instruction publique qu'il ne doit point exercer. C'est affaire de confiance et de tradition à établir, plus encore que de réglementation. Mais on aurait grand tort de penser que ces deux thèses ne se distinguent que dans la spéculation. Il en résulte des pratiques fort différentes. Un examen historique des vicissitudes de la haute organisation universitaire au XIX[e] siècle nous montrerait, je crois, que la conception gouvernementale de l'institution de l'Université a oscillé de l'une à l'autre. Quand la thèse de l'Etat délégué et organisateur a prévalu, ou tendu à prévaloir, la valeur pédagogique et littéraire de l'Université a grandi. Quand la thèse de l'Etat souverain a été en faveur,

cette valeur a baissé, mais en revanche, l'Université s'est plus donnée à son rôle religieux. Quoi d'étonnant ? la thèse de l'État souverain est encore une fois la thèse de la Révolution elle-même. Et, dès que l'Université fait de la religion, c'est de la religion révolutionnaire.

CHAPITRE II

LES ORIGINES DE L'UNIVERSITÉ

I. Le statut de l'instruction publique sous l'ancien régime. — L'œuvre scolaire de la Révolution. — II. Interruption de la culture intellectuelle en France par la Révolution. — Conséquences profondes et étendues de ce fait au XIXe siècle. — Cousin, la philosophie universitaire et l'Allemagne. — III. L'Université impériale.

I

Quel était le régime de l'instruction publique dans l'ancienne France ? Un exposé exact en serait long. Nous n'en voulons marquer que le caractère le plus général. Ce régime n'était pas, comme l'a prétendu l'historien libéral de Riancey, la « liberté d'enseignement » au sens où l'entendaient les libéraux de 1840 et où l'on entend la liberté du commerce. La liberté d'enseignement ainsi conçue ne peut d'ailleurs pas exister. Ce n'était pas davantage l'Etat enseignant, comme a voulu le démontrer le bonapartiste Troplong. Tout ce qui enseignait (ou presque tout) enseignait en vertu de deux ordres de privilèges composés : privilèges ecclésiastiques et privilèges royaux. C'est formellement le cas de

l'Université de Paris. C'est implicitement le cas des Jésuites, qui participaient à la puissance de l'Eglise et qui obtinrent de l'Etat un privilège de fait, sinon de droit. Mais d'autre part, l'Etat visait si peu à imprimer sa propre unité à l'enseignement qu'il concédait ses privilèges à des rivaux déterminés, comme étaient l'Université et les Jésuites, qui eurent plusieurs fois à rendre le Parlement juge de leurs prétentions inconciliables. De plus, l'Etat ne s'ingérait pas directement dans l'organisation des études. Les Jésuites, Port-Royal, les Oratoriens, eurent toute faculté de se montrer dans ce genre des inventeurs et ils ne purent attendre que de la faveur de la société le succès de ce que leurs collèges offraient. La souveraineté royale planait d'ailleurs, mais de haut, sur les établissements d'instruction, et n'en troublait la vie que dans des cas exceptionnels, par mesure politique. Elle ferma les écoles de Port-Royal, expulsa les Jésuites. Elle avait eu, dans un temps plus ancien, après la guerre de Cent ans, à abattre dans l'intérêt national, la puissance de l'Université de Paris. Mais ces actes n'ont rien de commun avec une direction intérieure et habituelle. En somme, un régime de tractations, de collaboration libre de l'Etat avec l'Eglise et de privilèges variés, voilà comment on pourrait, au point de vue de la vérité historique très sommaire qui nous suffit ici, définir le statut de l'instruction publique sous la monarchie française.

Pour la Révolution, son œuvre positive en matière d'instruction publique consista surtout en rapports et délibérations parlementaires. Son œuvre négative fut plus considérable. Elle détruisit tout ce qui

existait en fait, non seulement d'instruction classique, mais d'instruction primaire. Cela, pour la bonne raison que le personnel enseignant, composé dans l'immense majorité par les corps religieux et les curés de paroisse, fut dispersé, banni ou mis en prison. Ayant donc tout détruit, le gouvernement révolutionnaire ne commença de le remplacer par quelque chose qu'en 1797. On ne pourrait opposer que des cas très isolés, et les combinaisons de fortune trouvées de ci de là par quelques pères de famille réunis, à cette affirmation : que, de 1790 à 1797, les moyens de l'instruction publique à tous ses degrés ont complètement disparu en France par le fait de la Révolution. S'étonnera-t-on qu'ils n'aient, à partir de 1797, été que très lentement remplacés ? Il ne commencera à être suffisamment pourvu à la distribution de l'enseignement secondaire que dans les premières années de l'Empire, grâce au retour de l'ancien personnel. Quant à l'instruction primaire, son grand réorganisateur, Guizot, la trouvera sous Louis-Philippe encore à peu près inexistante. M. Liard, recteur de l'Académie de Paris et historien de l'Instruction publique, a écrit que « la Révolution eut pour mères la science et la philosophie ». Voilà une fille qui me paraît avoir effrontément renié ses parents. Mais il faudrait savoir ce que M. Liard (dans cette phrase tout au moins) entend par *science* et par *philosophie*.

Dira-t-on que si les gouvernements révolutionnaires détruisirent l'instruction ce ne fut pas par incurie, mais par la fatalité des choses ? On dira vrai.

II

Cette interruption de la culture intellectuelle par la Révolution a eu deux conséquences importantes, dont l'une a affecté la manière d'écrire l'histoire, dont l'autre s'est marquée dans les faits.

Les historiens révolutionnaires ont été conduits par les nécessités de l'apologétique révolutionnaire à faire le procès de l'instruction publique sous l'ancien régime. Du moment que la Révolution avait tout détruit, il a fallu que ce qu'elle avait détruit ne fût pas digne d'un meilleur sort. M. Liard, notamment, abusant des critiques justes que l'on peut adresser à l'enseignement des collèges du XVIII[e] siècle, a généralisé à outrance des défauts limités et reproché à cet enseignement de n'être dans toutes ses parties que routine et stérilité. Le plus léger regard sur la physionomie de l'ancienne société française nous montre qu'elle n'avait pu être si misérablement instruite que le prétend (d'après Michelet) le recteur de l'Académie de Paris dont il suffit, je crois bien, de signaler la thèse.

Quant à la conséquence de fait de la suppression des études, ce fut de placer les jeunes générations françaises du premier tiers du XIX[e] siècle dans une infériorité de condition intellectuelle qui les laissait désarmées contre le romantisme. Je considère ici le romantisme, non dans ses beautés et faiblesses proprement littéraires, non dans ses imaginations pittoresques, mais dans les absurdités et divagations philosophiques, universellement reconnues

telles, dont il s'est nourri. Le succès des idées révolutionnaires a naturellement bénéficié à celui des idées romantiques, qui sont les idées révolutionnaires elles-mêmes, appliquées à la vie, à l'art et aux mœurs. Mais, en outre, la Révolution, en coupant la transmission de la culture, a produit un fait éminemment favorable à la floraison et au crédit des chimères : la baisse du jugement, le défaut d'expérience de l'esprit dans l'élite française. Ce mal ne se mesure pas au nombre d'hommes qui, grandis pendant les années où il n'y avait plus d'instruction en France, durent s'improviser, comme ils purent, ce qui s'improvise le moins au monde : une éducation de la pensée. Il faut songer à la lenteur et à la difficulté avec laquelle se renoue, après un tel ravage, une tradition de nature aussi délicate et complexe que celle de la formation classique, à tout ce qu'une intelligence avertie a emprunté d'impalpable, et pourtant d'essentiel, de décisif à l'atmosphère morale d'une société policée, à tout ce que la longue disparition de l'enseignement commun avait retiré de l'atmosphère française, à toutes les conditions qui eussent été nécessaires pour l'y réintégrer. Quant on lit le cours, aussi effarant que fameux, de Victor Cousin en 1828, et qu'on songe à l'enthousiasme de son auditoire, on est forcé de convenir qu'entre le succès de Buffon ou de Voltaire et ce succès de Cousin, notre pays a dû être victime d'une cruelle aventure mentale. Jamais la haute éloquence ne se démena à ce point dans un vide aussi boursouflé ; jamais paroles chaleureuses et sonnantes ne manquèrent à ce point de consistance et de sens. Mais tel était le moindre souci de cet

auditoire généreux, composé de tout ce qu'il y avait de distingué dans Paris. Et ce n'est pas seulement dans la gloire du Cousin hégélianisant de cette époque, c'est dans les faiblesses des plus beaux génies que nous trouverions l'indice de cette lésion générale de la faculté de penser. Voyez avec quelle horreur Lamartine, si fait cependant pour concevoir et pour sentir les plus hautes harmonies, parle des mathématiques, de l'inhumanité et de la méchanceté des mathématiques, dans la préface des *Méditations !* Cet enfantillage barbare eût indigné son cher Platon, comme il indigne les Muses.

Personne n'a plus fait toucher du doigt les suites de la destruction révolutionnaire, que Paul Janet, dans ce qu'il dit du même Cousin et de ce qu'il avait été à même d'apprendre de la philosophie, quand à vingt-trois ans, en 1815, il fut chargé de l'enseigner à l'Ecole Normale :

Il y eut d'ailleurs encore à cette époque une autre cause de rupture et d'ignorance : ce fut la Révolution. En supprimant tous les établissements d'instruction publique sans les remplacer, si ce n'est d'une manière tout à fait insuffisante, la Révolution avait fait le vide dans les esprits et les avait réduits à l'état de table rase. On remarquera que Victor Cousin était entré à l'Ecole Normale sans avoir fait de classe de philosophie. C'est qu'il n'y en avait pas. Une philosophie élémentaire, si scolastique qu'elle soit, met cependant au courant des questions, conserve une certaine tradition, fait connaître, ne fût-ce que par la réfutation, diverses idées et divers systèmes. On n'avait même pas cet avantage en 1810. Il est donc permis de dire qu'à cette époque, lorsque Cousin entra à l'Ecole, on ne savait plus

rien, et qu'il ne savait rien lui-même en philosophie. Cousin n'eut d'autre éducation philosophique que celle qu'il dut à ses maîtres de l'Ecole Normale et de la Faculté des Lettres, à savoir Laromiguière et Royer-Collard. A ces deux maîtres il en ajouta un troisième, Maine de Biran [1].

Laromiguière, Royer-Collard, même en y ajoutant Maine de Biran, mince bagage, champ de pensée bien étouffé, dénudé et restreint ! Paul Janet nous dépeint avec quelle naïveté le jeune et brillant autodidacte-professeur découvrait du haut de sa chaire les plus élémentaires problèmes de la philosophie et leurs rapports les plus connus. Quoi d'étonnant que les séductions troubles, mais puissantes, du panthéisme hégélien, avec lequel il allait prendre contact trois ans après, dans son voyage en Allemagne, l'aient trouvé sans défense et littéralement subjugué? Qu'il ne se soit assimilé qu'assez superficiellement l'hégélianisme, l'ardeur même avec laquelle il l'embrasse n'en prouve que mieux la profondeur de son inexpérience. Du fait seul que Kant, Fichte, Hegel et Schelling sont le grand phénomène philosophique nouveau, il croit que tout commence à eux, et il ne se demande pas ce qu'il faut se demander à propos de tout système, à savoir : 1° s'il n'habillerait pas de vêtements neufs des vieilleries qui ont déjà prouvé leur caducité ; 2° s'il tient compte de toutes les difficultés, de toute la complexité inhérentes aux problèmes philosophiques. Incapable de se poser ces questions, parce que,

1. *Victor Cousin et son œuvre*, p. 6.

comme le dit l'excellent Paul Janet, il n'a pas fait de philosophie élémentaire « si scolastique fût-elle », il est d'avis de tout livrer aux Allemands. Ce n'est plus à vingt-trois ans, dans la fièvre de la jeunesse, mais à trente-six ou trente-sept ans, dans la maturité de l'âge, qu'il adresse à Hegel la lettre suivante :

Descendez un peu des hauteurs et donnez-moi la main.... Soyez d'autant plus impitoyable que, déterminé à être utile à mon pays, je me permettrai toujours de modifier sur les besoins de l'état, tel quel, de ce pauvre pays, les décisions de mes maîtres d'Allemagne... Je mesurerai la force du vent sur celle du pauvre agneau, je prie le vent de souffler dans toute sa force. Je me sens le dos assez ferme pour le supporter ; je ne demande grâce que pour la France. Hegel, dites-moi la vérité, puis j'en passerai à mon pays ce qu'il en pourra comprendre [1].

Notez que l'auteur de cette déclaration de servitude est déjà le fondateur et restera pendant une longue période le grand maître de la philosophie universitaire. Certes, si cette philosophie est demeurée si soumise depuis près d'un siècle à l'empire du panthéisme et du criticisme germaniques, il y a fallu des causes plus générales que l'initiative de Cousin la mettant de cette effroyable manière à l'école de l'Allemagne. Cette initiative y a cependant été pour beaucoup. Et elle-même procède d'une cause générale : le manque de préparation qui plaçait les jeunes philosophes de ce temps dans une condition

1. Paul Janet, *loc. cit.*, p. 201.

misérablement inférieure à celle d'un bon scolastique ou d'un cartésien de petite force.

Cette cause est à son tour le propre effet de la Révolution. Et elle ne nous présente qu'un cas du tort immense et très prolongé fait à l'intelligence française par l'interruption révolutionnaire de la culture.

III

En l'an IV, après sept ans d'infructueux projets, à l'abri de la paix publique à demi-reconquise, la Convention mit sur pied une institution scolaire dont la conception remarquable a été louée par plusieurs excellents juges, et dont le fonctionnement n'alla pas sans beaucoup de difficultés. Je veux parler des Écoles centrales, dont il serait hors de propos d'apprécier ici les nouveautés, les mérites et les faiblesses. A partir de l'an X, les Ecoles centrales sont remplacées par les lycées. En dehors de ces établissements de l'Etat, l'enseignement classique renaît peu à peu sur tout le territoire dans des écoles « secondaires » ouvertes par les communes ou les particuliers. Une série progressive de mesures administratives et légales y fait pénétrer l'inspection et l'autorité de l'Etat. Ces mesures ne s'inspirent pas toutes du despotisme consulaire ou impérial, ni de la fureur centralisatrice. Il en est qui correspondent à la nécessité de soutenir l'enseignement public à un digne niveau et de lui assurer, au seul point de vue de la pédagogie et de la culture, une certaine

unité de composition et de méthode. Cependant, plus la multiplication spontanée des écoles va offrant à l'Etat la matière d'une large et définitive captation, et plus la domination de Napoléon à l'intérieur se confirme, plus aussi se prononce la tendance à centraliser, non dans la limite des vrais intérêts de l'instruction, mais sans limite et au propre profit du gouvernement. Napoléon ne peut permettre aux puissances spirituelles de ne pas servir de soutiens directs à sa dynastie. Il veut réduire les lettres et l'histoire au service de l'apologétique napoléonienne. Il leur préfère de beaucoup les sciences, qui maintiennent la pensée dans un horizon plus étroit. En 1808, l'institution du monopole d'Etat et du grand maître de l'Université réalise ce caporalisme de l'enseignement, qui eût été un progrès en Prusse, mais qui marque pour la civilisation française le plus sensible recul. A la chute de l'Empire, si, parmi les institutions impériales, il y en eut une dont tout le monde crut le dernier jour venu, ce fut l'institution universitaire. Elle ne comptait que des adversaires dans toutes les parties de l'opinion. Au début de la Restauration, tant du côté libéral que du côté royaliste et catholique, il n'y avait qu'un cri contre elle. Elle faisait scandale. Pourtant elle survécut.

CHAPITRE III

LA CONCEPTION RÉVOLUTIONNAIRE DE L'UNIVERSITÉ

I. L'idée d'*éducation nationale*, d'après M. Liard. M. Liard trouve bonne la politique de Bonaparte, à condition qu'elle soit appliquée par la République. La Révolution a nécessairement une religion d'Etat. Conséquences religieuses, philosophiques et littéraires des Droits de l'homme. — II. MM. Liard et Buisson affirment la subordination légitime et nécessaire de la « science » à la « démocratie ».

I

Les assemblées révolutionnaires, pendant cette longue carence de l'instruction publique, entendirent de considérables rapports et d'importants discours sur la question. M. Liard, dans son *Histoire de l'Enseignement supérieur en France*, de 1789 à nos jours, accorde à l'analyse et au commentaire de ces documents une place qui semble démesurée. L'histoire a pour objet les faits, et non pas les paroles non suivies de faits. Mais, pour M. Liard, ce fut l'esprit contre-révolutionnaire des gouvernements qui empêcha les théories de la Révolution sur la destination de l'enseignement d'Etat de se réaliser dans

les faits. Un gouvernement fondé, comme est la République, sur les principes de la Révolution, trouve au contraire dans ces théories, la charte morale de l'Université.

Ayant observé qu'au début de la Restauration, les libéraux n'étaient pas moins opposés que les royalistes et les catholiques au maintien de l'Université, M. Liard leur en fait un reproche et dit qu'ils n'y voyaient pas clair :

> L'Université, écrit-il, était deux choses à la fois : d'abord une forme de cette éducation nationale que déjà, dans les cahiers de 1789, tous les ordres de la nation avaient réclamée comme une nécessité publique, et dont la Révolution avait fait un devoir public, puis une institution impériale que son fondateur destinait à être dans ses mains un instrument de règne... [Les libéraux auraient dû] distinguer entre l'institution nationale et l'institution impériale, et, tout en condamnant l'une, défendre et sauver l'autre. Il n'en fut rien pourtant. Ils ne virent pas tout d'abord, derrière la machine politique, l'œuvre publique et nationale, et, s'ils ne furent pas les plus violents de ses adversaires, ils commencèrent par être les plus actifs et les plus puissants (t. II, p. 126).

C'est par l'expression *d'éducation nationale* que M. Liard définit l'objet et la raison d'être de l'institution universitaire, quand il désolidarise cette institution du régime politique qui la fonda. Mais faisons attention ! Il ne prend nullement les mots de nation et de national dans leur sens normal et naturel, qui est que, pour un Français, « nation » signifie France et « national » ce qui est français. Fort dif-

férente est l'acception que l'école révolutionnaire donne à ces termes.

Le premier, si je ne me trompe, La Chalotais, dans un opuscule exactement contemporain de la dissolution des Jésuites, parla de *l'éducation nationale.* Il voulait dire « laïque ». Mais l'idée de retirer l'enseignement public à l'Eglise et aux corps d'Eglise n'était alors que celle d'un très petit nombre d'hommes. Elle n'apparaît pas (si ce n'est peut-être très exceptionnellement) dans les cahiers de 1789, qui demandent une réforme du système d'instruction publique sans indiquer que l'instruction doive être donnée par un autre personnel. M. Liard se trompe sur ce point. Au surplus, pour trouver une opposition de fait ou de droit entre « national » et « catholique », il faut de toute nécessité identifier « nation » à « Révolution », faire de la Révolution française l'essence morale de la nationalité française. Et tel est bien le point de vue de M. Liard comme de tous ceux qui depuis la Révolution jusqu'à nos jours ont parlé d' « éducation nationale ».

La doctrine de la Révolution, tenant le « contrat social » pour le fondement et l'origine nécessaire des corps politiques légitimes, tous les interprètes sérieux de cette doctrine ont admis qu'avant 1789 la France formait une nation en fait, non en droit. A cette date, les Français se réunirent (idéalement) pour se constituer et mettre leurs volontés en commun. Ce pacte fut symbolisé par la Fête de la Fédération. Voilà ce qui signifie « national » sous la plume de Condorcet, dont le rapport sur l'instruction publique est la plus importante manifestation des assemblées révolutionnaires en ce genre, et que M. Liard pro-

clame son maître et son guide. Éducation nationale, éducation qui communique aux esprits le principe et aux cœurs l'enthousiasme des Droits de l'Homme.

L'Université était donc, au sens de M. Liard, l'organe naturel de cette éducation, l'organe que la Révolution ne parvint pas à créer, que créa l'Empire, mais en le détournant de sa destination normale. Celle-ci, il la retrouverait *ipso facto* sous un autre gouvernement, conforme au Droit révolutionnaire (comme si l'Empire ne l'était pas!) Les libéraux de 1815 auraient dû se dire que la même institution exactement qui était sous l'Empire une « machine politique » cesserait spontanément de l'être sous la République. La théorie est bizarre, à moins qu'elle ne soit naïve. Les esprits trop simples comprendront que M. Liard, homme prévoyant, reproche aux libéraux d'avoir voulu détruire une machine de police impériale qui pouvait un jour servir à la République. Au fait, comment la République démocratique, la République des Droits de l'Homme, chère à M. Liard, s'en passerait-elle ? Elle a une doctrine, elle a une philosophie et une religion d'Etat. Elle ne peut pas n'en point avoir. Pour les faire prévaloir, elle a besoin de l'Université machine politique, elle a besoin d'un clergé d'Etat.

Mais quoi! Est-ce que tous les gouvernements ne sont pas dans ce cas? Est-ce que l'Etat, quelle qu'en soit la forme, pourra bien se passer d'une doctrine? Tout au moins lui est-il impossible de n'en pas affirmer une sur la légitimité de sa propre forme et de la constitution politique. Et, d'autre part, la question de la forme gouvernementale légitime et de la juste constitution ne touche-t-elle pas à beaucoup d'autres

questions philosophiques, religieuses, historiques, voire littéraires, sur lesquelles l'Etat prendra donc implicitement position doctrinale?

Distinguons.

Si l'on m'accorde que des principes politiques sont des principes politiques, et non pas des principes esthétiques, mathématiques ou religieux, de même que des principes d'hygiène sont des principes d'hygiène et non pas quelque autre sorte de principes, cette fâcheuse conséquence et cette contradiction ne se produisent point. Je dis que la forme de l'Etat est justifiée politiquement, quand elle se défend et qu'elle est de nature à n'avoir à se défendre que par des raisons naturelles et positives, tirées des conditions concrètes et observables de la vie des nations en général et de telle nation en particulier, de l'intérêt commun, des exigences de la prospérité publique. De telles raisons limitent leurs conséquences à leur objet propre. C'est là-dessus que l'autorité peut accorder le plus naturellement ensemble des patriotes d'ailleurs divisés par les opinions religieuses et philosophiques, pourvu qu'ils ne soient pas incapables de raisonner de chaque chose selon son genre. La doctrine de l'Etat n'est alors qu'un minimum (en étendue, non pas en vigueur) et elle ne contrarie réellement aucune conscience, aucune intelligence.

Impossible de reconnaître ce caractère à la doctrine des Droits de l'Homme, laquelle, d'une métaphysique des origines de la société, déduit une métaphysique des droits respectifs de la Société et de l'Individu et n'admet d'autre raison d'être à l'état politique que de réaliser cette métaphysique dans

les institutions. Une telle doctrine, bien loin de tenir l'ordre politique à l'écart des conflits religieux, y introduit toute la matière de ces conflits. Et nous ne voulons pas dire que la métaphysique et la religion n'aient rien à enseigner sur les fondements légitimes de l'état politique : ce serait absolument inacceptable. Mais il ne se peut que les conclusions ou indications d'une métaphysique et d'une religion sages ne s'accordent point à cet égard avec celles de l'expérience et du bon sens s'appuyant sur les données élémentaires et tangibles, je dirais presque vulgaires, de la question. L'idéalisme des Droits de l'Homme élimine du débat les données mêmes du débat. Elle porte la question politique, hors du terrain de la question politique, sur le terrain de toutes les autres questions humaines. Un gouvernement fondé sur les Droits de l'Homme prend un parti direct, et d'ailleurs le parti faux, dans toutes les luttes d'idées. Dans la mesure où il ose se conformer à son propre principe, à sa propre nature, il sera un gouvernement de guerre civile et d'oppression religieuse. Il ne s'ensuit pas qu'un gouvernement d'origine différente ne puisse se montrer oppressif en matière de religion. Mais ce sera par accident, comme disent les logiciens, non par essence.

Voilà des conséquences dont ne paraît pas s'être douté Condorcet, grand géomètre et brillant rhéteur, l'esprit le plus mince de philosophie naturelle et le moins soupçonneux de la complexité des choses. Condorcet professe que l'enseignement public est, sous le rapport des idées, indépendant de la souveraineté gouvernementale, qu'il n'a d'autre règle que la liberté et la raison. Mais il identifie la croyance

aux Droits de l'homme avec la liberté de l'esprit et la raison elles-mêmes :

Ni la constitution française, ni même la déclaration des droits, ne seront présentées à aucune classe de citoyens, comme des tables descendues du ciel, qu'il faut adorer et croire. Leur enthousiasme ne sera point fondé sur les préjugés, sur les habitudes de l'enfance et on pourra leur dire : cette déclaration des droits, qui vous apprend à la fois ce que vous devez à la société, et ce que vous êtes en droit d'exiger d'elle, cette constitution que vous devez maintenir aux dépens de votre vie, ne sont que le développement de ces principes simples, dictés par la nature et la raison, dont vous avez appris, dans vos premières années, à reconnaître l'éternelle vérité. Tant qu'il y aura des hommes qui n'obéiront pas à leur raison seule, qui recevront leurs opinions d'une opinion étrangère, en vain toutes les chaînes auraient été brisées, en vain ces opinions de commande seraient d'utiles vérités, le genre humain n'en resterait pas moins partagé en deux classes : celle des hommes qui raisonnent, et celle des hommes qui croient, celle des maîtres et celle des esclaves [1].

Non ! Condorcet ne soupçonne pas l'immense portée de ce qu'il écrit. Mais, à défaut de ce qu'en montre la réflexion immédiate, les controverses d'un siècle l'ont fait éclater assez. Que la thèse de la souveraineté politique de l'individu soit exclue par le catholicisme, cela suffit à un Condorcet pour qu'elle soit la pure raison. Mais les penseurs les plus forts du XIX[e] siècle, de Maistre à Renan, se sont élevés contre

1. Hippeau. *L'instruction publique en France pendant la Révolution*. Rapport de Condorcet, p. 192.

elle au nom de la raison. Qu'est-elle ? Le principe religieux du protestantisme transporté révolutionnairement à la politique. Cela est vrai et logiquement et historiquement. Le principe religieux du protestantisme est-il donc la raison? Il y a en outre affinité très profonde, et plus que cela, entre les Droits de l'Homme et le Romantisme. Ils sont anti-classiques. Ils sont kantiens et anti-aristotéliciens. Il serait aisé de montrer, quoi qu'en prétendent, abusant de très grossières apparences, la plupart des philosophes universitaires, qu'ils sont également anti-cartésiens. Il faudrait donc croire que l'esprit protestant, le Kantisme et l'individualisme romantique remplissent, à l'exclusion de leurs contraires, les limites « de la nature et de la raison » et que ce n'est pas avoir des « dogmes » que d'en faire des dogmes.

II

Quand M. Liard rattache ses idées sur la destination et le rôle public de l'Université à celles de Condorcet et de la Révolution, ce n'est pas seulement sa théorie personnelle qu'il exprime, mais celle, dit-il, des fondateurs de la République, la théorie d'Etat. Les charges remplies depuis trente ans par M. Liard, avec une autorité que chacun reconnaît, lui donnent toute qualité pour s'en faire l'interprète. Ecoutons-le. Le nuage de quelques expressions un peu germaniques (telles que « hautes clartés de l'idéal ») voile à peine la subordination de la « science » à « la démocratie », affirmée et revendiquée dans le mor-

ceau suivant. M. Liard se reporte à l'époque de Ferry et des grands plans scolaires.

De la science plus largement distribuée que par le passé on attendait pour le pays des services d'ordre moral et social. Beaucoup, parmi les hommes les plus éclairés du nouveau régime, se disaient que par elle s'établirait, d'abord dans l'élite, puis, par infiltration, dans la masse, cet esprit public conscient, ferme et cohérent dont ne peuvent se passer la République et la démocratie...

Sans faire profession expresse de tel ou tel système, sans prendre délibérément parti dans les controverses des philosophes, d'une manière générale, ils croyaient en la science, en ses méthodes, en son esprit. Ils estimaient que si les doctrines sont en contradiction et en lutte, au-dessus d'elles, la science, de qui leur vient ce qu'elles ont de certain, la science qui se prouve et se démontre, est paix comme elle est vérité. Ils pensaient que, peu à peu, par elle se répandrait dans le pays un discernement plus exact du vrai et du faux, du réel et du chimérique, du possible et de l'impossible et que, mieux éclairées sur ce qu'elles doivent poursuivre, sur ce qu'elles peuvent atteindre, les volontés deviendraient mieux réglées et mieux disciplinées. Ils comptaient sur la science pour maintenir dans la démocratie ces hautes clartés de l'idéal sans lesquelles elle n'aurait ni grandeur ni honneur. Ils allaient même jusqu'à espérer que de la science finiraient par se dégager des formules nouvelles de l'organisation sociale, auxquelles les esprits, jusque-là divisés par les vieilles formules d'autrefois, seraient forcés de se rallier, comme on s'incline sans résistance devant la vérité démontrée. (*L'Ens. sup. en France*, t. II, p. 344.)

Cela n'est pas sans éloquence. Mais enfin il est dangereux pour ce morceau, dont la signification, his-

toriquement parlant, est capitale, d'être lu avec attention. Pourquoi et comment attendre de la science « des formules nouvelles de l'organisation sociale » alors que la formule rationnelle et définitive est donnée, qui est la démocratie ? La démocratie donnée, me dira M. Liard, il reste à en « développer » les institutions et à la hausser de plus en plus au-dessus d'elle-même par l'amélioration des citoyens. C'est à quoi servira « la science ». Bien ! mais sur le premier point, je ne vois pas ce que « la science » (à moins qu'il ne s'agisse de la propre et plus que douteuse science de l'économie collectiviste) peut introduire d'éléments nouveaux dans les plus vieux débats entre libéraux, radicaux et socialistes. Quant à accroître, soit les lumières politiques des citoyens souverains, soit plus généralement leur vertu, je ne me représente pas davantage, quand je passe en revue les diverses connaissances qu'enseigne la Faculté, laquelle est apte soit à « s'infiltrer dans la masse », soit à la rendre plus compétente politiquement, soit à lui infuser plus de vertu. Il est vrai que M. Liard parle de « la science » en général. Mais la science, c'est le corps des sciences ou ce n'est rien. Et si je comprends que les sciences font beaucoup pour la civilisation, je n'aperçois aucunement ce qu'elles peuvent faire de spécial pour la démocratie. Le long de ce canal, mystique et administratif à la fois, que les « hommes éclairés » dont parle M. Liard voulaient établir entre les sciences ou la science d'une part et la démocratie de l'autre, ce n'est point de la science à la démocratie que le courant s'établira.

Ce ne pourra donc être que de la démocratie à la science. Mais alors tant pis pour la science ! Non

seulement les idées démocratiques seront soustraites à son examen, mais encore elles lui seront imposées comme vérités premières, elles seront érigées en juges souveraines de toutes les autres idées, qui devront être ce qu'il faut qu'elles soient pour qu'il ne s'en élève aucun démenti, ni aucun outrage aux principes de la démocratie et de la Révolution française. Assurément, les sciences physiques et mathématiques ne semblent pas avoir grand chose à redouter de cette sujétion, parce que les faits réels et leurs rapports réels y offrent une résistance en quelque sorte matérielle aux déformations et aussi parce qu'il n'est guère possible d'en tirer de conclusions pour ou contre la religion de 1789. Encore s'agirait-il de savoir si l'esprit révolutionnaire ne trouve pas moyen de s'infiltrer par des détours subtils jusque dans ces sciences et d'y influencer les théories et les méthodes. Je laisse cette question très délicate, et que je ne pose même que sous réserve, à ceux qui seraient compétents, soit pour la résoudre, soit pour en juger le bien fondé. Comparativement, les sciences physiques et mathématiques sont défendues par la nature de leur objet contre la tyrannie du dogme démocratique. Mais la philosophie, les lettres, l'histoire, la morale, s'y peut-il penser et énoncer quelque chose d'un peu important et général, qui n'implique une certaine conception de la société et de l'homme, qui ne soit par rapport aux fondements idéaux de la démocratie, à la religion révolutionnaire, hostile ou favorable, inquiétant ou sans danger?

La conception de M. Liard et de ses auteurs est d'autant plus alarmante qu'elle est plus spécialement appliquée aux rapports de l'enseignement supé-

rieur avec le primaire, c'est-à-dire avec l'électeur. Il rêve d'une action et comme d'un influx continu du premier dans le second. Mais encore une fois la nature des choses défend que l'influx se dirige de haut en bas. Il ira de bas en haut. L'enseignement supérieur ne gouvernera pas, il sera gouverné. Il n'imprègnera pas, il sera imprégné. Il ne donnera pas une « conscience » à la « démocratie ». Il en recevra la conscience. Il sera fait l'instrument (et l'instrument nécessairement dissimulé) de la défense démocratique et de l'apologétique révolutionnaire. La sensibilité qu'il devra avoir à tout ce qui offusque ou menace l'honneur et la sécurité de cette cause religieuse, dirigera d'autant mieux ses mouvements et le choix des positions qu'il recommande, comme de celles qu'il interdit, qu'elle sera plus spontanée et en sera venue à participer davantage d'une seconde nature. Cette cause a des exigences très étendues qui touchent précisément à toutes les matières de l'enseignement supérieur des Facultés des Lettres. Ce sera déjà beaucoup que d'y pourvoir négativement en excluant des choses dignes d'être prises en considération par la raison d'un haut universitaire les doctrines périlleuses ou scandaleuses à ce point de vue, et en ne les admettant pas dans les chaires officielles, hormis le cas peut-être où elles seraient pensées et soutenues avec beaucoup de faiblesse d'esprit et de cœur. Car il faut aussi se montrer « libéral ». Mais, en outre, l'esprit de la Révolution est une source capable d'inonder par elle-même jusqu'aux derniers confins les idées et les investigations de la Philosophie, de l'Histoire et même des Lettres.

Contestera-t-on que j'aie interprété dans son vrai sens l'idée d'éducation ou d'instruction « nationale » ? Parmi tant de textes confirmatifs que je pourrais citer, je choisis cette définition de M. Buisson, qui est lui-même un des grands cardinaux de la République. Je l'extrais d'un discours qu'il prononçait comme directeur de l'enseignement primaire en 1883 :

Ce qui se fait en ce moment-ci, d'un bout de la France à l'autre, de Paris à la plus humble commune, peut se résumer en un mot : c'est une tentative qui a pour objet de fonder dans ce pays-ci une instruction nationale. Tout est là et rien que là ! Et qu'est-ce qu'une instruction nationale ? C'est, tout d'abord, une instruction qui s'adresse à tous les hommes ; c'est, d'autre part, *une instruction qui embrasse dans chaque homme l'homme tout entier.*

Une « instruction » ou « éducation nationale » qui embrasse « l'homme tout entier », entend régler toutes les idées et tous les sentiments sans exception. C'est une instruction d'Etat, donc c'est une religion d'Etat, en même temps qu'une science d'État. Et les éducateurs sont un clergé d'Etat. Et le lien de communication, l'espèce de rapport de déversement réciproque que cette conception veut établir entre les divers degrés de l'enseignement, imposent aux professeurs de tous degrés le rôle de serviteurs de cette religion, laquelle, tout en prétendant à l'autorité et au rôle d'une religion, n'en a pas d'ailleurs l'objet, mais s'installe exclusivement sur le domaine de la raison et de la science. Qu'y ferait-elle que de le ravager ?

CHAPITRE IV

APERÇU DE LA PHILOSOPHIE UNIVERSITAIRE AU XIXe SIÈCLE[1]

I. La philosophie universitaire et la Révolution. — II. Caractéristique de la philosophie allemande (Kant, Fichte, Hegel, morale kantienne). — III. Dans quelle mesure la philosophie universitaire a-t-elle été allemande (Cousin, Lachelier, Ravaisson, Boutroux. *Note sur Bergson*). — IV. Les thèses de la philosophie classique.

I

En fait, l'esprit de la Révolution a très inégalement possédé la pensée universitaire dans les divers domaines de l'enseignement et de la culture. C'est dans les lettres qu'elle s'en était montrée le moins serve jusqu'à une date récente. Rien d'étonnant : la

1. Mon but a été d'intéresser tout le public cultivé aux questions de l'enseignement public. J'ai pu en parler, me semble-t-il, jusqu'ici dans le langage commun des honnêtes gens. Dans le présent chapitre, il ne m'a pas été possible d'éviter, autant que je l'aurais voulu, la terminologie spéciale de la métaphysique ni des raccourcis qui demeureront peut-être un peu obscurs pour les personnes non initiées à ces études. Mais ce chapitre n'est pas absolument nécessaire aux démonstrations générales de l'ouvrage, lesquelles me paraissent acquises par ailleurs.

substance de la culture littéraire de l'Université était classique. Un homme qui croit aux idées de 1789 et qui a le goût classique n'est pas d'accord avec lui-même. Cette contradiction heureuse, moins heureuse pourtant que l'harmonie, sans laquelle la pensée n'a ni ardeur ni force, fut le fait de nombreuses générations de maîtres de rhétorique, sur la méthode desquels j'ai fait des réserves, mais dont le souvenir honore l'Université.

Dans l'histoire, deux noms antithétiques résument l'œuvre et les tendances de l'Université au XIXe siècle : Michelet, Fustel de Coulanges. Michelet, ou la défiguration de l'histoire nationale, surtout moderne, au service du fanatisme révolutionnaire et protestant. Fustel, qui, tant contre ce romantisme effréné que contre celui, mol et fade, du libéralisme de droite et de gauche, réintègre dans l'histoire la méthode de la science pure et (soutien et guide indispensable de cette méthode) les données fondamentales du bon sens sur la nature humaine et les liens possibles des sociétés.

C'est, entre les grandes branches de l'enseignement universitaire, la philosophie, qui me paraît avoir été, je ne dirai pas, commandée par l'esprit de la Révolution, mais le plus sujette des limites que l'inconsciente domination de cet esprit ne permet pas à la pensée universitaire de franchir. Rien de plus caractéristique à cet égard que la constante et si profonde influence qu'elle a subie de la philosophie allemande. Dans ce que j'en vais dire je ne prétends juger — juger philosophiquement — ni la philosophie allemande, ni la philosophie universitaire (cela ne s'expédie pas en un chapitre), mais seulement relever un

certain caractère de la philosophie allemande, qui, joint à la prépondérance considérable de son influence sur la philosophie universitaire, nous invite à douter que celle-ci ait jamais été l'œuvre pure de la liberté intellectuelle. J'entends par liberté intellectuelle la soumission de l'intelligence à l'objet. Cette liberté n'existe pas, quand la passion, quand certains postulats de la sensibilité enchaînent plus ou moins étroitement les mouvements de l'intelligence dans l'examen des questions qui relèvent de l'intelligence.

II

La philosophie allemande (c'est-à-dire les systèmes solidaires de Kant, Fichte, Hegel et Schelling) constitue à l'égard d'une tradition commune, au milieu de leurs divergences, à Platon, Aristote, Saint-Thomas, Descartes et Leibniz, et qui mérite d'être appelée occidentale, une rupture profonde. On n'y trouverait de précédents bien caractérisés que dans le panthéisme d'Alexandrie et dans celui de Spinoza. Cette rupture, Kant ne l'accomplit qu'à demi et sans doute eût-il tenu essentiellement à l'arrêter là. Mais il ne dépendait point de lui d'empêcher ses successeurs de tirer les conséquences de son système. Kant affirme, non pas la relativité, mais, ce qui est fort différent, la relativité absolue de la connaissance. Il sépare radicalement l'être du tissu des représentations de l'intelligence et le pose à part, obscur, impénétrable à la lumière intellectuelle, sous le nom de *noumène*. Les conséquences sont les suivantes :

1° Si tout ce que la pensée claire, tant expérimentale que logique, nous représente, si cet ensemble ordonné de connaissances que nous croyons exprimer l'univers et son ordre ou ce que nous en savons, si la science humaine, en un mot, n'est qu'un système d'illusion, pratiquement utile, mais ne touchant pas à la réalité de l'être, nous-mêmes ne sommes enveloppés dans ce tissu d'illusion de l'apparence que superficiellement. Car la pensée n'est qu'un mirage à la surface de notre être. Le moi réel, le moi *nouménal*, nous ne pouvons nous le représenter ni par les définitions, ni sous les catégories intellectuelles. Nous ne pouvons lui appliquer les idées de cause, de relation, de dépendance, de fin, qui conviennent exclusivement au monde de l'apparence, au monde phénoménal, qu'elles rendent intelligible. Le moi est donc sans cause, sans relation ni dépendance; il n'est subordonné à aucune fin. Sa réalité est illimitable. Il est l'absolu. Il est tout ce qui est. Il est Dieu. C'est la propre métaphysique de Fichte, métaphysique évidemment panthéistique. Car si l'intelligence, dont le propre est de diviser et de distinguer, ne pénètre pas le réel, le réel est l'Unité pure. Fichte rend compte de l'univers comme d'une génération transcendante du *moi*, que l'*intuition* seule saisit et suit. C'est l'exaltation suprême de l'individualisme. L'indivisible intuition universelle est toute en chacun. Et elle est autant de fois qu'il y a d'individus.

Entre cette métaphysique et celle de Schelling, il n'y a qu'une différence de sentiment, d'imagination et une différence de mots. Que l'Unité pure soit dénommée *Moi* ou *Absolu*, du moment qu'elle est

étrangère à la pensée, elle ne peut être conçue que comme l'inconcevable pur et atteinte que par des moyens de représentation extra-intellectuels, intuitifs.

Pour la métaphysique hégélienne, ce qui la distingue, c'est qu'elle s'attache à suivre *l'absolu* dans le *devenir* où il se manifeste. L'Unité pure, le Dieu immanent développe dans l'histoire et par l'histoire l'infinité de ses aspects successifs. Hegel construit comme une dialectique ou logique de l'Unité immanente d'où il tire dès lors une philosophie de l'histoire. L'effet le plus scandaleux de cette théorie, c'est qu'elle permet d'arracher à demi au cours des choses humaines et à leur naturel enchaînement certains événements arbitrairement choisis par l'imagination ou le bon plaisir, pour les promouvoir à une sorte de signification mystique, leur prêter un sens de révélation. C'est ainsi que Hegel divinise l'Etat prussien, comme d'autres, avec le raisonnement de Hegel, diviniseront la Révolution française.

2° Toutes les philosophies anté-kantiennes (le stoïcisme en un certain sens excepté), la philosophie grecque, la catholique et la cartésienne, et, après le kantisme, le positivisme, ont fondé la morale sur l'idée d'un *bien*. Ce bien est défini, soit par les *fins naturelles* de l'homme, c'est-à-dire par les conditions de perfection et d'accomplissement de sa nature, soit par ses fins métaphysiques et religieuses, c'est-à-dire par le modèle de la perfection divine à imiter, soit par l'utilité générale de la société, soit plus souvent par une juste proportion à observer entre ces divers objets. De quelque manière qu'on conçoive la raison objective de la morale, la raison en peut discuter, dès qu'elle est objective. Mais comment y

aurait-il, au point de vue du Kantisme, une raison objective de la morale ? Comment y aurait-il une *loi* morale ? « Loi » n'implique-t-il pas la relation de deux termes ? Il n'y a plus qu'un terme : le moi. Les romantiques allemands, directement inspirés de Fichte, les plus exaltés des romantiques français, les héroïnes de George Sand proclameront, comme loi, le souverain arbitraire (*freie Willkur*) de l'Individu, considéré particulièrement comme justification religieuse de la fantaisie sexuelle. En tant que divinement fondée (en panthéisme) cette loi sera de leur part l'objet d'une piété véritable, ils mettront de la gravité dans le culte de soi-même, que plus tard assainira l'ironie d'un Barrès.

Mais l'honnête Kant est, par son sentiment personnel des mœurs, aussi éloigné de ces conclusions qu'il en est logiquement rapproché par ses prémisses philosophiques. Il entend fonder la loi du devoir et la fonder précisément sur l'autonomie de la conscience individuelle. Dans ce qui nous paraît ruiner la base de toute morale, il veut avoir trouvé la seule base de la vraie morale. Précisément parce qu'elle est supérieure à toute relation, à toute dépendance, parce qu'elle est un absolu, la conscience intime est la seule source concevable de la loi du devoir, qui est elle-même un absolu et qui ne serait que relative, si elle était subordonnée à l'idée de quelque *fin* digne d'être réalisée. C'est l' « impératif catégorique ». Il n'y a lieu ici d'exposer ni de discuter les pénibles sophismes par lesquels Kant construit ainsi le principe de la morale dans le vide des idées. Retenons seulement (c'est le principal) les conséquences psychologiques et l'esprit de sa doctrine, où

se reconnaît l'inspiration du protestantisme le plus tendu et le plus jactancieux. La morale kantienne ne se borne pas à condamner l'égoïsme, ce que toute morale fait. Elle se refuse à reconnaître une valeur à l'attachement, à l'enthousiasme que la sensibilité peut nous inspirer pour les objets du devoir, à ce que la nature et la civilisation peuvent ajouter de grâce, de liberté et de discrétion à la vertu. Au contraire, c'est là autant d'enlevé, d'après Kant, à la qualité proprement morale et vertueuse des actions. Le sentiment n'est moral qu'autant qu'il s'attache, non aux objets de devoir, mais à l'idée, à la forme abstraite du devoir, laquelle doit donc être portée tout entière dans chaque acte conforme au devoir et en constituer toute la substance intérieure. Agir moralement, ce n'est pas agir pour l'excellence de l'action considérée en elle-même, non plus pour l'amour de la perfection et de la volonté divines ; c'est agir pour l'obéissance formelle à la loi que le for intérieur se dicte à lui-même.

Kant n'a-t-il pas vu combien il invitait les gens à se remplir à propos de tout de la notion de leur propre vertu et combien, à force de fixer leur regard sur la forme de leur conduite, il risquait de les rendre accommodants et sophistes quant à sa matière ? « Je le fais par devoir, ma conscience souveraine me le dit. » Mais, si la conscience est seule juge et si l'intention du devoir est tout, on peut n'avoir consulté, parmi les éléments de décision morale, que ceux qu'on voulait bien et se sentir tout de même un héros. Orgueil, fanatisme et hypocrisie, tels sont les vices favorisés implicitement par la morale kantienne. Il n'en est pas pour lesquels notre éducation

catholique et française nous inspire une plus profonde et plus instinctive aversion.

Les quelques caractères que nous venons de relever dans la philosophie allemande nous permettent d'affirmer, sans autre démonstration, son accord profond, exclusif et comme substantiel avec les principes communs à la Révolution française, au protestantisme et au romantisme.

III

Dans quelle mesure la philosophie universitaire au XIX[e] siècle a-t-elle été allemande ? Les doctrines et les tendances communes de cette philosophie, de 1820 à 1900, se peuvent suffisamment résumer sous les trois noms de Cousin, Ravaisson, Lachelier. On y ajouterait volontiers, bien qu'il corresponde à une influence beaucoup moins considérable, celui de M. Boutroux. Ces esprits, surtout Cousin et Lachelier, ont dû à la combinaison du prestige de leur talent, de leur personnalité, de leurs œuvres, avec une puissance administrative favorisée par la centralisation universitaire et s'exerçant sous bien des formes, un long magistère général sur la philosophie de l'Université.

COUSIN. — De 1820 aux environs de 1840, Cousin a professé une sorte d'hégélianisme, qui allait se teignant de plus en plus de reflets platoniciens (il avait connu Platon en le traduisant) mais sans per-

dre son caractère panthéistique. Il n'y a aucun intérêt pour la philosophie elle-même à suivre les avatars et les muances de cette doctrine qui se modifiait et, pour ainsi dire, se déplaçait sans cesse, plus ou moins sensiblement, d'une édition à l'autre d'un même ouvrage. Son caractère essentiel de composé imaginatif et oratoire prêtait à cette perpétuelle et perpétuellement tendancieuse retouche, non de la forme, mais du fond. Ce qui la rend importante pour l'histoire de l'Université et l'intelligence de la philosophie universitaire, c'est cet exemple d'un philosophe qui ne philosophe guère avec sa raison et règle le dosage mouvant de sa pensée sur les exigences des difficultés variées que lui créent, comme homme officiel, les vicissitudes des luttes politiques et religieuses. Le « spiritualisme » de Cousin est postérieur à cette période trop oubliée de sa carrière, remise en lumière par l'excellent ouvrage de Paul Janet. Il faut remarquer que la mutabilité intrinsèque de la pensée de Cousin ne constitue pas précisément une trahison à l'égard de ses maîtres allemands, puisque la philosophie intuitive est en un sens la philosophie de la mutabilité indéfinie ou de l'impressionnisme métaphysique.

Le spiritualisme est, parmi les manifestations de la pensée universitaire, celle qui apparaît la plus soustraite à l'empire de la métaphysique kantienne et postkantienne. En a-t-elle réellement ou suffisamment brisé et franchi le cercle ? Il y aura lieu de le demander plutôt à la philosophie de Ravaisson, qui représente le spiritualisme avec beaucoup plus d'autorité, de cohérence, de dignité et de véritable éclat que Cousin. Mais attachons-nous d'abord aux

doctrines les plus directement inspirées du kantisme ou de ses conséquences.

LACHELIER.— Si Cousin avait ouvert la philosophie de l'Université au flot hégélien, M. Lachelier remonta vigoureusement à la source, à Kant. M. Lachelier, professeur à l'Ecole Normale Supérieure dans les dernières années de l'Empire, ensuite inspecteur général de l'Université et président du Jury d'agrégation de philosophie, fonction qu'il remplissait encore en 1911, est peu connu du public. La philosophie universitaire n'a cependant subi aucune influence personnelle comparable à la sienne en puissance, en pénétration et en durée.

Le grand service que M. Lachelier rendit à la philosophie universitaire et d'où il tira un prestige sur lequel tous ses élèves ont été unanimes, ce fut de lui restituer — à un certain point de vue tout au moins — du sérieux, et d'en refaire proprement une philosophie. Cette éducation philosophique première et fondamentale qui avait manqué à Cousin et que, dans la fièvre de sa carrière d'improvisateur et d'incurable orateur, il ne s'était jamais donnée, M. Lachelier l'avait acquise dans la lecture laborieuse des grands philosophes classiques. Les éléments permanents de la philosophie, les notions qu'engage et qu'agite toute controverse philosophique, il les maniait avec vigueur et maîtrise. Cousin les avait énervées. Quand Cousin parle de substance et de cause, de matière et de forme, de mécanisme et de finalité, d'essence et d'existence, de définition, d'induction ou de déduction, d'analyse ou de synthèse, etc., c'est avec un mol à peu près. M. Lachelier remettait dans

ces idées la plénitude de leur contenu et des difficultés qui y sont inhérentes. Digne disciple de son maître, il pensait. Mais il était, en une certaine manière, encore plus kantien que Kant. Je veux dire qu'il traitait par le corrosif de la critique kantienne toutes les notions que Kant y avait soumises en effet, mais, en outre, une autre notion, dont Kant n'avait guère tenu compte dans le bilan des principes de la connaissance : la notion de finalité. Les synthèses physiologiques de Claude Bernard venaient de remettre en lumière l'importance naturelle de cette notion, qui joue un si grand rôle dans la philosophie d'Aristote et dans celle de Leibniz. M. Lachelier voulut établir après eux que la connaissance, que la science ne peuvent aucunement s'en passer et en font un universel usage. Mais, comme il professait d'autre part la relativité absolue de la connaissance et l'impénétrabilité absolue de l'*être*, il est exact de dire qu'il ne s'était assimilé la substance d'Aristote et de Leibniz que pour la faire tomber encore plus explicitement et complètement que n'avait fait Kant, dans le filet du criticisme kantien.

La conséquence de ce criticisme — conséquence à laquelle Kant lui-même prétend opposer la barrière de l'impératif catégorique, mais qui s'échappe trop puissamment de son système pour que l'obstacle soit senti valable, et que nous avons déjà exprimée en d'autres termes, — c'est un nihilisme philosophique appliqué aux choses de la vie humaine individuelle et sociale. Ce que la raison et l'expérience, ce que le système de nos connaissances nous représentent, ce n'est quasi-rien de la réalité ; c'en est un reflet lumineux, cohérent, organisé, mais illusoire. Et si la

réalité demeure impénétrable absolument à l'intelligence, c'est qu'elle lui est absolument hétérogène, c'est qu'il n'y a aucun accord, aucune équivalence entre les principes de l'intelligence et les principes de la réalité ; c'est que l'intelligence n'a point de part à son économie interne, aux forces d'où elle jaillit et se développe. Or, en tant que vivante (et pas seulement contemplatrice et spéculatrice) en tant que voulante, que sensible, que douée de désirs, d'énergies, d'aspirations, l'humanité prend une part à la génération de la réalité, elle est au cœur de l'être, elle agit, elle crée. L'austère M. Lachelier, lui aussi, la priait de vouloir bien ne le faire que sous le réfrigérateur de l'impératif catégorique, auquel il joignait, mais d'ailleurs pour son usage purement personnel, un catholicisme, fervent sans doute, mais sybillin et incommunicable et un réactionnarisme politique, aussi exagéré que peu militant, qui avait l'air d'un sarcasme. Mais il lui était beaucoup plus facile d'accréditer sa critique négative que l'imitation d'une personnalité intellectuelle si singulièrement et arbitrairement composée. Il ne pouvait empêcher, dans la jeunesse qu'il instruisait, les imaginations et les cœurs de faire leur profit d'une dialectique libératrice, qui autorisait le mépris de la pensée comme règle de l'action. Il soustrayait au contrôle de l'intelligence le choix des idées religieuses, politiques ou morales et favorisait par là l'abandon de ses disciples aux chimères révolutionnaires et romantiques que leur temps, la poussée de leur siècle et l'inclination même de l'Université, ne leur recommandaient que trop. Les délires de George Sand et de Michelet, les rêveries de l'humanitarisme et du socialisme

n'ont pas trouvé de plus utile propagandiste, quoique involontaire, auprès des jeunes générations universitaires. que ce maître qui en avait horreur pour lui-même. L'importance de la position qu'il occupa, les répercussions étendues d'un enseignement donné aux futurs éducateurs de la jeunesse ont fait de lui un des plus grands désorganisateurs des esprits du XIXe siècle. Taine avait raison de l'appeler un « malfaiteur intellectuel ». Pour un petit nombre de bons esprits, un grand nombre d'esprits faux et frénétiques (avec plus ou moins de puissance et de hardiesse) sont sortis de sa classe.

RAVAISSON. — L'œuvre écrite de Ravaisson est, pour la plus grande partie, antérieure à celle de M. Lachelier. Leurs influences se mêlèrent. La première assainit la seconde. Malheureusement, elle était beaucoup moins forte, pour une raison administrative et pour une raison intellectuelle (deux genres de raison bien hétérogènes, mais qu'il faut généralement composer pour l'explication des phénomènes universitaires). Ravaisson n'a pas enseigné. Il n'a pas eu d'élèves proprement dits. Il a été inspecteur général de l'enseignement supérieur, poste justement supprimé, il y a environ trente ans et qui ne donnait guère d'action, président du jury d'agrégation de philosophie avant M. Lachelier, situation à laquelle s'attache au contraire une grande autorité. En elle-même, sa philosophie offrait plus de séduction (de séduction très noble) qu'elle n'avait de prise sur la raison. L'exposition en est très belle, la démonstration plutôt brillamment éludée qu'étudiée. La richesse et l'harmonie des tendances qui

l'inspirent, la mettent en une sorte d'accord avec les plus grands poètes de l'humanité. Mais elle se développe trop exclusivement sur les sommets, elle dédaigne trop le contact des faits ; l'analyse est trop illibérale et trop terre à terre pour elle, elle n'y ancre pas la synthèse et elle prend trop continûment son essor sans assez de préparations, de précautions ni de nuances, vers la suprême synthèse. Nature élégante et artiste (qui s'est montrée douée pour la peinture) Ravaisson professe la plus haute métaphysique, mais il la traite en amoureux, il en montre plutôt la beauté (beauté un peu académique) que la vérité, et la grâce que la solidité, l'un lui paraissant envelopper nécessairement l'autre. A propos de chaque question particulière, et plutôt que de la saisir en elle-même, il plante autour d'elle son grand décor métaphysique, qui est harmonieux et, dirai-je, complet, mais qui ne la cerne pas d'assez près pour constituer vraiment une solution.

Il faut bien dire que, si la méthode de Ravaisson est assez flottante, sa doctrine prise en elle-même ne semble guère en souffrir une plus vigoureuse. Comment la définir ? un essai de conciliation de ce qu'il y a de moins conciliable au monde : Aristote et Schelling, par l'intermédiaire de Maine de Biran. La sagesse du Stagyrite sort compromise de ce mélange. Ravaisson n'admet pas la relativité de la connaissance et il faut même dire qu'il ne lui fait pas assez de part. A ses yeux, les principes les plus élevés, non seulement de la pensée, mais aussi de la sensibilité, ont formé et meuvent l'Univers, œuvre de l'Intelligence et de l'Amour. Mais ces principes intellectuels, contrairement à Aristote et même à Leibniz,

d'après qui, sans être contenus dans la sensation, ils ne se révèlent cependant à nous que par l'expérience extérieure, Ravaisson veut que nous les trouvions par le seul approfondissement d'une expérience intérieure. Il veut que le moi n'ait qu'à développer ce qu'il possède tout entier en lui-même pour déployer par là même l'image de la nature universelle et qu'à remonter en quelque sorte à son sommet ou à son extrême profondeur pour rencontrer Dieu. « La conscience, écrit M. Séailles interprétant Ravaisson dont il a été, dans la première période de sa carrière, l'un des plus proches et rares disciples, la conscience, nous révélant l'Etre même, peut nous donner dans les lois de notre propre activité les lois universelles, nécessaires, de toute réalité. C'est en la suivant dans ses dégradations que nous savons ce qu'est la nature, c'est au contraire en l'approfondissant, etc., [1]. » C'est la philosophie de l'intuition de Schelling avec cette différence, que Ravaisson prétend introduire dans les ténèbres de l'intuition pure la lumière d'une philosophie intellectuelle, la lumière de l'ordre universel, tel qu'Aristote et Leibniz l'ont conçu, ou, pour mieux dire, il prétend lui faire produire cette lumière d'elle-même et naturellement. Mais le prétend-il à bon droit ? Et la pure intuition n'est-elle pas éternellement renfermée dans sa propre nuit ? Il y a bien de la quintessence là-dedans. Et ce qui nous importe, c'est que Ravaisson lui-même, en dépit des plus nobles et des plus humaines tendances, ne soit point parvenu à s'affranchir de l'empire de la pensée germanique et à rompre avec la divinité du Moi.

1. Janet et Séailles. *Histoire de la philosophie*, p. 113.

BOUTROUX. — M. Boutroux, successeur de M. Lachelier à l'Ecole Normale, et dont nous avons reçu avec délices et reconnaissance à la Sorbonne l'enseignement si fin et, pourrait-on dire, si artiste, d'histoire de la philosophie, M. Boutroux a plutôt exercé une influence personnelle que cherché une influence générale. Sa thèse, justement célèbre, sur la *Contingence des Lois de la Nature* rectifiait, dans l'esprit de la philosophie aristotélicienne, dont il avait plus le sens que M. Lachelier, la conception exclusivement déterministe et mécaniste des lois de la nature qui prévalait en son temps. Il y a dans cet ouvrage une méthode générale dont l'application ultérieure aux autres problèmes de la philosophie pouvait faire une féconde et très utile carrière de philosophe. M. Boutroux n'a pas donné de suite à sa doctrine et, non seulement, il s'est consacré à l'histoire de la philosophie, mais il en est presque venu à l'identifier, comme Hegel, avec la philosophie elle-même. Est-ce trop dire ? Peut-être. Bien fin pourtant qui prononcera où commencent et où cessent d'une part les affirmations, d'autre part le syncrétisme de M. Boutroux. Il ne dit pas oui à tout. Mais dit-il non à rien ? Dans ces dernières années, il a paru surtout préoccupé de défendre, contre le matérialisme, l'existence d'un objet de la pensée religieuse. Mais qu'est cet objet ? Ceux qui penseront, soit avec Pascal, soit avec Voltaire (d'accord sur ce point) qu'il n'y a pas de matière à l'égard de laquelle le flottement de la pensée (je ne dis pas de la pensée intime, mais de la pensée publiée) soit moins opportun, ne seront pas satisfaits par M. Boutroux. Son livre, *Science et Religion*, conclut à la fois en faveur du libre examen

et de l'organisation catholique de l'autorité. On admire cette constante préoccupation des questions les plus hautes. On regrette cette indécision d'un homme si intelligent et d'une nature si délicate. Mais doit-on s'en étonner? A son début même, M. Boutroux n'enseignait Aristote que sous la tacite réserve du Kantisme. L'intelligence n'était, à ses yeux, maîtresse que dans la physique. Et pour les autres genres de vérités, il y avait en lui tout au moins une grande inclination à les faire dépendre des jeux de la « vie » et des préférences sentimentales [1].

1. Le lecteur qui aura bien voulu s'intéresser à cet aperçu de la philosophie universitaire sera peut-être déçu de n'y pas trouver Bergson. Mais l'objet de cette quatrième partie est de rechercher dans l'histoire intellectuelle de l'Université les faits propres à éclairer la période contemporaine, à laquelle Bergson appartient. Sur ce philosophe je proposerai trois remarques : 1° On a tort de considérer le bergsonisme comme une réaction contre le panthéisme allemand et Hegel. C'est une réaction peut-être, mais partielle seulement et surtout une réaction *à l'intérieur* Bergson a combattu, et d'excellente manière souvent, le *monisme* de Hegel, mais non pas son panthéisme, on immanentisme. William James a défini sa philosophie un *panthéisme pluraliste*. Cette définition d'un admirateur, d'un disciple, est la plus juste possible. 2° On dit couramment que le bergsonisme est la philosophie *antiintellectualiste*. On l'oppose à l'*intellectualisme*. Bergson et les bergsoniens désavouent ces dénominations. Ils ont beau jeu. Il en est à cet égard du bergsonisme comme de ces mâts frottés de savon où l'on monte aux fêtes de village. On peut toujours monter, mais à chaque fois on redescend d'autant. On glisse indéfiniment de la position prise, mais il n'y a pas de position qui ne soit virtuellement prenable. Je veux dire que la frontière entre ce que Bergson accorde à l'intelligence comme source et règle de l'action et ce qu'il donne au même titre à la *vie*, à l'*élan vital*, à la spontanéité pure, à l'inconscient, cette frontière est absolument indéterminée. Et non seulement elle est indéterminée, mais elle est déplaçable à plaisir. La dialectique propre à M. Bergson lui permet d'opérer ce déplacement à son gré suivant l'origine et la tendance des objections qui lui sont

IV

Posons trois thèses qui s'opposent aux principes mêmes de ces philosophies, que je ne prétends avoir résumées qu'à un point de vue très défini, très limité.

La première affirmera la dualité du *sujet* et de l'*objet*, du *connaissant* et du *connu*. Ils ne seront pas une même réalité sous deux aspects, ici concentrée, à développée et dispersée. Ils seront deux et en opposition. Et il y aura substantiellement de l'un et de l'autre dans la connaissance, quel que soit le mystérieux mode de leur contact et de leur interpénétration.

La seconde thèse, conséquente à la première, énoncera, non l'identité, mais une équivalence entre les principes, formes et conditions de la pensée et les principes, formes et conditions de l'être, équivalence extrêmement grossière peut-être, par rapport à une connaissance absolue, mais suffisante pour nous permettre de dire que la logique, l'ordre nécessaire des idées, le langage, la science bien établie, sont fondamentalement vrais et non fondamentalement illu-

faites. C'est un peu la philosophie de la concession à perpétuité. 3° On a opposé l'antiintellectualisme de Bergson au « rationalisme » de la Sorbonne. Mais : *a*) on a pu juger dans notre deuxième partie si le mot et l'idée de rationalisme ne sont pas infiniment trop relevés pour caractériser ce qui fait la Sorbonne ; *b*) ce n'est qu'au cours des polémiques récentes, et parce qu'un de ses adversaires s'est réclamé de Bergson, que la Sorbonne a découvert qu'en effet elle était en conflit avec Bergson et s'est avisée de son « rationalisme ». Jusque-là il n'y avait pas eu plus empressé que Lavisse, Croiset et autres porte-paroles de la maison, à opposer aux objections de la raison, les droits et les révélations de l'*Évolution*, de la *Vie*.

soires et qu'ils marquent le réseau des limites entre lesquelles se fait l'évolution de la vie de l'univers, dans la partie du moins qui nous en est accessible; que leur fixité correspond, non peut-être à quelque chose d'absolu (je réserve cette question) mais à quelque chose d'aussi réel, d'aussi intrinsèquement existant dans le domaine de notre expérience, que l'incalculable devenir.

La troisième thèse se rapporte à la morale et dit qu'il y a une moralité subjective et intérieure tenant à l'intention, au mobile et au sentiment, mais aussi une moralité objective et extérieure tenant à la nature des actes, à leur sagesse intrinsèque, dont leur portée et leurs conséquences dans le milieu humain, tel qu'il est, forment un élément. La « morale » s'établit par une composition des deux.

Ces trois thèses peuvent être appelées, du point de vue où je me place, un minimum commun aux doctrines que j'ai indiquées comme constituant la tradition de la philosophie occidentale ou classique. Il suffira de noter qu'elles accordent Aristote, Saint-Thomas et Comte pour faire entendre l'extrême divergence de conceptions qui s'y peut superposer, notamment au sujet de la métaphysique qu'elles impliquent. Le cartésianisme, si on le prend tel qu'il est, et non dans l'interprétation abusive et dégradante de Spinoza, les inclut également. Elles ne suffisent nullement à former une philosophie, mais elles appartiennent à toute philosophie non dirigée contre la civilisation.

Elles sont, non le catholicisme, mais catholiques et directement contraires à l'esprit de la Réforme. Elles sont contre-révolutionnaires. Elles distinguent, je le

répète, une tradition dont il ne serait pas exagéré de dire qu'elle forme toute la philosophie : car ce qui s'en était radicalement écarté dans la suite des siècles, panthéisme alexandrin ou même stoïcisme, apparaît essentiellement infécond, triste, à l'écart de l'atmosphère de la science et des lettres. Je constate que ce n'est pas de cette tradition que la philosophie universitaire a relevé, que, si elle a essayé de la rejoindre, elle s'y est montrée, en somme, impuissante.

CHAPITRE V

LE PHILOSOPHE d'ÉTAT

I. Position du philosophe d'État. — II. Scandale d'une philosophie d'État en France et en quel sens fâcheux l'existence de ce privilège a modifié la puissance respective. des influences intellectuelles au XIXe siècle. — III. Qualité de la philosophie d'État contemporaine. — IV. Le détestable esprit de la philosophie d'État vit toujours

L'institution universitaire comporte ou appelle l'existence d'un personnage dont la qualité et le rôle, intolérables en toute hypothèse, se trouvent extrêmement aggravés par la nature de la philosophie universitaire. Nous voulons parler du philosophe d'Etat, qu'on pourrait aussi nommer le penseur fonctionnaire. Définissons ce personnage et ses méfaits.

I

On n'est pas philosophe ou penseur d'Etat du seul fait d'être un professeur nommé et rétribué par l'Etat.

Nous avons admis que, quelques sérieuses objec-

tions qui s'élèvent en théorie et en droit contre l'Etat enseignant, l'intervention directe de l'Etat dans l'organisation de l'instruction publique peut répondre à une nécessité de fait. Mais ce qui ne saurait être concédé à l'Etat, c'est la faculté de gouverner et surtout d'élaborer la doctrine de l'enseignement. L'abstention en cet ordre lui sera d'autant plus aisée qu'en France (nous ne parlons pas pour la Chine) la doctrine de l'enseignement n'est pas à créer, étant fixée par une tradition aussi étroitement associée à la civilisation intellectuelle de notre pays que d'ailleurs perfectible et assimilatrice. Nous avons essayé d'indiquer comment les progrès ou changements désirables en pourraient être réglés par une autorité pédagogique constituée et placée de manière à être plus sensible aux influences intellectuelles et sociales les plus élevées qu'à celle propre du gouvernement. A coup sûr, l'existence et le crédit d'une telle autorité supposent un Etat de bonne foi, renfermé dans sa fonction d'Etat, et incapable de poursuivre, sous le nom et l'alibi de l'enseignement, quelque entreprise de guerre ou de conquête religieuse.

Mais au-dessus de la sphère de l'enseignement où il suffit que la tradition ne soit pas violemment empêchée de régner pour qu'elle règne, il y a une autre sphère intellectuelle dont elle n'est pas maîtresse. Au-dessus de la transmission des connaissances acquises, il y a la création des connaissances nouvelles ; au-dessus de la culture d'école d'où la jeunesse reçoit la forme de l'esprit humain, il y a l'esprit humain poursuivant sa vie et ses destinées ; au-dessus de la rhétorique, il y a la critique ; au-dessus de la scolastique, le mouvement des idées et de la con-

troverse philosophique. Bref, au-dessus du collège, de la classe, de la Faculté, il y a la république des lettres.

C'est dans ce domaine que l'Etat ne saurait avoir de représentants ni de missionnaires. L'institution universitaire lui en a donné et elle est révolutionnaire sur ce point. Nous incluons dans la conception révolutionnaire de l'Université la thèse, aujourd'hui officiellement proclamée, d'après laquelle les établissements d'enseignement supérieur de l'Etat auraient pour but, pour objet, au même titre et comme consubstantiellement, de transmettre et de créer, de former des élèves et de travailler à l'avancement des sciences, au renouvellement des idées. Cette thèse, dirons-nous, est révolutionnaire et proprement protestante en ce qu'elle supprime cette distinction du temporel et du spirituel qu'Auguste Comte a dit avec raison être la grande conquête de la civilisation catholique et qui s'applique évidemment à d'autres rapports qu'à ceux de l'Etat avec la religion, puisque la science, la philosophie, les arts, les lettres sont aussi du « spirituel ». La puissance de l'Etat est appelée à prendre position dans des questions et conflits théoriques absolument étrangers à sa compétence.

Nous entendons bien l'objection. Du moment, nous dira-t-on, que nous reconnaissons (ne fût-ce qu'à titre de nécessité empirique) la légitimité possible d'un enseignement de l'Etat, il nous est interdit de borner la fonction intellectuelle de l'Etat. On ne saurait tracer une démarcation si nette entre les théories nouvelles et les connaissances acquises, puisque les premières peuvent aboutir toujours, sinon à la

ruine, du moins à la transformation des secondes, en modifier les conséquences et la portée. Cette observation générale serait à nuancer très diversement, selon qu'on l'appliquerait aux sciences de la nature ou aux sciences de l'ordre humain. Mais, dans sa généralité même, tout le monde l'admettra. N'en résulte-t-il point que, plus un enseignement s'élève au-dessus des connaissances les plus élémentaires, plus il lui convient d'entrer dans le mouvement et les luttes contemporaines des idées, d'y prendre sa part, d'y tenir sa position et son influence ?

Nous ne réfuterons pas une objection qui est vraie dans son principe philosophique. Nous insisterons sur l'évidence de la doctrine contre laquelle elle élève une difficulté de fait. La conclusion sera forcément que ce fait et cette doctrine doivent composer dans la pratique.

III

Est-il, demanderons-nous, tolérable, est-il du moins tolérable dans un pays qui a le passé de civilisation et de lumières de la France (et encore une fois nous ne raisonnons pas pour Berlin ni Cosmopolis) que les productions philosophiques, historiques, littéraires ou « sociologiques » d'une certaine catégorie d'écrivains portent l'estampille de l'Etat? — Mais l'Etat ne donne point une estampille ! — A la lettre, non. En fait, oui, et d'une manière d'autant plus efficace précisément qu'elle n'exclut pas l'apparence légale de son irresponsabilité. Il est vrai qu'aucune autorité régle-

mentaire n'existe qui fixe à un philosophe de Sorbonne la doctrine qu'il doit enseigner. Mais s'il est un philosophe dont la doctrine ne plaise pas à la Sorbonne, dont la doctrine inquiète les intérêts de la Sorbonne, il ne deviendra pas philosophe de Sorbonne. Et ceci en soi serait bon, si la Sorbonne était un corps libre. Car il faut des corps et il est dans leur nature de se défendre. L'ancienne Sorbonne aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles était médiocre. Elle n'en a pas moins, dans sa médiocrité séculaire, rendu de grands services, joué un rôle très utile. Mais la Sorbonne contemporaine n'est pas seulement un corps d'Etat. Elle a un monopole d'Etat. Corporation d'Etat, elle joint à sa force morale de corporation la force matérielle et politique qu'elle emprunte à la puissance de l'Etat. Ce qu'écrit et publie la Sorbonne est écrit et publié par des hommes qui émargent, pour ce faire, au budget de l'Etat, qui instituent et jugent les examens et concours supérieurs de l'Etat, qui composent les commissions de l'Instruction publique, qui pèsent d'un poids très notable sur toutes les nominations universitaires importantes, qui font et défont les programmes de l'enseignement. Comment voulez-vous que les ouvrages d'un écrivain qui n'a ni position ni traitement officiel, qui n'est peut-être ni agrégé ni docteur, qui ne possède d'autre pouvoir que celui de sa pensée, de son talent et de son caractère, luttent en crédit, en ascendant, en force de pénétration avec la signature des mandarins ? Elle est immense, la puissance de l'Etat centralisé ; elle est présente en bien des lieux où son nom n'est pas. Il serait difficile à la presse qui veut demeurer « grande » presse et à la librairie soucieuse de con-

server sa puissance de ne pas lui servir de canal. C'est ce canal qui porte les livres au public. Et tandis qu'il répand à flots la production philosophique, historique ou critique des plumes de la haute Université, c'est à peine si celle des plus fortes plumes indépendantes se distribue au compte-gouttes.

Quand ce genre spécial d'autorité s'attache à l'œuvre d'un Fustel de Coulanges, c'est autant de gagné pour les lettres. Mais le cas est exceptionnel, et d'autant plus que les esprits dont la vocation intellectuelle est réelle, ne nourrissent pour l'ordinaire qu'une très faible inclination de nature à s'engager dans la carrière des concours et à se placer dans le cadre officiel. Si cependant ils y ont été pris, rarement s'y peuvent-ils tenir, ils en sortent. Il règne là une atmosphère de servitude subtile où ils ne respirent pas. Quoi qu'il en soit, c'est un fait que l'histoire du XIXe siècle ne nous montre que trop souvent les serviteurs libres de la pensée pure emprisonnés dans une impuissante solitude par la concurrence bruyante et triomphante de baladins de la pensée qui avaient l'avantage d'être l'Etat. Quelques réserves que l'on fasse sur la philosophie d'Auguste Comte, on n'en est plus aujourd'hui à méconnaître que, comparé à lui, Cousin ne mérite que le rang d'un..... « bergamasque », comme l'appelait Lamartine. Cependant Cousin a été pendant plus de quarante ans, aux yeux de presque tout le monde en France, la philosophie, et Comte, un esprit purement singulier et visionnaire, suivi d'une demi-douzaine de têtes peu sûres, que ceux-là mêmes qui eussent été capables de l'entendre et d'y profiter, sur sa seule réputation, se gardaient bien de lire. Cousin,

aussi capable de disserter que profondément incapable d'enseigner, distribuait toutes les chaires de France, et Comte, qui ajoutait à son génie de philosophe une éminente vocation professorale, se voyait refuser avec des haussements d'épaules une chaire qu'il avait sollicitée. Les ouvrages de Cournot, mathématicien distingué, philosophe original et profond, que l'Université a compté et honoré comme mathématicien, mais enterré comme philosophe, n'ont obtenu de son vivant (il est mort en 1874) aucun succès. Quoi d'étonnant ? Les livres de Jules Simon, de Francisque Bouillier et d'Adolphe Garnier saturaient le public. Et ces deux exemples, pris dans la science la plus influente par sa généralité, manifestent un fait, lui-même de portée générale. La pensée de Comte et celle de Cournot ont ceci de commun, de n'avoir subi la moindre infiltration ni du criticisme kantien, ni du moralisme protestant, ni du panthéisme spinoziste ou hégélien. Au contraire, elles offrent d'écrasants instruments de combat contre ces barbaries. Elles sont purement classiques et françaises par la méthode. Je dis mieux, et ceci les distingue plus éloquemment : elles ont une méthode. Elles maintiennent la communication traditionnelle (et rompue par le panthéisme allemand) entre la philosophie et les mathématiques. Elles abordent tous les problèmes sur lesquels le philosophe se doit de prendre position. Elles ordonnent la plus vaste masse de connaissances. Supposez ces deux maîtres en possession d'être entendus autant que le rhéteur d'Etat qui imprima sa première direction à la philosophie de l'Université et que les rhéteurs ou demi-rhéteurs qui l'ont suivi. Que de con-

séquences! Leur crédit n'eût pas bénéficié qu'à eux-mêmes. Le positivisme a de très larges affinités avec la scolastique sur le terrain de la philosophie naturelle et il n'y a point d'hostilité entre elle et Cournot sur ce terrain, et peut-être même sur un plus élevé. Cette grande tradition de la philosophie catholique eût été réveillée, eût repris le contact du siècle et, sortant de l'enceinte des séminaires, digéré (ce qu'elle n'a pas fait) en les traitant par sa méthode, les données modernes des sciences et les nouveautés de la spéculation philosophique. Elle eût compté. J'en parle sans parti pris de doctrine et, à ce concert de maîtres sérieux, d'écoles dignes de ce nom, je me garderai de ne pas joindre Renouvier, que l'Université a admis à cause de son fond de fanatisme protestant et de la part de Kant dans ses conceptions (sans que son influence puisse en rien être comparée à celle du président de jury d'agrégation le plus médiocre) mais dont l'acuité et la force d'esprit dans la critique et la négation sont si remarquables, la clarté et la probité intellectuelle (en dépit d'un style, plutôt rocailleux que mauvais) si françaises elles-mêmes. Bref, si, par hypothèse, on supprime de l'histoire le privilège des philosophes qui ont été les philosophes d'Etat, si entre eux et leurs grands concurrents libres ou d'Eglise, on nivelle par la pensée les moyens de notoriété et de pénétration, on les voit perdre une immense partie de leur importance abusive, leur tyrannie tombe (le plus fort de leur mérite) et c'est un véritable changement d'axe des influences philosophiques en France au XIXe siècle.

Nous n'hésitons pas à dire que c'est dans l'axe de

l'intelligence humaine que la philosophie française se fût replacée.

M. Emile Faguet s'illusionne grandement sur la nature des choses, qui admire en Cousin le mérite d'avoir fondé « un nouveau pouvoir spirituel ». « De tous les hommes, écrit-il, qui, de 1820 à 1850, ont essayé d'établir un nouveau pouvoir spirituel, soit pour remplacer l'ancien, soit pour vivre concurremment avec l'ancien à titre d'héritier présomptif, Victor Cousin n'a été ni le moins convaincu (?) ni le moins laborieux ; et il a été le plus pratique, et il en est encore celui qui a le moins échoué [1]. » Ainsi là où a échoué le trouble et désordonné, mais puissant et prenant génie de Saint-Simon, là où il faut dire que le grand esprit et le grand cœur de Comte ont entrepris le chimérique et l'impossible, M. Cousin professeur à la Sorbonne et ministre de l'Instruction publique, aurait réussi? Il aurait fondé un pouvoir spirituel? Non! il a utilisé l'administration de l'Etat pour donner à des professeurs ses subordonnés un fantôme de doctrine d'équilibriste. Et l'administration de l'Etat l'a utilisé à cette même fin. C'est en ce sens, et en ce sens seulement, qu'il a réussi. Ce pouvoir spirituel ne survécut guère à la retraite administrative de son fondateur.

1. *Politiques et moralistes.* Étude sur Cousin.

III

La sévérité du jugement à porter sur Cousin, philosophe d'Etat, nous oblige à qualifier avec la dernière rigueur ses successeurs, les philosophes d'Etat de la Sorbonne contemporaine, les Durkheim, les Lanson, les Langlois, les Seignobos, les Brunot, les Lévy-Bruhl et autres lumières. Certes, pour la solidité et la méthode, la pensée de Cousin ne l'emporte pas sur la leur, bien qu'elle ait une tout autre façon de manquer de sérieux. Tout de même, l'inspiration, le sentiment y sont d'une autre qualité. Cousin est une personnalité agaçante, mais séductrice. A défaut de génie, il a un démon. Son ton, toujours oratoire, sa molle rondeur ne sont pas de la bonne tradition française. Mais il a du talent et il écrit en français. Qu'on lui compare le brillant et flottant Ernest Lavisse, solidaire des barbaries de la nouvelle Sorbonne, en ce sens qu'il a dû pour sauver sa vieille importance officielle, les contresigner avec une amère mélancolie (amère indistinctement contre elles et contre ce qu'elles détruisaient) qu'on compare, dis-je, à Victor Cousin cet homme d'imagination déguisé en homme d'autorité, ce Lara de la pédagogie, la comparaison n'aura certes rien d'injurieux.

Mais cette Cour des Miracles !

Nous n'évoquons, on l'entend bien, le passé que pour éclairer le présent. Si, sous la monarchie de Juillet, l'Etat, comme issu en fait de la Révolution, favorisait les institutions révolutionnaires, mais comme monarchique, ne se souciait pas moins vive-

ment de l'unité française, l'Université a déjà produit et soutenu une philosophie d'État, combien ne devait-elle pas y être plus profondément portée et appelée sous un régime qui se tient avant tout pour l'organe et le réalisateur des principes de 1789 ! Ce qui était à prévoir est arrivé. De 1880 à 1900, l'Etat s'est surtout préoccupé de fonder l'orthodoxie du primaire, qu'il n'a d'ailleurs jamais réussi à définir que par des négations, en dépit de ses efforts verbeux pour donner à ces négations figures d'affirmations. A partir de 1899-1900, il a entrepris, d'après le plan dont nous avons emprunté l'exposé à M. Liard, d'y soumettre et d'y faire collaborer le secondaire et le supérieur, ou plutôt le supérieur seul, puisque c'est un article de cette orthodoxie même que la conservation du secondaire classique est exclue par la démocratie. C'est de cette tentative et de ses résultats que le présent livre explique la nature et esquisse le tableau. Les deux différences de condition entre la philosophie d'Etat cousinienne et la philosophie d'Etat contemporaine, en outre de ce qui tient à l'élévation relative de la première et à la platitude de la seconde, sont les suivantes. L'une ne s'attachait qu'à la philosophie proprement dite. L'autre s'applique rigoureusement à tout : lettres, histoire, et même grammaire. Celle-là tenait à l'autorité d'un homme. Celle-ci est dispensée et gérée par un groupe, par une coterie ou Sainte-Vehme, qui forme le véritable gouvernement de la haute Université. Elle n'en dispose que de complicités plus étendues et de moyens plus subtils pour écarter, fût-ce contre le droit le plus évident, des postes auxquels correspond quelque influence, tout ce qui l'inquiète, c'est-à-dire la

vraie culture intellectuelle, l'indépendance d'esprit et l'intégrité du caractère, les lumières et la volonté.

IV

Il n'y a pas lieu que nous insistions en principe et en théorie sur l'incompatibilité de nature entre les responsabilités propres du philosophe, du critique, du créateur intellectuel et les responsabilités propres qui s'attachent à une fonction administrative ou politique. Elle se sent assez d'elle-même. Mais considérons en fait cette confusion de genres dans le régime politique qui, au surplus, a seul intérêt à l'établir, qui a seul intérêt à faire de la philosophie et de la critique, des œuvres de la pensée pure, la matière d'une fonction d'Etat : dans le régime politique fondé sur les principes de la Révolution.

Nous avons montré que ce régime, pour autant qu'il réalise sa définition, est dans la nécessité de soutenir une certaine mystique qui a des conséquences dans tous les domaines de la pensée et du savoir (les sciences mathématiques mises à part). C'est une mystique, en ce sens très particulier que, ne pouvant demander d'approbation qu'à la raison, puisqu'elle est d'origine humaine et non surnaturelle, elle est cependant déraisonnable et ne saurait escompter à son profit que la foi de la passion. Il faudra donc à l'Etat un corps de missionnaires. Mais comme il est d'ailleurs irreligieux et « laïque » et ne veut pas le nom de religion pour sa religion, il mettra à ses mis-

sionnaires le vêtement de la pensée pure et les appellera des savants et des professeurs. La pensée pure en sera rendue très impure.

La fonction modèle l'organe. Le type intellectuel et moral de ceux de ces penseurs qui entreront vraiment dans l'esprit de leur rôle (et que de séductions n'offre pas cet esprit !) m'apparaît redoutable. Ce seront des sortes de prêtres, imbus d'orgueil sacerdotal, mais d'un orgueil incapable de se purifier et de se transfigurer lui-même en se dépersonnalisant et se rapportant à Dieu. Ceux-ci n'ont pas de Dieu. J'ai peur qu'ils ne soient orgueilleux que d'eux-mêmes, et d'autant plus que leur dogme est celui de la souveraineté morale de l'individu — tout au moins de l'individu qui croit à la souveraineté morale de l'individu. Personne n'y croit comme eux.

Ce dogme est le dogme de la critique infinie et de l'inépuisable négation. Voilà donc des prêtres de la critique à perte de vue et de la négation sans borne. Etant tels, notez qu'ils n'auraient rien à dire, aucune matière de pensée, s'il n'y avait des choses à nier, c'est-à-dire des institutions, des traditions, des coutumes, des disciplines et des sentiments qui unissent les nations et les hommes. Voilà des prêtres de la révolte morale et, comme a dit le peintre de Bouteiller, du « déracinement ». Mais comme ils sont des professeurs et des éducateurs, ne doit-on pas trouver en eux, n'y doivent-ils pas trouver eux-mêmes pour se justifier à leurs propres yeux, la posture et l'esprit de l'affirmation ? La négation toute crue vaudrait infiniment mieux intellectuellement et hygiéniquement (Voltaire n'est pas malsain, Bouteiller l'est) que la négation habillée et affirmation : car

cette trouble métamorphose ne se peut opérer qu'à la température d'une certaine fièvre de fanatisme intérieur. Ces pédagogues, dont le métier est notamment d'apprendre aux jeunes gens à penser clair et à se posséder eux-mêmes, me paraissent plus aptes à enseigner le contraire.

Je décris schématiquement (qu'on me passe le mot) un type qui n'est pas celui, grâce à Dieu, de la majorité des universitaires, qui est relativement rare chez les professeurs de lettres, un peu plus fréquent chez les professeurs d'histoire, très répandu chez les professeurs de philosophie, surtout depuis le passage de M. Lachelier à l'Ecole Normale. La mollesse et la faiblesse de la philosophie de Cousin, étant donnée l'orientation générale de la philosophie universitaire, avait du bon. Si elle ne faisait pas des esprits vigoureux, elle ne faisait pas des fanatiques. Mais la puissance et la perfection du corrosif criticiste que M. Lachelier regardait d'autant plus tranquillement opérer chez ses élèves, que lui-même avait ses certitudes personnelles qu'il ne tenait pas plus à communiquer que ses rentes, favorisaient au plus haut degré l'exaltation religieuse de l'individualisme, c'est-à-dire de la destruction.

J'exagère? Connaît-on la doctrine pédagogique de M. Darlu, esprit extrêmement faible à coup sûr, mais inspecteur général de l'Université pour la philosophie et président du Jury de l'agrégation de philosophie, c'est-à-dire la plus puissante influence administrative de qui dépende l'enseignement philosophique contemporain dans l'Université? M. Darlu professe que la nature des idées que le professeur enseigne n'a aucune importance, comparée à la sincérité, à

l'accent, au sentiment avec lesquels il les enseigne. Ce qui veut dire, en bonne logique, que chaque professeur agrégé est un petit Esprit Saint et porte une révélation — à moins cependant qu'il ne soit catholique, auquel cas la place d'Esprit Saint est déjà prise à ses yeux.

M. Buisson, autorité non moins significative et grand modeleur officiel, ne soutient-il pas avec le même feu ces deux choses : qu'être professeur c'est avant tout être « professeur de doute » et que le véritable esprit religieux est celui qui survit à la ruine de toutes les croyances! N'est-ce pas la mystique de la Révolution pure?

J'ai observé que dans l'Université les générations nouvelles tournent en dérision les formules de leurs aînées. Jeunes philosophes universitaires (et je ne m'adresse qu'aux plus intelligents), faites votre examen et demandez-vous, si, pour vous être détachés de beaucoup de vieilleries, vous êtes libérés, si cette âme de prêtres sans foi, cette âme d'orgueil et de fanatisme, cette âme de mépris — obligée de composer tout de même avec bien des petitesses administratives et les subtiles conditions de l'avancement — cette âme de désorganisateurs, regardés avec méfiance par la partie la plus saine d'un peuple, ne vit pas toujours en vous?

CHAPITRE VI

SYNTHÈSE DES FAITS EXPOSÉS DANS CE LIVRE

I. — La doctrine de la Sorbonne. Fausse apparence de réaction salutaire dans cette doctrine. — II. En quel sens il est vrai de dire que la Sorbonne soit « germanisée ». La science allemande. III. — Signification et mécanisme politique des réformes universitaires. Position des juifs et des protestants dans la haute Université. Conclusion.

L'ensemble des faits et des explications qui précèdent nous mène à une vue synthétique de la crise universitaire dont nous avons étudié les deux manifestations essentielles : barbaries de la Sorbonne, destruction des études classiques.

I

Les barbaries de la Sorbonne (Faculté des Lettres) ont été à plusieurs reprises résumées sous ces termes : de l'érudition sans pensée. Nous nous sommes gardé de dire comme d'autres : excès ou abus de l'érudition. Du moins, n'avons-nous point placé cet

abus ou cet excès dans la quantité même de la matière documentaire recherchée ni dans l'étendue ou la minutie de l'information sur les faits. La nature et les difficultés des questions à résoudre fournissent seules en chaque cas la mesure de ce qu'il en faut. Mais tout d'abord cette mesure existe. Bien que tout se tienne et que, dans toute question, il y ait un infini, soit au regard de Dieu, soit au regard d'un cerveau confus, il doit venir un point où les éléments suffisants et décisifs de la solution dont l'esprit humain est capable se trouvent rassemblés. Ce point, qui peut se faire attendre deux siècles comme deux ans, il appartient à l'intelligence de l'apprécier. Mais si cela est au-dessus d'elle, il est à craindre que la précision et l'opportunité dans la documentation le soient aussi, et l'on n'imagine guère de progression réelle en des recherches d'une diffusion illimitée. De plus, il n'y a si minime question où l'assemblage des données expérimentales et documentaires serve à quoi que ce soit sans les lumières d'une certaine expérience générale qui se confond avec la culture de l'esprit et qui est la véritable ouvrière des synthèses. Il est vrai que ces diverses observations n'ont pas d'objet si l'investigation érudite n'est rapportée à aucune question intéressante ou intelligemment posée. Nous avons assez constaté combien cette précaution préalable est négligée dans les travaux de la Sorbonne. Et nous ne lui avons en définitive reproché ni sa bibliographie, ni ses dépouillements, ni ses statistiques, qui pourraient être des instruments très précieux et qui portent au moins le nom d'instruments toujours indispensables. Nous nous sommes plaint qu'elle se désintéressât de leur usage, comme s'il dépassait sa portée,

et que, par une conséquence nécessaire, elle les façonnât généralement mal.

La formule de certains critiques accusant la Sorbonne de « proscrire les idées générales », demande aussi des réserves, en ce sens qu'un tel grief n'a pas d'autorité s'il s'inspire d'une hospitalité trop peu regardante. Une extrême défiance à l'endroit des idées générales convient à l'enseignement et à la critique, parce qu'il en est d'elles comme des diamants : ce qu'il y a de plus précieux mérite que le titre en soit le plus rigoureusement vérifié.

Bonne à suivre en tous temps, cette règle se recommandait avec une particulière énergie au moment où la Sorbonne entra dans la voie de ses méthodes stériles. Ce que nous avons appelé *l'idéolâtrie* florissait, c'est-à-dire une disposition à n'apprécier l'intérêt des idées que d'après la force ou le pathétique de l'imagination qui s'y exprimait, d'après l'éloquence à laquelle elles prêtaient, d'après l'ampleur de la rêverie qu'elles suggéraient. On les goûtait, dirai-je, on les fêtait, plutôt pour des qualités sensibles que pour des qualités de pensée, plutôt pour l'épaisseur et la saveur de leur chair que pour la pureté de leur lumière et la probité de leur composition. C'était donner à des hommes de talent d'excessives facilités pour en produire. Une philosophie qui a sa source première dans le romantisme et dans le syncrétisme panthéistique accréditait depuis longtemps des confusions de genres qui fournissaient à l'invention de synthèses truculentes un aliment aussi abondant que vain. La confusion de l'histoire naturelle avec l'histoire littéraire, celle de la zoologie avec la politique, ou de la politique

avec la morale et la religion, celle de la religion avec l'art, celle de la métaphysique avec l'histoire et bien d'autres, également caractéristiques, étaient de pratique courante et ne scandalisaient pas. Elles entraient pour une bonne part dans la méthode habituelle de plusieurs écrivains doués d'une grande puissance et influents. Les généralisations d'histoire littéraire d'un Taine, celles, sur tous sujets, d'un Voguë, souvent celles d'un Brunetière, quelquefois même celles d'un Renan, pour ne citer que les plus illustres, ont cette origine et cette marque, qui n'ont pas nui à leur succès. Il y avait lieu, à la fin du XIXe siècle, à une réaction décisive contre ce défaut de sobriété intellectuelle et cette discipline relâchée. Il était digne de professeurs de ramener les générations nouvelles au respect du fait et au culte de l'observation exacte.

Mais cette tâche positive n'a aucun rapport avec l'œuvre négative de la Sorbonne, procédant comme un médecin qui, pour guérir un homme intoxiqué par des nourritures trop grasses, le condamnerait, non à une certaine diète et à l'exercice, mais à mourir de faim. Elle trouvait devant elle un certain abus romantique des synthèses. Elle a mis la synthèse en interdit. Elle constatait dans une critique applaudie par les générations précédentes un procédé peu solide et très mêlé pour former les idées. Elle n'a plus voulu connaître d'objet ni de sens à la recherche de l'idée juste. Elle observait l'infécondité d'une culture de dilettante. Elle a identifié culture générale et dilettantisme, ces deux contraires, et prétendu envelopper l'une dans le juste discrédit de l'autre. Elle n'a plus admis, non seulement comme

but des travaux intellectuels, mais comme moyen d'enseignement et instrument pédagogique, que l'accumulation brute et aveugle des matériaux.

La position philosophique, historique et critique de la Sorbonne réformée se définit d'un mot. C'est l'abdication systématique de l'intelligence.

II

Cette définition nous permet d'attribuer un sens précis à l'expression de « Sorbonne allemande » ou de « Sorbonne germanisée » employée au cours de polémiques récentes [1]. Ce qualificatif, la Sorbonne l'eût largement mérité, à un autre point de vue, pour le zèle ardent et efficace avec lequel ses maîtres les plus influents ont concouru depuis douze années au mouvement de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme scolaires. Mais nous ne considérons ici que son œuvre intellectuelle. Et nous la disons germanique, en ce que l'accumulation de la matière y dépasse infiniment le pouvoir ou même la préoccupation de digérer cette matière et, par conséquent, ne s'y peut faire elle-même avec assez de méthode et d'ordre. Car il faut un choix, un sens des valeurs, une sûre direction de l'esprit, jusque dans la bibliographie.

Ce n'est nullement que nous érigions l'impuissance à ordonner, à éclaircir, à comprendre, à conclure, en caractéristique universelle et en définition inté-

1. Par M. François Albert dans d'excellents articles de l'*Opinion* (1909).

grale des travaux de la science allemande. Cette sottise nous a été souvent attribuée par des polémistes qui aimaient mieux caricaturer une thèse que d'y répondre. Nous n'aurons garde de nous en défendre. Une bonne composition historique et une bonne dissertation philologique faites par un Allemand sont une bonne composition historique et une bonne dissertation philologique. Et il n'y a qu'à tirer profit des données ou des hypothèses nouvelles qu'elles ajoutent au savoir. La contribution propre de l'Allemagne à l'augmentation de la plupart des sciences s'est montrée telle qu'il existe peu de domaines où l'ignorance de l'allemand ne cause aujourd'hui de grands embarras aux spécialistes et aux professeurs. Cependant, pour la formation aux bonnes méthodes, les grands maîtres de la science française offrent une école beaucoup plus sûre, ne fût-ce qu'à cause de la nature des deux langues, dont l'une n'est un instrument intellectuel satisfaisant que maniée par un esprit supérieurement énergique qui se dégage de sa confusion naturelle, au lieu que l'autre, instrument parfait, perd la pureté de son tour et de son aspect au moindre défaut dans la conduite de la pensée. Il est nécessaire aux professionnels des sciences de pouvoir s'emparer de toutes les informations et théories rédigées en allemand. Il sera bon que la langue allemande ne leur entre pas trop intimement dans l'esprit, que la vie de l'allemand, si j'ose dire, ne se mêle pas dans leur cerveau à la vie du français, qui en serait gâtée.

Ce que nous nommons germanique dans les conceptions et les travaux de la nouvelle Sorbonne, dans son érudition sans pensée, dans son matérialisme

scientifique, dans ses méthodes rampantes et désorientées, c'est leur conformité à une philosophie dans laquelle la puissante imagination de son fondateur avait mis un levain, mais qui, ce levain tombé, se résout en quelque chose d'extrêmement plat. Nous ne disons pas qu'elles s'y conforment intentionnellement, ni qu'elles sachent y avoir leur origine. Mais si elles se trouvent quelque part une raison d'être et une justification implicite, c'est dans cette philosophie-là, produit spécifique de l'Allemagne, et en elle seule. Taine et Renan jeunes en furent enivrés, mais parce qu'ils l'enflammaient et la coloraient au feu de leur imagination et de leur lyrisme. La Sorbonne, qui n'a pas de lyrisme, n'en a conservé que la platitude. Nous voulons parler de la philosophie hégélienne de l'unité et de l'identité universelles. La formule de la vérité la plus incomplète, la plus négative et la plus stérile : « tout est dans tout », y joue le rôle d'adage suprême, de haute maxime de la science. Il est clair que nulle autre synthèse que la synthèse universelle n'a de valeur véritable au regard d'une métaphysique d'universel nivellement. En supprimant toute hiérarchie entre les éléments des choses, elle supprime l'intelligibilité même des choses, elle prive l'intelligence de points d'appui, elle lui interdit de chercher dans des faits d'une signification éminente les jalons de la conquête, au moins partielle, de la réalité. Il est vrai que la Sorbonne a réagi contre ces esprits qui improvisaient à trop peu de frais et à tout propos la synthèse cosmique. Mais, plus pareille à eux qu'elle ne se le figure, elle n'en admet pas de moindre. Seulement elle la veut élaborer consciencieusement et ne l'at-

tend que de la conglomération de tous les petits faits de la nature et de l'histoire universelle, lesquels, pour qui se refuse la lumière et la direction préalable de toute idée générale (et il n'y a pas encore d'idée générale légitime !) sont une poussière infinie et vaine. A la manière dont s'y prend la Sorbonne, des siècles ne l'assembleront pas. Que disions-nous que les fourmis de la Sorbonne ignorent le sens et le but de leur va-et-vient à travers les textes ? Elles apportent d'innombrables brindilles à l'édifice de la science intégrale qu'un très lointain avenir contemplera. D'ici là, gare à qui se croit la force de penser quelque chose et de conclure sur quelque point. Rien n'est plus méprisé rue des Ecoles.

M. Andler a formulé un jour, sur le ton de l'autorité la plus décidée et la plus fière, la haute règle de l'enseignement sorbonnique en disant que la Sorbonne expose toutes les doctrines, mais se garde de choisir entre elles [1]. M. Andler n'admet évidemment pas que la vérité soit plus dans certaines doctrines que dans d'autres. Car s'il en était autrement et que la Sorbonne n'osât prendre sur elle de choisir, de quel droit prendrait-elle sur elle d'enseigner ? La thèse impliquée dans la méthode de M. Andler est forcément l'une des trois suivantes : 1° La vérité est dans la somme de toutes les doctrines, contradictoires ou non (dans ce cas il faudra que la Sorbonne s'oppose à la naissance de doctrines nouvelles pour pouvoir terminer son addition) ; 2° la vérité est dans la succession des doctrines à l'infini jusqu'à l'épuise-

1. Lettre au *Temps*, à propos des manifestations provoquées par certain voyage à Berlin, mai 1908.

ment des temps, c'est un *fieri* sans issue ; 3° la vérité est ce qu'il plaît à chacun qu'elle soit. Au fait, ces trois thèses ne sont pas différentes et elles se ramènent à faire quelque chose de divin de l'impuissance intellectuelle, quand elle se joint à une ardeur fiévreuse à dépouiller des textes.

Le malheur est qu'on n'a jamais clairement et fortement exposé une doctrine que du point de vue, ou de cette doctrine, ou d'une autre doctrine nettement définie. La prétendue incompatibilité entre l'*esprit dogmatique* et l'*esprit critique* pourrait bien n'être qu'une très grosse bêtise et le contraire même du vrai.

III

On connaît assez nos hauts réformateurs pédagogiques pour savoir que le renoncement à penser ne dut leur coûter qu'infiniment peu d'effort. Mais si la direction spirituelle de l'instruction publique et la garde de la Sorbonne ont été confiées à des esprits de l'innommable qualité de Durkheim et de Seignobos, ce ne fut point là simple accident. Ce fait était dominé et commandé par un autre fait.

A la fin du XIXe siècle et dans les premières années du XXe, une politique dont la malfaisance sévit encore, malgré les efforts d'une réaction virtuellement puissante, mais dispersée et inorientée, obligea l'Etat à rendre le plus effective possible la centralisation universitaire afin d'utiliser l'Université au service de la Révolution, et de l'utiliser par

la tête. Il convenait que cette tête-là, si bien placée politiquement et administrativement pour se faire suivre par le peuple enseignant, pour y répandre ses manuels et y accréditer ses mots d'ordre, ne fût pas grande amie des lumières intellectuelles, mais qu'elle conservât néanmoins le prestige du sacerdoce scientifique. Car, d'une part, la *Science* et la *Révolution* sont, comme nul ne l'ignore, deux noms d'une même divinité. Mais, d'autre part, le mouvement des idées et l'état de l'esprit public en ce qui concernait la Révolution, en étaient alors à ce point, que sa cause idéale ne pouvait être utilement servie que par une intimidation et un refoulement systématiques de la pensée. La négation (sous des prétextes tirés de la « science » elle-même) du droit de juger, de critiquer ou de conclure était devenue la forme nouvelle et l'unique ressource (quoique indirecte) de l'apologétique démocratique. Certes la Révolution et la démocratie s'étaient aussi ardemment que confusément battues depuis un siècle sur le terrain des idées et des principes. Mais après les réfutations et les démonstrations d'un Maistre, d'un Bonald, d'un Comte, d'un Cournot, d'un Le Play, d'un Veuillot, d'un Renan, d'un Proudhon (nous n'ignorons pas sous quelles réserves celui-ci doit être placé dans la contre-Révolution) après les tableaux de Taine, après l'expérience surtout d'un siècle d'instabilité politique, de révolutions continuelles, de guerre civile comme permanente et d'affaiblissement national, le procès passait pour jugé, leur défaite morale était très généralement reconnue. Il était admis que l'intelligence était contre-révolutionnaire, qu'elle se prononçait contre la Révolution. Nul esprit sérieux

n'eût soutenu qu'à l'encontre de ces théoriciens et de ces observateurs, ce qui, par les bouches vaticinantes d'un Michelet, d'un Quinet, d'un Hugo et d'un Pierre Leroux, avait parlé en faveur des principes de 1789-1793, possédât la nature et méritât le nom de l'intelligence. Sauf Renouvier, qui n'avait, comme Rousseau, que le tort de confondre la France avec une petite ville suisse isolée du reste du monde, tout ce qui continuait de plaider en faveur de ces principes était très faible et très verbeux. Quelques-uns essayèrent de leur rendre une certaine consistance en y introduisant, sous le pudique nom de Solidarité, un peu de collectivisme. Ce mouvement n'a, en fait, profité qu'à la propagande du collectivisme. L'Etat, qui n'avait contracté avec le collectivisme qu'une alliance purement parlementaire et électorale, qu'il résilierait au premier jour, ne pouvait sans danger inscrire l'identification de la Révolution avec le collectivisme dans son orthodoxie. Ce qu'il fallait, c'est que la religion de la Révolution fût défendue contre toute attaque, mais non point par des raisons qui commandassent la prompte mise en œuvre de ses conséquences économiques. On voulait bien livrer à ses exigences un peu de l'idée de patrie, un peu de l'ordre de la famille, un peu de toutes les autorités traditionnelles et morales, tout le catholicisme, si possible, et toutes les congrégations religieuses à dévorer; mais la propriété non pas : elle est moins endurante. Or, l'institution politique fondée sur la Révolution était le fait, et l'existence d'un gouvernement (celui du « bloc ») résolu, non plus comme ses prédécesseurs à la tempérer, mais à la « développer » était le fait aussi. Entre les

idées qui soutenaient ce fait et celles qui le condamnaient et en conseillaient la destruction, l'avantage des premières en force et en prestige était écrasant. Le parti de la raison n'était pas douteux. Mais si, cessant d'opposer vainement la raison à la raison et les idées aux idées, on leur refusait simplement le combat en érigeant le fait en souverain indiscutable, en leur déniant par système toute autorité, tout droit de critique à son égard ! Si, sans prêcher directement le mépris des idées et de la raison, on en obtenait un équivalent ! Je ne dirai pas que la philosophie et la méthode de la nouvelle Sorbonne furent forgées tout exprès dans ce dessein, mais que les tendances négatives et les impuissances personnelles qui ne demandaient qu'à opposer à l'élaboration véritable de la science, c'est-à-dire à la poursuite des conclusions, l'empêchement et la fin de non-recevoir d'une critique infinie, se trouvèrent d'accord avec les nécessités de l'Etat. Il les érigea en vérité et en loi. Il leur donna le pouvoir. Une équipe de barbares et d'imbéciles, politiquement résolus, et de brouillons moins sots, mais serviles, devint le cerveau de la haute Université.

Les objections essentielles faites au dogme de la Révolution par les théoriciens de la contre-Révolution n'étaient généralement pas neuves dans leur fond. Elles appliquaient au jugement de l'utopie individualiste une connaissance de la nature humaine et de la société sur laquelle les plus grands des politiques, des moralistes et des poètes, païens ou chrétiens, sont d'accord et qui constitue la plus précieuse partie de ce qu'on reçoit d'eux. La littérature classique, l'ancienne et la moderne, n'est pas, comme

de Maistre ou Comte, une école directe d'argumentation contre-révolutionnaire. Mais ce qu'elle a de supérieur porte une notion de l'homme et des corrélations sociales et morales, une philosophie naturelle, une assiette et une ampleur de bon sens, très peu favorables chez celui qui se l'assimile, à l'éclosion ou à la vigueur de la croyance révolutionnaire. Elle nourrit substantiellement la pensée et le cœur, alors que ce qui nourrit la foi révolutionnaire, individualiste et démocratique, c'est l'amaigrissement des notions. Mais la philosophie ou la méthode nouvelle de la Sorbonne avait cette vertu de discréditer, de frapper d'une espèce de nullité le fond des penseurs classiques, ou plus généralement de tous les penseurs antérieurs à la nouvelle Sorbonne, exception faite de ceux dont la doctrine se solde exclusivement en doutes et en négations. Et c'est à quoi elle parvient en effet par deux sophismes généraux, dont je ne sais s'il faut dire qu'ils s'accordent ou ne s'accordent pas ensemble, mais entre lesquels elle oscille et nous laisse volontiers le choix. L'un est tiré de l'insuffisance de la documentation expérimentale, l'autre de l'Evolution et de la Relativité.

1. Les idées concernant l'homme, la société, les choses humaines qui ont pu passer jusqu'à une date récente pour les plus fortes et les plus éprouvées, sont sans valeur pour nous, parce qu'elles ne sont fondées que sur l'observation d'une petite partie de l'humanité et de l'histoire et non pas sur l'enquête anthropologique et paléontologique universelle que nous sommes en mesure de commencer aujourd'hui. Elles ne sont pas « scientifiques ». (Sociologie de Dur-

kheim, de Lévy-Bruhl, histoire littéraire de Lanson, etc.)

2. Les idées qui prétendent fixer, comme nécessaire ou légitime, un certain statut de la politique, de la société, des mœurs, de l'éducation, assigner certains cadres à la vie collective ou individuelle, certaines règles même à la pensée et au goût, ces idées n'ont de vérité que rétrospective et historique. Elles représentent la manière dont les choses se sont arrangées, organisées à un certain moment du passé que nous prenons arbitrairement pour modèle. Mais ce moment appartenait à une évolution qui avait parcouru bien des étapes avant d'y parvenir, comme elle se continue au delà de lui, défaisant sans cesse toutes les prétendues corrélations permanentes sur lesquelles on prétend fonder des vérités fixes.

Ces deux sophismes sont bien deux manières de renoncer à user de la raison et d'en défendre à tout le monde l'usage. Mais si ceux qui les enseignent n'ont d'autre dessein que de servir la cause philosophique et historique de la Révolution, leur calcul ne risque-t-il pas, en un cas du moins, d'être cruellement déjoué ? Est-ce qu'ils ne se désarment pas d'avance pour le jour où dans l'institution politique, dans l'état religieux, dans les préférences des Français en général la Contre-Révolution prévaudrait ? Elle serait le fait, le résultat nouveau de l'évolution ; et l'enquête anthropologique qui, seule, permettra de prononcer scientifiquement qui a tort et raison dans les conflits des idées, ne serait certainement pas encore parvenue à terme. Cet empirisme servile et dissolu

menace de se retourner à fond contre les intentions de ses prôneurs.

Ils ont pris leurs précautions. Ils ont défendu à la Contre-Révolution de se produire jamais, dans quelque domaine et sous quelque forme que ce soit. Ils *savent*, eux qui se défendent de rien savoir que sur fiches, que l'évolution universelle se fait *fatalement* dans le sens de l'individualisme, de la démocratie, de l'internationalisme humanitaire, de la décadence catholique, et du cosmopolitisme littéraire. Ils savent que les enquêtes de la science aboutiront toujours et fatalement à des conclusions favorables à ces thèses et à ces causes. Dès lors, quand leur « libéralisme » se sert des moyens matériels de l'Etat et de l'administration pour empêcher les esprits qui ne s'y rallient point et qui ont de puissantes et séduisantes raisons à donner de ce refus, d'entrer en contact avec le public, et surtout la jeunesse, quand ils utilisent ces mêmes moyens pour léser grossièrement la personne et les intérêts de leurs adversaires, ils n'attentent pas plus à la sainte « liberté » que n'attenterait à la liberté du commerce un gouvernement refusant aujourd'hui à quelque fol entrepreneur de transports par diligence les subventions qu'il accorde aux chemins de fer. La Sorbonne s'est interdit le souci des idées. Elle s'est vouée aux « recherches patientes » et à l'humilité des monographies. Mais, comme compensation à cet austère jeûne scientifique, elle s'est accordée l'aliment d'une croyance que dix mille monographies ne suffiraient pas à fonder, d'une affirmation énorme et fabuleuse qui est d'elle-même le minotaure de toutes les idées justes : à savoir, que la réalisation progressivement fatale des principes

de la Révolution détermine la marche et donne la clé de l'histoire universelle. Ce qu'il y a en définitive de nouveau dans la position de la Sorbonne, c'est qu'avec toutes ses histoires de « méthode » et de réformes, elle s'est enfoncée plus profondément et rivée dans l'ornière des vieilleries de Michelet.

J'avais songé à donner à ce livre l'un des titres suivants : *L'Université contre la raison. L'Université contre la raison et contre la patrie. La barbarie universitaire.* J'y ai renoncé, parce que le public aurait pu croire visé le corps même de l'Université, alors qu'il ne s'agit que du groupe qui, appuyé sur la politique, y a pris toute la puissance et est le véritable ennemi de ce corps auquel il ôte l'objet même de sa noblesse professionnelle. Mais, sous cette réserve, ces titres étaient-ils mal trouvés ?

J'ai surtout voulu écrire une histoire d'idées et mener un combat d'idées. J'ai dû y faire intervenir la politique, sans laquelle cette histoire ne s'expliquait point et qui contribuait à marquer aux coups leur direction nécessaire. Mais, désireux essentiellement d'intéresser et de gagner les intelligences, j'ai omis de parler d'un gros fait, essentiellement lié à l'entreprise menée au nom de la « démocratie » contre la culture intellectuelle : à savoir, la prépondérance de l'élément juif et surtout de l'élément protestant dans la haute Université.

Envisagé au point de vue des apparences légales, ce fait est un scandale moral. En droit, il n'y a pas dans l'Université de privilèges collectifs et les places s'y donnent au mérite personnel prouvé par les

concours et autres formes de la légitime concurrence. Le pourcentage énorme des juifs et surtout des protestants dans le personnel de la haute administration et de l'enseignement supérieur, dans tous les postes d'où dépendent l'influence et le pouvoir, supposerait dans cette race ou nation, d'une part, dans cette confession religieuse de l'autre, une grande supériorité générale et habituelle des individus. Les juifs et les protestants de la haute Université ont effectivement accoutumé de dire, à qui veut les entendre sans leur rire au nez, qu'ils représentent aujourd'hui l'élite intellectuelle de la France. Mais il est fâcheux que la dégoûtante médiocrité que tout le monde constate dans la Sorbonne contemporaine ait apparu à la suite de leur invasion. Non qu'il ne puisse, Dieu merci, y avoir parmi eux de véritables savants et des hommes dignes des hautes charges de l'enseignement. Mais, tout d'abord, pour quelle raison y en aurait-il plus, et si sensiblement plus, que chez les universitaires français et catholiques de naissance? Le fait que l'oligarchie juive n'ait pu s'emparer de la « sociologie », l'oligarchie protestante, de « l'histoire », et du gouvernement administratif de la philosophie, que dans la personne de sauvages imbéciles comme Durkheim et Seignobos ou d'un pauvre esprit comme l'inspecteur général Darlu (pour ne citer que ces exemples entre tant d'autres), ce fait prouve de très médiocres ressources en hommes, mais aussi d'ailleurs la force, la suite et la vigoureuse impudeur d'une politique très bien organisée. En second lieu, il ne faut pas hésiter à dire (ce qui n'empêchera aucunement de rendre justice aux juifs et aux protestants de mérite) que ni le protestantisme

ni le judaïsme ne favorisent beaucoup d'eux-mêmes l'amour de la science et de la vérité, ni le goût de la pensée pure. Le sentiment de la distinction du temporel et du spirituel est une délicatesse qu'un protestant peut à la rigueur posséder, un juif beaucoup plus difficilement, mais à laquelle ni l'esprit du protestantisme, ni celui du judaïsme ne prédisposent, bien au contraire. L'éducation catholique y forme essentiellement et prépare mieux à penser, au mépris de ses intérêts et de ses passions. Je veux dire qu'il y a trop souvent chez les protestants voués à la science une terrible inclination à se préoccuper par-dessus tout de ce qu'elle peut faire pour venger la Saint-Barthélemy et la Révocation de l'Edit de Nantes et démontrer la supériorité des protestants; chez les juifs, une incapacité profonde de distinguer entre la vérité pure et les idées les plus aptes à dissoudre au profit du nationalisme d'Israël l'être des nations.

La disposition réciproque n'existe pas dans l'élite catholique et française.

Cependant il y aurait une grande naïveté à batailler contre la captation de la puissance universitaire par les juifs et les protestants, au nom du juste et de l'injuste. Ce n'est là qu'un cas particulier de la loi qui soumet d'une manière générale la démocratie élective à la domination de ces minorités. On l'a vingt fois démontré : sur une « poussière d'individus » arrachés aux organisations sociales naturelles et traditionnelles par l'omnipotence de l'Etat centralisé, le règne de minorités fortement cohérentes et solidaires et qui, elles, conservent jalousement leur statut, s'établit de soi-même. Elles sont cent devant

dix mille. Mais elles sont sur tous les points cent contre un. La question des juifs et des protestants dans la haute Université ne se doit donc pas poser sur le terrain de la justice individuelle ou de l'équité administrative. C'est une question d'Etat.

Je n'éprouve aucun besoin de formuler les conclusions générales de ce trop long travail. Sur la question des études classiques, la troisième partie de l'ouvrage (*Définition des Humanités*) dégage et condense la doctrine à laquelle aboutit toute la critique antérieure. Quant à la responsabilité de l'institution universitaire dans les aberrations actuelles de la haute Université, je crois avoir montré qu'elle ne tient pas tant à cette institution même qu'à la part de la Révolution dans ses origines. La faiblesse du haut enseignement officiel, toujours constatée et déplorée depuis un siècle par les plus éminents observateurs et qui est devenue aujourd'hui (je crois l'avoir assez montré) une véritable abjection, a sa raison première dans la qualité officielle elle-même de cet enseignement, dans l'asservissement constitutionnel, viscéral de la pensée et de la science universitaires à l'Etat et, qui pis est, à l'Etat démocratique. Une « pensée » d'Etat, une science d'Etat risquent infiniment de ne point posséder la nature de pensée et de science, et d'offrir le composé le plus suspect. Ce risque est à son maximum quand l'Etat est fondé sur des principes faux, et que d'une cause philosophique et religieuse insoutenable, barbare, il fait sa cause propre. Si la nécessité d'un régime politique fondé sur la Révolution veut qu'il y ait une philosophie d'Etat, un haut enseignement d'Etat, cette exi-

gence est la plus menaçante qui se puisse pour la civilisation intellectuelle de notre pays. L'idée d'un haut enseignement de l'Etat (j'entends : inspiré par l'Etat, soumis à l'Etat) est, à vrai dire, inacceptable. Il y a un siècle, en Prusse, cette création put être rendue nécessaire (sans parler des immédiates raisons nationales et patriotiques) par la condition d'une civilisation inférieure et d'une société insuffisamment cultivée. En outre, elle blessait moins des esprits accoutumés par le protestantisme à la domination du Prince sur la religion. Mais, en France, l'activité de la libre république des Lettres s'était, j'imagine, montrée, depuis trois siècles et plus, assez féconde et magnifique. L'Etat ne s'en empara, ne s'y substitua que pour l'abaisser et la dégrader. Parmi les philosophes, historiens et critiques de l'Université au XIXe siècle, les esprits sérieux furent une infime exception.

Les principes de la Révolution imposèrent à l'Etat cette usurpation destructive. Il n'y peut être mis fin, la séparation entre les lettres, la philosophie, la pensée et l'Etat ne peut être réalisée que par un changement politique qui, replaçant l'Etat sur ses bases naturelles et légitimes, lui permette de se restreindre à sa fonction. La question universitaire nous conduit à la question politique, au seuil de laquelle je m'arrête, non certes par hésitation d'esprit (je suis de l'*Action française*) mais parce que les intérêts qui font l'objet de ce livre, les intérêts de la culture intellectuelle, ne constituent qu'un des éléments de la question politique et que celle-ci, pour être résolue avec une autorité convaincante, doit avoir été traitée intégralement, considérée sous tous ses aspects.

Que si les lecteurs qui auront bien voulu me suivre jusqu'ici étaient curieux de mes pronostics sur l'avenir de la cause que j'ai défendue, je leur répondrais qu'un soldat sérieux, au milieu, au début peut-être d'une grande bataille, livrée à un ennemi très puissant, se garde bien de faire le prophète. Mais, il peut sentir que la bataille est bien engagée. Et telle est très nettement mon impression. Peut-être réjouira-t-elle les lettrés et les patriotes français à qui j'aurai eu l'honneur d'inspirer confiance.

NOTE

SUR LA COLLABORATION DE M. RENÉ DE MARANS

Le troisième livre de la deuxième partie de cet ouvrage (p. 327-373) est dû à la collaboration de M. René de Marans.

Comme il m'était advenu de causer avec M. de Marans sur l'enseignement de l'Histoire dans la Sorbonne contemporaine, je m'assurai que nous étions d'accord pour en définir et pour en juger les principes et qu'en outre M. de Marans était fort versé dans la matière de la question. Connaissant les fortes qualités d'analyse de ce jeune écrivain que le public n'a eu que trop rarement encore l'occasion d'apprécier, je le priai de traiter un sujet qui rentrait essentiellement dans mon plan. Je le remercie d'avoir hâté par son très précieux concours l'achèvement d'une œuvre que je crois utile.

Je n'ai participé à la conception des deux chapitres dont M. de Marans est l'auteur que dans la mesure nécessaire pour en assurer l'accord avec la méthode et la forme générales de mon travail. Tout l'honneur de ces deux chapitres revient à M. de Marans. La responsabilité nous en est commune.

P. L.

TABLE DES MATIÈRES

—

DEUXIÈME PARTIE

LA BARBARIE EN SORBONNE

Livre 1

La sociologie

Livre II

Les lettres

Livre III

L'histoire

I. — Les nouvelles méthodes historiques :

II. L'utilisation de l'histoire :

TROISIÈME PARTIE

DÉFINITION DES HUMANITÉS

QUATRIÈME PARTIE

L'UNIVERSITÉ ET LA RÉVOLUTION

ACHEVÉ D'IMPRIMER

Le vingt novembre mil neuf cent douze

PAR

CH. COLIN

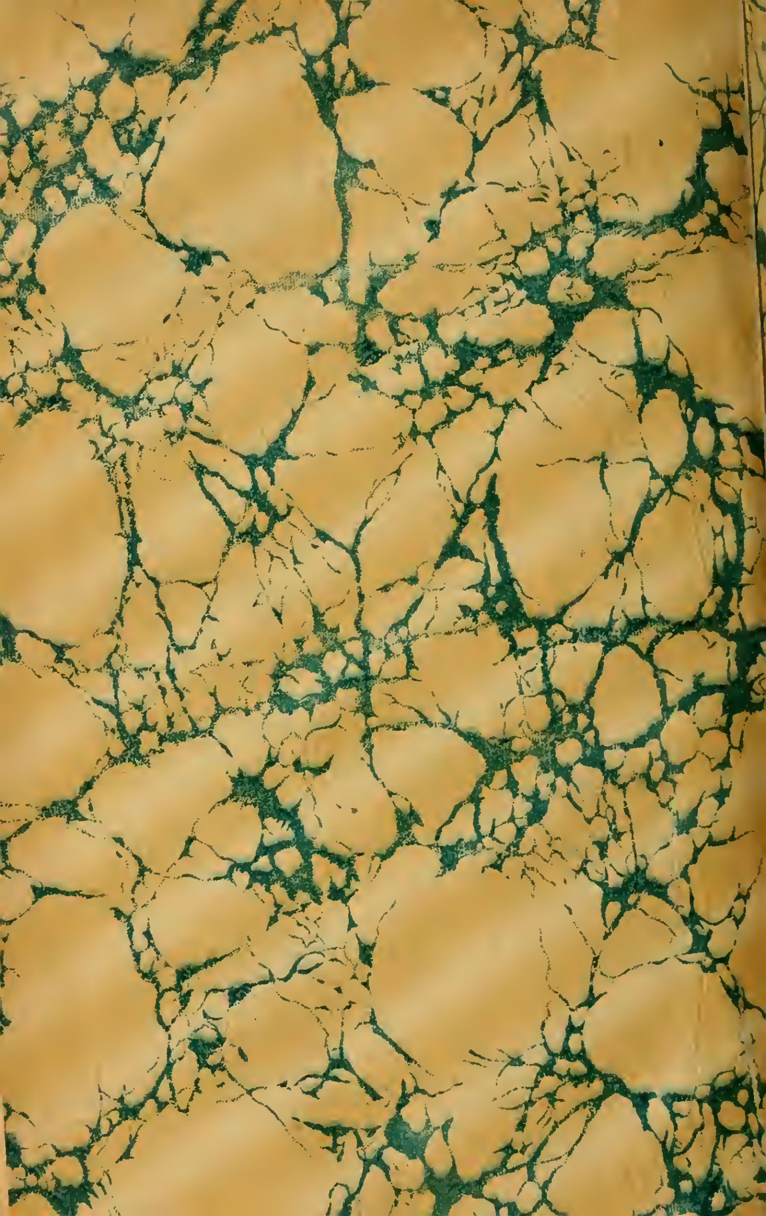
à Mayenne

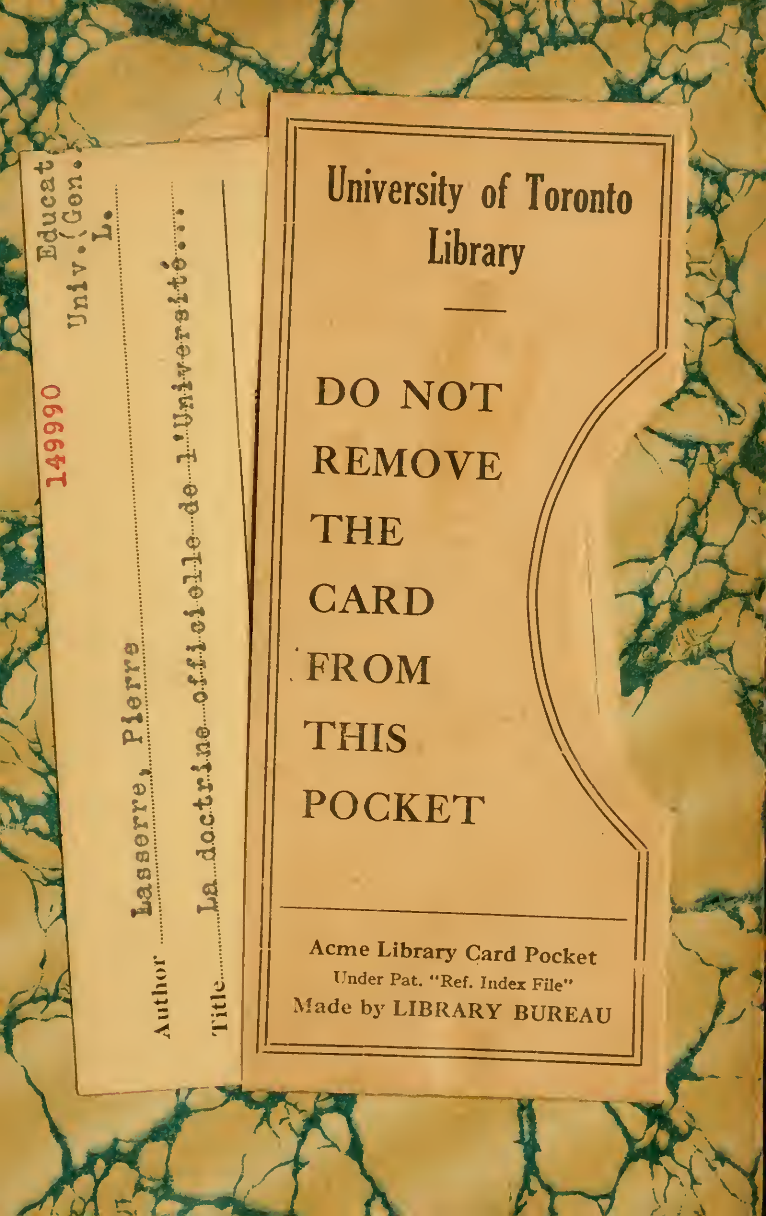
pour le

MERCVRE

DE

FRANCE




149990
Educat.
Univ. {Gen.
L.
Author Lasserre, Pierre
Title La doctrine officielle de l'Université...
University of Toronto Library
DO NOT REMOVE THE CARD FROM THIS POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

